

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L E

RISQUE PROFESSIONNEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 4 Juin 1901, à 10 heures.

PAR

GUSTAVE POREZ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PLANIOL.

Suffragants : { MM. SALEILLES, professeur.
BARTIN, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

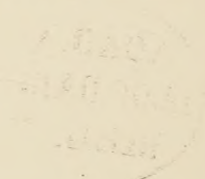


Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE

RISQUE PROFESSIONNEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 4 Juin 1901, à 10 heures

PAR

GUSTAVE POREZ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. PLANIOL.

Suffragants : { MM. SALEILLES, professeur.
BARTIN, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

LE RISQUE PROFESSIONNEL

CHAPITRE PREMIER

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

I

Fréquence des accidents.

On a justement comparé l'Industrie à un champ de bataille ayant ses victimes comme la guerre (1). Chaque année, en effet, une véritable armée de travailleurs tombent frappés dans les ateliers et dans les usines, au cours de leur travail. Les chiffres donnés à cet égard sont effrayants (2). C'est qu'en effet aux dangers que l'exercice

(1) M. Linder. — Discours d'ouverture au Congrès de Paris, II, 12.

Au même Congrès, un orateur déclarait que la question des accidents du travail est la plus importante du siècle.

(2) M. Félix Faure, en 1883, donnait à cet égard des chiffres approximatifs. L'expérience et les statistiques sont venues démontrer combien ces chiffres étaient malheureusement au dessous de la vérité. Il évaluait à 5 ou 6.000 par an en France sur un total de 1.400.000 ouvriers le nombre des invalides du travail et à 20.000 par an les victimes d'accident dans l'industrie grande ou petite. Or, pendant l'année 1900, il a été déclaré 100.000 accidents et encore est-on certain que toutes les déclarations n'ont pas été faites. La proportion des

des anciennes professions a, de tout temps, fait courir aux ouvriers qui les exercent, les conditions nouvelles du travail ont ajouté des périls nouveaux. Le phénomène industriel qui est né et s'est développé dans ce siècle a rendu les accidents plus nombreux et plus terribles. Des professions jadis inoffensives sont devenues dangereuses et, de toutes parts, se sont multipliés autour de l'ouvrier les causes de sinistres et les risques de toutes sortes. Le travailleur industriel se trouve placé dans un milieu méca-

accidents dans l'industrie belge est formidable. Pour un chiffre total de 500.000 ouvriers on compte chaque année 3.200 victimes d'accidents graves et la proportion est la même pour l'Autriche. (*Bulletin de l'association des industriels de Belgique pour la prévention des accidents.*)

La statistique la plus exacte est celle qui a été faite en Allemagne pour l'année 1896. En voici les résultats.

Accidents industriels déclarés en Allemagne durant l'année 1896.

Dans les corporations industrielles.....	233.319
Dans les corporations agricoles et forestières.	91.099
Dans les administrations publiques.....	24.970
Total.....	349.388

Les 233.319 accidents déclarés dans les corporations industrielles se décomposent ainsi :

Mort.....	4.040
Incapacité permanente totale.....	585
Incapacité permanente partielle.....	20.251
Incapacité temporaire de plus de 13 semaines...	13.562
— — de moins de 13 semaines...	194.877

Ainsi en Allemagne, sur un peuple de 40 millions d'hommes, près d'un demi-million de travailleurs sont victimes de leur travail, et dans ces centaines de mille victimes, près de 25.000 hommes ont été tués ou sont restés incapables de gagner leur vie.

M. Henri Mamy, C^e au Conservat. des Arts et Métiers, 4 février 1901.

nique où pour lui tout est péril, où tout doit lui être un sujet de crainte. Au centre de l'usine, le moteur peut éclater, brisant tout sur son passage, brûlant de ses jets de vapeur les ouvriers les plus proches. Les courroies de transmission forment un réseau au sein duquel l'ouvrier va se mouvoir, toujours en danger d'être emporté dans leur tourbillon ; les volants et les poulies semblent toujours prêts à le saisir, les engrenages à le broyer ; les machines à hacher, à découper, à raboter, scier, fraiser, lui font courir à chaque instant le risque d'une horrible mutilation ; il peut être victime d'un monte-charges ou d'un ascenseur, tomber dans un réservoir contenant des liquides corrosifs ; les lampes qui l'éclairent peuvent se détacher et l'environner de flammes, les appareils au gaz faire explosion, les courants électriques de haute tension le foudroyer. Et partout, de plus en plus, des forces effrayantes sont mises en mouvement, accumulant les ruines autour d'elles, faisant chaque jour, dans leurs révoltes, des victimes innombrables.

Or, devant ces dangers terribles, l'ouvrier se trouve désarmé. Près de la machine, son rôle est si modeste ! Il en est non le maître, mais le serviteur, l'accessoire même (1). « Quand le terrassier travaille avec sa bêche, le bûcheron avec sa hache, l'outil dans ses mains n'est que le prolongement de ses propres organes et l'on peut admettre à la rigueur qu'il en soit responsable. Mais, combien autre est son rôle vis-à-vis d'un haut-fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces métaux en fusion, de ces appareils formidables, de ces forces irrésistibles, dont le

(1) M. Martin Nadaud.

moindre attouchement est mortel. L'ouvrier n'a plus le choix de ses outils, il les subit (1). »

De plus, il n'est pas jusqu'au travail en commun qui ne soit une cause fréquente et terrible d'accidents. L'usine, en effet, a réuni des centaines d'ouvriers dans une même salle ; au milieu d'une pareille foule, de quelles conséquences redoutables ne seront point suivies la négligence, l'imprudence, la faute, le crime même d'un seul travail-

(1) M. Cheysson.

Il ne faut pas s'illusionner, écrit M. Tarbouriech (*De la Resp. des acc.*, p. 122), sur la valeur de l'argument qui rattache le Droit nouveau au Développement de l'industrie. S'il a eu pour résultat une élévation du chiffre absolu des accidents, il n'est pas sûr que la proportionnalité ait augmenté et que les dangers du travail industriel se soient réellement accrus dans notre siècle. Beaucoup d'industries, ajoute M. Tarbouriech, s'exercent aujourd'hui dans les mêmes conditions qu'autrefois et ce ne sont pas les moins dangereuses. Ainsi les tarifs des compagnies d'assurances nous révèlent que le travail le plus dangereux est celui du charretier conduisant plusieurs chevaux.

Qu'est-ce que cela prouve ? Si le charretier est exposé comme autrefois à être broyé sous les pieds de ses chevaux et les roues de sa voiture, n'en est-il pas moins certain que le tisserand employé de nos jours dans un tissage mécanique où le moteur central peut éclater et le blesser, où les courroies de transmission peuvent le saisir et les engrenages le mutiler, où les navettes projetées dans un élan brutal par la force inanimée peuvent l'aveugler ou le défigurer, court maintenant plus de dangers que l'ancien tisserand tranquillement installé dans sa demeure, près du métier inoffensif qu'il actionnait lui-même ?

« Peut-on soutenir, dit encore M. Tarbouriech, que les accidents sont plus fréquents à Anzin de nos jours que du temps où les petites herscheuses de 13 ans remontaient du carreau de la mine à la surface, le long d'échelles pourries, portant un sac de charbon sur sa tête ? Relisez l'émouvante page de Zola dans *Germinal*. »

A cela, je répondrai :

leur ? Combien d'hommes peuvent être victimes de la faute d'un seul (1) ?

D'ailleurs, le travail prolongé, la répétition machinale des mêmes mouvements amènent fatalement des inattentions, des négligences qui, devant la force brutale mise en jeu, vont devenir funestes, mortelles peut-être. L'ouvrier, cela est certain, oublie quels périls le guettent sans cesse et cela est tellement vrai que M. le comte de Mun pouvait même s'écrier à la Chambre : « Il n'y aurait pas d'ouvriers dans les industries dangereuses si les ouvriers ne s'habituèrent pas au danger. »

M. Jay, dans ses Etudes sur la question ouvrière en Suisse, croit même que, « en réalité, il n'est guère d'accident où l'on ne puisse trouver la faute de la victime, si

Si les accidents ne sont pas plus fréquents, ils ne le sont pas moins. « A la descente par les échelles beaucoup d'ouvriers préfèrent, *malgré le danger plus grand de la descente par les bennes*, s'empiler dans ces wagonnets et se confier à la solidité douteuse des câbles qui les suspendent sur le gouffre et les y précipitent avec une vitesse vertigineuse, au risque de heurter contre les parois du puits ou contre les bennes qui remontent chargées. Et le danger est si grand qu'on a dû inventer des parachutes (système Fontaine) ou des combinaisons ingénieuses (système Nysten), destinées à diriger les bennes. Et pourtant on n'a pu encore supprimer entièrement les causes d'accidents. Ces appareils sont d'un entretien et d'un achat si coûteux que les très grandes compagnies seules peuvent en avoir. Dans le bassin de la Loire, il existe une seule machine Warocqué, à Rive-de-Gier ».

Eugène Fournière. — *L'ouvrier mineur (Revue socialiste, 1886)*.

La vérité évidente et incontestable c'est que dans la grande usine substituée au petit atelier le développement du machinisme, l'emploi des moteurs inanimés, de la vapeur, des explosifs a rendu les accidents plus nombreux et plus terribles.

(1) Nous avons pu voir dans une usine de la région du Nord jusqu'à 1.050 métiers à tisser réunis dans la même salle.

l'on entend ce mot dans son sens le plus large, si l'on y comprend les plus pardonnables imprudences, les plus légères négligences. Ces imprudences et ces négligences sont pour ainsi dire fatales surtout dans l'état actuel de l'industrie. La concurrence intérieure et internationale oblige l'entrepreneur à fabriquer le plus vite et au meilleur marché possible et, pour cela, à tirer de ses auxiliaires, comme de ses machines, tout le service qu'ils peuvent donner. L'ouvrier ainsi pressé est incapable trop souvent de donner une complète attention aux dangers qui le menacent, de prendre des précautions qui le retarderaient. Son attention fût-elle, au début du travail, suffisamment éveillée qu'elle s'émoussera nécessairement avec la prolongation de ce travail, l'échauffement, la fatigue qui en sont la suite.

Cet effet redoutable de la prolongation du travail peut être aujourd'hui considéré comme mathématiquement démontré.

On a voulu savoir en Allemagne à quelles heures de la journée les accidents se produisaient en plus grand nombre et voici la statistique qu'on a pu établir :

de	6 à 7 heures du matin	435 accidents
	7 à 8 — —	794 —
	8 à 9 — —	815 —
	9 à 10 — —	1069 —
	10 à 11 — —	1598 —
	11 à 12 — —	1590 —
	12 à 1 — du soir	587 —
	1 à 2 — —	745 —
	2 à 3 — —	1037 —
	3 à 4 — —	1243 —
	4 à 5 — —	1178 —

de 5 à 6 heures du soir	1306 accidents
6 à 7 — —	979 —

Ainsi de 8 à 10 heures du matin, il se produit 1.884 accidents; de 10 heures à midi, 3.188. Il est même probable que ce deuxième chiffre serait beaucoup plus élevé et que l'heure qui s'écoule de 11 heures à midi donnerait beaucoup plus d'accidents que l'heure précédente si, dans bien des ateliers, le travail véritable ne cessait quelque peu avant midi.

De midi à 1 heure, peu d'accidents, la plupart des ateliers sont fermés. Mais dès 1 heure, la progression signalée le matin recommence. Elle s'arrête seulement légèrement de 4 à 5. A ce moment a lieu le repos de l'après-midi. Il n'y a lieu évidemment de tenir aucun compte du chiffre indiqué pour les accidents de 6 à 7 heures. A ce moment, un grand nombre d'ateliers sont déjà fermés; dans d'autres, l'équipe de nuit a pris la place de l'équipe de jour.

L'Institut impérial d'assurances allemand interprète de la même façon que nous la statistique donnée plus haut. Le nombre des accidents augmente d'une manière extraordinairement rapide à mesure que la fatigue et l'affaiblissement de l'ouvrier se développent insensiblement. »

II

Le principe qui régit la situation de l'ouvrier, victime d'accident demandeur dans un procès en indemnité dirigé contre son patron, était, selon la doctrine et la jurisprudence, contenu dans les articles 1382 et suivants du Code civil.

Le développement du machinisme, la multiplication des

moteurs inanimés (1), les conditions nouvelles de l'industrie, avaient donc mis gravement en péril la vie et la santé des ouvriers. Or, lorsque le malheur survenait, la victime du travail industriel ne pouvait-elle demander compte de l'accident au patron qui lui avait imposé ce travail? Blessé, l'ouvrier a dû se faire soigner, payer le médecin, acheter des médicaments, perdre durant sa maladie le salaire de chaque jour. Et, s'il meurt, sa femme et ses enfants, privés de leur gagne-pain, vont tomber dans le dénûment. Or, il peut arriver que l'accident soit dû à la faute du patron et que ce patron, cause responsable de l'accident, doive une indemnité pour toutes ces misères. Dans quelle situation l'ouvrier ou ses ayants cause se trouvaient-ils lorsqu'ils portaient devant la justice la demande si légitime de cette indemnité?

Le patron a-t-il commis une faute, lui demandait-on tout d'abord? De plus, cette faute est-elle la cause, la seule cause de l'accident? Par exemple, le patron avait-il été assez coupable pour vous placer près d'une machine en mauvais état, et est-ce l'explosion, due à cette avarie de la machine, qui a été la cause de l'accident, de la mutilation, par exemple, dont vous êtes victime? Faites-nous, avant tout, cette double preuve. Si vous pouvez l'administrer, le patron sera condamné et devra vous payer une indemnité représentant les frais de vos soins, le montant des salaires perdus, tout le préjudice qui vous a été causé et dont vous avez souffert. Vous êtes en effet demandeur, et les règles du droit comme celles du bon sens exigent que

(1) Les chiffres suivants ont été donnés par M. Félix Faure. En 30 ans, le nombre des machines à vapeur s'élève de 5.125 en 1850, à 39.559 en 1879.

celui qui porte une demande en justice fournisse pour l'appuyer toutes les justifications nécessaires (1). Vous nous dites que le patron est coupable envers vous : démontrez-le tout d'abord. Ainsi le veulent, disait unanimement la jurisprudence, ainsi l'exigent l'esprit et le texte des articles 1382 et suivants du Code civil.

Que ces articles fussent en la matière les seuls textes applicables, personne, jusqu'en 1883, n'en avait jamais douté et, là-dessus, auteurs et arrêts s'unissaient dans un accord d'autant plus remarquable qu'il ne devait pas subsister.

La théorie juridique se constituait de la sorte.

Ces articles, disait on, font partie du chapitre des *Délits et Quasi-délits* dépendant du titre des *Engagements qui se forment sans convention* au Code civil.

Article 1382. — Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il arrive à le réparer.

Article 1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais par son imprudence.

Article 1384. — On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.

(1) C'est à l'ouvrier, créancier de dommages-intérêts contre le patron, à faire la preuve de la faute de celui-ci. Non pas, comme on l'a répété trop souvent, parce qu'il est demandeur, mais parce que cette faute du patron est la cause unique de sa créance et que le demandeur a une preuve à faire, c'est celle du fait générateur de la cause de son droit (M. Sauzet).

Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ; les maîtres et commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils sont employés.

Comme le fait remarquer M. Colmet de Santerre (1), dans la formule un peu longue de l'article 1382, le mot *capital* est le mot *faute* bien que le mot *fait* commence la phrase, ce qui pourrait induire en erreur et faire accepter, trop légèrement sans doute, qu'un simple fait dénué de faute entraîne une responsabilité.

Ce qui constitue le double élément du délit civil, c'est d'une part le dommage et de l'autre la faute et l'on peut définir la faute tout fait de l'ordre moral impliquant responsabilité de l'agent.

Telle est bien la théorie appliquée par la jurisprudence. La condition essentielle de la responsabilité du patron, était la faute qu'il avait commise. Toutes les fois que, sans droit, le patron avait commis un acte d'où était résulté un accident pour l'ouvrier, toutes les fois qu'il avait eu le tort d'omettre, de ne pas prendre toutes les précautions que l'ouvrier était en droit d'attendre de lui et qu'en même temps l'absence de ces précautions tutélaires causait à l'ouvrier le dommage d'un accident, dans tous ces cas, la jurisprudence déclarait le patron en faute et le condamnait à réparer les conséquences de ce délit ou quasi-délit civil.

(1) Demante et Colmet de Santerre. — *Cours analytique de Code civil*, t. V, § 364 bis, p. 658.

Or, si tel était le texte et telle la doctrine qui l'interprétait, il va être facile de voir qu'ils aboutissaient à imposer à l'ouvrier une obligation au dessus de ses forces, celle de fournir une pareille preuve.

III

L'application du principe était très rigoureuse pour l'ouvrier.

a) *L'administration de la preuve était souvent impossible.*

L'ouvrier, demandeur, « devait d'abord articuler des faits précis, pertinents et admissibles selon les termes de la procédure, c'est-à-dire tendant à établir soit une infraction aux règlements, soit un outillage défectueux, une installation dangereuse, une absence de précautions, en un mot un fait quelconque qui serait réputé illicite et constituerait une faute imputable au patron ou à ses subordonnés » (1).

Quels témoins l'ouvrier allait-il produire pour établir cette articulation ? Ses camarades d'atelier ? Mais les uns sont des nomades qui avaient pu disparaître et qu'on ne savait où retrouver, et les autres ne parlaient pas « parce que ce sont des pères de famille qui travaillent pour se nourrir eux-mêmes, nourrir leurs femmes et leurs enfants et que, à ces ouvriers, on ne pouvait pas demander — c'eût été de l'héroïsme — de compromettre leur travail et leur pain, ce pain de leur famille, en venant déposer en justice contre le patron qui les payait. Tout ce qu'on obtenait de

(1) M. Vavas seur. — Journal *le Droit*.

ces hommes, ce n'était pas une confiance sous le sceau du secret ; ils disaient à un camarade : Oui, voilà comment les choses se sont passées, mais ne me fais pas citer en justice, car, si l'on veut m'obliger à déposer à la charge du patron, je dirai que je n'ai rien vu et que je ne me souviens de rien. Et chaque fois qu'on a passé outre, qu'on les a fait venir devant le juge, effectivement ces témoins n'avaient rien vu et ne savaient rien. D'ailleurs ne se tairont-ils pas d'autant plus obstinément qu'ils peuvent redouter la responsabilité qu'ils encourraient eux-mêmes en vertu des articles 319 et 320 du Code pénal ? » (1).

Et quels faits le malheureux ouvrier avait-il à établir ? Il devait, dit-on, démontrer que l'outillage était défectueux, l'installation dangereuse. Mais il était absolument étranger au fonctionnement de l'usine dont il n'était que l'humble accessoire. Et s'il arrivait qu'une surchauffe intense fit éclater la chaudière du moteur, que la vapeur eût brisé des tôles corrodées et usées, que l'explosion d'engins terribles fût venue semer les ruines sur le lieu du travail, quelle défectuosité pouvait-il trouver dans un outillage dont il ignorait tout ? Le parquet, dit-on, faisait une enquête dont par la suite l'ouvrier, demandeur en indemnité, pouvait se servir devant le juge civil (2). Mais oublie-t-on que, le plus souvent,

(1) J'emprunte ces paroles à un autre praticien expérimenté, M. Girard, qui fut longtemps avocat dans la région industrielle du Nord : Cela, déclare-t-il, je ne l'ai pas constaté par exception ; je l'ai vu malheureusement trop souvent.

V. son rapport, annexe n° 694, *J. Off.* Avril 1882. Doc. Ch. p. 1008, et son discours, séance du 13 mai 1882. *J. Off.*, p. 592.

(2) M. le procureur de la République Escorbias (*in Lois nouvelles*, Paris, Marchal et Billard, année 1888) croit en effet que, grâce à l'enquête ordonnée d'office par le parquet en cas de mort ou de blessure

au lendemain d'une catastrophe, il est impossible d'établir la cause du sinistre ? Les experts arrivent en un lieu de désolation où le désordre est à son comble et où les machines brisées, tordues, broyées gardent jalousement dans leurs débris épars le secret des responsabilités cherchées. Et alors, qu'on y songe bien, si les efforts du parquet lui-même n'étaient pas parvenus à faire découvrir la cause de l'accident, il fallait que, dès ce premier pas du procès, l'ouvrier se déclarât vaincu ; il n'avait pu même articuler contre son patron un seul fait et, s'il y était arrivé, son articulation était vaine car il n'avait pu la soutenir d'aucune preuve.

Et puis quelle était la situation du malheureux obligé de surveiller une procédure si délicate et si compliquée ? « Il était à l'hôpital ou impotent. Qui ferait

grave, la preuve est singulièrement facilitée pour l'ouvrier. Il est parfaitement exact « que l'enquête est dirigée avec un soin et une rapidité qui défient toute critique ; que les juges civils ont le droit d'aller chercher dans les dossiers criminels, même lorsqu'une ordonnance de non-lieu est intervenue, les éléments de leur conviction ; qu'ainsi la société elle-même, par les agents de police judiciaire, essaie de faire la preuve trop difficile pour l'ouvrier et la lui apporte ainsi toute faite pour ainsi dire. » Mais, encore une fois, l'enquête est, hélas ! souvent impuissante et elle n'est, en tout cas, le plus souvent qu'un remède insuffisant à une situation lamentable.

Dans ces conditions, il est impossible d'accepter ces paroles de M. Escorbias : « Nous ne suivrons pas, dit-il, ces députés affirmant que dans l'état de la procédure en vigueur les intérêts de la victime sont toujours fatalement sacrifiés. Nous saurons nous tenir en garde contre ces exagérations qui, reproduites par les journaux, consignées dans les comptes-rendus de la Chambre, ont le tort immense, irréparable de faire croire à l'ouvrier qu'il est abandonné, d'exciter en lui des sentiments de colère et de le pousser à la révolte. »

pour lui toutes les démarches ? Qui réunirait les documents, les témoignages, visiterait l'avocat et l'avoué désignés ? Le plus souvent, si l'accident avait été mortel, c'était la veuve, c'étaient les enfants qui devaient agir et ils ignoraient tout des conditions dans lesquelles l'accident s'était produit.

Presque toujours enfin, il y avait lieu pour ce demandeur d'obtenir l'assistance judiciaire ; de là de nouveaux retards, particulièrement graves dans des affaires où la preuve testimoniale est fort importante et les souvenirs précis des témoins bien fugitifs (1). »

b) *Elle était toujours longue et difficile.*

Mais supposons — bien que nous l'ayons vu, ce ne soit certes pas le cas le plus fréquent —, admettons que l'ouvrier ait eu en mains une preuve certaine, une preuve convaincante de la faute de son patron. Quels obstacles n'avait-il pas encore à surmonter avant que justice lui fût rendue ? La pratique nous l'a appris chaque jour et c'est ce que va nous dire, en un réquisitoire impitoyable, un avocat éminent : « On est enfin devant le tribunal, dit M. Vavasseur, après plusieurs mois d'attente, et c'est une nouvelle période qui commence, la période indéfinie des remises de la cause ; car les dossiers rouges de l'assistance judiciaire viennent à certains jours s'accumuler à la même chambre, comme les malheureux plaignants qui se pressent en foule dans l'auditoire, s'ils ont pu se trainer jusque-là ; c'est un spectacle lamentable de les voir

(1) Sauzet. — *Revue critique*, § 45.

anxieux, écoutant les appels, épiant le moment où leur affaire va passer, cherchant des yeux leur avocat, puis l'audience finie sans résultat pour eux, s'en allant le cœur serré pour revenir chaque semaine subir les mêmes péripéties jusqu'à l'heure si cruellement tardive où le jeune défenseur, désigné d'office, toujours plein de zèle et souvent de talent, va engager la bataille contre l'avocat du patron (1). »

Il y avait en mai 1882, dit M. Félix Faure, 2.000 affaires d'accidents en suspens. Une affaire de ce genre durait même depuis quatre ans. La Compagnie, ayant perdu en première instance, avait interjeté appel ; l'affaire qui datait de janvier 1880 portait encore le 15 mars 1882 au rôle le n° 596, de telle sorte qu'on faisait espérer à la veuve et aux orphelins de l'ouvrier blessé que leur affaire viendrait deux ans plus tard. Sur le relevé des jugements rendus en matière d'accidents par la 4^e chambre du tribunal de la Seine, M. Félix Faure a constaté que sur

(1) Voici pourtant quels sentiments inspire à M. l'avocat général Desjardins, la situation de l'ouvrier : « Décidément ! notre cas est pen-dable ! Se figurerait-on que tant de gens par centaines de mille eussent consenti doucement à se laisser égorger ? Quoi ! l'ouvrier livre sa tête au bourreau dès qu'il se résigne à justifier ses demandes en dommages-intérêts et par cela seul que, conformément au droit commun, la faute du patron ne se présumera pas ? » Ce ne sont là, grâce au ciel, que d'éclatantes métaphores ! Arthur Desjardins, avocat général à la Cour de cassation.

Revue des Deux Mondes, 15 mars 1888, *le Code civil et les ouvriers*.

On n'imagine pas que le récit des faits que nous venons de rapporter puisse être qualifié d'éclatante métaphore. Si l'ouvrier ne livre pas sa tête au bourreau lorsqu'il se résigne à justifier sa demande en dommages-intérêts, il ne s'en heurte pas moins à de grandes difficultés et sa situation est pénible. On n'a jamais dit autre chose,

319 procès, 51 avaient duré plus d'un an, 159 d'un à deux ans, 73 de deux à trois ans, 36 plus de trois ans et l'un d'eux avait même duré sept ans.

Or, il est facile de s'expliquer cette longueur des procès d'accidents. En général, le patron était assuré ; la Compagnie d'assurances était subrogée à ses droits et c'était contre elle que l'ouvrier devrait lutter. Il se trouvait alors en face d'un contentieux bien organisé, qui épuisait contre lui toutes les ressources de la procédure, sollicitait des remises, de nouvelles enquêtes, faisait traîner l'affaire en longueur jusqu'à ce que le blessé ou la veuve, pressé d'argent, voyant s'éterniser le procès, découragé, affamé peut-être, consentît enfin à une transaction et acceptât, les yeux fermés, ce que la Compagnie toute-puissante voulait bien lui accorder.

Mais peut-être quelqu'un allait-il s'aviser de cette misérable situation de l'ouvrier attendant, anxieux, le dénouement de son procès. L'agent d'affaires alors entraînait en scène et la malheureuse victime devenait la proie d'un de « ces odieux acheteurs de procès » qui, profitant de son malheur, allait obtenir à son profit une subrogation dans ses droits et actions contre le patron. Des agences s'étaient formées autour du Palais ; leurs émissaires guettaient aux abords des usines la nouvelle des accidents, allaient aux renseignements dans les postes de police, notaient les noms et l'adresse des victimes. Les premiers, ils pénétraient près du grabat du blessé ; dans le logis où, le salaire quotidien manquant, on était parfois sans feu et sans pain, ils apportaient la maigre somme qui allait suffire aux premiers besoins et qu'on acceptait avec joie. En échange, l'ouvrier cédait les droits qu'il pouvait avoir contre son patron. Le procès qui s'engageait alors s'était fait par la seule agence

et à son seul profit ; c'était l'agence qu'allait enrichir la forte indemnité que l'humanité des juges avait imposée au riche patron ou à la puissante Compagnie ; de cette indemnité, la victime de l'accident, elle, n'avait rien à toucher. C'est ainsi, dit encore M. Félix Faure, que nous avons vu un ouvrier blessé, infirme depuis l'accident dont il avait été victime, abandonner son recours pour une indemnité de 86 francs.

*c) L'ouvrier supportait seul la charge des cas fortuits
ou de force majeure.*

Nous venons de voir, supposant qu'en fait l'accident était dû à la faute du seul patron, combien il était difficile à l'ouvrier de faire la preuve que les principes généraux du Droit et l'interprétation traditionnelle de l'article 1382 mettent à sa charge. Mais, outre cette difficulté de preuve, l'article 1382 conduisait à des résultats plus fâcheux encore. Car si le patron n'était pas en faute, si l'accident ne lui était pas imputable, si un de ces faits se produisait que la science humaine ou la prévoyance la plus éclairée est incapable de prédire ou de déterminer à l'avance, si la cause du sinistre résidait, pour parler la langue juridique, dans un cas fortuit ou de force majeure, si encore la cause restait inconnue, si même le malheur qui atteignait l'ouvrier était dû à l'une de ces pardonnables imprudences, de ces très légères négligences qu'excuse, que nécessite presque l'état actuel de l'industrie, dans tous ces cas, la jurisprudence, fidèle interprète de l'article 1382, ne trouvait point pour le patron la source d'une responsabilité quelconque, l'ouvrier n'avait d'autre recours que de s'adresser aux senti-

ments d'humanité du patron et, si celui-ci lui refusait tout secours, d'aller solliciter de l'Assistance publique la maigre obole qu'elle peut lui donner.

d) *La tarification de l'indemnité était abandonnée à l'arbitraire du juge.*

Lorsque enfin le jugement était rendu, il était le plus souvent l'objet de critiques plus ou moins fondées. Les dommages-intérêts variaient en effet à l'infini dans des cas qui peuvent paraître analogues. Les juges ne trouvant aucune règle dans la loi appréciaient fort différemment le dommage causé. Parfois ils tenaient compte de considérations qui n'y avaient pas de rapport, telles que la fortune du chef d'entreprise ou les bénéfices présumés qu'il réalisait. Leur mesure changeait avec les régions et les mêmes faits donnaient lieu à des indemnités variant du simple au décuple, suivant le tribunal qui les jugeait.

Telle était la situation de l'ouvrier victime d'accident, tels étaient les principes qui réglaient à son égard la responsabilité du patron. Or, autant on est saisi de pitié à la pensée du nombre et de la gravité des accidents dus à l'outillage industriel, autant on est indigné de voir les entraves mises par la loi à l'exercice du droit légitime de l'ouvrier, autant la conscience se révolte devant un système de législation qui établit de tels principes de responsabilité et aboutit le plus souvent à refuser tout secours au malheureux blessé et sans ressources.

IV

Déroations apportées au principe de l'article 1382, par des décrets rendus en matière de travaux publics.

Il est étrange que les agitateurs socialistes du commencement du siècle ne se soient pas emparés de ces misères prolétariennes pour en tracer le tableau effrayant. Il semble même que la question des accidents du travail industriel ne les ait pas vivement frappés puisque ni les précurseurs, comme Saint-Simon, Fourier ou Owen, ni leurs disciples et successeurs n'ont cru devoir la mettre en relief et en faire le thème de protestations ou de revendications qui, dans l'espèce, eussent été si légitimes.

Pourtant on avait entrevu la question sous la deuxième République. Un arrêté du 15 décembre 1848 fut rendu en matière de travaux publics, aux termes duquel la victime d'un accident a droit aux soins gratuits pendant sa maladie ainsi qu'à la moitié du salaire. En cas d'incapacité absolue du travail de la profession, elle reçoit la moitié du salaire pendant une année à partir de l'accident. Enfin lorsque l'ouvrier est marié, une indemnité est donnée à sa veuve en cas de mort des suites de la blessure ou de l'accident.

Comme on le voit, cet arrêté proclame, *dans tous les cas*, la responsabilité de l'État; l'article 1382 ne s'applique pas dans les rapports de l'État avec ses ouvriers et par suite disparaissent les difficultés et les injustices de son application.

De même un décret du 15 juillet 1848 stipulait déjà que

toutes les associations qui voudraient bénéficier de ses faveurs devraient avoir prévu dans leurs statuts la création d'un fonds de secours destiné à subvenir aux besoins des associés qui seraient blessés par suite de l'exécution des travaux ou encore aux besoins des veuves et des enfants des ouvriers morts au cours de cette exécution (1) (2).

Ici encore, l'article 1382, si funeste aux ouvriers, ne s'applique pas. Dans ce cas comme dans le précédent, on ne s'inquiète nullement de savoir si le patron, État ou association, est en faute; par suite, l'ouvrier n'est plus tenu de faire une preuve qui lui est si difficile; de plus, comme l'indemnité est due dans tous les cas, nous voyons disparaître encore l'un des inconvénients de l'application de l'article 1382 et de la sorte, l'ouvrier sera indemnisé même si l'accident est dû à un cas fortuit ou de force majeure, même s'il est dû à sa propre faute.

V

La réforme. — Projet de M. Martin Nadaud.

On s'en tint durant longtemps, au moins en France, à ces deux seules dérogations aux règles du Droit civil et le réquisitoire impitoyable contre le système barbare de

(1) Edmond Coutard. — *La production coopérative par les associations ouvrières*. Rousseau, 1900.

(2) Cette condition exigée par le décret de 1848 a été reprise par le Conseil municipal de Paris dans sa délibération du 26 juillet 1882, relative à l'admission des associations ouvrières dans l'exécution des travaux de la ville de Paris.

l'article 1382 ne devait être prononcé qu'en 1880 par M. Martin Nadaud.

« S'il y avait un homme qui connût les questions ouvrières et qui pût dire d'une façon pratique comment il convenait de remédier à la législation, c'était bien lui. Il avait travaillé de ses mains, il avait ensuite fait travailler; il était animé du sentiment de justice et d'intérêt le plus profond pour la classe ouvrière » (1).

Sans croire possible que l'on pût faire supporter au patron la responsabilité des accidents dans lesquels aucune faute ne pouvait lui être reprochée, préoccupé surtout de la difficulté qu'éprouve l'ouvrier à fournir la preuve de la faute de l'employeur, M. Martin Nadaud avait cru pouvoir remédier en grande partie aux maux dont souffrait l'ouvrier par une proposition de loi qui présente au moins l'avantage d'une extrême simplicité.

Le patron est en faute; l'ouvrier ne peut apporter la preuve de cette faute. Qu'à cela ne tienne; dorénavant, c'est le patron qui sera *présumé* coupable; c'est lui qui sera tenu d'apporter sa justification; c'est lui qui devra prouver, pour s'exonérer de toute responsabilité que l'accident est dû à la faute de l'ouvrier.

De la sorte, au lieu d'être supportés par l'ouvrier misérable et faible, les accidents sans cause connue, ceux dus au cas fortuit ou à la force majeure, les accidents les plus nombreux, par conséquent, tomberont à la charge du patron puissant et riche.

C'est le système connu sous le nom de système du renversement de la preuve.

L'Allemagne l'avait déjà adopté en 1871 dans la matière

(1) M. Bérenger, Sénat, 28 janvier 1896, p. 22.

spéciale des accidents de chemins de fer et la loi du 7 juin 1871 portait que, au cas d'accident arrivé dans une exploitation de chemins de fer, c'est contrairement à la règle générale de la preuve, à l'entrepreneur de l'exploitation de prouver que la cause de l'accident lui est étrangère et ne peut lui être imputée.

Le projet déposé le 29 mai 1880, par M. Martin Nadaud différait de la loi de 1871, en ce qu'il rejetait sur le patron la charge des cas fortuits et réglait les rapports de l'employeur et de l'employé dans toutes les branches de l'activité humaine.

L'article unique en était ainsi conçu :

Lorsqu'un homme, louant son travail à un autre homme, s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat d'une faute commise par la victime.

VI

Le projet de M. Nadaud a eu le mérite de poser le problème de la réparation des accidents devant tous les esprits.

Ce système rudimentaire ne devait pas trouver un accueil très empressé au sein du Parlement. Son auteur avait eu du moins le mérite de mettre en vive lumière le problème capital des accidents du travail et la date de son apparition doit marquer comme l'une des plus importantes dans l'histoire de notre législation sociale.

On sait comment ce problème s'était posé : « La concentration de l'industrie avait rendu les accidents plus

frappants pour notre imagination en les groupant en d'effroyables catastrophes que la presse porte à la connaissance de tous » (1). Au moment où la Chambre discutait pour la première fois la question, en mars 1883, elle était encore sous le coup de l'émotion produite par l'explosion d'une cartouchière au Mont-Valérien et dans son discours, M. Félix Faure ne manquait pas de citer comme exemple, le sinistre tout récent. Plus tard les catastrophes de Bessèges et de Terre-Noire emporteront les dernières hésitations du Sénat. Et la preuve que l'idée de la réforme était bien née à l'heure où les accidents se multipliaient et devenaient plus terribles, c'est que cette réforme fut appliquée tout d'abord aux accidents de chemins de fer qui plus que tous les autres sont frappants et émeuvent l'opinion publique. C'est que « en Suisse comme en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, le mouvement

(1) « *Avec des amplifications lamentables* » déclare M. Tarbouriech, serions-nous victimes de je ne sais quelle illusion ? M. Tarbouriech le dit en propres termes. Les accidents groupés en catastrophes effroyables sont plus frappants pour notre imagination. Qu'importe, ajoute-t-il, qu'il y ait plus de charretiers tués par leurs chevaux, que de mineurs victimes du grisou ? La pitié générale va à ces derniers, elle ignore les autres.

Or l'aggravation du risque par l'emploi d'un outillage mécanique dans une industrie jadis inoffensive est si évidente que M. Tarbouriech lui-même est obligé de citer, avec une entière bonne foi, l'élévation de la prime exigée par les Compagnies d'assurances dans les industries mécaniques. Voici les chiffres cités par M. Tolain (Sénat, 12 mars 1889. *J. Off.*, p. 239) : briqueterie, 1,75 et 2,50 0/0 ; charronnage, 1,35 et 1,50 ; menuiserie 2 et 2,25, tandis que la scierie mécanique exige une prime de 7,50 0/0.

Cf. chap. VIII, les chiffres nouveaux des Compagnies d'assurances contre les accidents, ils sont restés sensiblement les mêmes que ceux cités par M. Tolain.

qui a amené la création d'une législation spéciale (*Hauptpflichtigesetzgebung*) a eu pour point de départ la législation des chemins de fer » (1).

Ces grandes catastrophes industrielles firent ce que n'avaient pu faire durant de longs siècles les accidents isolés du travail. En jetant dans l'âme la terreur, elles y éveillèrent en même temps la pitié et le sentiment de la solidarité sociale. Cette pitié, elle trouvait pour s'exercer des esprits tout disposés à l'accueillir dans le Parlement de 1881. Un orateur n'avait-il pas dit solennellement de la Chambre de cette époque qu'elle était la Chambre réformatrice ? et M. Félix Faure la suppliait de mériter ce nom en votant le principe d'une réforme. Puis des députés ouvriers étaient arrivés à la Chambre. M. Martin Nadaud, M. Marius Poulet, M. Brialou avaient été investis par leurs électeurs d'un mandat récent touchant la question des accidents. Ils allaient parler et, par leur bouche, c'étaient les ouvriers eux-mêmes qui allaient réclamer du Parlement l'adoption d'une théorie nouvelle qu'ils avaient déjà élaborée dans leurs Congrès, car « il est trop juste qu'ils parlent et exposent leur opinion puisqu'ils sont les premières victimes des accidents ». Conduite par le sentiment, l'idée pénétra dans les esprits, creusa son sillon avec une force irrésistible. A la même heure et dans tous les pays, on la retrouve maîtresse et, par un phénomène extrêmement curieux, ceux-là mêmes qui croient la combattre lui rendent un inconscient hommage (2). Au Parlement, elle s'affirme dans les vingt-cinq projets de loi

(1) M. Jay, *op. cit.*

(2) V. chap. III, les derniers arrêts de la Cour de cass. et du Conseil d'État.

présentés par tous les partis dans une belle lutte de générosité. Elle se réalise dans les sages dispositions qui enjoignent aux industriels une surveillance constante afin de prévenir les accidents, leur imposent l'emploi d'appareils protecteurs, organisent l'inspection du travail (1). Elle se manifeste dans l'admirable effort tenté par la libre initiative des patrons dans la recherche et dans l'emploi des meilleurs moyens préventifs contre les accidents (2).

(1) Voici les lois et décrets qui concernent la prévention des accidents :

La loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels contient une section spéciale relative à la sécurité et à l'hygiène et prévoit l'institution d'inspecteurs du travail.

Les décrets *du 13 décembre 1892* sur l'organisation de l'inspection du travail ; *du 21 avril 1893*, sur la déclaration des accidents ; *du 13 mai 1893*, sur les travaux dangereux ou insalubres, complètent au point de vue de la prévention des accidents les dispositions de cette loi.

Afin d'étendre également la protection de cette loi aux ouvriers adultes le Parlement français a voté une loi générale sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements insalubres. Cette loi promulguée *le 12 juin 1893* a été complétée par *le décret du 10 mars 1894* et la loi du 30 mars 1900.

(2) L'*Association des industriels de Belgique pour l'étude et la propagation des engins et mesures propres à préserver les ouvriers des accidents du travail*, indique que l'on pourrait réduire 50 0/0 des accidents par des mesures préventives bien comprises. Et ce nous est une occasion d'applaudir à l'effort de l'initiative privée. Nombre de patrons en effet furent assez généreux pour environner les engins dangereux d'appareils de protection, aimant mieux, dit l'un d'eux, *prévenir que réparer*. Déjà l'Alsace en 1867, sous l'inspiration d'Engel-Dollfus et la France dès 1883, en fondant l'*Association des industriels de France* contre les accidents du travail, avaient devancé

Les jurisconsultes l'adoptent à leur tour lorsque, croyant trouver dans la matière des contrats des règles favorables à l'ouvrier et redoutant la longueur comme parfois l'inutilité des efforts parlementaires, ils constituent la doctrine de la responsabilité contractuelle et mènent en sa faveur une vigoureuse campagne. Les chambres syndicales, les chambres de commerce consultées apportent l'appui de leur expérience et traduisent les vœux des intéressés. La presse quotidienne et périodique s'empare avec sa fougue accoutumée du problème nouveau et il faudrait des volumes pour transcrire les articles innombrables qu'elle lui consacre. En même temps, les peuples voisins s'émeuvent des idées qui nous passionnent; à l'appel venu de France, des congrès internationaux se réunissent à Paris, à Berne, à Milan, à Bruxelles; on s'y met d'accord sur le principe nouveau du risque professionnel et l'entente internationale se fait si complète que, presque à la même date, tous les Parlements d'Europe réalisent la réforme. Il n'est pas jusqu'à la jurisprudence qui n'ait subi l'in-

la Belgique. L'Association des industriels de France (3, rue de Lutèce, à Paris) exerce son action dans 72 départements, elle a 2.700 membres et protège 300.000 ouvriers. Non seulement ses inspecteurs se rendent dans les usines des adhérents, recherchent et conseillent les moyens les plus efficaces de préservation, mais encore chaque année elle organise des concours entre les inventeurs pour la création ou l'amélioration d'appareils de sécurité ou d'hygiène.

Grâce à l'action parallèle des patrons et de l'État, il faut espérer que les accidents verront peu à peu leur nombre diminuer. Mais il est évident qu'on ne pourra les supprimer que dans une faible proportion, et si le tableau qu'on trace ici de la situation de l'ouvrier exposé à tant de malheurs est fort sombre, il reste malgré tout d'une cruelle vérité,

fluence du mouvement novateur qui emporte tous les esprits ; gardienne fidèle de la loi, immuablement attachée à la législation ancienne dont, même aujourd'hui, elle regrette le principe, la jurisprudence évolue et l'arbitraire du juge, trouvant partout, créant parfois la faute du patron, arrive à toujours favoriser l'ouvrier et à étendre indéfiniment la responsabilité du maître.

L'idée d'humanité dont procède la réforme trouve sa formule dès 1880. C'est qu'il est inique, c'est qu'il est impossible qu'au lendemain d'un accident survenu au cours d'un travail commandé, le patron laisse son ouvrier sans ressources.

Timide au début, cette idée se précisera par la suite et ses partisans en viendront à dire que le patron doit un secours même si l'ouvrier a par sa faute causé l'accident. Ce sera le terme extrême de son évolution. Je voudrais dans ce travail marquer les stades successifs de cette évolution. Je voudrais chercher à quelles influences sont dus ses progrès, à quelles autres ses reculs, car c'est seulement dans la connaissance exacte des travaux qui ont préparé une loi et des causes qui l'ont nécessitée qu'on peut trouver la mesure de sa valeur et le gage de sa durée.

CHAPITRE II

LA THÉORIE DOCTRINALE

I

Recherche de la responsabilité dans les règles relatives au contrat.

En 1883, une théorie nouvelle se faisait jour dans un article que publiait la *Revue critique* et qui était dû à M. Marc Sauzet, alors professeur à la Faculté de droit de Lyon.

D'après M. Sauzet, la jurisprudence et la doctrine avaient fait jusqu'à présent fausse route en allant chercher dans les dispositions des articles 1382 et suivants la source de la responsabilité du patron. Elles assignaient à cette responsabilité du patron un faux point de départ et c'était là toute l'explication du résultat funeste auquel elles aboutissaient en mettant l'obligation de la preuve à la charge de l'ouvrier.

« La cause de l'obligation du patron, disait M. Sauzet, n'est pas dans le délit ou le quasi-délit civil de l'article 1382 ou dans le délit criminel de l'article 319 du Code pénal, elle est dans la convention même qui le lie à l'ouvrier, *elle est dans le contrat de louage d'ouvrage.*

En dehors, à côté du salaire, le patron est tenu d'une

certaine responsabilité vis-à-vis de l'ouvrier, il est tenu en vertu de son contrat, la responsabilité n'est pas *délictuelle*, elle est *contractuelle* (1). »

Or, à la même époque, amené à la même conception par une réflexion isolée, M. Sainctelette, ancien ministre belge, s'était fait le champion de cette nouvelle théorie (2). Pour lui, l'obligation de garantie découle de l'autorité que le contrat de louage confère au patron sur ses ouvriers. « De droit naturel, le louage acquiert à ceux qui engagent les services d'autrui une autorité, oblige ceux qui engagent les services à une obéissance. Toute la théorie de la responsabilité du fait d'autrui (art. 1384) se déduit de l'autorité attribuée au préposant sur le préposé par le fait de la préposition. Or, si le louage de services acquiert au préposant, pour tout ce qui touche à la préposition, une telle autorité sur le préposé, qu'il soit responsable, vis-à-vis des tiers, des suites des ordres qu'il a donnés et qu'il est censé avoir donnés, comment pourrait-on soutenir que, du préposant au préposé, il n'y ait, en ce qui concerne leurs rapports personnels, aucune autorité et aucune

(1) Sauzet. — *De la responsabilité du patron vis-à-vis des ouvriers dans les accidents de travail*. Rev. crit., 1883, p. 596 et 608.

(2) *Traité de la responsabilité et de la garantie, accidents de transport et de travail*, par Ch. Sainctelette, Bruxelles et Paris, 1884.

Le louage de services à l'Académie des Sciences morales et politiques, journal *la Loi*, 7 à 9 mai 1886.

Projet de loi, Bruxelles, novembre 1886.

Les accidents du travail, la jurisprudence qui s'éloigne et la jurisprudence qui s'approche, 1888.

* *Mémoire pour M^{me} veuve Desitter* devant la Cour de cassation belge, 1888.

Bibliographie, *Belgique judiciaire*, 28 mars 1889.

dépendance ? Comment un même rapport de droit peut-il être considéré comme existant entre les parties au regard des tiers mais comme s'évanouissant dès qu'il ne s'agit plus que des parties entre elles. »

Avant d'examiner en détail cette théorie nouvelle, il semble nécessaire de signaler ce fait que c'est sous la pression des événements qu'une conception identique s'est fait jour à la même époque dans l'esprit de ces deux jurisconsultes. C'est à la vue des conséquences désastreuses du système de la jurisprudence, c'est au contact pressant des faits que MM. Sauzet et Sainctelette vont faire pour ainsi dire un retour sur eux-mêmes. Soucieux comme tout le monde d'apporter un prompt remède à des souffrances imméritées, émus des mêmes idées qui, à cette époque, se sont emparées de tous les esprits, ils vont examiner de plus près les principes généraux du droit dont on semble tant s'écarter au Parlement et dont il leur appartient de sauvegarder la souveraineté. Redoutant les emportements et les passions d'un législateur qui, animé sans doute des meilleures intentions, ne craint pas cependant trop souvent, dans son zèle réformateur, de faire bon marché des règles fondamentales et de rompre l'harmonie de notre droit, ils vont demander à la seule analyse juridique la solution du redoutable problème (1).

(1) Le mérite de MM. Sauzet et Sainctelette, écrit M. Labbé, c'est d'avoir eu confiance dans les principes du droit établi. En l'état actuel des esprits, le législateur ferait une loi politique. La justice et le droit commun suffisent, croyons-nous, à la tâche, et si, par ce moyen, on réussit à donner satisfaction aux plaintes légitimes des ouvriers, le règlement ainsi obtenu sera plus solide, plus honorable, plus pacificateur que celui provenant d'une loi de faveur, tranchons

Or, voici qu'un coup d'œil, jeté sur la rubrique du chapitre auquel appartient l'article 1382, leur a montré que cet article se réfère aux « *engagements qui se forment sans convention* ». Cet article ne peut, par conséquent, s'appliquer à la situation d'un ouvrier victime d'un accident au cours de son travail. Entre l'ouvrier et son patron, il y a en effet une convention ; il s'est formé un contrat de louage d'ouvrage. Or, dans le contrat intervenu entre eux, est-ce que le patron n'a pas promis à l'ouvrier non-seulement qu'il lui donnerait un salaire, mais encore qu'il veillerait à ce que sa santé et sa vie ne courent, par sa faute, aucun risque ? Et maintenant que l'ouvrier est blessé, celui-ci ne peut-il se tourner vers le patron : « Avez-vous tenu votre promesse, lui demandera-t-il. Vous aviez promis de me donner tous vos soins, toute votre vigilance ? Il faut croire que vous n'avez pas respecté votre engagement, puisque le malheur est venu me frapper. Prouvez donc que vous n'avez pas manqué au devoir de surveillance que vous vous étiez imposé volontairement. Prouvez que votre zèle a été mis en défaut par un événement fortuit, par un cas de force majeure ou même par ma propre faute. Et, si vous ne faites pas cette preuve, ne devons-nous pas en conclure que vous êtes en faute vous-même, et, par là, responsable ?

De cette sorte, si, à l'inverse de la jurisprudence, on va chercher la source de la responsabilité dans les règles générales qui gouvernent les contrats, on voit que la

le mot, *de privilège*. L'abolition des privilèges, c'est l'œuvre ou le but de la Révolution de 1789 et non pas le renversement des privilèges de haut en bas. J.-E. Labbé, Note sous Cour de Just. de Luxemb. S. 83.4.23.

preuve tombe maintenant à la charge du patron. On arrive donc, sans loi nouvelle, et par le jeu naturel des principes, au même résultat que M. Martin Nadaud. Toutes les fois que la preuve sera impossible à fournir, le patron sera tenu de verser une indemnité puisqu'il est présumé n'avoir pas tenu sa promesse et qu'il n'a pu détruire cette présomption.

Il est remarquable que MM. Sauzet et Saintelette, en assignant une nouvelle base à la responsabilité du patron, n'ont fait, à la matière spéciale des accidents, que l'application d'une théorie générale (1). Elle consiste à distinguer nettement les règles différentes qui, en cas de faute commise et de préjudice causé, gouvernent et la situation des tiers qui ne sont liés par aucune convention, et la situation des contractants en face les uns des autres. Or, à chaque instant, dans le domaine du Droit une telle situation se présente, partant une telle distinction s'impose. Les principes qui servent à se décider dominant de la sorte la science du Droit tout entière ; puisqu'il en est ainsi, il y a tout profit à faire de leur exposé une préface nécessaire à la matière spéciale des accidents qui nous occupe.

La systématisation et la justification de ces principes constituent la part très importante due à M. Labbé dans le système nouveau sur la responsabilité (2).

(1) Il apparaîtra que notre opinion sur la question posée se rattache à une théorie générale qui n'a pas été imaginée pour les besoins de la cause ; tout soupçon de parti-pris et d'idée préconçue sera, par là même, écarté. Sauzet, *op. cit.*, n° 26.

(2) M. Labbé. — Notes dans Sirey, 71.1.9 ; 85.4.25 ; 86.2.97 ; 86.4.25 ; 89.4.1 ; 94.2.57.

II

Théorie des engagements qui se forment sans conventions, contenue dans les article 1382 et suivants du Code civil.

Les articles 1382 et suivants du Code civil obligent celui qui a causé un dommage à un tiers par sa faute à réparer les conséquences de ce dommage, c'est-à-dire à indemniser la victime de ce délit ou de ce quasi-délit civil. Mais il faut pour pouvoir invoquer ces articles que l'auteur et la victime du délit ne soient point liés par un contrat ou que le fait dommageable ne se rattache point à l'exécution d'un contrat.

Ainsi je renverse dans la rue, par ma faute ou mon imprudence, une personne qui y passait ; je lui dois une indemnité.

J'appelle chez moi un ouvrier pour une réparation quelconque ; en sortant, l'ouvrier tombe à ma porte et se blesse. Cet accident est arrivé à l'heure où l'ouvrier avait terminé la tâche que je lui avais confiée ; cet ouvrier n'est

La Responsabilité délictuelle et contractuelle (Revue critique, 1886, p. 443, et 1887, p. 449),

De la Responsabilité contractuelle (France judiciaire, 1887, I, p. 32-43.

Lyon-Caen. — Notes dans Sirey, 85.I.129. — 87.I.209.

Glasson. — *Le Code civil et la question ouvrière.*

Esmein. — Note dans Sirey, 97.I.17.

Planiol. — *Revue critique*, 1888, p. 279.

Huc. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VIII, n° 436, p. 571.

plus à cette heure lié par le contrat de louage de services. Si donc il a été blessé par ma faute, si par exemple il a glissé dans une excavation que j'avais eu le tort de ne pas combler, il s'agira là d'un dommage qui n'aura pas été causé au cours de l'exécution du contrat ; l'ouvrier pourra me réclamer une indemnité par application du principe posé par l'article 1382.

Toutes les fois au contraire qu'il y a convention et que cette convention ne reçoit pas son exécution par suite de la faute de l'un des contractants, la partie lésée peut réclamer des dommages-intérêts non pas au moyen de l'action de l'article 1382, mais au moyen d'une action née du contrat.

Ces deux actions, celle de l'article 1382 et celle qui naît de l'inexécution du contrat, ont sans doute un même but ; elles tendent l'une comme l'autre à la réparation du préjudice causé et à l'allocation de dommages-intérêts ; mais elles diffèrent essentiellement par la nature des droits qu'elles sanctionnent et par leurs conditions d'exercice.

a) *Créées pour sanctionner des droits différents, les deux actions en dommages et intérêts, sont exclusives l'une de l'autre.*

Un contractant ne peut renoncer à l'action née du contrat (*actio ex contractu, locati, depositi* par exemple) pour intenter l'action générale tendant à la réparation du préjudice souffert par suite d'un fait quelconque (*actio legis Aquiliæ*) (1). « Entre les personnes qui sont liées par un

(1) Nous éprouvons quelque embarras en Droit français à exprimer d'une façon claire qu'il y a dans les deux hypothèses prévues deux droits différents. Pour exprimer cette différence de deux droits nés

contrat et, relativement à l'objet de ce contrat, toute question de faute *doit être jugée d'après les clauses du contrat, d'après la volonté des parties*. L'article 1382 devient inapplicable. Voilà notre principe. »

En effet, les droits des individus qui n'ont point con-

de causes différentes, nous sommes obligés d'employer une terminologie romaine assez peu exacte; nous parlons d'*actio ex contractu*, d'*actio legis Aquiliæ*. C'est qu'en effet le Droit romain fait bien ressortir l'opposition entre la responsabilité contractuelle et la responsabilité délictuelle. L'intérêt que présente cette distinction ne s'y réduit pas à une simple question de preuve; il se manifeste par la nature même du droit exercé, par le nom de l'action qui sanctionne ce droit. Ainsi le bailleur agit en indemnité contre son locataire par l'action même du contrat, par l'action *locati*. Expression sous forme sensible de cette idée que l'obligation du locataire dont le bailleur réclame l'exécution dérive du contrat de louage même. Il n'y aurait pas lieu pour le bailleur d'intenter contre le locataire une autre action organisée au profit de la victime de certains faits dommageables, faits générateurs par eux-mêmes en dehors de tout contrat d'une obligation, je veux dire l'action *legis Aquiliæ*.

Pour distinguer ces deux droits nous faisons la distinction romaine entre les deux actions qui les sanctionnent. C'est là un procédé d'expression commode. Mais un tel mode d'extension analogique ne serait pas toujours légitime et aucune assimilation ne doit être faite à l'égard de la question des accidents du travail. M. Sauzet remarque en effet que l'ouvrier romain victime d'un accident du travail n'aurait certainement pas agi par la loi Aquiliæ, car le dommage éprouvé par l'ouvrier ne rentre pas dans le *damnum legis Aquiliæ*. Quant à l'action *locati* aucun texte ne le lui concède, parce que les industries dangereuses étant en général exercées par des esclaves, la question d'un droit à une indemnité devait se poser très rarement.

Lors donc que les auteurs et les arrêts séparent la question de savoir si l'on doit exercer l'action *legis Aquiliæ* ou l'action *locati*, ils se bornent dans un intérêt de clarté bien compris à mettre une forme romaine à des idées et à des règles de droit nouvelles.

tracté ensemble sont dans un état d'indépendance parfaite ; ils coexistent, s'exercent parallèlement mais ne doivent jamais se rencontrer, entrer en lutte, et chacun d'eux s'impose au respect d'autrui. Si donc vous ne respectez pas le droit de votre voisin et si, de la sorte, vous lui causez un préjudice par votre faute, vous lui devez une indemnité en compensation du préjudice souffert.

Par exemple, vous venez chez moi en mon absence ; vous prenez sur un meuble, un objet précieux ; par imprudence vous le laissez tomber et il se brise. Vous me devez des dommages et intérêts, car rien ne vous obligeait à agir au mépris de mon droit de propriété ; « vous êtes sorti du cercle de votre liberté naturelle » et, sans exercer aucun droit opposable au mien, vous avez violé mon droit. Il y a là un fait générateur d'obligation, par lui-même et en dehors de toute convention. Quel était en effet votre devoir ? C'était d'abord de vous abstenir et, si vous agissiez, c'était ensuite de ne me causer aucun préjudice. Agissant et me causant un dommage, vous avez manqué à votre devoir. Vous êtes en faute. Vous êtes coupable, partant responsable. J'ai contre vous l'action aquilienne et vous serez condamné si je prouve votre fait, votre faute et mon préjudice.

Mais supposons que cet objet précieux ait été brisé par un artisan à qui je l'avais confié pour qu'il le répare. La situation est toute différente. En exerçant son industrie sur cet objet, l'ouvrier n'a point méconnu le respect qu'il doit avoir de ma propriété. Tout à l'heure on était entré chez moi et sans que je le veuille, sans que j'y consente, on avait violé mon droit de propriété. On avait agi quand il eût fallu s'abstenir. Or cette abstention que je réclame de tout le monde je ne l'ai point exigée de l'ouvrier que

j'ai appelé. J'ai consenti à son égard une renonciation au respect absolu de mon droit de propriété. Il n'a point pris cet objet à mon insu ; je le lui ai mis moi-même dans les mains. Il l'a brisé, certes ! mais n'ai-je point, en le lui confiant, fait courir à l'objet de ma propriété et cela de propos délibéré un danger de plus ? C'est moi qui l'ai sollicité car sans cela il ne serait point entré chez moi et l'objet serait encore intact. En ayant mis cet ouvrier à même de me causer un préjudice, n'ai-je pas couru le risque des conséquences fâcheuses de son activité, ne me suis-je pas approprié les effets de cette activité que je substituais à la mienne et, le préjudice une fois causé, pourrai-je, afin d'en demander réparation, diriger contre lui l'action rigoureuse que tout à l'heure j'intentais contre le tiers imprudent qui s'était introduit chez moi sans mon consentement et ne dois-je pas invoquer contre lui des règles moins sévères et des principes dont l'application sera susceptible d'une plus grande indulgence ? Quel était d'autre part le devoir de cet ouvrier ? C'était d'agir en bon père de famille, de donner à l'objet tous les soins dont l'eût entouré un ouvrier diligent et de faire tous ses efforts pour que mon objet me fût restitué intact et tel que je le lui avais remis. L'objet est brisé ; l'ouvrier devra fournir ses preuves, mais il sera libéré s'il dit : j'ai fait tout ce que j'ai pu, j'ai fait tout ce qu'eût fait tout artisan diligent ; en voici la preuve ; ne vous en prenez donc qu'à vous-même si l'objet est brisé.

N'est-il pas évident en conséquence que le contrat intervenu a profondément modifié la situation des deux parties contractantes ; que, par la convention et grâce à elle, une situation nouvelle est née, que des droits nouveaux se sont établis et avec eux de nouvelles responsabilités ? Le

contrat a eu pour effet de mettre le contractant débiteur dans une situation meilleure que celle à laquelle pourrait prétendre le tiers débiteur (1). Le droit exercé contre un cocontractant en matière de préjudice est donc moindre en étendue que le droit exercé contre un tiers. Il est aussi d'une nature différente puisque l'un naît d'un simple fait et l'autre d'un acte juridique (le contrat). A ces droits différents s'attache une action différente. Le droit et l'action qui le protège forment un couple indissoluble ; quand le droit est violé c'est l'action correspondante — et celle-là seulement — qui doit être exercée. Et ainsi il est vrai de dire que l'action *ex contractu* et l'action aquilienne sont exclusives l'une de l'autre et qu'un contractant ne peut intenter contre son cocontractant l'action de l'article 1382 parce que cette action n'est applicable qu'aux « engagements qui se forment sans convention ».

b) *Les deux actions en indemnité sont encore différentes par leurs conditions d'exercice, c'est-à-dire par la nature des preuves qu'elles imposent aux parties.*

L'individu lésé, demandeur en réparation du préjudice causé, doit, comme tout demandeur, faire la preuve de sa prétention.

Or, s'agit-il d'un dommage survenu en l'absence de tout contrat entre l'auteur et la victime du dommage ? Aux termes de l'article 1382, le succès de l'action tendant à la réparation de ce dommage est subordonné à une triple preuve :

(1) Voir sur la faute contractuelle et la *culpa levissima* de la loi Aquilie le chapitre III, page 64.

1° Le demandeur doit prouver qu'un préjudice lui a été causé et quel préjudice ;

2° Il doit prouver ensuite le fait de son adversaire et démontrer que ce fait constitue de la part de celui-ci un manquement à un devoir, c'est-à-dire une faute ;

3° Il doit établir que ce fait constitutif de faute a été la cause du préjudice éprouvé par lui.

S'agit-il au contraire d'un dommage causé, au cours de l'exécution d'un contrat et relativement à l'objet de ce contrat, par un cocontractant à son cocontractant ? Dans ce cas, le demandeur en réparation doit prouver uniquement l'existence du contrat.

Vous m'avez promis, dit-il à son cocontractant, d'exercer sur cet objet le travail que je vous ai confié et, ce travail fait, de me le restituer. Vous avez contracté cette dette de restitution de votre plein gré ; j'ai de mon côté accepté votre engagement. La dette est donc née de l'accord de nos volontés. Donc si j'ai prouvé l'existence de cet accord, j'ai par là même établi celle de la dette qui en est la suite nécessaire. Je n'ai par suite aucune autre justification à fournir. J'ai satisfait aux prescriptions de l'adage : *actori incumbit onus probandi*. Rendez-moi l'objet ou, s'il est perdu, justifiez sa perte ; sinon indemnisez-moi.

Or, si le cocontractant ne peut rendre l'objet et répond qu'il ne *doit* pas le rendre, il est tout naturel qu'on lui demande de prouver *le fait qui l'a libéré* et telle est bien la preuve qu'exigent, en effet, l'article 1315 du Code civil et le brocard : *Reus in excipiendo fit actor*. Le défendeur prouvera, par exemple, que cet objet a déjà été restitué ou qu'il a disparu par suite d'un cas fortuit ou de force majeure, ou que s'il a péri, c'est en dépit des soins dont

il n'a cessé de l'entourer, et, de ces soins, il sera tenu, bien évidemment, d'établir l'existence et l'utilité.

Nous trouvons donc une nouvelle différence entre l'action née du contrat et l'action aquilienne; dans l'une, chacun des contractants doit fournir une preuve différente, le demandeur la preuve du fait générateur de son droit, le défendeur la preuve de sa libération; dans l'autre, tout le fardeau de la preuve tombe sur le demandeur.

III

Application de la théorie aux litiges qui peuvent naître entre les patrons et les ouvriers victimes d'accidents dans leur travail.

« La cause de l'obligation du patron est dans le contrat de louage d'ouvrage. Elle découle du contrat, comme l'autre obligation, celle de payer le salaire. En dehors, à côté du salaire, le patron est tenu d'une certaine responsabilité, vis-à-vis de l'ouvrier victime d'accident (1) » : il doit le restituer à lui-même sain et sauf comme il l'a reçu et si un accident survient, il doit l'indemniser du préjudice qu'il a éprouvé.

Or, puisqu'il y a entre le patron et l'ouvrier un contrat de louage d'ouvrage et des relations nées de ce contrat, nous voyons immédiatement, en faisant l'application des principes que nous venons de poser :

1^o Que l'ouvrier victime d'un accident n'est pas libre, lorsqu'il veut demander au patron réparation du préjudice qui lui a été causé par l'accident, de choisir l'action de

(1) M. Sauzet, *op. cit.*, § 1^{er}.

l'article 1382 ; il a en effet devant lui un cocontractant et non un tiers ;

2^o Que, obligé d'intenter l'action née du contrat, il n'a plus à prouver la faute du patron qui a amené l'accident ; c'est au patron, pour se soustraire à la responsabilité que lui impose son contrat, à prouver que l'accident ne lui est pas imputable.

En effet, comme tout demandeur, l'ouvrier a bien une preuve à faire ; il doit prouver la cause génératrice de son droit, c'est-à-dire le contrat de louage d'ouvrage même. L'ouvrier a donc prouvé tout ce qu'il a à prouver en tant que demandeur en démontrant qu'il était lors de l'accident l'ouvrier du défendeur, c'est-à-dire l'existence, à cette époque, du contrat.

Le patron, défendeur, se prétend libéré de l'une de ses obligations contractuelles, c'est à lui à prouver le fait qui le libère (art. 1315). Il oppose une exception à la demande justifiée quant à sa cause par l'ouvrier, c'est à lui à prouver le bien fondé de son moyen de défense.

Donc « loin de déroger aux principes en mettant la preuve à la charge du patron, on en fait une application rigoureuse, disait M. Sauzet. Je vais plus loin, ajoutait-il ; *en l'état actuel de notre législation, sans qu'il soit besoin d'autre réforme*, je prétends contrairement à la jurisprudence et à la doctrine, que c'est au patron à faire la preuve, une preuve déterminée, celle qu'il n'est pas en faute, celle qu'il n'est pas reprochable d'une certaine imprudence, d'une certaine négligence, celle qu'il a pris toutes les mesures capables de prévenir l'accident ».

IV

Quelle est la mesure de la responsabilité du patron ?

Nous sommes arrivés à cette conclusion que le patron est obligé envers l'ouvrier à réparer le dommage souffert par celui-ci parce qu'il s'y est volontairement engagé : *legem enim contractus dat*.

Il n'y aura aucune difficulté si le patron s'est engagé formellement et expressément. Le patron a promis à l'ouvrier de lui donner une indemnité déterminée si telles circonstances se produisaient ; l'ouvrier a accepté ; rien de plus clair ; le juge, en cas de sinistre, se reportera aux clauses du contrat.

Mais si le patron n'a rien dit ? J'entends qu'il est censé avoir tacitement consenti à indemniser l'ouvrier en cas d'accident. L'article 1135 C. civ. nous permet de le supposer : c'est là « une des suites que l'équité, l'usage ou la raison donnent à l'obligation d'après sa nature. » Il n'a rien dit et l'on a pris son silence pour un aveu. Soit ! Mais jusqu'où va ce consentement non exprimé ? Il a voulu et cela est entendu, mais qu'a-t-il voulu ? Il reconnaît devoir une indemnité à son ouvrier, mais quelle indemnité ? Il consent à être tenu pour responsable dans certains cas, mais dans quels cas ?

C'est ici, c'est sur la nature et l'étendue des pactes tacites à introduire dans le contrat que nous allons constater chez les jurisconsultes, si unis lorsqu'il s'agissait du principe, les divergences les plus graves et les plus profondes.

On peut distinguer deux grands systèmes :

a) *Premier système.*

« C'est dans la nature même du contrat de louage d'ouvrage, par la recherche de l'intention des parties, dit M. Sauzet, que nous devons arriver à la détermination exacte de cette obligation assumée d'après nous par le patron en outre de son obligation de payer le salaire et qui est comme la source de sa responsabilité vis-à-vis de l'ouvrier.

« Quant à la formule même de cette obligation, ce sont les travaux législatifs récents et les décisions de la jurisprudence qui me la fournissent... L'obligation que le contrat de louage met d'après moi à la charge du patron, c'est *l'obligation de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder la santé et la vie des ouvriers.* »

L'article 1137 qui ordonne au débiteur de veiller à la *conservation* de la chose avec toute la diligence d'un bon père de famille doit être appliqué à la préservation de la personne lorsque le contrat, comme dans le louage de services, attribue à une partie qu'on appelle un maître la direction de l'activité de l'autre partie. MM. Sauzet et Saintelette en concluent que le patron doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, et M. Sauzet mettant cette idée sous une forme saisissante souvent citée, déclare que « le patron doit *le conserver* sain et sauf au cours de l'exécution du travail dangereux qu'il lui confie et qu'il dirige — il doit à chaque instant pouvoir le *restituer*, le rendre à lui-même, valide comme il l'a reçu ».

Si M. Saintelette n'a sur la valeur juridique de son système aucune hésitation, on ne trouverait peut-être pas la même assurance chez M. Sauzet ; il fait une concession

importante. « Si la démonstration, déclare-t-il, qui m'a conduit à une conviction sur ce point paraissait peu décisive au point de vue légal, au moins semble-t-il qu'au point de vue rationnel elle justifierait pleinement l'innovation législative consistant dans le renversement de la preuve. »

M. Planiol a exposé avec une extrême netteté les doutes juridiques qu'on peut concevoir sur la valeur d'un tel système.

Où prend-on, d'après lui, que le patron soit obligé de rendre l'ouvrier à lui-même? Que le débiteur commodataire, locataire, dépositaire, gagiste, voiturier soit tenu de conserver, pour la pouvoir restituer, la chose qui lui a été confiée, cela est certain. Mais comment et pourquoi de ce fait déduire une responsabilité à la charge du patron et au profit de l'ouvrier? Quelle assimilation peut-on établir entre deux situations aussi différentes?

Il est certain qu'un dépositaire, par exemple, a deux obligations : la première consistant à agir de telle sorte que la chose soit intacte au terme fixé pour pouvoir la restituer, c'est l'obligation de faire ; la deuxième consistant à la rendre, c'est l'obligation de donner.

Mais le patron ne saurait être tenu de l'une et de l'autre de ces obligations envers l'ouvrier. L'équité et la raison ne lui imposent que la première, l'obligation de faire : « il est seulement tenu de ne pas compromettre la sûreté de l'ouvrier par un défaut de précautions. »

« Cette obligation, dit M. Planiol, doit sans doute être remplie, mais ce serait en exagérer l'étendue que de déclarer le patron responsable par cela seul qu'il ne réussit pas à prouver que la cause de l'accident ne lui est pas imputable. En effet, les accidents peuvent se produire pour trois

causes diverses : faute de l'ouvrier, faute du patron, cas fortuit. Alors même que certaines mesures de prudence auraient été omises par le patron, cela ne fait pas qu'il soit l'auteur de l'accident, car toutes les imprudences commises n'aboutissent pas à des catastrophes et celle qui est arrivée peut tenir à une autre cause. On pourrait appliquer ici le raisonnement très sensé que faisaient les jurisconsultes romains pour conserver à l'enfant le bénéfice de la légitimité malgré l'adultère de la mère : « *quum possit et mater adultera fuisse et impubes patrem maritum habuisse*. La femme a le devoir de rester fidèle à son mari, mais son adultère ne prouve pas nécessairement que son enfant est illégitime. »

De même, le patron a le devoir de surveiller son ouvrier ; un accident se produit, le devoir de surveillance n'a pas été exercé. C'est à l'ouvrier à prouver que l'accident est la cause de la négligence du patron et non du cas fortuit ou de sa propre négligence.

Et M. Planiol de conclure :

« Pour arriver au renversement de la preuve, il faudrait établir une double présomption contre le patron, en vertu de laquelle on admettrait jusqu'à preuve contraire :

1^o Que le patron est en faute ;

2^o Que la faute commise par lui a provoqué l'accident.

Cette présomption n'est pas dans la loi puisqu'il n'y a pas de texte ; elle ne résulte pas des principes généraux ni des obligations conventionnelles du patron exactement analysées (1). »

(1) M. Planiol, *Revue critique*, 1888.

b) *Deuxième système.*

Le deuxième système est celui de M. Labbé (1). Sa théorie est moins étendue, moins absolue que celle de MM. Sauzet et Saintelette.

Et tout d'abord M. Labbé admet les critiques de M. Planiol. Il s'agit bien d'une obligation *de faire*, c'est-à-dire de surveiller, et non d'une obligation *de donner* qui impliquerait restitution. Seulement, cette obligation de faire quelle en est l'étendue ? Jusqu'où va le devoir de surveillance imposé au patron par le contrat, ou, mieux, consenti tacitement par le patron ? Comment formuler le pacte tacite introduit dans le contrat ?

Selon M. Labbé, la solution dépend des circonstances, et c'est probablement pour cela que le législateur n'a pas tracé de règles et a laissé toute latitude à la sagesse des juges. L'idée directrice du système serait contenue dans la formule de M. Saintelette : *La responsabilité est en raison de l'autorité qu'on exerce*. Et M. Labbé, dans une série d'exemples merveilleusement choisis, montre le devoir de surveillance devenant de plus en plus étroit à mesure que le patron dirige davantage l'ouvrier, à mesure aussi que le milieu artificiel au sein duquel il le place est plus dangereux pour l'ouvrier et lui fait courir plus de risques.

Ainsi, peu importe que le travail soit dangereux par lui-même si l'ouvrier le fait chez lui et avec ses propres outils. « C'est à lui qu'il appartient de s'entourer de toutes les précautions de nature à prévenir le danger attaché aux

(1) Note sous Cour Com. de justice de Luxembourg, *loc. cit.*

substances qu'il emploie. » Pas d'autorité, pas de surveillance, pas de direction exercée par le patron, pas de recours pour l'ouvrier.

Mais si le patron s'immisce dans le travail, impose une condition quelconque à l'ouvrier, fait œuvre de directeur, la responsabilité apparaît et grandit selon la proportion indiquée par M. Saintelette.

Donne-t il pour un travail des outils, des substances à l'ouvrier ? Il garantit la bonté, la force suffisante, la bonne adaptation au travail des instruments, l'innocuité des substances qu'il procure.

Emploie-t-il son ouvrier dans une usine ? Le devoir de surveillance s'étend et se complique parce que diminue l'indépendance de l'ouvrier, parce que son activité est de plus en plus soumise à la direction d'autrui.

Soumet-il cet ouvrier à des dangers épouvantables que la science humaine ne peut ni prévoir ni conjurer ? Son devoir est tel qu'il doit être préoccupé sans cesse d'améliorer la condition d'un travail si extraordinaire.

Si donc le patron a manqué le moins du monde à ce devoir rigoureux de direction éclairée, de surveillance attentive et de prévoyance extrême, il n'a pas exécuté son obligation de faire, il est en faute. Or, si un accident se produit à ce moment, tandis qu'il est en faute, il subit les conséquences de cette faute, il est présumé coupable, il est présumé être par son fait et sa faute la cause de l'accident, et il supportera les conséquences de l'accident, à moins qu'il ne prouve que son défaut de surveillance n'est pour rien dans cet accident et que le malheur se serait produit, même s'il avait bien surveillé, sous l'influence d'une autre cause qui est, celle-là, la vraie cause,

la cause directe, la cause déterminante, le cas fortuit ou la faute de l'ouvrier (1).

J'imagine que, dans son système, M. Planiol n'admettrait pas cette conséquence. En effet, quelle preuve exige-t-il ?

Il y a, selon lui, trois causes possibles d'accidents : la faute du patron, la faute de l'ouvrier, le cas fortuit. Dites-nous quelle est celle des trois qui a causé l'accident, nous pourrions alors faire supporter à qui de droit la responsabilité ou la charge de cet accident. Or, M. Labbé ne détermine pas exactement cette cause ; il fournit seulement la cause possible ou probable. Il est *probable* en effet que l'accident est dû à la faute du patron si celui-ci n'a pas surveillé ; mais cela n'est pas *démonstré* et il est *possible* que le défaut de surveillance n'y soit pour rien ; que l'ouvrier soit lui-même en faute ou que la fatalité soit la seule coupable. Pourquoi présumer que l'accident s'est produit uniquement parce que le patron a été négligent ? M. Labbé confond, selon moi, la présomption avec la probabilité.

Mais, dit M. Labbé, c'est là de la logique à outrance et l'équité n'est pas satisfaite. Une faute est constante : le défaut de soins en vue de la sécurité de l'ouvrier. Une indemnité est due puisque le contrat n'a pas été exécuté.

(1) M. Labbé propose la formule suivante : *Le maître qui dirige le travail de l'ouvrier garantit la bonne détermination de ses ordres, le bon état, l'aptitude des instruments qu'il fournit, l'emploi judicieux des moyens les plus sûrs de préservation. Quand l'ouvrier est placé dans une situation où le péril est accru par la multiplicité des agents employés ensemble, il garantit le choix éclairé, prudent des collaborateurs qu'il donne à cet ouvrier.*

Un accident arrive ; un ouvrier en est victime. Or, la condamnation du patron ne sera pas poursuivie par les ouvriers non blessés, qui n'ont pas d'intérêt à le faire et elle ne sera pas prononcée au profit du blessé parce qu'il ne prouve pas que le dommage par lui éprouvé provient du défaut de soins. La raison ne saurait donc être satisfaite. Il y a d'un côté une violation du contrat et de l'autre une blessure, un accident qui restent sans réparation.

On comprend difficilement la répugnance de M. Labbé à admettre ce qu'il appelle « une logique à outrance ». Il est impossible de raisonner autrement tant qu'on reste sous l'empire du Code. Cette logique s'imposera tant qu'on sera responsable de sa faute et que les présomptions ne s'établiront pas arbitrairement. Dites-moi, prouvez-moi que le défaut de surveillance a *seul* causé l'accident et le patron sera condamné. Si vous n'avez prouvé que sa négligence, vous n'avez pas fait une preuve complète.

V

La substitution d'une responsabilité contractuelle du patron à la responsabilité délictuelle que lui impose la jurisprudence peut faire considérer comme valables des conventions modificatives ou suppressives de la responsabilité (1).

« Le point faible de toutes les théories contractuelles c'est qu'en donnant ce fondement à la responsabilité, celle-ci risque d'être écartée par une clause du contrat, par exemple pour tous les ouvriers d'une usine ou d'une

(1) J'emprunte cette formule à M. Sauzet, *op. cit. Revue crit.*, p. 637 et suiv.

compagnie qui eût inséré de ce chef une clause d'irresponsabilité dans ses formules d'engagement » (1).

La jurisprudence, parmi tant d'autres, nous donne deux exemples curieux de clauses suppressives de responsabilité (2). Il s'agissait du règlement de la société de secours mutuels d'une exploitation minière, société dont tous les ouvriers étaient membres de droit. La caisse était alimentée par une retenue de 3 0/10 sur les salaires et une subvention du patron égale au montant des retenues. En retour de cette subvention, le patron stipulait que la caisse lui était substituée pour toutes les obligations pouvant lui incomber en vertu des articles 1382 et suivants. Toutes les précautions étaient prises pour assurer l'exécution de cette clause principale. Je n'en retiens que deux :

1^o Clause compromissoire par laquelle les sociétaires acceptent comme tribunal arbitral, pour statuer en dernier ressort sur les droits qu'ils prétendraient leur résulter des articles 1382 et suivants et des accidents et événements quelconques dont ils auraient été victimes, le conseil d'administration de la société de secours mutuels et renoncent expressément à un tribunal ordinaire ;

2^o Déchéance de tous ses droits de sociétaire et même obligation à titre d'indemnité de rapporter à la caisse tout ce qu'il a pu en recevoir contre l'ouvrier qui, au mépris de ses engagements, intenterait une action judiciaire en responsabilité.

La Cour de Dijon a déclaré que ces stipulations étaient « frappées d'une nullité absolue et ne sauraient produire aucun effet légal ». Mais il faut songer qu'il s'agissait aux

(1) M. Saleilles : *les Accidents de travail*, III, 12, p. 20.

(2) Cour de Dijon, 24 juillet 1874. S. 1875, 2.71.

yeux de la Cour d'une clause d'exonération de la responsabilité « délictuelle » et que, bien entendu, l'on ne peut jamais s'exonérer des conséquences de son délit. Mais si la responsabilité est contractuelle, de pareilles clauses vont devenir valables. Ce que la volonté a fait, la volonté peut le défaire. Or, c'est la volonté, c'est l'accord de deux volontés qui ont créé la responsabilité du patron et le droit de l'ouvrier à la sécurité. Eh bien ! l'ouvrier peut renoncer au privilège que lui donne, d'après la doctrine, le droit commun. Le patron peut le solliciter, il peut lui demander de déclarer nettement dans le contrat qu'il entend supporter les risques et toutes leurs conséquences. Toute loi qui naît du contrat peut périr par le contrat.

S'il en est ainsi, les conventions suppressives de la responsabilité ne tarderaient pas à *devenir de style* dans tous les contrats de louage d'ouvrage, du jour où elles pourraient être un moyen de maintenir à la charge de l'ouvrier la preuve d'une faute du patron, c'est-à-dire de tenir en échec la règle nouvelle.

*
* *

Si donc des doutes très graves ne s'élevaient pour nous sur le fondement de la théorie contractuelle et des incertitudes sur la nature et l'étendue des pactes tacites dont on prétend faire découler la responsabilité du patron, nous repousserions encore la théorie de la doctrine à la vue de cette conséquence désastreuse à laquelle elle aboutit : la valabilité de l'insertion dans le contrat de louage d'ouvrage de clauses suppressives de la responsabilité du patron.

VI

La jurisprudence belge.

La théorie doctrinale de la responsabilité contractuelle ne tarda pas à être adoptée par la jurisprudence belge. M. Sainctelette, apôtre dévoué et infatigable de cette cause, peut à juste titre revendiquer l'honneur d'un tel succès.

Nous avons cru devoir recueillir deux espèces qui ont fait de la part des tribunaux belges l'objet de décisions intéressantes. Nous aurons ainsi la bonne fortune de voir appliquer à la réalité la théorie abstraite que nous venons d'exposer ; il y aura sans doute tout profit et pour la mieux comprendre et pour la mieux combattre à examiner de près les arrêts qu'offrent à notre attention la jurisprudence belge et la Haute Cour de Luxembourg.

1^o Jugement du tribunal de Bruxelles.

Le 17 février 1884, à la gare de Grupont, le machiniste Jean-Pierre Loutsch avait eu les jambes coupées par les roues de la machine ou du tender. Devant le tribunal de Bruxelles, Loutsch soutenait que la responsabilité de l'État est engagée par cet accident comme conséquence de la violation de l'engagement tacite pris par l'État de sauvegarder l'existence de ses employés.

Le tribunal accueillit sur ce chef la prétention de Loutsch en ces termes :

Attendu qu'un contrat de louage de services a été conclu entre l'État et son machiniste Loutsch et que c'est en service que Loutsch a été blessé ;

Attendu que la situation des deux parties dans ce contrat est la suivante : d'une part Loutsch *abandonne sa volonté et son initiative dans l'exercice de sa profession et renonce à se protéger lui-même contre le danger général de l'exploitation* ; d'autre part l'État acquiert un droit de surveillance, de direction et de commandement sur Loutsch avec l'obligation corrélative de le garantir contre le danger général de l'exploitation, c'est-à-dire de prendre toutes les mesures propres à le sauvegarder ;

Attendu qu'en présence du fait de la blessure reçue dans l'exercice de ses fonctions, l'État doit aussitôt prêter sa garantie, à moins qu'il ne démontre que Loutsch a été blessé par sa faute personnelle, son imprudence ou sa désobéissance aux règlements ou que l'accident est dû à un cas fortuit ou de force majeure ;

Attendu en effet que la promesse tacite de garantie faite par l'État est générale ; que la garantie est donc la règle contractuelle dont la blessure vient nécessiter l'application ;

Attendu que rationnellement on ne concevrait pas la faute présumée du chef de l'ouvrier qui n'est point libre d'agir comme il l'entend et non du chef de celui qui le dirige librement ;

Que d'autre part il est incontestable que si le machiniste a accepté le côté passif et dangereux de son rôle dans l'exploitation, c'est à la condition de recevoir une direction éclairée et une surveillance parfaite, c'est-à-dire une garantie générale de sécurité, etc.,

Du 25 avril 1885.

Il faut noter que dans ce jugement le patron ne doit pas une garantie absolue et complète de sécurité « contre le danger général de l'exploitation ». L'entrepreneur doit seulement prendre « toutes les mesures propres à le sauvegarder » et, s'il les a prises, il est admis à faire la preuve contraire, c'est-à-dire à démontrer que l'ouvrier a été blessé soit par sa faute personnelle, son imprudence ou sa désobéissance aux règlements, soit par suite d'un cas fortuit ou d'une force majeure.

2^e Arrêt de la Cour supérieure de Luxembourg.

X... contre Société des Hauts-Fourneaux.

Un ouvrier avait perdu la vue et avait été défiguré par l'explosion d'une scorie enflammée. Il actionnait en indemnité la compagnie au service de laquelle l'accident s'était produit. Celle-ci soutenait qu'elle avait pris toutes les précautions possibles mais qu'il n'était pas en son pouvoir de modifier les conditions du travail commandé à l'ouvrier, d'empêcher ni de prévenir l'explosion des matières en fusion. L'accident, à l'entendre, constituait un cas de force majeure qui ne pouvait engager sa responsabilité. La Cour a cependant condamné la Société des Hauts-Fourneaux par un jugement surabondamment motivé dont voici quelques extraits :

Attendu que le contrat de louage de services ne consiste pas seulement dans ce qui est formellement exprimé mais aussi dans ce qu'il implique virtuellement à raison de la nature du contrat et de la position et qualité respectives des contractants ; qu'ainsi le contrat entre l'ouvrier et le patron oblige celui-ci non seulement au paiement du salaire promis, mais encore à veiller à la sécurité de l'ou-

vrier et à le protéger contre les conséquences des dangers inhérents à son travail ; que cette conséquence du contrat varie suivant les circonstances dans lesquelles le contrat est intervenu et suivant le rôle assigné dans chaque espèce à chacune des parties ; qu'elle est d'autant plus caractérisée et plus étendue dans la grande industrie, dans laquelle l'ouvrier est appelé à faire un travail dangereux par lui-même et entouré de risques et que le danger auquel il est exposé est imminent, continu et en dehors de toute proportion avec le salaire qu'il touche ; qu'alors, c'est le patron qui fait les installations et qui règle le travail, sans que l'ouvrier ait conscience de l'étendue des dangers qu'il court, ni l'intelligence et les connaissances pour en apprécier l'imminence et l'intensité ; que cette obligation entraîne celle de prévoir les causes non seulement habituelles mais simplement possibles d'accidents ; que, quand l'ouvrier est lui-même dans l'impossibilité absolue de veiller à sa sécurité, c'est au patron, en vertu du contrat, à installer tous les appareils de préservation ; qu'à ce prix seulement, le patron agit en bon père de famille ; que là, non seulement la moindre négligence ou imprudence compromettent la vie de l'ouvrier, mais encore l'emploi d'engins dangereux quoique non defectueux, dont ni lui ni l'ouvrier ne peuvent régler la marche ni éviter les dangers, doivent être considérés comme constituant une faute grave ; que c'est là une conséquence nécessaire des rapports juridiques qui se forment entre le patron et l'ouvrier ;

Attendu qu'il s'ensuit que le patron industriel devient débiteur contractuel de la sécurité de l'ouvrier qu'il doit garantir des conséquences du danger dans lequel il l'a volontairement placé et qu'en vertu du principe des articles 1315, 1147, 1148 et 1302 C. c. il ne peut être libéré

de cette obligation que par la faute de l'ouvrier ou par événements de force majeure ;

Attendu qu'un accident qui arrive fortuitement dans une installation dangereuse n'est pas nécessairement un cas de force majeure ; que, notamment l'accident arrivé fortuitement ne peut pas être assimilé à cette dernière quand l'événement provient de l'installation elle-même, d'un risque inhérent d'une manière absolue à cette installation et au travail et d'une cause connue et fatale de ce dernier et non d'un fait étranger et lorsque le patron a connu les dangers des installations faites dans son intérêt exclusif ;

Attendu qu'en pareille occurrence le patron ne peut pas se retrancher derrière l'imperfection de la science et que, s'il a connu les dangers inévitables de ses installations, il a voulu tenter et courir la chance des dangers et accidents, il faut qu'il tienne ce qu'il a virtuellement promis sans condition et sans restriction par le contrat ; que, pour lui et pour cette cause, le contrat est un acte aléatoire dont il ne peut pas se dégager de bonne foi ; qu'il ne faut pas non plus perdre de vue qu'en cas d'obligation contractuelle le cas douteux et inexpliqué est à la charge du débiteur.

Du 27 novembre 1884. — Cours supérieur de justice de Luxembourg :

M. Labbé, dans la note très importante qu'il a insérée sous cet arrêt et qui a été tant de fois citée, se borne à faire remarquer quelque exagération dans cette phrase : *Le patron industriel devient débiteur contractuel de la sécurité de l'ouvrier*. Cette phrase, dit-il, dans ce qu'elle a de trop absolu, est rectifiée par l'ensemble de l'arrêt.

CHAPITRE III

ÉTAT DE LA JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE A LA LOI DE 1898

I

La jurisprudence tend à apprécier de plus en plus sévèrement le devoir de protection du patron.

La campagne de propagande entreprise en Belgique par M. Sainctelette ne devait pas trouver en France le même succès auprès des tribunaux. La jurisprudence française resta inébranlablement attachée à la théorie contenue dans l'article 1382 et l'on peut dire qu'aujourd'hui même, après le vote de la loi de 1898, elle lui reste, malgré tout, fidèle (1).

Les objurgations ne lui avaient cependant pas manqué.

« Les juges qui invoquent l'article 1382 sont dans une route fausse, déclarait M. Labbé (2). Tout jugement qui

(1) Le 7 novembre 1900, la première chambre du tribunal de la Seine rendait un jugement dont nous extrayons le considérant suivant :

« Attendu que les dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 9 avril 1898 ont à la vérité soulevé les plus vives critiques et qu'elles peuvent paraître contraires *au principe idéal de justice qu'a consacré l'article 1382 C. civ.* » etc.

(2) Note sous Cour de justice de Luxembourg, *passim*.

fait reposer la responsabilité du maître sur l'article 1382, quel que soit son dispositif, est parti d'un faux point de départ qui, souvent, sinon toujours, l'exposait à tomber dans l'erreur et à aggraver la situation de l'ouvrier... »

Ailleurs : « Nous nous étonnons que l'article 1382 conserve des partisans. La théorie contractuelle est évidente. Nous savons qu'il est dangereux de croire à l'évidence ; on est moins bien placé pour chercher des preuves et réfuter des objections. Nous exprimons naïvement l'état de notre esprit... »

Et encore : « Un grand nombre de tribunaux s'attachent à l'article 1382. La force d'une tradition établie, la tendance naturelle à ne pas se donner un démenti sont-elles pour quelque chose dans le maintien de la jurisprudence ancienne ?... Nous posons, mais nous ne voulons point examiner cette question... Nous respectons trop la magistrature pour nous placer sur ce terrain. Une longue tradition a sa valeur et du prestige, mais aussi la nouveauté a ses attraits et sa séduction. »

Cependant les attraits de la nouveauté ne purent séduire les cours et les tribunaux, ils continuèrent leur œuvre traditionnelle, en restèrent au système de responsabilité qu'ils avaient fondé ou adopté, exigèrent une faute, en imposèrent la preuve.

Mais il ne faudrait pas croire qu'inébranlablement attachée au principe, la jurisprudence n'ait pas varié dans les applications qu'elle en faisait. Il ne faudrait pas croire non plus, qu'elle soit restée indifférente au mouvement irrésistible qui entraînait tous les esprits, ni qu'elle soit demeurée sourde aux revendications qui s'élevaient de toutes parts, ou ait fermé les yeux au spectacle de l'évolution industrielle. Elle connaissait mieux que personne,

pour les constater tous les jours, les difficultés d'application et les injustices nées de l'article 1382. Mais elle émit cette prétention que, juge et souveraine appréciatrice du fait, elle saurait pour chaque espèce particulière réparer ces injustices. Elle se forma de sa mission une idée très haute; elle crut que le développement du pouvoir du juge de statuer en fait, que le développement de l'*arbitrium judicis* s'est toujours et partout produit parallèlement au progrès des idées et des mœurs et elle revendiqua hautement l'honneur d'apprécier en toute liberté les éléments multiples qui constituent la responsabilité (1). Peut-être, au cours de son œuvre, commit-elle quelques erreurs juridiques. Cela est possible, mais il est certain du moins, qu'elle donna à chaque espèce les solutions les plus justes en justice pure. Sans doute, elle imposa un peu témérairement au patron un devoir de surveillance envers son ouvrier qu'elle eût été bien incapable de faire sortir de l'article 1382, mais elle maintint du moins avec une grande énergie le droit de l'ouvrier à cette protection incessante et éclairée qu'elle ordonnait et elle sanctionna toujours impitoyablement les violations de ce droit dont, à défaut du Code, la conscience proclamait l'existence. Et ainsi elle affirmait sa communion d'idées avec les réformateurs; ainsi son évolution la rapprochait insensiblement d'abord, l'entraînait ensuite vers les théories nouvelles qui se faisaient jour, les voies étaient différentes, mais elles tendaient tellement les unes vers les autres qu'un jour elles finirent par se rejoindre et aboutirent toutes au système désormais triomphant : le risque professionnel.

(1) Cf. M. Sauzet. — *Revue critique*; — M. Dejace au Congrès de Paris.

C'est cette évolution, cette marche en avant, ce progrès de la jurisprudence qu'il faut maintenant décrire.

II

Elle reste fidèle à la théorie traditionnelle de l'article 1382.

La règle de l'article 1382, déclare tout d'abord la jurisprudence, est générale et absolue. Elle est applicable dans tous les cas, et il importe peu qu'un contrat existe déjà et que le dommage ait été causé, au cours de l'exécution de ce contrat, par un cocontractant à son cocontractant. Il en va de même dans ce cas que dans celui où le dommage est le fait d'un tiers juridiquement étranger à la personne lésée. Dans le premier cas comme dans le second, l'obligation de réparer le dommage naît exclusivement d'un fait personnel à celui qui l'a causé. Les termes de l'article 1382, en effet, sont absolus : Tout fait quelconque *de l'homme* causant à *autrui* un dommage .. *L'homme* et *autrui*, cela désigne les individus en eux-mêmes, non les individus en tant que sujets de droits. Que le contrat ajoute un nouveau lien à celui qui résulterait déjà de la situation de fait créée entre deux individus par le dommage causé, il y a là coexistence, superposition d'obligations, mais la seconde ne peut détruire la première, l'obligation contractuelle ne saurait faire disparaître l'obligation délictuelle. En un mot, en cas d'accident, le patron doit le salaire en vertu du contrat de travail et l'indemnité en vertu de la loi Aquilie.

Ayant de la sorte posé son système, la jurisprudence

pouvait faire à la doctrine, son adversaire, deux sortes d'objections.

A supposer en effet que le fondement de la théorie doctrinale soit exact, quelles ne sont pas dans l'application les divergences de vues des docteurs eux-mêmes ? Dans le contrat, où tout le monde est d'accord pour aller chercher la base de la responsabilité, il faut, de toute nécessité introduire des pactes tacites afin de déterminer en fait quelle est cette responsabilité. Et voici que sur la nature, sur l'interprétation des clauses tacites du contrat, M. Labbé se sépare de M. Sainctelette et que tous deux ont contre eux l'opinion de M. Planiol.

Dans ces conditions, la jurisprudence, ne trouvant pas dans le système doctrinal, une règle simple et d'une application facile, puisque, dans chaque espèce, elle devra juger en fait et arbitrairement, préfère s'en tenir à la théorie traditionnelle qui, du moins, nous allons le voir, lui permet d'établir un Code de la responsabilité entièrement favorable à la victime de l'accident.

Et puis à quelle conséquence grave la thèse de la responsabilité contractuelle va-t-elle aboutir ? Le patron ne pourra-t-il s'exonérer par une clause de non-garantie ? Et, si on l'admet, une telle convention ne va-t-elle pas devenir clause de style et n'allons-nous pas la voir imprimée d'avance dans la feuille d'engagement soigneusement préparée par le patron ou ses conseils et ne va-t-elle pas être facilement imposée à un ouvrier qui n'a ni le loisir d'en mesurer la portée ni le pouvoir de la rejeter ?

Sans doute il s'est élevé dans la doctrine une vive controverse sur la valeur de cette clause de non-garantie. Mais le système de la jurisprudence supprimait toute controverse, car on ne saurait se décharger d'une obligation

légale, comme celle de l'article 1382, puisque, à sa formation comme à sa dissolution, la volonté n'a et ne saurait avoir aucune part.

III

Grâce à cette théorie, la jurisprudence peut considérer que la faute la plus légère du patron entraîne pour lui une responsabilité.

Mais le système adopté par les tribunaux présentait un avantage considérable au point de vue de l'appréciation de la faute. En vertu même des principes qui ont fait admettre la thèse délictuelle, on conçoit que le *moindre* manquement au devoir entraîne une responsabilité, que le préjudice *le plus minime* devra être réparé. En l'absence de contrat, en effet, deux droits s'exerçaient indépendants et parallèles ; le sujet d'un de ces droits, en sortant de la sphère d'action, en s'écartant « du cercle de sa liberté naturelle » s'est engagé dans une voie où tout devient danger pour lui, où le plus insignifiant de ses actes peut tourner au préjudice de son voisin et être pour lui-même une source de responsabilité. C'est ce qu'exprime le brocard : *in lege Aquilia culpa levissima venit*.

Or, engagé par le contrat de louage d'ouvrage, le patron ne devrait du moins à son ouvrier que les soins ordinaires d'un bon père de famille. Tenu au contraire, par l'article 1382, comme le veut la jurisprudence, il doit la plus active surveillance, il est responsable de la moindre faute.

C'est là la considération, décisive pour elle, qui va dic-

ter le choix de la jurisprudence entre les deux systèmes de responsabilité. Elle n'hésitera plus à adopter le système de la loi Aquilia. Cette *culpa levissima*, cette faute extrêmement légère, les tribunaux vont s'ingénier à la découvrir dans la conduite du patron. Si insignifiante soit-elle, ils vont se mettre à sa recherche ; dès qu'ils l'auront découverte, ils la mettront en pleine lumière, et dans les considérants de leurs jugements, elle va être traitée comme la faute la plus grave, tout au moins elle va devenir pour le patron, presque au même titre que la faute la plus lourde, la source de redoutables responsabilités. Et voici comment, par quelle suite de raisonnements on pourrait, ce me semble, reconstituer le système tout entier :

IV

Quel est le devoir du patron ?

a) *Il doit guider l'ouvrier.*

La faute pouvant se définir un manquement à un devoir, la jurisprudence devait, en bonne logique, définir tout d'abord ou tout au moins préciser quel était le devoir du patron.

Ce devoir est double.

Et, d'abord, le patron doit exercer sur les machines qu'il confie à l'ouvrier, sur les conditions de travail dans lesquelles il le place, sur les matériaux qu'il met entre ses mains, une surveillance minutieuse, incessante et toujours en éveil.

Mais là ne doit point se borner son rôle, là ne s'arrête pas son devoir. Il a le même devoir de surveillance sur l'ouvrier; celui-ci doit trouver à ses côtés un guide toujours sûr, qui le dirige à travers les obstacles, l'avertisse des dangers, le prémunisse contre ses imprudences, le prévient même contre ses négligences.

C'est une idée profondément humanitaire que celle-là et c'est le grand honneur de la jurisprudence d'avoir proclamé, à son tour et avec quelle force, un tel devoir social.

b) *Il doit prémunir celui-ci contre ses propres imprudences.*

Et voici que, pour expliquer les arrêts que nous allons passer en revue, des mots nous viennent qui vont se répéter tout au cours de ce travail quand il faudra parler du risque professionnel; comme si vraiment l'identité des mots venait apporter une preuve nouvelle de la similitude des idées!

Le patron ne doit pas songer seulement aux vices des matériaux qui peuvent se briser, des engins qui peuvent éclater, des machines qui peuvent exploser. Il doit encore se rappeler qu'il emploie des hommes souvent faibles, facilement inattentifs, volontiers téméraires, et, au moment où il va leur faire courir les risques du travail, il doit songer à ces imperfections de ceux qu'il emploie et veiller à ce qu'elles ne tournent pas à leur ruine. Il doit payer le droit qu'il a de les commander du devoir qui lui est imposé de les protéger. Et ainsi, la jurisprudence — tant il est vrai que les mêmes idées sont à la même heure dans tous les esprits et les mêmes sentiments dans tous les cœurs — cette jurisprudence, si ardemment sollicitée et si

violemment critiquée par M. Sainctelette, arrive, par un détour, par une autre voie, à appliquer une idée profonde de son adversaire : *La responsabilité est en raison de l'autorité qu'on exerce.*

La jurisprudence pousse même si loin l'obligation pour le patron de surveiller ses ouvriers que non seulement elle le rend responsable des accidents arrivés par sa propre négligence (1) mais encore qu'elle va jusqu'à le rendre responsable des imprudences de ses propres ouvriers et c'est ce qui est écrit notamment dans un arrêt de la Cour de cassation : « Le patron doit prendre toutes les précau-

(1) C'est par application de ce principe que fut rendu le jugement suivant :

Un arrêt de la Cour de Lyon du 10 août 1873, cité en note sous un autre arrêt de la même Cour, en date du 20 juin 1873. D. P. 75. 2. 489 décide que, en donnant à son ouvrier, pour un travail un outil nouveau, dont le maniement est dangereux, le patron *ne lui ayant pas donné* les instructions nécessaires et suffisantes sur la manière de l'employer, l'accident survenu est imputable à la faute du patron.

Cette solution est peu juridique. En effet, les seuls faits susceptibles d'engendrer une obligation par application de l'article 1382 sont des actes positifs, des maladroites (*culpa in committendo*) et non pas de simples négligences ou omissions (*culpa in omittendo*). C'est un fait unanimement reconnu que la simple omission n'entraîne de responsabilité qu'autant qu'il y avait obligation d'accomplir le fait omis.

Aubry et Rau, t. IV, § 444, texte et note I, § 446 ; — *Demolombe*, t. XXXI, n° 479 ; — *Larombière*, t. V, article 1382-1383, nos 6 et 7 ; — *Proudhon*, *Droits d'usufr. d'usage*, etc., t. III, nos 1489 et 1490.

Cette obligation ne peut dériver que du contrat de louage ; il en résulte même une conséquence assez curieuse pour mériter d'être signalée : c'est que la jurisprudence des arrêts méconnaît elle-même son principe en déclarant le patron responsable de ses simples négligences, M. Planiol.

tions possibles pour préserver les ouvriers qu'il emploie *et les prémunir contre leur propre imprudence* » (1).

V

Comment la jurisprudence sanctionne rigoureusement les manquements à ce devoir de surveillance du patron.

Le devoir du patron envers l'ouvrier étant ainsi bien nettement précisé, nous allons voir maintenant comment, avec quelle logique, avec quelle rigueur la jurisprudence reconnaît et sanctionne les manquements à ce devoir si grave de surveillance.

C'est ainsi que, dans une espèce très curieuse, le patron a été déclaré responsable malgré une imprudence très caractérisée de l'ouvrier (2).

Un ouvrier sans travail vient demander à un propriétaire de carrières, qui ne le connaît pas, une besogne quelconque. Celui-ci le charge de combler une carrière ancienne. Au cours du travail, un éboulement se produit ; en effet, l'ouvrier Demol, vraisemblablement pour avoir moins de peine et aller plus vite, attaque de la pioche une grosse pierre, qui, déclare l'arrêt, devait fatalement entraîner la chute du sol supérieur. Il est emporté dans l'éboulement et grièvement blessé.

La Cour constate soigneusement que l'ouvrier, en agissant de la sorte, a commis une grave imprudence, que cette imprudence est rendue plus manifeste encore par ce fait

(1) Cass. civ., 25 juillet 1892. S. 1893. I. 47.

(2) D. 1884. 2. 89.

que le compagnon de travail de Demol lui avait donné à cet égard des avertissements répétés, et pourtant elle déclare le patron, au moins partiellement, responsable.

« Attendu, en Droit, dit la Cour de Chambéry, que les entrepreneurs ou usiniers qui emploient des ouvriers doivent prendre toutes mesures et dispositions propres à les garantir *contre leur propre imprudence* ;

Que Appay, en mettant des terrassiers dans une carrière abandonnée avec mission de la battre en ruine, c'est-à-dire de la combler, devait, sinon surveiller par lui-même cette opération, alors qu'il en chargeait des ouvriers qui lui étaient complètement inconnus, du moins préposer un de ses commis ou contremaîtres, à l'effet de ne laisser pratiquer le travail qu'après avoir pris les dispositions nécessaires pour éviter l'éboulement qui s'est produit par suite du surplomb ou du moins pour qu'il eût lieu sans présenter de danger pour les ouvriers y occupés. »

Comme on le voit, l'imprudence personnelle de la victime diminue seulement l'étendue de la responsabilité du patron, elle en atténue, mais n'en supprime pas les conséquences.

Mais la jurisprudence va plus loin encore : Le patron doit prévoir les causes, non pas seulement habituelles, mais simplement possibles des accidents qui peuvent être pour les ouvriers la conséquence des travaux auxquels il les emploie, et prendre les mesures propres à les écarter.

Et c'est ainsi que le chef d'une usine, qui n'a pris aucune précaution pour le prévenir, répond de l'accident qui a fait perdre un œil à l'un de ses ouvriers (1).

(1) Dijon, 27 avril 1877. D. P. 78. 4. 297.

Et c'est encore en continuant toujours dans la même voie, que la jurisprudence décide que le patron doit redoubler de surveillance envers ses ouvriers mineurs de moins de quinze ans, plus inattentifs encore, ceux-là, plus négligents, plus imprudents. Il y a là un système de formation jurisprudentielle très important, dont la Cour de cassation a encore donné la formule très rigoureuse : *Le patron doit prémunir l'enfant contre les actes de légèreté et d'étourderie naturels à son âge* (1).

Et si la jurisprudence apprécie avec tant de rigueur la faute du patron à l'égard des ouvriers occupés à des travaux ordinaires, que ne sera-ce pas s'il s'agit d'ouvriers employés à des travaux dangereux ? Que ne sera-ce pas à l'égard des ouvriers de la grande industrie où l'emploi de moteurs inanimés a, quoi qu'on en dise, rendu le travail plus dangereux que partout ailleurs ? Le pouvoir judiciaire a en quelque sorte édicté un Code industriel.

Le devoir du patron se précise et se complique par suite de l'outillage mécanique et les manquements à ce devoir sont sanctionnés d'une manière plus rigoureuse par suite des périls nouveaux ajoutés à tant d'autres « par le phénomène industriel ».

Dès 1853, la Cour de Lyon décide : Les patrons sont responsables de la faute la plus légère, *surtout lorsqu'il s'agit de travaux industriels* (2).

Et c'est ainsi que le patron doit munir d'un appareil protecteur les machines d'un abord et d'un maniement dangereux ; qu'il est responsable si l'ouvrier a été saisi par le

(1) Cass., 24 juin 1896. *Gaz. Pal.*, 96. 2. 97 ; — Lyon, 10 juin 1893, *ibid.*, 93. 1. 372 ; — Paris, 15 juin 1893, *ibid.*, 93. 2. 10.

(2) Lyon, 13 décembre 1854. D. P. 55. 2. 86.

mécanisme de transmission de la machine près de laquelle il était employé, alors qu'il suffisait pour supprimer tout danger d'envelopper ce mécanisme de planches en forme de caisse... (1) (2) ou lorsqu'on aurait pu éviter l'accident dû à l'échappement d'une navette au moyen d'un grillage protecteur.

C'est ainsi encore que, dans les travaux dangereux pour les yeux ou pour la face, le patron est responsable s'il a manqué à son devoir de forcer l'ouvrier à mettre des lunettes ou un masque, ou tout au moins s'il n'a pas mis ces appareils protecteurs en évidence, à la portée de l'ouvrier et fait afficher des instructions en prescrivant l'emploi (3).

VI

Dans sa rigueur envers le patron, la jurisprudence arrive à voir la faute de celui-ci dans des cas où elle n'existe pas et ses arrêts la conduisent ainsi jusqu'à l'extrême limite du risque professionnel.

Les intentions humanitaires de la jurisprudence avaient

(1) Nancy, 9 décembre 1876. D. P. 79. 2. 47.

(2) Grenoble, 25 janvier 1894. D. P. 95. 2. 394.

(3) Les arrêts en cette matière sont particulièrement nombreux et fort intéressants.

V. *Gaz. Pal.*, Cass., 15 janvier 1896. 96. 2. 210; Nancy, 1^{er} décembre 1893. 94. 334.

Gaz. Trib. Seine, 26 novembre 1895, à la date du 10 avril 1896 et la distinction faite par le tribunal entre la mécanique générale où la distribution de lunettes est de règle générale et la robinetterie où elle n'existe pas.

Gaz. Pal. Rennes, 12 décembre 1895. 96. 1. 120; Seine, 18 sep-

été appréciées à leur juste valeur et mises en relief dans un document officiel par un des hommes qui ont le plus contribué à faire adopter le principe du risque professionnel, M. le sénateur Tolain (1).

« Les juges, il faut bien le dire, souvent plus humains que la loi, s'inspirent de considérations étrangères au fait lui-même, telles que la fortune de l'employeur, la situation lamentable d'un ouvrier laborieux, rangé, chargé de famille et se montrent parfois bien sévères pour les patrons *en les rendant responsables d'accidents qui sont arrivés par l'imprudence de la victime au mépris des prescriptions les plus formelles.* »

Et, la même année, au Congrès de Paris, M. le professeur Dejace signalait « ces protestations parfois inconscientes des Cours et des tribunaux contre la rigueur de la loi » et notait « cette évolution qui s'opère dans le sens de décharger la victime de la preuve de la faute, fût-ce au prix de décisions antijuridiques. »

On ne pouvait mieux, ce me semble, tout en rendant le plus complet hommage aux règles posées par la doctrine, féliciter en même temps la jurisprudence d'avoir entendu rester l'appréciatrice souveraine de chaque fait apporté à sa barre et d'avoir peut-être sacrifié le droit scientifique pour faire triompher le droit véritable, c'est-à-dire somme toute la pure équité.

Mais l'évolution de la jurisprudence ne devait pas s'arrêter là. M. Saleilles a dit merveilleusement dans une formule générale : « Nous savons par le grand exemple

tembre 1895. 95.2. 411 ; Lyon, 21 janvier 1893. 93. 4. 357 ; Nancy, 8 février 1896. 96. 4. 566.

(1) Rapport et discours au Sénat, 12 mars 1889. *J. Off.*, p. 240.

historique du Droit romain que, quoi qu'on fasse et si étroitement qu'on veuille l'enfermer sous l'appareil législatif, le pouvoir qui juge trouvera toujours quelque fissure pour en sortir, aller de l'avant et préparer la voie au pouvoir qui fait la loi (1). » C'est ce que firent les tribunaux et plusieurs arrêts vont nous montrer « *le risque professionnel en germe dans la jurisprudence* ».

La tendance de la jurisprudence était bien manifeste ; elle imposait au patron des devoirs de jour en jour plus graves, elle appréciait de plus en plus sévèrement les manquements à ces devoirs, elle les sanctionnait de plus en plus rigoureusement. Mais pourquoi à l'avance imposer au patron un tel devoir ? On ne le suppose pas coupable *a priori* et pourtant on lui dit tout d'abord : Vous avez le devoir de surveiller votre ouvrier, de le prémunir contre ses propres négligences et imprudences et malheur à vous si vous êtes vous-même négligent ou inattentif dans l'accomplissement de votre devoir. Pourquoi ? Uniquement parce que ce patron a mis dans les mains de son ouvrier un outil qui peut lui être funeste, lui a donné un ordre pouvant compromettre sa santé ou sa vie, l'a placé enfin dans des conditions de travail dangereuses. Et dans l'intérêt de qui l'ouvrier va t-il courir ces dangers ? Pourquoi le patron n'a-t-il pas hésité à le soumettre à tous ces périls si ce n'est dans son propre intérêt, dans l'intérêt de son commerce ou de son industrie ? Oh ! le patron n'est pas en faute pour cela, n'est pas coupable de ce fait, car son propre bénéfice n'est pas seul en jeu, l'ouvrier y

(1) J'emprunte cette formule qui me semble excellente à une note insérée dans le *Bulletin de l'Office du travail* de mai 1897, p. 334.

trouve son profit ou tout au moins son pain, et l'utilité publique l'exige peut-être, l'intérêt social le commande sans doute. Mais il n'en est pas moins vrai que, de même que le patron a couru cette chance heureuse que l'entreprise tourne bien en même temps que l'ouvrier reste sain et sauf, de même doit-il, en cas de malheur, supporter la mauvaise fortune d'un accident et en fournir réparation à celui qui l'a souffert pour lui.

Qui ne voit, par conséquent, que l'établissement par la jurisprudence d'un devoir de surveillance est fondé sur cette idée qu'un danger a été introduit dans la société civilisée du fait d'une chose, utile, à la vérité, au plus grand nombre, funeste à quelques-uns. Supprimez, en effet, le danger du travail pour l'ouvrier, le devoir de surveillance disparaît pour le patron et, avec lui, toute faute imputable à celui-ci, car il est bien évident que le patron peut être inattentif ou négligent, laisser l'ouvrier livré à lui-même, sans guide et sans contrôle, ce sera impunément puisque imprudence ou négligence n'auront aucun effet funeste. Supprimez le danger, vous supprimez la responsabilité.

Donc ici, c'est *la chose elle-même* qu'il faut considérer et le danger qu'elle a introduit au sein de la société.

Et, même si le patron n'est pas en faute, même si le patron n'est pas coupable (par exemple si une machine a éclaté en dehors de toute prévision, malgré toutes les précautions) à qui faut-il imputer l'accident? N'est-ce pas à la chose elle-même qui en est la cause certaine, immédiate directe, à la machine, à l'outil dangereux et, par eux et au dessus d'eux, au patron qui, retirant le profit, doit subir les pertes?

C'est donc l'idée de faute — et il faut dès maintenant

insister sur ce point — c'est l'idée de culpabilité qui, dans le système de la jurisprudence, disparaît comme base *unique* de la responsabilité.

Il faut, dis-je, insister sur ce point parce que c'est là ou à peu près, toute la théorie du risque professionnel.

Nous verrons que le promoteur de cette idée, M. Félix Faure, propose, dès 1882, de faire payer à la machine les accidents survenus à l'ouvrier, comme le navire paye dans le Code de commerce les maladies et les accidents des matelots; qu'il propose de faire rentrer dans les frais généraux de l'industrie, au même titre que la perte ou les avaries des machines, la mort ou les blessures des ouvriers. Nous verrons que la caractéristique de son système, c'est la suppression de l'idée de faute et de sanction; le patron n'est pas puni parce qu'il est coupable, le patron paye parce qu'il est propriétaire d'un objet dangereux et c'est précisément cette idée que la jurisprudence, suivant avec une parfaite logique la marche qu'elle s'est tracée, a appliquée dans les arrêts que nous allons citer.

a) *Arrêts de la Cour de cassation.*

Le premier est un arrêt de la Cour de cassation du 19 avril 1887.

La rupture d'un volant avait tué un ouvrier des usines de la Société « la Providence », à Hautmont.

« Attendu que la disposition de l'article 1386 du Code civil relative au vice de construction d'un bâtiment a pour base le principe que le propriétaire est responsable de plein droit des défauts qui y sont inhérents ;

Que ce principe s'étend à tout ce qui y est inhérent par incorporation ;

Qu'il résulte de là : d'une part, que le propriétaire ne peut *s'exonérer de la responsabilité qui est ainsi attachée à la propriété elle-même* en demandant à prouver qu'il n'a pas pu empêcher la ruine du bâtiment résultant du vice de construction de ce bâtiment ou de ce qui y est incorporé ; d'autre part, que la victime du dommage causé par cette ruine, n'est tenue d'établir que le vice de construction *et qu'elle ne saurait être tenue d'établir en outre aucune autre faute du propriétaire par suite de laquelle ce vice se serait produit* (1). »

(1) La Cour de Bruxelles ayant à statuer sur un cas identique a adopté une solution absolument inverse (Bruxelles, 1^{er} juin 1887, *in Belgique judiciaire* du 7 juillet 1887).

« Attendu que la veuve Desitter soutient que pour établir la responsabilité de l'État il lui suffit d'invoquer le fait non contesté de la mort de son mari causée par une chose appartenant à l'État et placée sous la garde de celui-ci ;

Qu'elle prétend qu'en vertu de l'article 1384 du Code civil l'État est responsable sans qu'elle soit tenue de faire aucune preuve et sans que l'État puisse être admis à établir que le dommage provient d'un fait qu'il n'a pu empêcher ;

Attendu que *les règles établies dans les articles 1382 et 1386 du Code civil ont toutes pour base la faute de celui dont on invoque la responsabilité* ;

Que ce principe doit être appliqué aussi bien lorsqu'on impute au défendeur *un dommage causé par une chose inanimée* que lorsqu'on prétend qu'il est l'auteur direct de ce préjudice ;

Attendu que l'accident qui a causé la mort de Desitter n'implique pas par lui-même la faute des agents de l'État ; qu'il peut être le résultat d'un cas fortuit ou de toute autre cause dont l'État n'a pas à répondre ;

Cet arrêt établit nettement, d'après l'article 1386, la responsabilité du fait des choses.

Il faut bien le remarquer, on ne suppose pas ici que le patron est en faute pour n'avoir pas bien construit son usine, car si sa responsabilité ne devait être basée que sur sa faute, on lui permettrait de prouver qu'il a fait tous ses efforts pour éviter l'accident, qu'il n'est pas coupable, par suite, pas responsable. Non ! la Cour de cassation, rompant avec une tradition séculaire, avec une interprétation incontestée des articles 1382 et 1386, ne punit en aucune façon une culpabilité qui n'existe pas. Elle dit au patron : Est-ce vous, n'est-ce pas vous qui avez commis la faute de mal construire cette usine, je ne veux pas le savoir ; elle a été mal construite, voilà qui me suffit ; elle constituait pour les passants, pour les voisins, pour les ouvriers une menace de danger que l'événement n'a que trop réalisée ; un accident s'est produit ; elle seule est la coupable ; elle seule est la cause de cet accident ; elle seule le réparera et vous, propriétaire, qui, de sa propriété, tiriez tous les avantages, de cette propriété aussi

Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu de déclarer *de plano* son action non fondée... »

Cet arrêt, déféré à la censure de la Cour de cassation, a été confirmé par arrêt du 28 mars 1889 (*Journ. des Trib.*, 4 avril 1889).

« Attendu, dit l'arrêt, que si celui qui a la garde d'une chose inanimée est déclaré responsable du dommage causé *par le fait* de cette chose, sa responsabilité découle, non pas, comme le prétend le pourvoi, de sa qualité de propriétaire, mais de la négligence ou de l'incurie qu'il a apportée dans la garde dont il est investi ; que le gardien est responsable pour autant seulement que l'accident a pour cause originaire son imprudence ou son imprévoyance. »

supporterez toutes les charges. Et vous n'êtes pas en faute, cela est bien entendu ; mais vous êtes responsable du fait de votre chose ; vous paierez l'indemnité, non parce que coupable, mais parce que propriétaire.

Un tel arrêt devait, il est vrai, rester isolé durant de longues années dans notre jurisprudence. Il émanait sans doute de la Cour de cassation mais les Cours et tribunaux n'en continuèrent pas moins à appliquer le système de responsabilité basé sur la faute. Cependant il était important de le noter comme étant, dès 1887, la première manifestation d'un système qui devait, bien que modifié, complété ou perfectionné, passer dans la loi onze ans plus tard. M. Labbé l'avait aperçu dès 1874 ; à cette époque, il le signalait comme étant au fond de beaucoup d'esprits et pourtant ce n'est qu'en 1887 que la Cour de cassation se décide à le consacrer à nouveau. Le fait-elle sous la pression des événements ? Il est permis de le supposer. Depuis 1880, des polémiques ardentes se sont engagées de toutes parts ; la théorie du risque professionnel a déjà fait son apparition, elle a subi le premier feu des railleries et des injures, elle se constitue lentement, évolue, se transforme chaque jour. C'est à ce moment que la Cour de cassation, par une adhésion peut-être inconsciente, montre déjà qu'elle se laisse aller au courant irrésistible qui emporte tous les esprits.

Neuf ans après, la Chambre civile de la Cour de cassation, à la veille même de la promulgation de la loi, rendait un arrêt consacrant la même solution et tel, d'après M. Saleilles, qu'il pourrait bien se faire que ce fût toute la théorie du risque professionnel, qui, par là, fit son entrée définitive dans notre pratique judiciaire.

Il s'agit d'un arrêt de la Cour de cassation du 16 juin 1896. Les faits de l'espèce étaient très simples et très nets.

L'un des tubes de la machine à vapeur d'un remorqueur avait fait explosion et laissé échapper la vapeur ; le mécanicien, atteint par celle-ci et cruellement brûlé, était mort au bout de quelques heures. D'après la constatation souverainement faite par la Cour de Paris dans l'arrêt attaqué, « l'accident avait eu pour cause originelle la rupture du tube qui présentait un défaut de soudure ». Ce vice de construction était d'ailleurs parfaitement caché. Le propriétaire l'ignorait et n'avait pu le découvrir lors de la réception de la machine ; aucune faute spéciale n'était d'ailleurs relevée à sa charge ou à celle de ses préposés. Tous les règlements sur les machines à vapeur avaient été observés ; l'entretien et la surveillance de la machine ne laissaient rien à désirer. Dans ces conditions, la veuve du mécanicien avait actionné les propriétaires du remorqueur et leur avait demandé les dommages-intérêts que représentait pour elle la perte de son mari.

Nous reproduisons le seul passage de l'arrêt de la Cour de cassation ayant une valeur doctrinale (1) :

« Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur *Marie*, qui a causé la mort de T... est due à un vice de construction ;

(1) Cass., 16 juin 1896, et la note de M. Esmein (Sir., 1897, I.47). Il semblerait toutefois, déclare M. Saleilles, d'après un arrêt plus récent de la Chambre des requêtes (Cass., Req., 30 mars 1897) que la jurisprudence de la Chambre des requêtes tendit à différer de celle de la Chambre civile.

Qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit vis-à-vis de la victime de l'accident la responsabilité du propriétaire du remorqueur.

Sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant, soit la faute du conducteur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé. »

Ici encore, il est facile de voir que le patron n'est pas responsable parce qu'il est en faute. Autrement, il ferait la preuve qu'il n'est pas coupable puisque cela suffirait à l'exonérer de toute responsabilité. Et, pour faire cette preuve, il établirait que l'ouvrier tué a été le seul coupable ou bien il démontrerait que lui, patron, a fait tous ses efforts pour éviter l'accident mais que, le vice étant occulte, il n'a pu le découvrir malgré tout son zèle. Cela importe peu ; il est responsable parce qu'il est propriétaire d'une machine, que cette machine a explosé, qu'un ouvrier a dû la mort à cette explosion. C'est *la responsabilité des choses que l'on a sous sa garde* (art. 1384, C. civ.). Il faut donc souscrire à cette opinion de M. Saleilles, qu'il pourrait bien se faire que ce fût toute la théorie du risque professionnel qui par là fit son entrée définitive dans notre pratique judiciaire.

b) *Arrêt du Conseil d'État*

En même temps, le Conseil d'État rendait, le 21 juin 1895, un arrêt dans le même sens (1), aux termes

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, mai 1897, page 333.

duquel « l'ouvrier employé d'un service public, victime d'un accident qui n'est imputable ni à sa négligence ni à son imprudence, a droit à la réparation du préjudice qu'il a souffert, même *quand on ne relève, dans les circonstances de l'accident, aucune faute à la charge de l'administration* » (1).

Il s'agissait dans l'espèce, indique le commentateur de l'arrêt, d'un ouvrier d'un arsenal de l'État et la décision importante prise en ce qui le concerne consacre la théorie *du risque professionnel* dans les rapports de l'État avec les ouvriers et agents qu'il emploie. Les remarquables conclusions du commissaire du gouvernement faisaient ressortir nettement que cette jurisprudence libérale n'était pas conforme à la jurisprudence de la plupart des Cours et tribunaux civils qui continuent à exiger une faute du patron pour y trouver le principe de sa responsabilité et qui laissent sans réparation les accidents imputables aux risques pour ainsi dire anonymes et inéluctables de l'in-

(1) Les conclusions rappelaient aussi que l'interprétation de notre Code civil en Belgique et au Luxembourg a conduit à des résultats différents. Nous connaissons la jurisprudence belge. Il importe de noter la jurisprudence du Luxembourg.

Au Luxembourg, on admet que, d'après la nature du contrat de louage, le risque de l'industrie est à la charge du patron qui ne peut se libérer qu'en invoquant la faute de l'ouvrier ou le cas absolument fortuit. On ne doit pas comprendre dans cette catégorie les accidents inexpliqués qui ne sont imputables à aucun vice de construction ni au défaut de fonctionnement des appareils; que l'état de la science ou les précautions recommandées par la pratique sont incapables de conjurer et dont l'éventualité forme un des risques normaux de l'industrie telle qu'elle est exercée. (*Bulletin de l'Off. du trav., loc. cit.*)

dustrie mais elles rappellent, en même temps, que le Droit civil n'est pas applicable aux rapports juridiques qui existent entre l'État et ses agents ou des tiers à l'occasion des dommages causés par le fonctionnement des services publics.

L'État n'étant pas lié par les textes du Droit civil et par l'interprétation qu'en ont donnée les tribunaux ordinaires, rien n'empêche le tribunal administratif de rechercher les bases de la responsabilité de l'État non dans ces textes mais dans le principe supérieur de justice duquel ils procèdent eux-mêmes (1).

Ce principe veut que l'État soit responsable vis-à-vis de l'ouvrier des dangers que lui fait courir sa coopération à un service public (2).

Pourtant, que l'État ne soit pas soumis au Droit commun, c'est ce qui peut paraître étrange et qu'il faut expliquer.

Or, admettre que l'État soit traité vis-à-vis de ses ouvriers comme un commettant ordinaire, c'est le soumettre à la compétence judiciaire. La Cour de cassation et nombre d'auteurs éminents auraient voulu qu'il en fût ainsi (3). Le Conseil d'État a toujours repoussé énergiquement cette

(1) Aubry et Rau, *Cours de Droit civil*, t. IV, p. 759, et note 46, § 447. — Laurent, tome XX, n° 590, p. 630. — Sourdat, *Traité de la responsabilité*, t. II, p. 452, n° 1299 et suiv. — Larombière, *Traité des obligations*, t. V, n° 15 de l'art. 1384. — Cass., 1^{er} avril 1845, D. 45.1.261; Cass. civ., Rej., 19 déc. 1854, D. 55.1.87. — Michaud, *Revue du Droit public*, 1895.

(2) Cons. d'État, 21 juin 1893. Cames c/min de la guerre représentant l'État.

(3) D. 73.3.17.

prétention contraire au principe de la séparation des pouvoirs, et dans un arrêt du 1^{er} février 1873, le tribunal des conflits a donné raison au Conseil d'État.

Mais, on le voit, la jurisprudence administrative ne se montre pas moins favorable que la jurisprudence ordinaire aux victimes d'accidents. Elle s'inspire, dit-on, du principe supérieur qui a dicté les articles 1382 et suivants. Or, ce principe d'équité, librement apprécié par elle, se prête à une application infiniment étendue que ne viennent point gêner les restrictions d'un texte positif. Et c'est ainsi que le Conseil d'État sans être obligé, comme la Cour de cassation, de prendre la voie détournée des causes probables ou des fautes très légères pour aboutir en définitive à la responsabilité du patron, proclame cette responsabilité dans tous les cas, indépendamment de toute notion de faute. Par là, il consacre purement et simplement la théorie du risque professionnel et indique en termes non équivoques la nécessité de sa consécration par voie législative.

L'adhésion, peut-être inconsciente de la Cour de cassation, était déjà infiniment précieuse à recueillir. La théorie du Conseil d'État est une preuve plus éclatante encore que personne ne résiste plus et que tout le monde au contraire s'empresse vers le principe nouveau.

Ces adhésions marquent l'un des faits les plus graves, sinon le plus important dans l'histoire du risque professionnel, et il est nécessaire de noter qu'elles ont influé, avec toute l'autorité due aux décisions de la magistrature suprême, sur les idées et les convictions du législateur.

C'est ce qu'a parfaitement indiqué au Sénat le dernier rapporteur de la loi, M. Thévenet (1) :

« Les arrêts d'aujourd'hui, disait-il, ne sont plus les arrêts d'il y a trente ans et c'est là une des raisons que j'apporte au Sénat à l'appui de ma thèse... Si la jurisprudence a varié, c'est qu'elle y a été en quelque sorte contrainte par la force des faits, par la reconnaissance de cette évolution qu'elle a constatée. . La mission du législateur est de noter les transformations qui s'accomplissent sous ses yeux, de fixer les lois qui doivent présider au développement normal de ces évolutions ; c'est votre rôle à vous, ce n'est pas le rôle des tribunaux... Donc n'invoquez pas la jurisprudence, car elle vous condamne et les concessions qu'elle a faites nous amènent précisément aux concessions que nous faisons aujourd'hui au risque professionnel. »

Les voies sont maintenant tracées ; le moment est venu d'exposer le principe du risque professionnel, d'écarter de suite les objections qu'avait soulevées sa première apparition, et, avant toute chose, d'en dégager la formule définitive.

(1) Sénat, séance du 18 mars 1898.

CHAPITRE IV

LE RISQUE PROFESSIONNEL

I

Origine de l'idée nouvelle.

Le 11 février 1882, au cours de la discussion du projet de loi de M. Martin Nadaud, M. Félix Faure déposait un projet qui consacrait une idée nouvelle et révolutionnaire. Député de la Seine-Inférieure, armateur au Havre, très familier par conséquent avec la législation commerciale, M. Félix Faure avait eu l'idée très simple de faire passer dans la loi civile un principe qui est écrit déjà dans le Code de commerce : « *Le matelot, dit l'article 262 du Code de commerce, est payé de ses loyers, traité et pansé aux dépens du navire s'il tombe malade pendant le voyage et s'il est blessé au service du navire (1).* »

(1) M. de Courcy (Questions de Droit maritime) rappelle qu'ainsi le décidait déjà l'ordonnance de 1681, dont l'article 262 du Code de commerce reproduit les termes. Valin, commentateur de cette ordonnance, se demandait déjà s'il ne serait pas juste que le matelot,

Le navire en effet place le matelot dans des conditions dangereuses ; c'est le travail dangereux qu'il accomplit sur mer qui fait courir au marin des risques de blessures ou de maladie ; aussi a-t-il paru juste au législateur que le navire indemnise les victimes des sinistres survenus à son bord ; que le bâtiment et la cargaison payent des indemnités aux malheureux victimes d'accidents pour leur service.

Or, de même, dans la pensée de M. Félix Faure, le travail accompli sur terre dans certaines professions fait courir à l'ouvrier des risques d'accident. N'est-il pas juste dès lors d'assimiler les deux situations ? Puisqu'on le fait pour le navire, ne peut-on pas de même condamner la machine à réparer les maux qu'elle a causés aux gens à son service, obliger l'usine à supporter les conséquences des accidents survenus chez elle et pour elle et toute profession qui fait courir des risques ne sera-t-elle pas légitimement contrainte d'indemniser les victimes si ces risques se réalisent et si les accidents viennent frapper les ouvriers employés à cette profession ?

Tel est le point de départ de l'idée nouvelle ; telle est la trouvaille heureuse de M. Félix Faure. *Le travail*, disait il, *est responsable des accidents qu'il a causés.*

Cette théorie était celle du risque professionnel et de la responsabilité des accidents dus à ce risque.

estropié de manière à ne plus pouvoir gagner sa vie. *ait du pain assuré pour le reste de ses jours.*

La question n'a pas été résolue au temps de l'ordonnance, dit M. Ricard ; nous devons le faire aujourd'hui.

II

Théorie du risque professionnel.

Une étude sur cette matière doit nécessairement traiter les quatre questions suivantes :

- 1^o En quoi consiste le risque professionnel ;
- 2^o Quelle en sera et qui en supportera la réparation ;
- 3^o Comment peut-on justifier une semblable théorie ;
- 4^o Quels avantages présente-t-elle ?

§ 1^{er}. — *En quoi consiste le risque professionnel.*

A

Le seul exercice régulier et normal de la profession, indépendamment de toute faute, soit du patron, soit de l'ouvrier, peut être une cause d'accidents.

C'était là l'idée féconde d'où devait découler tout le système.

Jusqu'à M. Félix Faure, on ne s'était point arrêté à cette considération que le travail, s'accomplissant dans des conditions normales, pouvait néanmoins produire des accidents.

Un malheur survenait-il, un ouvrier était-il blessé, on en concluait que les règles qui gouvernent d'ordinaire le travail n'avaient pas été observées, qu'une irrégularité

s'était produite, qu'une défaillance s'était manifestée dans la conduite soit du patron, soit de l'ouvrier, *qu'une faute* en un mot, avait été commise : et, de cette faute, on entendait faire la cause de l'accident et l'on en exigeait la preuve afin d'en déduire une responsabilité.

Or, voici qu'un examen plus attentif, une connaissance plus approfondie du monde industriel démontraient que le travail pouvait blesser ou tuer, même lorsqu'il était exécuté dans les meilleures conditions ; que, à l'heure où l'ouvrier travaille avec le plus d'attention et se conforme le plus scrupuleusement aux ordres donnés, un accident peut se produire cependant qui déjoue toutes les prévisions et mette en défaut les plus sages précautions.

Au moment donc où cet accident arrive, l'ouvrier *cou-rait un danger* ; or, ce danger que seule fait courir la profession, ce danger auquel expose le seul exercice régulier et normal de cette profession, *c'est le risque professionnel* (1).

(1) J'emploie indifféremment au texte les mots *danger* et *risque*. Il y a là une synonymie sur laquelle il faut s'expliquer.

Les mots *danger*, *risque*, *péril*, *hasard* désignent la situation de quelqu'un qui est menacé de quelque malheur.

Danger paraît être le terme général. Il exprime toutes les situations où l'on craint un mal quel qu'il soit, petit ou grand, léger ou grave, tout ce qui peut être dommageable, nuisible, préjudiciable, pernicieux sous un rapport quelconque, depuis un simple inconvénient jusqu'aux pertes les plus considérables.

Risque et *hasard* désignent des dangers possibles qui inspirent non pas de la crainte ni de la peur, mais de l'inquiétude.

Courir des dangers ou des périls, c'est être exposé à des maux auxquels on peut échapper sans doute de manière ou d'autre, mais

B

La substitution des machines au travail manuel a étendu le domaine du risque professionnel.

Le risque professionnel a toujours existé.

« Pour n'avoir pas été apprécié comme nous l'apprécions aujourd'hui, il n'existait pas moins au siècle dernier

réels et certains, c'est se trouver dans une position fâcheuse ou terrible.

Courir des risques ou des hasards, c'est avoir des chances pour être exposé dans la suite à des maux qui laissent cependant encore espérer qu'ils ne seront pas mais qu'à leur place aura lieu un certain avantage ; c'est se trouver dans une position incertaine qui donne du souci (Lafaye. Dict. des Synonymes).

Or, il faut s'expliquer d'autant mieux qu'à chaque instant les auteurs, par l'emploi de locutions abrégées, semblent oublier le sens des mots qu'ils emploient. « Un des points les plus certains sur lesquels s'appuie *la légitimité du risque professionnel*, c'est l'impossibilité dans laquelle on se trouve d'arriver à la cause du plus grand nombre des accidents, déclare M. Maruéjols parmi tant d'autres. » On se demande ce qu'est la légitimité d'un risque. A chaque instant on parle du système du risque professionnel ; on écrit même des traités sur le risque professionnel. Cela ne se comprend pas ou se comprend difficilement. On veut être bref et l'on devient obscur. La théorie très simple, la voici : La profession fait courir à l'ouvrier un risque, c'est-à-dire un danger possible. L'accident est suspendu sur la tête de l'ouvrier. Si le danger devient accident, la profession qui a créé ce danger devient responsable. Elle doit en réparer les conséquences. Il y a donc à la fois *une théorie du risque professionnel* et *une théorie de la réparation des accidents produits par l'exercice d'une profession dangereuse*.

comme en 1888 (1). L'ouvrier maçon en 1788 courait les mêmes risques que l'ouvrier maçon de 1888. L'ouvrier couvreur n'est pas mieux partagé. Par conséquent, j'ai le droit de dire que ce risque professionnel a toujours existé (1). »

Cela est bien certain. Mais que de dangers nouveaux l'introduction de la machine dans l'industrie, la substitution du travail mécanique au travail manuel et de l'atelier en commun au métier individuel ne sont-elles pas venues faire courir à l'ouvrier d'usine ? C'est là une vérité devenue banale et c'est presque un soin superflu que de la rappeler (2).

Devant sa machine plus que partout ailleurs, l'ouvrier

(1) M. Félix Faure. Séance du 17 mai 1888.

(2) J'ai tenu cependant à la noter avec soin. C'est qu'en effet les adversaires des idées nouvelles ont à maintes reprises reproché aux partisans de ces idées d'avoir oublié ou méconnu cette notion essentielle que l'introduction du machinisme *n'a nullement créé mais a rendu seulement plus redoutable le risque professionnel*. On a dit aux promoteurs de la réforme : Vous faites une loi de faveur pour les ouvriers industriels. Vous n'avez songé aux accidents que lorsque vous avez entendu leurs plaintes, vous vous êtes émus alors seulement et vous les avez écoutés parce qu'ils forment les grandes masses électorales. Vous faites donc une loi de circonstance, une loi d'exception et de privilège. Au nom des principes de 1789, nous la repoussons. Or, à dire vrai, les rapporteurs de la loi et les orateurs du Parlement semblaient, en s'occupant constamment du machinisme et de l'industrie, montrer quelque confusion dans les idées essentielles et donner prise aux critiques. Peut-être eût-on évité les trois années (1895-1898) perdues à discuter sur les industries dangereuses si l'on se fût mieux entendu sur le principe. Nous reviendrons plus tard sur cette discussion mais il fallait dès maintenant dissiper une confusion malencontreuse.

est guetté par des périls de toutes sortes et ces dangers sont tellement cachés, tellement mystérieux qu'il ne peut les découvrir, les prévoir, ni même les deviner. Des forces effrayantes sont mises au service de l'industrie moderne; leurs révoltes ne sont pas seulement terribles, elles sont encore soudaines, imprévues; dans de telles conditions, plus que tout autre, le travail fait à l'usine met en péril la vie ou la santé de l'ouvrier même lorsque celui-ci travaille normalement, sans inattention et sans négligence.

L'introduction du machinisme a donc rendu les causes d'accident plus nombreuses et les sinistres plus effrayants; il est vrai de dire par conséquent que ce phénomène a, par là-même, considérablement étendu le domaine du risque professionnel.

C

L'exercice des professions dangereuses peut rendre fatale la faute légère du patron ou de l'ouvrier et ainsi les conséquences funestes de cette faute légère constituent encore un risque professionnel.

C'est là l'idée neuve, hardie, révolutionnaire même, si l'on a égard aux habitudes d'esprit antérieures, dont il faut faire honneur à l'initiative de M. Félix Faure et à la sagacité des promoteurs de la réforme.

Que le seul exercice de la profession rende excusable la faute légère de l'ouvrier, voilà qui est bien certain; mais que cet exercice normal de la profession *nécessite* dans bien des cas la faute légère de l'employeur ou de l'employé, c'est ce que l'on peut encore soutenir hardiment sans crainte de paradoxe.

Dans les industries mécaniques, il est hors de doute que l'extrême division du travail arrive à faire de l'ouvrier comme un automate inconscient, répétant machinalement, indéfiniment les mêmes mouvements dont il ignore presque toujours le but et la nécessité. L'ouvrier tisseur, occupé dix heures durant à surveiller le va-et vient des navettes et à rajuster les fils qui se cassent voit peu à peu — et cela est fatal — son attention s'endormir. Quelle est sa part réelle de responsabilité lorsque, dans l'entraînement du travail, obligé de suivre le mouvement automatique de l'outillage, il étend machinalement le bras et vient à être blessé. Il a eu le tort de ne pas lutter contre cet engourdissement de sa pensée et de sa volonté ; mais comment lui tenir rigueur d'une défaillance aussi funeste pour lui lorsqu'on songe à la tâche purement passive, uniquement mécanique qu'on lui impose, lorsqu'on se représente que sans doute ce serviteur inconscient de la machine, ne verra jamais, achevée et menée à fin, la pièce de toile, objet de son effort ? Elle lui est arrivée d'un premier atelier et elle va séjourner dans ses mains juste le temps nécessaire aux navettes pour entremêler quelques fils de la trame ; puis elle sera emportée dans le tourbillon de l'usine et c'est après avoir traversé la série des ateliers voisins, livrée aux peigneurs, aux teinturiers et aux brodeurs qu'elle se constituera enfin dans sa forme définitive, ignorée de ceux-là même dont les efforts l'ont créée.

Quelle différence entre ce rouage presque inconscient d'une œuvre inconnue de lui et l'ouvrier d'art occupé à bâtir le « chef-d'œuvre » ou l'artisan, obligé de vaincre à force d'ingéniosité des difficultés imprévues, ceux-ci tendant l'un comme l'autre toutes les ressources de leur esprit et toutes les forces de leur volonté vers le but précis assi-

gné à leurs efforts et qu'il leur sera donné d'atteindre ? Aux seconds comme au premier, va-t-on demander la même activité, la même ardeur, le même goût au travail et par suite la même attention ? Evidemment non. Toutes les précautions, les règlements, les avertissements, les affiches n'empêcheront pas les négligences et les accidents. En condamnant l'ouvrier à une tâche ingrate, en laissant inactive son intelligence et sans objet son initiative, l'industrie moderne a rendu l'imprudence forcée et inévitable. Elle serait injuste en voyant une faute de l'ouvrier là où il n'y a qu'un danger nouveau introduit par elle, c'est-à-dire *un risque professionnel*.

Mais ce n'est pas seulement dans les industries mécaniques, c'est dans toutes les professions dangereuses que le travail rend inévitable la faute légère.

Le charretier qui a le tort de monter sur le brancard de sa voiture et qui, vaincu par la fatigue, s'endort, se laisse choir et est écrasé par la roue ; le couvreur qui se confie dans une agilité qui ne l'a jamais trahi, manque son élan et est précipité dans le vide ; le maçon qui oublie d'assujettir un madrier ou de serrer un cordage, puis néglige de s'assurer au préalable de la solidité de son échafaudage et est entraîné dans sa chute ; tous les ouvriers maladroits, inattentifs ou imprudents, pour qui leurs négligences peuvent être fatales et mettent en péril la santé ou l'existence, tous ceux-là évidemment *sont en faute* ; leur devoir était de prendre des précautions et ils n'ont rien prévu. Mais est-ce que l'industrie qui les emploie n'a pas dû songer qu'elle mettait un instrument terrible, un instrument de mort peut-être aux mains d'hommes faibles, souvent imprudents, volontiers téméraires ? Et s'il en est ainsi ne faut-il pas croire qu'un danger nouveau a été

ajouté à ceux dont menace déjà l'ouvrier la brutalité des forces naturelles, qu'un péril nouveau a été ajouté à ceux que fait déjà courir l'exercice normal de la profession, enfin que ce danger d'une profession exercée par des hommes qu'on sait presque incapables de l'éviter n'est autre chose *qu'un risque professionnel* ?

D'ailleurs vingt fois, cent fois peut-être la victime de l'accident avait accompli impunément l'acte imprudent qui cette fois a tourné à sa ruine. Il y a donc dans cet accident, à côté d'une part de témérité, une part d'inconnu. Cette part d'inconnu, c'est le risque. « L'accident a été (en partie) le fait du hasard. Sans doute, en cherchant bien, on reconnaît qu'il aurait pu être évité. En réalité, *pour faire avant, le calcul qui a été fait après*, pour être en mesure de s'arrêter aux prévisions possibles que ce calcul eût fait entrevoir, il faudrait, à une époque où l'activité est la règle, passer sa vie à prévoir, hésiter et ne rien oser. La vie moderne, plus que jamais, est une question de risques. Donc, on agit » (1). En agissant, on court des risques. L'ensemble de ces risques de l'activité, c'est *le risque professionnel*.

Mais il ne suffit pas de constater que, de l'imprévoyance naturelle à l'homme, résulte pour l'ouvrier un danger nouveau, un risque de plus. Il faut noter avec soin que les conséquences de la faute légère commise par l'ouvrier dans une profession déjà dangereuse par elle-même peuvent tirer du fait même de ce danger de la profession un caractère de gravité plus redoutable et j'appellerai encore *risque professionnel* cette menace, ce péril d'une sanction

(1) M. Saleilles.

de la faute légère plus rigoureuse dans une profession dangereuse que dans une autre.

On peut de cette proposition donner, sous forme d'exemple, une justification certaine.

Un scieur de long, monté sur un arbre placé horizontalement à une certaine hauteur, actionne avec l'aide d'un ouvrier resté sur le sol une longue scie. C'est là un travail qui ne présente guère de danger. Or, au cours de ce travail, le scieur commet une faute légère ; il a un moment d'inattention, il oublie de retirer son pied à temps et la scie, en s'avancant, le blesse. La faute n'a pas été grave, la punition ne le sera guère et la blessure reçue ne peut guère occasionner qu'une incapacité de travail de quelques jours.

Mais supposez maintenant un ouvrier, dans un atelier voisin, préposé à la garde et au maniement d'une scie mue par la vapeur. La profession, cette fois, est devenue dangereuse. Eh bien ! que cet ouvrier ait, comme son camarade, un moment d'inattention et les conséquences de sa négligence seront terribles. La scie circulaire va le saisir le mutiler, le tuer peut-être. La faute dans les deux cas aura été la même, mais combien la nature de la profession exercée n'aura-t-elle pas modifié la gravité de la sanction de cette faute.

Ne faut-il pas appeler encore *risque professionnel* ce risque d'un accident plus grave couru par l'ouvrier lorsque le travail qu'il accomplit est dangereux ? (1).

(1) Dans l'exposé des éléments constitutifs du risque professionnel on ne pouvait donner place aux cas fortuits ou de force majeure. Ce ne sont pas là des dangers dus à l'exercice de la profession, des risques inhérents au travail. Mais les accidents qu'ils produisent entraînent pour le patron la même responsabilité que les accidents dus au risque professionnel. C'est une idée universellement admise

III

Comment on peut déduire du principe nouveau un système de responsabilité.

S'il en est ainsi, si la profession fait courir de tels risques à l'ouvrier qu'elle emploie, si par suite elle est la cause de la plupart des accidents survenus à l'ouvrier, c'est elle qui doit réparer les maux qu'elle a causés. Or, tel est le sens de la formule de M. Félix Faure : *Le travail est responsable* des accidents qu'il a causés.

Qu'est-ce que le risque professionnel, dit M. de Mun ? C'est le risque inhérent au fait même de la profession industrielle (1).

Et quelle est la conséquence de ce principe une fois posé ? C'est que dès lors qu'un tel risque existe, il crée *pour celui qui y est exposé* un droit à l'indemnité lorsqu'il en est victime :

en effet que l'ouvrier, victime d'une force aveugle, ne doit pas tomber à la charge de l'assistance publique et la théorie nouvelle qui oblige le patron à une indemnité dans le cas même de faute légère de l'ouvrier conduit, par un *a fortiori* évident, à la réparation par le patron des accidents dus au cas fortuit ou à la force majeure.

(1) M. Sébline déclarait au Sénat : « L'honorable garde des Sceaux, avec une très grande clarté, mais qui cache parfois des coins un peu sombres, nous disait : Nous avons voulu imposer aux frais généraux de l'industrie la charge des accidents. Ce n'est pas l'industriel, c'est l'industrie qui les supportera.

« Là il me permettra de lui répondre que cela rappelle un peu cette charge d'une comédie dans laquelle on voulait demander plus à l'im-

Cette formule avait séduit et séduit encore aujourd'hui beaucoup d'esprits. Mais lorsqu'on en cherche la signification on s'aperçoit bien vite qu'il est impossible de mettre à la charge d'une entité comme le travail ou la profession le soin de réparer les conséquences d'un accident et l'on cherche immédiatement *quelle personne* doit être en définitive le sujet de cette obligation. Dire en effet que l'industrie est responsable, n'est-ce pas dire que c'est *l'industriel* qui est responsable? M. Félix Faure a cru pouvoir tirer cette déduction du principe qu'il avait posé. Le législateur allemand au contraire, voyant dans le mot abstrait : *l'industrie* non un patron, mais l'ensemble des industriels, a cru devoir faire supporter à la corporation patronale la charge de la responsabilité. J'essaierai de démontrer dans ma conclusion que tel est le vrai système ; pour le moment il faut examiner la doctrine de M. Félix Faure, généralement admise en France depuis 1883 et adoptée par le législateur de 1898.

a) *Qui sera responsable des accidents dans les professions qui font courir des risques.*

Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale et agricole disait en 1882, dans son projet de loi, M. Félix Faure (1), est responsable dans les limites de la présente

pôt et moins au contribuable. L'industrie n'est pas une personne morale ; l'industrie, c'est l'industriel. » Sén. 28 novembre 1893, p. 976.

(1) Projet de M. Félix Faure, 14 janvier 1882, *J. Off.*, doc. parl. Ch. n° 399.

loi des dommages causés à tout ouvrier et employé tué ou blessé dans un travail... »

De même qu'une exploitation, déclarait-il dans son exposé des motifs, supporte l'usure et la destruction de son matériel, l'amortissement de son outillage ; de même qu'elle supporte les risques d'incendie, de responsabilité civile, avec tant d'autres ; de même une exploitation doit supporter les conséquences des accidents qui se produisent à son profit. Cette responsabilité est une des chances malheureuses de l'entreprise. Vous n'admettez pas, j'aime à croire, que ce risque, cet aléa qu'il est juste d'établir doive être supporté *par un autre que celui au profit duquel s'exécute le travail qui a causé l'accident*. Chaque industriel est responsable devant la société des risques qu'il impose à ses collaborateurs.

Et M. Félix Faure ajoutait : « C'est là peut-être un principe nouveau, mais c'est un principe basé sur l'expérience et sur l'équité. »

Malheureusement, ce principe était trop nouveau, il heurtait trop les idées établies, les principes séculaires et il subit durant de longues années le furieux assaut des jurisconsultes et des parlementaires restés fidèles aux anciennes doctrines.

C'était en effet une révolution dans les habitudes d'esprit et les conceptions juridiques. Qu'on veuille bien songer que, depuis la loi Aquilia, l'idée de faute dominait tout le système. On ne concevait pas la responsabilité sans la faute. L'application de l'article 1382 était à cet égard particulièrement rigoureuse. Un fait quelconque de l'homme ayant causé un préjudice à autrui ne suffisait pas à entraîner sa responsabilité ; en cas de dommage, pour que l'auteur de ce dommage fût tenu à le réparer, il fal-

lait de toute nécessité qu'il fût en faute. Culpabilité et responsabilité allaient de pair et ne se comprenaient pas l'une sans l'autre. Rien de plus juste, semble-t-il ; c'est là un « principe idéal » (1). Or, le nouveau système allait imposer à un patron la charge d'une réparation, même s'il était certain que le dommage ne venait pas de la faute de ce patron. Bien plus, la victime serait indemnisée *même si elle était en faute*, même si elle était l'auteur unique, l'auteur coupable de l'accident. L'industriel allait être condamné, non parce que coupable, mais parce que patron.

« Il n'est pas un mot de ce projet, s'écrie M. Peulevey, qui ne soit une violation révoltante du droit (2). »

« Ce n'est pas une loi de justice, dit M. Breton, puisqu'elle frappe le patron, même innocent, même irréprochable (3). »

« Faire supporter une responsabilité au patron qui n'a pas commis de faute, ce serait commettre une iniquité et agir contrairement à l'intérêt social et au progrès (M. Morisseaux) (4). »

« Il y a contradiction absolue entre le Droit civil et le Droit nouveau ; l'un est fondé sur le principe de la responsabilité, l'autre sur le principe de la solidarité ; ces deux principes ne peuvent s'accorder (Léon Say) (5). »

(1) V. le jugement du trib. civ. de la Seine du 7 novembre 1900

(2) Ch. 14 janvier 1882.

(3) Sénat, 21 mars 1889, *J. Off.*, p. 301.

(4) Cong. de Paris, II, p. 244.

(5) Sénat, 12 mars 1889, *J. Off.*, p. 233.

« M. Bardoux identifie la faute et la responsabilité *qu'il n'est permis à aucune loi de faire disparaître* (1). »

M. Royer (de l'Aube) va plus loin : « c'est un bouleversement, une violation des principes sans lesquels il n'y a plus rien que la confusion du bien et du mal (2). »

M. Delsol soutient « que la responsabilité du patron ne peut exister qu'autant qu'on la rattache à l'idée de faute (3). »

« Chacun, dit M. Frédéric Passy, doit porter la responsabilité de ses fautes mais ne doit porter que la responsabilité de ses fautes (4). »

« M. Béranger voit dans ce principe primordial *le pivot même de la société qui ne peut subsister sans lui* (5). »

Tous se déclarent incapables de comprendre le principe et cela doit donner à réfléchir lorsqu'il s'agit d'hommes tels que MM. Béranger, Frédéric Passy, Drumel (6), Peulevey, Bardoux, Grivart (7), Buffet (8).

(1) Sénat, 21 mars 1889, *J. Off.*, p. 303.

(2) Chambre, 8 juin 1893, *J. Off.*, p. 1645.

(3) Sénat, 21 mars 1889, *J. Off.*, p. 305.

(4) Chambre, 13 mars 1883, *J. Off.*, p. 567.

(5) Sénat, 14 mars 1889, *J. Off.*, p. 251 ; 19 novembre 1889, *J. Off.*, p. 292.

(6) Chambre, 24 octobre 1884, *J. Off.*, p. 2105.

(7) Sénat, 15 novembre 1895, *J. Off.*, p. 949.

(8) J'ai cité quelques-unes des phrases typiques qui précèdent d'après l'excellent ouvrage de M. Tarbouriech : *la Responsabilité des accidents* qui a mis si nettement en lumière l'idée d'abandon de la faute. Je veux, à propos de M. Buffet, lui emprunter sa dernière citation. Elle est très curieuse étant donné le consentement presque unanime donné au principe nouveau à l'époque où fut prononcée la phrase que nous allons rapporter. Le 13 juin 1895, M. Buffet interrompait le rapporteur pour lui demander : s'il n'y a faute, il n'y a donc responsabilité ?

Mais il faut citer surtout M. Peulevey, non pas seulement pour l'extrême violence de son langage, mais en raison de ce fait qu'il monta le premier à la tribune pour répondre à M. Félix Faure, au moment où celui-ci développait pour la première fois son système. On verra au ton de l'honorable orateur combien ce projet parut hardi, choquant, révolutionnaire.

« Je dis, s'écriait M. Peulevey, que cela dépasse toutes les limites des théories socialistes que j'ai eu l'occasion d'étudier. Rendre le patron responsable de la faute de l'ouvrier qu'il emploie, je n'hésite pas à le dire, cela soulève la conscience ! Il me semble qu'un cri de justice s'élève contre de pareilles théories. Comment ! Je serais responsable de la faute de la victime ! Mais c'est déjà quelque peu énorme d'être responsable de l'ouvrage du sort, de ce qui est le cas fortuit, la force majeure. Je le répète, il n'y a pas un mot de ce projet qui ne soit une violation révoltante du droit. »

D'autre part, les jurisconsultes joignaient leurs protestations à celles des parlementaires. A leur sens, l'introduction de l'idée de responsabilité comme sanction de la faute individuelle avait constitué un immense progrès réalisé sur les conceptions naïves d'une vieille législation. La responsabilité du fait des choses, indépendamment de toute idée de faute ! Mais, selon M. Labbé, c'était la théorie primitive du très ancien Droit romain ; il avait fallu l'effort continu et patient, l'ingéniosité extraordinaire des jurisconsultes romains pour dégager l'idée de la responsabilité basée sur la faute ; puis cette théorie avait été acceptée par toutes les législations qui s'inspirèrent du Droit romain ; la loi Aquilie était restée durant bien des siècles la règle de tous les pays d'Europe ; le législateur français avait

fait plus ; il en avait étendu les dispositions fragmentaires à tous les cas possibles et l'avait rendue générale par la formule absolue de l'article 1382. Il y avait là une conquête précieuse. Et pourtant, l'on voulait revenir à un système barbare, condamné d'un consentement unanime ! M. Labbé voyait de très vils motifs à ce projet : « La politique, disait-il, apporte ici ses considérations qui priment celles de la pure équité. Les ouvriers sont par leur nombre une force que tel ou tel parti veut s'attacher. Les dérogations au droit commun ne coûtent rien pour cela. Nous devons nous défendre contre l'influence de ces considérations. »

Telles furent les principales protestations élevées contre la théorie qui aboutissait à proclamer le patron obligé de supporter les conséquences du risque professionnel.

Ces protestations se fussent montrées moins vives et l'accord se fût conclu plus rapidement, si l'on avait pris soin de mettre en lumière et de considérer que dans la doctrine nouvelle il ne saurait être question ni de faute, ni de responsabilité. C'est ce que tout d'abord il s'agit de démontrer.

b) *Le principe nouveau implique indemnisation et non réparation intégrale du préjudice causé par l'accident.*

Il faut accorder absolument à nos contradicteurs qu'on ne peut concevoir la responsabilité sans la faute et il est certain que si le patron n'est pas coupable, il n'est pas responsable. Mais si la responsabilité implique volonté ou intention mauvaise de l'agent, elle entraîne, en même temps et par voie de conséquence évidente, *réparation*

intégrale du préjudice causé. Vous êtes entré chez moi, en mon absence et sans que je vous en aie prié ; vous vous êtes permis de toucher à des objets précieux qui se trouvaient dans ma demeure ; ils se sont brisés dans vos mains et à mon retour je ne les ai plus retrouvés. Vous êtes en faute et très évidemment responsable. Vous me devez à la fois et la valeur entière des objets brisés et les dommages-intérêts qui seront la juste compensation de la peine que m'a causée cette perte. Vous me devez en un mot la réparation intégrale du préjudice dont j'ai souffert par votre faute. Or, dans le système de M. Félix Faure, il ne s'agit nullement d'assimiler le patron, en cas d'accident, à un tiers en faute ; il s'agit uniquement d'obliger ce patron à secourir l'ouvrier blessé au lendemain de l'accident, à subvenir, en cas de mort, aux besoins de la veuve et des enfants de la victime. C'est ce que M. Faure déclarait en 1883 dans l'article 2 de sa proposition de loi : « La responsabilité (1) du chef de l'entreprise est établie dans les

(1) M. Félix Faure, on le voit, emploie néanmoins le mot : responsabilité. M. Sainetelette, dans un autre ordre d'idées, avait aperçu nettement l'impropriété de ce terme qu'il avait remplacé par celui de garantie. Ce mot ne s'appliquerait pas ici.

Il n'y a pas de responsabilité pour le patron, cela est certain. Mais par quelle expression désigner le principe de l'obligation d'indemnisation mise à la charge du patron ? Il n'en existe pas et, dans un intérêt de brièveté, on continue à employer le terme inexact de responsabilité. Les Allemands plus heureux ont deux mots pour exprimer l'idée d'imputabilité et celle de risque. « *Haftpflicht*, dit M. Jay, n'est pas exactement synonyme de responsabilité qui se traduirait plutôt par *Haftung*. *Haftpflicht*, s'emploie lorsqu'une personne doit réparer un dommage lors même que ce dommage n'a pas été causé par sa faute. Nous aurions besoin, en France, ajoute M. Jay, d'un mot

conditions suivantes : 1° Pour les hommes *a)* en cas de mort... il sera attribué... à la veuve *une indemnité égale à deux fois le salaire annuel de la victime...* etc. »

Ainsi, l'indemnité est fixe. Dans tous les cas, quelque intéressante que soit la situation de la victime, quelque irréprochable qu'ait été la conduite du patron, quoi qu'il arrive, le taux de l'indemnité ne variera pas ; il est inscrit dans la loi une fois pour toutes ; il ne se mesurera pas sur le préjudice éprouvé dans chaque espèce ; il ne sera pas proportionnel au dommage causé ; il ne sera donc pas la réparation, l'équivalent pécuniaire de ce préjudice, de ce dommage ; par suite l'indemnité ne saurait être considérée comme la sanction d'une responsabilité. La responsabilité n'existe pas.

« Il faut donc écarter de l'esprit de tout le monde l'idée de culpabilité, parce que l'idée de faute est un faux point de départ (1). » « C'est pour avoir fait sans cesse intervenir cette idée dans les discussions que nos représentants les ont éternisées (2). »

ayant ce sens se restreignant à l'obligation de répondre des risques professionnels. Responsabilité comporte toujours plus ou moins l'idée d'une faute, d'un blâme et prête par suite à des confusions qui ne sont pas sans inconvénients. »

V. sur le sens du mot *Haftpflicht* :

Zeerleder, Die schweizerische Haftpflichtsgesetzgebung, p. 1. — *Alf. Martin, Étude des lois fédérales sur la resp. civ.* — *Jay, Étude sur la question ourière en Suisse*, p. 133, 134 en note. — *Sauzet, Responsabilité et charge de l'indemnité*.

(1) M. de Mun, *loc. cit.*

(2) M. Tarbouriech, *op. cit.*

Toutefois ici encore une erreur est possible, à laquelle n'ont pas échappé les esprits les plus avisés.

L'accident, nous dit-on, n'est pas dû à une faute positive, à un fait précis du patron, soit ! Mais celui-ci n'est-il pas *en faute* pour avoir établi son industrie dans des conditions dangereuses pour l'ouvrier ? « C'est lui qui décide quel moteur il doit employer, c'est lui qui place l'ouvrier devant la machine, c'est à lui qu'il appartient de régler et de surveiller le travail dans l'usine. Le choix de l'outil, qui lui appartient, augmente ou diminue le danger du travail (1). »

Bien plus, de quel droit, demande-t-on, ce patron a-t-il mis aux mains de l'ouvrier les instruments dangereux dont l'emploi peut lui être fatal ? N'a-t-il pas le tort d'aller demander la fortune à ces métiers funestes qui mettent en péril la santé ou la vie des travailleurs ? Les explosions de grisou sont *une faute* de l'industrie, déclare M. Poirrier, et une Haute-Cour allemande voit une faute du patron dans le fait par lui d'avoir introduit une locomotive dans la circulation ? Donc, l'industriel *est en faute* pour avoir agi lorsque l'humanité lui commandait de s'abstenir. De cette faute, il doit subir les conséquences et, pour cette faute, il doit être tenu à indemniser son ouvrier blessé.

Or, il faut bien se garder d'aller chercher une telle base à la théorie nouvelle de responsabilité.

Non, le patron n'est pas en faute pour avoir substitué un moteur mécanique à l'outil simple d'autrefois ni

(1) Exposé des motifs de la première proposition Félix Faure, Ch. des dép., 11 février 1882, *J. Off.*, Doc. parl., p. 357.

pour avoir fait courir à l'ouvrier les graves dangers de l'industrie. L'intérêt de la société exige que les métiers les plus dangereux soient exercés (1). D'autre part l'ouvrier lui-même, en consentant à exercer ces professions, n'a pas ignoré les périls qu'il allait courir, il s'y est exposé volontairement et il faut tenir compte de son initiative et — dans une large mesure — de sa liberté. D'ailleurs l'ouvrier n'a-t-il pas lui aussi tout intérêt à voir introduire les moteurs inanimés et la mécanique dans l'atelier où auparavant il actionnait lui-même l'outil, à la main et sans danger? Le patron sans doute aura fait cette substitution dans son propre intérêt. Il espère, grâce à l'outillage nouveau, produire davantage, plus vite, à meilleur marché; il compte très probablement que par là son bénéfice va augmenter; il pourra de la sorte augmenter le salaire de son ouvrier. Et ainsi, tous deux y trouveront leur intérêt, le patron aura pu réaliser la transformation et l'ouvrier y consentir volontiers.

Donc on ne peut voir aucune faute du patron, soit dans l'exercice d'une profession dangereuse, soit dans l'introduction du risque au sein d'une profession jadis inoffensive.

Mais peut-être cette considération du bénéfice retiré par le patron des métiers dangereux qu'il fait exercer à ses

(1) Ce n'est pas uniquement l'industrie même qui est la cause d'un risque et d'un accident, c'est la société tout entière; c'est le progrès industriel, c'est la civilisation même qui obligent les uns et les autres à employer des moyens mécaniques différents, dangereux, que l'on dompte pendant quelque temps mais qui se retournent contre vous, blessent et tuent.

Groussier, Ch. des dép., 26 octobre 1897. *J. Off.*, p. 2209.

ouvriers va t-elle nous servir pour justifier la charge de l'indemnité imposée à ce patron ? De ce bénéfice, l'ouvrier n'est il pas l'un des producteurs ? et si nous demandons à l'industriel de réserver sur son gain une faible part qui sera destinée à servir de secours au travailleur en cas d'accident, si nous réclamons, au nom de la solidarité sociale, le prélèvement d'une légère aumône sur le bénéfice même, dira-t-on encore que nous fondons la responsabilité sur un principe trop manifestement faux et nous accusera-t-on de détruire « le pivot même de la société sans lequel elle ne peut subsister » et révolterons-nous encore « la conscience » de M. Peulevey et soulèverons-nous les indignations de M. Frédéric Passy ?

c) *La réparation des accidents doit rentrer dans les frais généraux de l'industrie.*

Le patron a dû prévoir à l'heure où il plaçait l'ouvrier devant la machine que peut-être le danger menaçant se réaliserait, que l'outil peut-être tuerait ou blesserait celui qui le maniait. Dans de telles conditions, le payement du salaire ne libère pas le maître envers le travailleur et, ce salaire fût-il très élevé (1), la somme prélevée pour le payer

(1) Certains patrons prétendent qu'en donnant un salaire élevé à leurs ouvriers ils leur donnent par là même le moyen d'économiser la somme qui pourra leur être nécessaire au jour de l'accident. Ils paient ainsi l'indemnité d'avance. Les partisans des idées nouvelles ne croient pas qu'il faille compter de la sorte sur l'esprit de prévoyance de l'ouvrier. Ils veulent que, économe ou prodigue, le travailleur blessé trouve dans son malheur l'aide qui lui est immédiatement nécessaire. A leur sens, c'est au moment de l'accident que l'aide

sur le gain de chaque année ne représenterait pas cette chose inestimable qu'est la santé ou la vie d'un homme. Comme la machine, et avec elle, l'ouvrier a concouru à produire le bénéfice; la théorie nouvelle dit au patron : sur ce bénéfice, vous prendrez une certaine somme afin de soulager l'infortune de votre collaborateur et, comme vous n'êtes pas en faute, comme vous n'êtes pas responsable de l'accident, vous ne payerez que juste le nécessaire, vous donnerez seulement ce qu'il faut pour que le blessé soit entouré de soins, pour que la femme et les enfants ne meurent pas de faim et cette charge sera diminuée encore par les facilités d'assurance que nous vous donnerons.

Quoi de plus juste ? Vous employez des machines, elles peuvent se briser ; vous employez des ouvriers, ils peuvent se tuer ou se blesser. Vous courez la chance heureuse que rien de tout cela n'arrive ; mais si la chance est mauvaise (1), si le malheur frappe la machine ou le producteur, n'est-il pas naturel que vous en supportiez les conséquences dans la mesure de vos prévisions ? N'est-il pas juste que celui qui aurait recueilli le bénéfice, supporte aussi la perte ? Vous connaissiez à l'avance la double alternative, vous étiez prévenu ; donc prévoyez le malheur pos-

doit venir, c'est à ce moment seulement que l'indemnité doit être versée ; et ils repoussent avec raison cette prétention du patron de donner sous forme d'augmentation de salaires de petites sommes qui seront trop facilement dépensées. Le patron doit verser la somme capitalisée et il doit la verser à l'heure où elle est nécessaire.

(1) L'industrie, entité abstraite, est une société de bénéfices et de pertes. Parmi les pertes, il faut ranger les conséquences dommageables du travail qui représentent une dispersion très remarquable de la force productive. Congrès de Bruxelles.

sible, augmentez votre fonds de réserve (1) ; qu'il ne serve pas seulement à payer les loyers, l'assurance contre l'incendie, le prix d'achat du matériel, les frais d'entretien et de réparation de ce matériel, la somme destinée à en représenter l'amortissement ; qu'il serve encore à aider, à soutenir vos ouvriers blessés, à réparer, à entretenir votre matériel humain. Et c'est ce que M. Félix Faure a dit avec un remarquable bonheur d'expression dans la formule suivante : « Le patron est le répartiteur naturel entre les objets qu'il fabrique de toutes les dépenses engagées dans leur fabrication. » L'une de ces dépenses est la charge des indemnités tendant à réparer les conséquences du risque professionnel ; cette réparation rentre donc dans les frais généraux de l'industrie. Mais une question se pose. Bien que rentrant dans les frais généraux, cette charge de l'indemnité n'est-elle pas encore fort lourde pour le patron condamné à réparation dans tous les cas ? On a songé à l'alléger en décidant que, fixée à l'avance, l'indemnité serait encore forfaitaire.

(1) Il faut noter dans le même sens les paroles de Richard Cobden que rendent si curieuses les doctrines économiques professées par leur auteur : « Tout industriel fait entrer en ligne de compte dans son bilan annuel l'usure de ses constructions, de ses navires, de ses machines, de ses outils ; il dresse en un mot ce qu'on appelle l'inventaire mort et pour y faire face il met une certaine somme en réserve ; à plus forte raison doit-il agir de même en ce qui concerne les auxiliaires vivants de son industrie et opérer dans leur intérêt des prélèvements réguliers sur son revenu afin de parer à l'usure de leurs forces et aux accidents qui peuvent les atteindre. » Seulement, ce qui n'est qu'un conseil d'économiste avisé donné par Richard Cobden aux patrons devient une prescription légale dans la théorie de M. Félix Faure.

d) *L'indemnité est fixée à l'avance et à forfait.*

Dans la législation qu'il s'agissait de réformer, sous l'empire du principe que nul n'est responsable que de sa faute, trois situations pouvaient se présenter : l'accident avait pour cause soit la faute du patron, soit la faute de l'ouvrier, soit le cas fortuit.

Si le patron était en faute, il devait réparer intégralement le dommage causé par lui et la condamnation, en cas de mort de l'ouvrier par exemple, pouvait alors être très élevée.

En revanche, si l'ouvrier n'avait été blessé que par sa propre faute, il n'avait droit à aucune indemnité.

Enfin, si la cause de l'accident résidait dans un cas fortuit, il y avait là « un acte de la divinité » (*act of God*) qui ne laissait aucune place à la responsabilité humaine ; l'ouvrier n'avait droit à rien.

Or, dans le nouveau système, on dit à la victime de l'accident : Peu importe la cause de cet accident, nous ne voulons pas la connaître. Mais vous aurez toujours droit à une indemnité que la loi fixe à l'avance. Sans doute dans le cas de faute prouvée du patron, il est possible, il est probable même que cette indemnité eût été plus forte, puisqu'elle eût, dans l'ancien système, représenté la réparation intégrale du préjudice causé ; mais, comme dans les deux autres cas, vous n'auriez rien eu, cette perspective d'être indemnisé dans tous les cas doit vous faire considérer comme négligeable la diminution de réparation que vous subissez. De plus, cette indemnité étant fixe et déterminée d'après le salaire, vous pouvez la connaître à

l'avance et vous ne souffrirez plus des incertitudes résultant de la fixation arbitraire du juge.

Avantageuse pour l'ouvrier, la théorie nouvelle est également de nature à alléger pour le patron le fardeau de responsabilité qui pèse maintenant sur lui (1). Et il est bien évident que s'il est condamné à payer, dans tous les accidents d'une espèce déterminée, une somme de 400 fr. par exemple, il échappe au peril d'être condamné à une somme de 1.800, 2.000, 3.000 francs peut-être que les juges, suivant les circonstances du fait ou « les variations de leur sensibilité », eussent été en droit, sous l'empire de l'article 1382, d'allouer à la victime de l'accident à titre d'indemnité.

C'est là ce qu'on appelle une responsabilité forfaitaire.

En obligeant de la sorte le patron à payer une indemnité fixe et déterminée à l'avance, en ne permettant pas à l'ouvrier de se prévaloir des circonstances du fait pour réclamer une indemnité plus forte ni aux tribunaux de faire varier la somme tarifée une fois pour toutes, la loi *a prévenu les contestations à naître* entre maîtres et employés (2).

(1) « Je sais, dit M. Bérenger (Sén., 28 janv. 1896, *J. Off.*, p. 25), que *quelques syndicats de patrons ont accepté le système du forfait*. Ils l'ont accepté en souvenir d'indemnités considérables qui ont été parfois allouées par les tribunaux ; ils croient se défendre contre le taux trop élevé de ces indemnités. La tarification leur semble limiter leur responsabilité. »

Il est vrai que M. Bérenger voit là une nouvelle raison de rejeter le système du forfait.

A l'égard de l'acceptation presque unanime des patrons, cf. chapitre VII, p.... note 1, (M. Jouanny, au Congrès de Bruxelles).

(2) Article 2044 : *La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître.*

Or, M. Béranger a cru reconnaître dans ce fait les caractères mêmes de la transaction, tels qu'ils sont décrits dans l'article 2044 du Code civil et il s'est élevé avec force contre un pareil système.

« Le forfait, dit M. Béranger, est le sacrifice que deux personnes, liées par des intérêts multiples, font d'une partie de leurs droits pour en mieux assurer la conservation. Le forfait suppose donc forcément d'une part un ensemble de relations ou de risques existant entre les parties puis un règlement débattu et consenti par chacune d'elles, pour le cas où l'un de ces deux risques viendrait à se produire. Trouvez-vous ces conditions réunies dans le conflit d'intérêts qu'on vous propose de régler par un forfait ? Nullement. Sans doute pour le premier point le patron est exposé à un ensemble de risques et je comprends qu'il ait intérêt — c'est peut-être la raison de l'approbation qu'un certain nombre de patrons ont donnée à cette tarification — je comprends, dis-je, qu'il ait intérêt à traiter à forfait de leur réparation. Mais l'ouvrier a-t-il le même intérêt ? Non, car il n'est point exposé à la multiplicité des risques que le patron peut avoir à prévoir ; il sera victime un jour dans sa vie d'un accident et son unique intérêt est d'en avoir l'entière réparation. Pouvez-vous *pour améliorer la situation du patron* lui enlever quoi que ce soit, sur la plénitude de son droit ? Au moins y faudrait-il la certitude de son assentiment. Or cette seconde condition constitutive du forfait manque comme la première. »

Dans cette première partie de ses explications, M. Béranger semble oublier que l'article 2044 du Code civil vise uniquement le cas d'une convention entre particuliers. « La transaction est un contrat », dit le texte. Or, il s'agit

ici « d'une obligation créée par la loi et qui, par les concessions qu'elle impose aux deux parties, a les caractères du forfait (1). »

A dire vrai, M. Bérenger ne conteste point que ce soit la loi qui a créé l'obligation. Mais il se demande précisément si la loi a le pouvoir d'imposer à l'ouvrier l'abandon d'une partie de son droit. « Non, dit-il, il ne lui appartient pas de dire à aucun individu, impérativement, qu'il sera déchu d'une partie de son droit, parce que des considérations générales, qui ne touchent en rien à l'ordre public, le lui font juger utile. En principe et en toute matière, le forfait ne peut donc être imposé. Mais combien cela est plus vrai en matière judiciaire ! Quoi ! il serait possible de rendre la justice sans un jugement réellement fondé sur le fait ? Qu'est-ce que la justice si ce n'est l'application du droit au cas particulier soumis au juge ? Et le juge serait dessaisi de sa liberté d'appréciation ! Il n'aurait plus à s'occuper de savoir dans quelles circonstances la cause se présente. Il n'aurait qu'à constater la matérialité du fait, consulter le tarif imposé d'avance à son jugement et l'appliquer comme un comptable. Il ne serait plus juge. *Le forfait est la négation même de la justice.* »

En premier lieu, M. Bérenger reproche à la loi d'édicter des prescriptions que l'ordre public ne commande pas. Mais le reproche n'est pas fondé. L'ordre public, au contraire, et l'utilité sociale exigent que la victime de l'accident trouve une aide immédiate dans son malheur. De plus, la paix sociale exige la suppression des procès ; or, pour assurer cette paix nécessaire, il faut que tout règle-

(1) Loubat, *op. cit.*, p. 485.

ment d'indemnité ne soit pas invariablement porté devant les tribunaux et que les incertitudes et les tristesses d'une procédure irritante ne fassent pas des ennemis irréconciliables, séparés par l'abîme d'un procès, de ce patron et de cet ouvrier qui furent unis par le contrat de travail dans l'œuvre commune et qui devraient le rester dans l'ensemble des rapports sociaux. La loi qui s'inspirerait des idées nouvelles atteindrait ce but en proclamant le principe d'une indemnité fixe et forfaitaire applicable à toutes les espèces, en écrivant ce principe dans des règles simples dont le texte et l'esprit ne laisseraient aucune place à un conflit judiciaire touchant la fixation de l'attribution de cette indemnité. Tenant ainsi compte de l'intérêt général, une telle loi serait évidemment utile ; elle serait encore fondée en équité et loin d'être « la négation de toute justice », puisqu'elle se proposerait d'apporter à l'ouvrier, par les moyens les meilleurs, les secours et les soins nécessaires. Et les avantages qu'apporterait une telle loi rendraient légitime par voie de juste compensation et rendraient facile le sacrifice demandé à l'ouvrier d'une partie de son droit.

La considération de la justice et de l'utilité de la loi nouvelle rend vaines et incompréhensibles les indignations de M. Béranger.

Est-il plus vrai de dire avec cet auteur que le système forfaitaire est mauvais parce qu'il améliore la situation du patron. La vérité est que les patrons ont accepté le mode nouveau de réparation dans un beau mouvement de générosité dont ils n'ont pas tardé à se repentir (1) et leur

(1) Cf. les citations faites dans ma conclusion, et notamment

adhésion, suivie bientôt de violentes protestations et de manœuvres de toutes sortes tendant à faire échouer la réforme, ne prouve nullement, comme le croit M. Bérenger, que cette réforme leur fût éminemment favorable. En réalité, la charge de l'indemnisation dans tous les cas eût été trop lourde pour eux, et le système forfaitaire (combiné avec l'assurance) n'a eu d'autre but que d'alléger ce fardeau (1). Leur situation était bien meilleure sous l'empire de l'article 1382. Dans presque tous les cas (cas fortuits et fautes de l'ouvrier) ils échappaient à l'obligation d'indemniser, et quand par hasard la jurisprudence reconnaissait leur responsabilité, ne savons-nous pas par quels artifices de procédure ils arrivaient à décourager leur adversaire?

Peut-on dans ces conditions soutenir raisonnablement que le système nouveau basé sur une transaction obligatoire a amélioré la situation des patrons?

D'ailleurs, *il est nécessaire* que l'indemnité soit transactionnelle puisqu'il est impossible avec le fonctionnement de l'outillage moderne de déterminer la cause de la plupart des accidents et d'en faire peser par conséquent la responsabilité soit sur le chef d'industrie, soit sur l'ouvrier. « D'après les dernières statistiques, dit M. Marué-

une délibération des industriels réunis au théâtre du Château-d'Eau. Ceux-ci ne parlaient de rien moins que de fermer leurs usines si la loi était mise en vigueur.

(1) Cf. chap. VII, note 2. M. Jouanny apportait au Congrès de Bruxelles l'adhésion de 15.000 industriels français. « Nous acceptons la réforme, disaient-ils, *surtout si la loi établit un tarif d'indemnités forfaitaires qui diminue considérablement le nombre des procès.* »

jouls, 55 0/0 des accidents graves, c'est-à-dire ayant occasionné soit la mort, soit une incapacité permanente absolue, soit une incapacité de plus d'un an appartiennent à des cas fortuits ou de force majeure ; le surplus serait imputable, en parties à peu près égales, à l'entreprise et à l'ouvrier. Dans ces conditions la fixation de l'indemnité du risque professionnel doit, pour être équitable, résulter d'une transaction ferme, ou, suivant la locution employée dans le langage spécial à cette matière, l'indemnité doit avoir le caractère forfaitaire (1). » C'est là le fondement le plus solide de la théorie nouvelle.

Enfin il est nécessaire de faire justice de la dernière critique adressée au système forfaitaire par M. Béranger. « Il faut que le juge, dit M. Béranger, ait une liberté d'appréciation entière et rende un jugement réellement fondé sur le fait. La théorie nouvelle en fait « un comptable » chargé d'appliquer un tarif. C'est inadmissible. » Ce reproche serait évidemment fondé s'il était possible au juge de connaître toutes les circonstances du fait et de remonter en toute sécurité pour déduire des responsabilités et fixer des indemnités aux causes mêmes de l'accident. Mais nous avons déjà démontré que, le plus souvent, ces causes sont impossibles à déterminer ; l'enquête est impuissante devant les ruines accumulées par le sinistre ; les souvenirs des témoins sont peu précis et leur propre

(1) Maruéjouls. — Rapport fait au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Ch. des dép., 1897, *Doc. Parl.*, n° 2644 (annexe au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1897).

intérêt leur dicte trop souvent soit une déposition mensongère, soit un silence prudent. Ignorant du fait, comment le magistrat rendrait-il un jugement vraiment équitable ? Il se décide en général faute de mieux d'après la situation de fortune des parties ou des considérations étrangères au procès. Mieux vaut dans ces cas une indemnité fixe qui, à côté de quelques inconvénients, présente tant d'avantages essentiels.

Nous pouvons maintenant conclure. Le système forfaitaire qui allège pour le patron le fardeau de la responsabilité et tend à supprimer les causes de procès (1) est un

(1) On a toujours espéré, au cours de la discussion, pouvoir arriver, grâce au système forfaitaire, à supprimer les procès. Le souvenir des abus d'autrefois était dans tous les esprits. On avait vu la procédure, maniée par des praticiens sans scrupules, être fatale au blessé, à la veuve, à l'enfant ; on voyait l'ouvrier victime de la plus détestable des spéculations et l'on savait que de l'indemnité accordée par une jurisprudence si bienveillante pour lui, il ne touchait que la plus faible part ; on s'apitoyait sur sa situation misérable durant le long intervalle rendu nécessaire par le grand nombre des procès d'accidents avant que la solution intervint et que l'indemnité fût versée. On voulait donc supprimer tous les procès et par là remédier à tous ces maux. C'était là une considération décisive et tous les partisans du risque professionnel ont toujours indiqué qu'ils tendaient vers un but aussi désirable. Dès 1882, M. Félix Faure insistait sur cette conséquence heureuse de sa proposition de loi et en 1898, au moment du vote définitif de la loi, on voyait à chaque amendement M. le rapporteur Thévenet venir forcer la conviction du Sénat en lui indiquant comme but de la réforme la suppression des procès. Or, il ne paraît pas que les résultats aient été très satisfaisants. En Allemagne déjà, malgré l'adoption du système, les procès ont augmenté dans des proportions considérables et j'ai noté plus loin (chap. vn) que par suite de l'augmentation *du nombre des procès*, depuis le vote de la loi

des éléments essentiels de la théorie nouvelle, déduite du risque professionnel et concernant la responsabilité des accidents.

Une dernière question reste à résoudre. La théorie de l'indemnisation partielle, fixe et forfaitaire, doit-elle s'appliquer à toutes les industries ?

e) *Le système nouveau est susceptible d'être appliqué à toutes les industries dangereuses.*

Toute la théorie nouvelle est déduite de la constatation de ce fait qu'un danger est inhérent à la nature de certains travaux. Toutes les fois qu'une profession présentera des risques d'accident pour l'ouvrier, elle fera naître, en cas d'accident, une responsabilité spéciale à la charge du chef d'industrie. Mais quelles sont précisément ces professions qui comportent des risques ? Quelle profession est dangereuse et quelle autre ne l'est pas ? Peut-on donner un *criterium* certain qui permette de distinguer entre l'une et l'autre ? Comment établir ce *criterium* ? Sur quoi le baser ? Et même — la question est grave — en existe-t-il un ? Car enfin, si un ouvrier a été tué dans l'exercice de sa profession par le fait du travail, c'est que la profession était dangereuse. N'entendons nous appliquer le

nouvelle, un décret venait d'ajouter une section nouvelle à la chambre déjà spécialement chargée, au tribunal de la Seine, du règlement des indemnités en cas d'accident.

C'est la raison de la formule prudente que j'ai mise au texte et dans laquelle je dis que le système forfaitaire *tend seulement* à supprimer les procès.

principe qu'aux industries qui présentent le plus de risques, c'est-à-dire à celles où d'ordinaire un grand nombre d'accidents se produisent ? Est-ce sur la donnée de statistiques incertaines que nous allons établir des catégories ? Et puisque tout travail ou à peu près est assez dangereux pour blesser ou tuer l'ouvrier, ne faut-il pas pour repousser toute distinction, étendre la loi à tous les cas et, si on ne peut le faire, ajourner une réforme qui, incomplète, serait injuste ? « Pourquoi reconnaître l'existence du risque professionnel, dit en ce sens M. Lacombe (1), et n'en déduire les conséquences que dans quelques métiers seulement ? Il n'existe pas dans telle ou telle entreprise déterminée, il existe dans l'industrie entière, il existe même en dehors d'elle. » — « On court des risques sérieux dans un grand nombre de professions, dans celles même qu'on qualifie de libérales (2). » « Votre loi n'est ni juste, ni démocratique puisqu'elle ne s'applique pas à tout le monde (3). »

Ce fut sous l'influence de ces considérations que M. de Clercq déposa, en 1888, l'amendement d'une extrême importance qui est ainsi conçu : Tout accident, survenu dans leur travail aux ouvriers ou employés donne droit, etc. Cet amendement préoccupa à ce point la Chambre qu'elle crut devoir le renvoyer à la Commission. M. Béranger reprit à son tour une thèse analogue au Sénat, en 1895, dans une discussion qui devait être féconde en incidents parlementaires (4).

(1) Sénat, 9 mars 1889, *J. Off.*, p. 217.

(2) M. Frédéric Passy, Ch., 19 mai 1888, *J. Off.*, p. 1445.

(3) M. Roret, Ch., 25 juin 1888, *J. Off.*, p. 1889.

(4) Voté par la Chambre le 10 juin 1893. par 493 voix contre 4, le

C'était un nouveau problème qui surgissait après tant d'autres dans une matière si complexe.

Ce problème, M. le sénateur Thévenet, rapporteur de la loi au Sénat en 1896, lui donnait une solution plus simple qu'équitable. « Le risque professionnel, déclarait-il, n'existe que là où le progrès de l'industrie a installé une machine et c'est là seulement qu'il doit être applicable. » « D'après M. Thévenet, le risque professionnel est apparu, quand l'outillage mécanique de l'industrie est apparu lui-même ; il en a été la conséquence directe et fatale et on a reconnu que l'ouvrier, qui s'était trouvé en présence de cet outillage nouveau, qu'il ne pouvait maîtriser et dominer à son gré, comme son bras même, était soumis à un risque nouveau en dehors des prévisions humaines. Et de ces prémisses, le rapporteur tirait cette conclusion que la loi nouvelle consacrant le risque professionnel, ne devait être faite que pour les industries nouvelles employant cet outillage mécanique. » « Il faut donc tout de suite catégoriser, ajoutait-il, les industries et les entreprises, les diviser en deux grandes classes pour la clarté de la discussion. Les unes seront les industries, les entreprises anciennes, celles qui n'ont pas profité de la science, des perfectionnements de l'outillage, qui ne font point appel à la mécanique, aux forces élémentaires, à la vapeur, au gaz, à l'électricité, que j'appellerai, si vous voulez bien me le permettre, les industries ordinaires : l'industrie du bâtiment, celle du charpentier, du magon, les exploitations

projet était revenu devant le Sénat. Une commission chargée de l'examiner avait désigné M. Poirrier comme rapporteur. Au cours de la discussion, M. Béranger présenta un amendement qui devait avoir pour conséquence de retarder de 3 ans le vote de la loi.

qui sont restées rudimentaires, comme certaines exploitations agricoles. » « La Commission appliquait donc le risque professionnel uniquement aux industries se servant de cet outillage perfectionné. Dans celles-là, le patron était responsable de plein droit. Dans les autres industries, il n'était responsable que si le travail était dangereux (1). »

Cette idée que le risque professionnel est né avec l'outillage mécanique a été partagée par un grand nombre d'auteurs (2). C'est une erreur que j'ai déjà réfutée au début du chapitre. La confusion dans les mots a amené la confusion dans les idées. Le risque professionnel est le danger que fait courir au travailleur l'exercice d'une profession. Or, il y a toujours eu des professions dangereuses. Le risque professionnel a donc toujours existé. Il est seulement devenu plus grave de nos jours.

Faire une loi pour les industries mécaniques et refuser

(1) Serre, *op. cit.*, p. 78 et 79.

(2) M. Félix Martin prêtait ironiquement à M. Thévenet la formule suivante : Si la vapeur, si l'électricité n'avaient pas été inventées, jamais la conception du risque professionnel n'aurait germé dans une cervelle humaine. Cf. dans le même sens M. Chimirri au Congrès de Bruxelles : Le problème des accidents du travail était juridique et pouvait se résoudre d'après les règles du droit commun aussi longtemps que le travail était confié à la machine humaine, machine intelligente et partant responsable. Depuis que l'industrie a substitué à la machine humaine la machine d'acier, à la force intelligente et responsable la force aveugle et irresponsable de la nature, au travail isolé l'agglomération dans l'atelier, tout est changé ; au domaine de la liberté s'est substitué le domaine du risque ; le problème qui était strictement juridique dans l'ancienne organisation est devenu économique et social à cause de l'organisation actuelle (Congrès de Bruxelles, p. 245).

le bénéfice de la réforme aux catégories d'entreprises anciennes « qui n'ont point fait appel à la mécanique ou aux forces élémentaires », c'est s'exposer au reproche très mérité d'établir des privilèges pour une certaine classe de professions. Cette considération avait été exposée en termes très véhéments par M. l'avocat général Desjardins (1). « Nous nous étions figuré, d'accord avec la Convention nationale et la déclaration des droits du 24 juin 1793 que tous les hommes sont égaux « par la nature et devant la loi ». C'est une erreur. Il s'en faut que tous les ouvriers (ne parlons plus des autres hommes) soient égaux à ce double titre, S'ils ne travaillent pas dans une usine, dans une manufacture, dans une fabrique, dans un chantier, dans une mine, dans une carrière ; s'ils ne sont pas employés dans une industrie où, à raison soit des moteurs, soit des matières fabriquées ou employées, ils se trouvent exposés à un accident dans l'exécution de leur travail, ils ne peuvent pas s'emparer de la présomption légale. . et voici que le Code civil lui-même, le Code de 1804, avec la jurisprudence surannée qui l'interprète leur devient applicable ! Il y aurait donc des ouvriers privilégiés ! Par une conséquence déplorable mais fatale, il y aurait aussi des patrons privilégiés ! Et cela juste un siècle après la Révolution française, au moment où l'on s'apprête à fêter le centenaire de 1789 et la mémoire de cette grande Assemblée Constituante qui fonda l'égalité civile sur les débris des anciens privilèges ! On entend, il est vrai, définir législativement les indus-

(1) Arthur Desjardins. — Le Code civil et les ouvriers, *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1888.

tries qui présentent un risque professionnel et voici la formule apparemment « scientifique » selon laquelle le Conseil d'État en dressera la nomenclature : l'ouvrier est-il exposé soit à raison des moteurs, soit à raison des matières employées ? Le patron est présumé responsable. Alors ni le maçon, ni le charpentier, ni le charretier, ni le batelier, ni le chaufournier, ni le couvreur ne pourront invoquer cette protection exceptionnelle ; où le moteur manque, le vieux Code reprend ses droits. Peut-être en revanche les employés des épiciers et des apothicaires, appelés à manipuler « des matières premières » pourront-ils échapper au Code civil ? Mais les ouvriers de l'agriculture n'auront pas cette bonne fortune. « Si le bouvier est éventré par une bête à cornes, remarque M. de Courcy, ce n'est pas un risque professionnel. En effet la bête à cornes n'est pas un moteur. » « *O nomen dulce libertatis ! o jus eximium nostræ civitatis ! Huccine tandem omnia reciderunt !* »

Ces critiques nous semblent avoir ruiné le fondement de la théorie étroite de M. Thévenet. Il faut avoir une conception plus large. Le système nouveau, déduit de la théorie du risque professionnel, est susceptible de s'appliquer partout où ce risque existe, c'est-à-dire dans toutes les professions dangereuses.

Est-ce à dire que la loi consacrant la réforme ne doit pas d'abord aller au plus pressé et, si elle ne peut embrasser toutes les industries du même coup, ne doit-elle pas du moins entreprendre une partie de sa tâche en visant d'abord certaines industries dangereuses, dont elle éteindra à mesure le nombre ? A coup sûr un tel procédé est légitime. En effet, « une règle essentielle de méthode, en matière de législation sociale, c'est que nous devons avant

tout nous garder de cette logique abstraite qui caractérise des théoriciens, allant toujours droit, jusqu'au bout de leurs propres idées; plutôt que d'en rien sacrifier, ils préfèrent n'aboutir à aucun résultat pratique. Le système du tout ou rien me paraît détestable; ne dédaignons aucune amélioration, si modeste soit-elle, du régime actuel, elle nous servira de point de départ pour de nouveaux progrès. D'échelon en échelon on amène la routine des esprits et la défiance des intérêts à une hauteur qu'ils n'avaient pu d'abord contempler sans effroi (1). »

Telle était, telle devait être la règle de méthode. M. Ricard l'avait appliquée par avance lorsqu'il disait : « Si dans le pays chacun pouvait craindre d'être responsable de ceux qu'il fait travailler, d'encourir une lourde responsabilité parce que le journalier appelé pour nettoyer des carreaux ou faire un travail dans le jardin se serait blessé en tombant ou avec sa bêche, on serait justement effrayé. Ce n'est pas ce que nous avons cherché. Nous n'avons pas voulu modifier aussi profondément la vie ordinaire. En voulant comme M. de Clercq embrasser toutes les industries, nous rendons la loi inapplicable. Or ce qui importe c'est d'en faire une applicable dans toutes les circonstances où elle est nécessaire. Faisons une loi assez large pour comprendre tous les ouvriers qui courent véritablement un risque professionnel. Sans doute, le texte que nous arrêtons présentera bien des inconvénients ou des oublis, le Parlement les réparera (2). »

(1) Tarbouriech, *op. cit.*, p. 249.

(2) Ch., 49 mai 1888, *J. Off.*, p. 1461. Cf. dans le même sens, le discours de M. Thévenet, Sénat, 30 janvier 1896, *J. Off.*, p. 38.

N'avons-nous pas d'ailleurs en ce sens l'exemple de l'Allemagne? On n'a pas dès le début appliqué l'assurance obligatoire à tous les accidents. La loi du 6 juillet 1884 concernait seulement :

1° Certaines exploitations industrielles, mines, carrières, fonderies, hauts-fourneaux, forges, etc.

2° Tous les établissements employant des forces naturelles (vapeur, eau, vent, gaz).

3° D'une manière plus générale les fabriques.

Puis, des lois ultérieures l'ont étendue aux postes et télégraphes, aux chemins de fer, aux administrations dépendant de la guerre et de la marine, au roulage, à la navigation intérieure (loi du 20 mai 1885), puis aux exploitations agricoles et forestières (loi du 5 mai 1886), aux travaux de construction (loi du 20 juillet 1889), aux gens de mer (loi du 13 juillet 1887).

Ne devons-nous pas suivre l'exemple que nous donnent nos voisins d'Outre Rhin. L'essentiel est d'aboutir. Allons au plus pressé. Le plus pressé est de protéger les ouvriers de l'industrie mécanique et ceux qui exercent des professions manifestement dangereuses.

Le législateur peut donc dresser une liste incomplète, sur laquelle il inscrira d'abord certaines industries qui jusqu'au jour de la réforme définitive se trouveront par là même être privilégiées. Il complétera son œuvre au fur et à mesure des besoins. L'essentiel est qu'il ne méconnaisse pas le principe.

CHAPITRE V

RÉFORME SIMULTANÉE DE LA LÉGISLATION DANS LES DIFFÉRENTS PAYS D'EUROPE

I

Le congrès de Paris en 1889.

Nous avons déjà insisté — et le moment est venu de le noter, d'une façon définitive cette fois — sur ce fait que, dès 1880, tous les pays d'Europe s'émeuvent de la situation malheureuse que font aux ouvriers victimes d'accidents les différentes législations.

Quel avantage n'y aurait-il pas, semble-t-il, à ce que des délégués des pays où la question se posait pussent se réunir, exposer leurs idées, les soumettre au libre examen de tous, les modifier sous la pression des objections convaincantes, imposer celles que les discussions contradictoires n'auraient pu ébranler, élaborer en un mot, dans le calme et dans la paix, une véritable, une féconde entente internationale ?

A cet égard, les différents Congrès devaient rendre à la solution de la question des accidents du travail un service inappréciable.

C'est ce qu'avait compris le gouvernement français.

L'Exposition universelle de 1889 avait provoqué la réunion de nombreux Congrès. A cette époque, où la question des accidents du travail se posait avec une gravité si redoutable devant l'Europe, la France tint à honneur de solliciter des pays étrangers l'envoi de délégués à une conférence internationale sur ce sujet qui serait tenue à Paris. Pour cela, un arrêté ministériel constitua un Comité d'organisation de trente membres, composé de sénateurs, de députés, d'ingénieurs et d'industriels. Les pays voisins répondirent à l'appel du Comité d'organisation et le premier Congrès des accidents du travail s'ouvrit à Paris, le 13 septembre 1889, dans le grand amphithéâtre de l'École de Droit.

Or, dans cette étude qui porte uniquement sur le principe du risque professionnel, ce Congrès est le seul qui doive retenir quelque temps notre attention.

— Sans doute, les délégués de certains pays, comme ceux d'Angleterre et d'Italie par exemple, n'apportaient que des réformes où ne se manifestait encore aucune adhésion à l'idée du risque professionnel. Mais, du moins, ces délégués devaient-ils être fortement frappés de la puissance avec laquelle cette idée qu'ils ignoraient ou méconnaissaient avait pénétré dans les esprits de leurs voisins et l'événement a prouvé qu'ils avaient emporté dans leurs pays une impression si profonde qu'aux Congrès suivants (Berne, Milan, Bruxelles, 2^e Congrès de Paris, 1900), la valeur du principe même ne sera plus mise en doute et que l'on y discutera uniquement soit sur la question de la faute lourde, soit sur les multiples difficultés relatives à l'assurance.

Et ainsi, dans l'exposé historique de l'évolution du

risque professionnel, le Congrès de Paris doit tenir l'une des premières places.

II

Examen des projets de réforme apportés par les principales puissances
au premier congrès de Paris en 1889.

A

La Réforme en France.

Et d'abord aux représentants des nations qu'elle avait conviées quel résultat la France apportait-elle ?

Encore bien qu'il n'eût pas abouti, elle pouvait à juste titre être fière de son effort. De toutes parts le souci s'affirmait profond d'apporter un remède à des souffrances trop réelles et imméritées. Sous l'empire de la législation existante, nous avons déjà vu la doctrine et la jurisprudence essayer d'interpréter la loi au mieux des intérêts des ouvriers. Au Parlement, nous avons vu naître et se développer la théorie réformatrice du risque professionnel, et, à l'heure où s'ouvre le Congrès de Paris, nous devons constater la victoire de ses partisans, la Chambre ayant voté, le 10 juillet 1888, par 351 voix contre 78, le projet qui l'adoptait. De plus — et bien que cela ne présentât plus qu'un intérêt rétrospectif — nous devons nous souvenir de cette incroyable activité législative qui, au cours des incidents multiples de la procédure parlementaire, avait mis au jour ces projets, ces rapports, ces amendements qui s'inspiraient tous du même principe de

justice et de solidarité sociale. De ces travaux parlementaires il est bon sans doute de tracer le tableau, si bref soit-il. On trouverait en effet, si on voulait relire avec quelque attention ces travaux que la victoire du risque professionnel a fait oublier, des idées de détail excellentes et cette parcelle de vérité que manifeste tout effort sérieux de la pensée. Et l'on verrait, dans la lutte que M. Félix Faure et ses partisans ont dû soutenir, la thèse nouvelle se modifier sous le coup des objections pressantes, se préciser, se simplifier aussi, se constituer enfin dans son unité définitive. C'est dans cet esprit et à titre d'indication que nous avons cru devoir les mentionner ici.

Tableau sommaire des divers projets ou propositions de loi présentés au Parlement français de 1880 à 1889 (1).

Au fond de tous les esprits se trouve dès 1880 une idée essentielle : Il faut qu'*au lendemain de l'accident l'ouvrier trouve immédiatement les ressources nécessaires pour se faire soigner et faire vivre sa famille.*

Pour cela, le jour même où se fonde un établissement industriel, il faut qu'une caisse soit constituée à laquelle l'ouvrier n'aura qu'à frapper et qui lui donnera, sans dé-

(1) Je laisse de côté le projet Martin Nadaud déjà étudié. — V. 1^o Prop. Martin Nadaud, 29 mai 1880. *Doc. parl.* n^o 2660, 14 novembre 1881 ; 2^o Prop. Henry Maret. *Sur la création d'un jury pour le jugement des procès relatifs aux accidents industriels*, 7 mars 1882. — V. le rapport de MM. Alfred Girard et Martin Nadaud avec les annexes du 16 février 1884. *Doc. parl.* n^o 2634. *J. Off.*, p. 250.

lai, dès son premier appel, les fonds qui lui sont immédiatement nécessaires. Toute la question est de savoir qui devra alimenter cette caisse ?

Pour M. Félix Faure, c'est au seul patron qu'incombe l'obligation de constituer et d'alimenter une semblable caisse. M. Peulevey, M. de Mun, M. Rouvier croient impossible, en bonne justice, d'imposer au patron une telle obligation.

a) *Proposition de Léon Peulevey.*

M. Peulevey croit même que si le patron n'est pas en faute, il n'a aucune espèce de cotisation à verser dans la caisse d'indemnités, et c'est ce qui arrive lorsque l'accident est dû à un cas fortuit ou de force majeure, ou même à une imprévoyance légère de la victime.

C'est alors l'État qui doit, pour la presque totalité, verser les fonds nécessaires pour indemniser l'ouvrier (art. 1^{er}).

« En effet, disait dès le mois de janvier 1882 M. Peulevey, ce qu'il y a de défectueux dans la législation actuelle, ce n'est ni le principe de la responsabilité ni l'obligation de faire la preuve qui incombe à tout demandeur mais c'est l'oubli des grands principes de la solidarité démocratique. Ce qui choque et ce qui froisse la conscience, c'est que les victimes du travail soient en réalité seules responsables des cas fortuits et de force majeure et *que la société qui profite du travail accompli* ne vienne pas,

dans la mesure du possible, alléger les souffrances et les misères qui sont le résultat *du fonctionnement de l'ordre social*. Et, en effet, les accidents dans le travail de l'ouvrier sont une de ces plaies qui atteignent l'humanité tout entière; et, si le mal ne peut être ni conjuré ni tari dans sa source, la solidarité démocratique exige que la société s'applique à en atténuer les conséquences. »

Mais M. Peulevey voudrait en même temps « pouvoir concilier les devoirs de prévoyance que chacun se doit à lui-même et à sa famille avec les obligations, justement limitées, que le corps social doit remplir envers chacun des travailleurs ». Pour cela (art. 2), *tout ouvrier* qui voudra profiter des indemnités garanties par l'État devra justifier le paiement d'une somme de 2 francs entre les mains du percepteur de sa circonscription.

Sans doute, il est intéressant de noter dans un tel projet la mise à la charge de l'État des accidents qui ne sont dus ni à la faute du patron ni à celle de l'ouvrier. Toutefois cette théorie de l'État-providence n'a rien qui doive nous étonner et elle devait fatalement surgir sous l'effort de la poussée socialiste qui s'exerçait depuis le milieu du siècle.

Et sans doute il est plus notable encore de constater que M. Peulevey, dès 1882, excuse lui aussi la faute légère de la victime et croit qu'une telle faute ne doit pas être un obstacle à ce que l'ouvrier soit secouru et soigné.

Mais ce qu'il y a de considérable surtout dans la pensée de M. Peulevey, c'est qu'il ne craint pas de faire supporter à l'ouvrier une partie de la charge des cotisations destinées à constituer la caisse d'indemnités. C'est une idée qu'il faut retenir et dont, à mon sens, les partisans du risque professionnel ont fait vraiment trop bon marché.

Vous êtes, dit l'auteur du projet à l'ouvrier, vous entendez être un individu libre et vous revendiquez la conscience de votre responsabilité. Vous devez donc prévoir qu'un accident peut survenir et que la misère, à sa suite, peut pénétrer sous votre toit. Allez-vous donc vous désintéresser de cette éventualité redoutable ? Allez-vous rester dans l'indifférence des maux futurs, vous en remettre au sort de leur réparation ou attendre de l'État une aumône indigne d'un homme libre ? Faites mieux ; montrez-vous prévoyant, prélevez sur vos salaires la part minimale que je vous demande, versez-la à l'État, et de la sorte, si le malheur vous frappe, elle vous reviendra non sous forme de secours mais à titre d'indemnité légitime. Sans doute la société toute-puissante l'aura augmentée et parfaite ; mais tout au moins sera-t-elle venue de vous et portera-t-elle la marque de votre esprit de prévoyance.

Nous allons retrouver cette idée dans le projet de loi de M. de Mun et, à l'heure de conclure, elle nous arrêtera quelque peu. Il n'était donc pas indifférent de la noter et par là le projet si oublié de M. Peulevey méritait sans doute d'être exposé.

b) *Proposition de M. le comte de Mun* (1).

Dans le projet de M. le comte de Mun, les ouvriers

(1) Proposition de loi sur la protection des ouvriers victimes d'accidents dans leur travail, présentée par MM. le comte Albert de Mun, Freppel, le vicomte de Bézal, Thellier de Poncheville. 2 février 1886. *Doc. parl.*, n° 394 et annexe VII au rapport Duché. *Doc. parl.*, n° 2150.

victimes d'accidents dans leur travail pourront aller demander le payement de l'indemnité dont ils ont besoin, non à leur patron, mais à une Caisse spéciale.

Cette Caisse sera alimentée :

1^o Par les cotisations des ouvriers (pour le quart au maximum);

2^o Par les cotisations des patrons.

C'est ce qui résulte de l'article 7 du projet.

Voici comment il est possible, ce me semble, de justifier cette disposition (1).

Aux yeux de M. de Mun, il n'est pas douteux que l'idée essentielle de M. Félix Faure doit être admise. Ce qu'il faut rendre responsable de l'accident, c'est l'industrie et non pas l'industriel. La formule de M. Faure est excellente, mais elle n'empêche pas qu'en définitive et en fait, c'est toujours l'industriel que frappent les partisans du risque professionnel. C'est la machine qui est la coupable, disent-ils, et cela est vrai; mais d'après leur loi, c'est le propriétaire de la machine qui paye. Or, il ne faut point que l'entreprise individuelle soit rendue responsable, il est préférable,

(1) Ici encore, il faut se garder de croire que le fait d'exposer cette justification et le soin qu'on prend de reconstituer la chaîne des raisonnements de M. de Mun soit l'œuvre et le jeu d'une inutile érudition. Le projet en question est la reproduction de celui qui fut voté en 1884 par le Reichstag allemand et cela suffirait à l'imposer à notre attention. Mais il nous intéresse encore et surtout comme étant l'une des nombreuses manifestations du système qui va demander à la reconstitution de la corporation la solution des questions sociales. (Cf. le projet déposé par M. Jules Roche en 1891) A cet égard, je l'examinerai en détail dans ma conclusion et il était utile de l'exposer dès maintenant.

il est juste que ce soit la profession tout entière, c'est-à-dire l'ensemble de toutes les entreprises particulières. Elle seule *doit*, parce qu'elle seule *peut* réparer les malheurs qu'elle a causés. Demander à tel patron de verser les indemnités dues à ses ouvriers au lendemain d'une catastrophe, c'est l'écraser, le ruiner peut-être ; demander cette réparation à tous les patrons, l'un aidant l'autre, le grand soutenant le petit, la mutualité intervenant ici pour produire comme partout ses effets merveilleux, en un mot, faire supporter à la masse le fardeau trop lourd pour un seul c'est, en même temps qu'avoir foi dans le grand principe de la solidarité sociale, satisfaire, pour le plus grand bien de tous, à d'impérieuses nécessités économiques, c'est vouloir secourir efficacement l'ouvrier, sans écraser le patron.

Et ainsi les patrons devront verser leur cotisations dans une caisse commune, administrée en partie par leurs représentants.

Mais à son tour, l'ouvrier doit venir aider le patron de sa contribution pécuniaire.

En lui demandant de mêler ses deniers à ceux de l'industriel dans la caisse corporative, on enlève à l'indemnité versée en cas d'accident le caractère blessant d'une aumône humiliante. Car l'ouvrier en la recevant peut songer qu'elle est, somme toute, la représentation de son apport, la récompense de l'économie qu'il s'est imposée, la contrepartie de la retenue qu'il a consentie sur ses salaires. Si humble que fût son obole, elle constituait tout ce qu'il pouvait donner ; il l'a versée, il ne peut être humilié d'en recevoir l'intérêt sous forme d'indemnité.

Enfin, puisque la profession est un rouage essentiel de la société, qu'elle est un organe nécessaire au bien-être de

tous, que l'utilité publique nécessite les malheurs dont cette profession fait payer ses bienfaits, n'est-il pas juste que l'État, personnification de la Société, participe à la réparation des accidents professionnels? Sera-ce sous forme de subvention? Viendra-t-il apporter lui aussi ses cotisations dans la caisse commune? Il le peut certainement et le fera sans doute. Mais le devoir de l'État ne consiste pas uniquement dans l'apport d'un concours pécuniaire; il consiste surtout à surveiller l'organisation et le fonctionnement des caisses corporatives.

La loi accorde à ces caisses la personnalité civile; elles pourront donc recevoir des dons et legs, posséder des immeubles et gérer elles mêmes leur fortune au mieux de leurs intérêts (article 9).

Tous les chefs d'entreprise seront obligés de verser les cotisations prévues par la loi. Du moins, leur intérêt bien compris le leur commande. En effet, moyennant le paiement de cette somme fixe qu'est la cotisation, ils sont débarrassés de toute responsabilité individuelle. Si un accident survient, ils n'ont plus affaire à l'ouvrier. Celui-ci s'adresse à la Caisse et les administrateurs lui versent l'indemnité qu'ils estiment lui devoir.

Toutefois, si un patron, comprenant mal son intérêt, se refusait à apporter sa contribution à la Caisse corporative, il resterait soumis à la responsabilité individuelle (art. 12). C'est vers lui que se tournerait la victime de l'accident et il pourrait être obligé de payer les lourdes indemnités de l'article 1382.

Mais n'est il pas à craindre qu'au jour de la poursuite le patron ne soit insolvable? Le projet a prévu le cas et il décide que le patron dissident sera tenu à l'avance de cons-

tituer le capital (1) des pensions à servir aux ouvriers victimes d'accidents et le déposer à la Caisse des dépôts et consignations.

Toutes les fois qu'un patron aura adhéré à la caisse corporative, les ouvriers à son service se trouveront par là même tenus de faire partie de cette caisse (article 7). Plus exactement, ils seront tenus de verser les cotisations prévues par la loi. Le projet n'a pas eu à prévoir le cas où ils se refuseraient à verser ces cotisations. Il a, en effet, permis au patron de les percevoir en en retenant le montant sur les salaires (sans toutefois que la retenue puisse jamais excéder 2 0/0 de ce salaire).

Telles sont les idées fondamentales de la proposition de loi de M. le comte de Mun (2).

c) *Proposition de loi de MM. Rouvier et Francis Laur.*

Cette proposition donne d'abord une définition du risque professionnel. « *Il y a risque professionnel dans les industries où, soit à raison de l'outillage, soit à raison des*

(1) Il importe d'insister sur la gravité de cette disposition. Le patron dans ce cas serait tenu de constituer *le capital* des rentes et pensions, ce qui est une charge très lourde, tandis que les caisses corporatives ne seraient tenues qu'au service *des annuités*.

(2) On a laissé de côté le détail du projet car les prescriptions relatives à la procédure, à la déclaration et à la tarification n'ont qu'un intérêt purement documentaire. Il est cependant intéressant de noter la classification nouvelle des accidents qui s'y trouve contenue. Cf. rapport Duché, page 127.

moteurs, des matières employées ou fabriquées, soit à raison du milieu dans lequel il se trouve, l'ouvrier est exposé à un accident dans l'exécution de son travail. »

Un règlement d'administration publique déterminera les industries qui, d'après les règles établies par le présent article, seront considérées comme présentant un risque professionnel.

Dans ces industries et dans celles-là seulement, des règles spéciales sont édictées.

La caisse à laquelle l'ouvrier devra s'adresser pourra être soit une caisse privée (société mutuelle ou anonyme d'assurances), soit la caisse d'assurances d'Etat créée par la loi du 11 juillet 1868.

Les primes devront être payées au moyen de cotisations *versées tant par l'ouvrier* (pour la moitié au maximum) que par le patron.

Le patron qui négligerait de se faire assurer serait passible d'une amende de 5 à 500 francs. En cas d'accident, on calculerait l'indemnité à verser par lui d'après les tarifs de la loi de 1868.

Pour toutes les autres industries, les règles de l'article 1382 continuent à s'appliquer, mais la procédure est sommaire.

Au contraire, dans un projet de loi présenté à la même époque par M. Lockroy, ministre du commerce, on admet le système du renversement de la preuve pour toutes les industries où il n'existe pas de risque professionnel. Le projet admet le système de M. Bouvier dans toute la sphère d'application du risque professionnel.

d) *Projet instituant l'assurance obligatoire et l'organisation corporative.*

1^o Projet de M. Jules Roche, ministre du commerce (28 juin 1890).

Le projet rendait l'assurance obligatoire. Cette assurance était constituée par une mutualité entre les chefs d'industrie du pays tout entier, groupés dans ce but *en associations par nature d'industrie*. Les indemnités allouées par le tribunal civil devaient être réparties entre tous les patrons de l'industrie, dans laquelle était survenu l'accident et la répartition était faite proportionnellement au montant des salaires payés par chacun d'eux. Chaque année, les chefs d'industrie de chaque catégorie devaient verser *le capital* nécessaire à la constitution des rentes allouées pendant l'année précédente. Un fonds de réserve était constitué pour parer aux insolvabilités. La caisse d'assurances de l'Etat, réorganisée, devait être chargée de faire le service de ces mutualités (1).

2^o Proposition de MM. Ricard et Guieysse.

Elle imposait l'assurance mutuelle obligatoire entre les chefs d'entreprise *groupés en circonscriptions départementales*. Des commissions d'arrondissement et de département devaient être chargées, les premières de donner leur avis sur le classement des industries par catégorie et

(1) Serre. — *Les accidents du travail*, introd., page 8.

sur les conséquences des accidents, les secondes de statuer en dernier ressort sur le classement des industries et les contestations relatives aux accidents. Un conseil supérieur était créé auprès du ministre du commerce. Si l'industriel voulait rester son propre assureur, il devait déposer un cautionnement, dont la quotité était fixée par le ministre du commerce.

B

La réforme à l'étranger.

Le système du renversement de la preuve, si mal accueilli en France, avait cependant été consacré par plusieurs législations d'Europe.

Les délégués étrangers au Congrès de Paris se ralliaient en effet à deux grands systèmes différents : l'Italie, l'Angleterre et la Suisse avaient adopté le système du renversement de la preuve ; l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, celui d'une responsabilité corporative et professionnelle limitée par l'assurance obligatoire.

1^o Les projets de réforme en Italie (1).

Le principe de la responsabilité dans la loi italienne est

(1) V. l'étude de M. Enrico Cavo Gli Infortunii del Lavoro, Milan, Vallardi ; celle de M. René Lavollée, in *Réforme sociale* du 1^{er} novembre 1886, sur le projet de réforme de la législation ouvrière en Italie ; le rapport de M. Dejace au Congrès de Paris.

contenu dans les articles 1151, 1152, 1153 du Code civil, l'ouvrier doit faire la preuve que l'accident est dû à la faute soit du patron, soit de son représentant direct : c'est le système de la loi Aquilia.

Comme le législateur français, sous l'influence des mêmes considérations et à la même époque, le législateur italien sentit la nécessité d'une réforme, et, le 19 février 1883, M. Berti, ministre de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, déposait sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi qui devait être adopté le 15 juin 1883, mais à une majorité de trois voix seulement.

L'article premier est ainsi conçu :

« Les entrepreneurs et exploitants des voies ferrées, les propriétaires d'immeubles urbains et ruraux dans lesquels s'exécutent des travaux nouveaux ou de réparation, les entrepreneurs ou adjudicataires de ces travaux, les propriétaires ou exploitants de mines, carrières et fabriques, ainsi que les ingénieurs et architectes qui dirigent les travaux sont toujours solidairement responsables — sauf recours entre eux ou contre qui de droit — du dommage pouvant résulter pour le corps ou la santé des ouvriers, des malheurs occasionnés par l'exploitation des chemins de fer, par la ruine totale ou partielle des constructions, par les éboulements, effondrements, explosions ou, en général, pour tout autre accident analogue survenu pendant le travail. Cette responsabilité cesse s'il est prouvé que l'accident est arrivé par une négligence exclusivement imputable à la victime, par cas fortuit ou par force majeure. »

Du moment où l'on part de la responsabilité romaine, les mêmes problèmes se posent que nous avons déjà rencontrés et qui préoccupaient le législateur français,

nous les connaissons ; nous allons rechercher et analyser quelles solutions leur donne le texte de la Chambre italienne.

1^o La charge de la preuve est imposée au patron ; il est toujours responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident est dû à une négligence imputable à l'ouvrier, au cas fortuit ou à la force majeure ;

2^o La réforme ne s'applique ni à tous les patrons ni à tous les travaux. Sont seuls soumis à l'application de la loi les propriétaires ou exploitants des voies ferrées, ceux des mines, carrières et fabriques.

Il faut faire une mention spéciale pour les propriétaires d'immeubles urbains ou ruraux dans lesquels s'exécutent des travaux nouveaux ou de réparation. Le législateur italien ne s'est donc pas préoccupé, comme le parlement français, de baser sa distinction sur le principe du phénomène industriel ;

3^o La définition des accidents visés par la loi est fort rudimentaire encore : ce sont les dommages résultant pour le corps ou la santé des ouvriers, les malheurs occasionnés par l'exploitation des chemins de fer, la ruine des constructions, etc., ou par tout autre accident analogue.

Il semble bien, à voir la généralité des termes employés, qu'il ne s'agisse pas, comme en France, d'accident ayant produit des lésions, des blessures traumatiques, mais qu'il s'agisse encore des maladies du travail.

Le texte italien ne limite pas l'extension de la loi à certains accidents présentant un certain degré de gravité ou produisant une incapacité de travail assez longue. Le projet ne fait aucune distinction.

4^o La responsabilité est entière et, si le patron ne

peut s'exonérer en prouvant qu'il n'est pas en faute, la réparation sera intégrale. Comme la preuve est toujours difficile à faire, le patron a plus de chances d'être déclaré responsable; sa situation est aggravée de ce chef (1).

Seulement — et c'est ici la caractéristique du système — cette responsabilité cesse absolument si le patron a eu la précaution de faire assurer ses ouvriers.

Comme on le voit on n'oblige point les patrons à assurer leurs ouvriers; le patron est libre, s'il lui plaît de supporter la responsabilité ruineuse du droit commun, rendue plus onéreuse encore par sa charge de la preuve, il le peut; mais on ne doute pas qu'il ne comprenne mieux ses intérêts et qu'il n'use avec empressement de cette précaution facile que lui indique si nettement la loi. L'Etat va-t-il donc organiser lui-même l'assurance? Le législateur italien ne l'a pas voulu, et, là encore, pour sauvegarder le principe de liberté, dans les mots, à la vérité plutôt que dans les choses, il adopte le système mixte. Une convention est intervenue entre le ministère du commerce et dix grandes sociétés de crédit afin de créer la *Cassa nazionale* et à cet établissement on accorde de grandes faveurs, telles que l'exemption du timbre et celle de l'enregistrement.

(1) Je considère que c'est une expression, sinon vicieuse, du moins peu claire de dire : on augmente la responsabilité de droit commun. Si on prend les patrons en général et en bloc, il est certain que leur responsabilité collective est augmentée, puisqu'un plus grand nombre d'entre eux seront condamnés par l'application de ces principes. Mais si on prend un patron déterminé et un accident particulier, on ne peut dire qu'une chose : c'est que ce patron avait plus de chances d'être condamné à la réparation intégrale.

Le projet fut modifié par le Sénat italien. On maintient la règle traditionnelle de la responsabilité; c'est à l'ouvrier demandeur à prouver la faute du patron; mais on ne lui impose plus cette preuve, si le patron n'a pas observé toutes les précautions nécessaires.

C'est un système curieux et d'ailleurs fort ingénieux. Si le patron a été négligent, s'il a omis certaines précautions, il est *probable*, dit-on, que l'accident survenu est dû à son fait; on le présume coupable et il doit prouver, pour s'exonérer de la responsabilité, que l'accident ne lui est pas imputable, qu'il est dû à la faute de l'ouvrier, au cas fortuit ou à la force majeure.

Il faut remarquer, pour caractériser cet essai du Parlement italien, qu'à la Chambre aussi bien qu'au Sénat, le cas fortuit ou la force majeure prouvés, sont à la charge de l'ouvrier.

Notre législation s'est montrée dès le début plus réformatrice. C'était cela surtout qu'on voulait supprimer, c'était contre ce résultat inique que s'étaient élevés avec tant de force, aux applaudissements de la presque unanimité de nos représentants, et M. Peulevey et M. Félix Faure et M. Ricard. L'idée adoptée sans discussion par le Parlement français n'avait point franchi les Alpes. Les délégués à la conférence de Paris, la feront pénétrer à leur suite en Italie, et au Congrès de Milan le progrès sera réalisé dans les nouveaux projets élaborés sous l'influence de M. Chimirri.

2^e Les projets de réforme en Angleterre.

Les législations qui font l'objet de cette étude portaient

de la loi Aquilia et se proposaient de réformer ce que son application avait de rigoureux pour les ouvriers.

Nous allons constater dans la législation anglaise un point de départ tout différent. La première étape de la réforme réalisée en Angleterre sera marquée précisément par l'adoption de cette responsabilité romaine, à l'heure même où l'effort des autres pays tendait à la remplacer par une loi mieux adaptée aux besoins nouveaux nés de l'industrie moderne.

D'après une ancienne loi de Charles II, le maître est responsable de tout dommage causé par une personne placée sous ses ordres, et cela même si le représentant, employé ou domestique, l'a occasionné en dehors du service commandé ou contrairement aux ordres reçus. Le patron était de la sorte durement traité. La jurisprudence anglaise voulut lui venir en aide. Pour cela, elle interpréta strictement le texte; il visait seulement les accidents survenus aux étrangers par le fait des représentants du patron. Elle déclara que les ouvriers qui travaillaient ensemble chez le même patron ne sont point des étrangers vis-à-vis du patron et de leurs compagnons de travail, de telle sorte que la loi ne leur est pas applicable et que le patron n'est pas responsable de l'accident survenu.

Qu'un maçon, par exemple, blesse un passant, l'entrepreneur est responsable; mais qu'il blesse son compagnon de travail, le patron ne doit au blessé aucune indemnité. Et la jurisprudence anglaise ne reculait pas devant les conséquences énormes d'un tel système appliqué dans toute sa rigueur. Sans tenir compte du principe de droit naturel que la responsabilité est en raison de l'autorité et de la direction, elle voyait dans les différents « *employés* », quel que fût leur grade hiérarchique, des « *compagnons*

de travail », considérant le manœuvre comme le camarade du directeur de l'usine et l'homme d'équipe comme celui de l'ingénieur.

C'est le système du *Common Employment*.

Une telle théorie arrivait à exonérer presque de toute responsabilité le patron de la grande industrie où la faute vient la plupart du temps des préposés de ce patron. Le patron de la petite industrie, au contraire, celui qui emploie un ou deux ouvriers et qui leur donne lui-même des ordres, voyait peser sur lui la responsabilité ruineuse des accidents survenus par le fait de ses employés.

Émue de cette situation, la Chambre des communes vote, dès 1876, une enquête qui devait aboutir au vote de la loi, 7 septembre 1880, *Employers Liability act* (1).

Le principe de cette loi est que le patron est responsable de son fait personnel et du fait de toute personne qu'il emploie, mais la preuve incombe à celui qui se prétend lésé.

Nous voyons donc aussitôt un progrès réalisé sur le régime du *Common Employment*. L'ouvrier sera traité comme une personne étrangère. Il aura, comme celle-ci, droit à une indemnité et à la même indemnité, si un dommage lui a été causé :

1° Par quelque défaut dans le mode du travail ou dans le matériel employé ;

2° Par la négligence de quelqu'un de ceux que le maître a commis pour avoir la direction du travail ;

3° Par le fait de toute personne employée chez le patron

(1) V. la traduction de cette loi dans l'Annuaire de législation étrangère, 1881, page 37.

et aux ordres duquel était l'ouvrier au moment de l'accident, si cet accident n'est arrivé à l'ouvrier que parce qu'il s'est conformé aux ordres reçus ;

4° Par le fait de toute personne employée du maître et qui agissait en conformité des règlements faits par lui et en exécution des ordres donnés par l'un de ceux auxquels il avait délégué son autorité ;

5° Par la négligence de tout employé chargé des signaux, de la conduite des trains ou de ses machines.

Tel est l'article premier.

L'article 2 dispose au contraire que l'indemnité n'est pas due :

1° Si les défauts provenant du mode de travail ou de l'outillage n'ont pu être ni découverts ni réparés par l'inspection du patron ou de ses agents ;

2° Si les règlements, causes du dommage, avaient été approuvés par le principal secrétaire d'État, le ministre du commerce ou quelque autre bureau, en exécution de quelque acte du Parlement ;

3° Si l'ouvrier blessé, instruit de cette partie défectueuse qui a causé l'accident, a omis d'en avertir le patron ou son préposé, à moins qu'il sût que ce vice lui était connu.

Enfin l'article 3 a pour but de limiter le pouvoir discrétionnaire dont jouissent les tribunaux anglais dans l'appréciation du dommage ; il décide que le montant de l'indemnité ne pourra excéder une somme représentant le salaire présumé des trois années précédant l'accident d'un ouvrier de la même profession dans le même district.

On peut donc dire que la loi anglaise arrive au système du Code civil français.

Comme lui : 1^o Elle met à la charge de l'ouvrier les cas fortuits ;

2^o Elle impose à l'ouvrier l'obligation de la preuve.

Mais cette obligation est singulièrement plus rigoureuse que dans le système du Code français. Le juge anglais n'a plus à se référer, comme notre juge, à un texte général comme celui de l'article 1382 ; ce n'est point la formule élastique et vague de notre loi qui fixe ses pouvoirs ; la loi anglaise ne parle point de la faute en général ni de tout fait quelconque de l'homme ayant causé un préjudice à autrui. Elle définit avec précision cette faute nécessaire à l'établissement de la responsabilité et énumère les cas où elle se manifeste.

Mais surtout elle exige avec une extrême rigueur que la preuve soit faite, indéniable, indiscutable, que c'est bien *la faute* du patron qui a causé l'accident.

Il faut que l'ouvrier se soit conformé aux ordres reçus et que par suite de ces ordres l'accident se soit produit ; la moindre désobéissance de sa part est punie ; bien plus s'il a su qu'une partie était défectueuse, et n'en a pas averti le patron, celui-ci n'est pas responsable. Sans doute l'article premier dispose que l'accident mérite réparation qui a été causé par quelque défaut dans le mode de travail ou le matériel employé, mais il faut qu'il y ait eu dans l'organisation de ce travail ou de ce matériel une faute bien caractérisée de la part du patron, car l'article 2 s'empresse de décider que, si les défauts provenant du mode de travail ou de l'outillage n'ont pu être découverts et réparés par l'inspection du patron ou de ses agents, le patron ne doit aucune indemnité. C'est la théorie de la faute dans toute sa rigueur et le juge anglais ne peut trouver dans une loi si minutieuse aucune brèche par où s'échappe

et se constitue la jurisprudence bienfaisante qui s'est formée en France à côté de l'article 1382.

Enfin le législateur anglais a pris parti sur la question de l'arbitraire du juge ; elle édicte une tarification fixe.

L'Angleterre ne put résister au mouvement de réforme qui emportait les États industriels de l'Europe. A peine était-elle arrivée à leur point de départ, à la responsabilité romaine, qu'elle se voyait obligée de suivre l'évolution générale. Aussi, dès 1886, un nouveau projet est déposé qui règle mieux la responsabilité du patron (1).

D'après ce projet :

1^o Est frappé de nullité la clause de renonciation à la loi de 1880, clause que beaucoup de patrons inséraient dans les contrats conclus avec les ouvriers ;

2^o Les ouvriers auront toujours une action en indemnité contre leurs patrons pour dommages causés par une installation défectueuse dont il est moralement responsable ;

3^o L'indemnité pourra dépasser trois années de salaire, arriver à 150 livres sterling et même dépasser cette somme.

Ce projet fut renvoyé le 26 février 1886 à un *select committee* qui le rejeta et proposa de confirmer définitivement l'Act de 1880.

Les réformateurs ne se lassèrent pas ; leurs efforts furent tels que le gouvernement déposait en 1888 un nouveau projet de loi et que la Chambre des communes le prenait en considération à une assez forte majorité (202 voix contre 141).

(1) Annuaire de législation étrangère, tome XVI, page 25.

Le projet du ministre se caractérise par les traits suivants :

1° Nous trouvons ici une définition de l'ouvrier auquel s'applique la loi. C'est tout individu qui se livre à un travail moyennant salaire. Cette définition exclut tous les employés et domestiques, mais comprend les employés de chemins de fer et de tramways ;

2° De nouveau on insiste sur la nécessité de ne pas permettre au patron d'insérer dans le contrat une clause d'irresponsabilité. Une telle clause est déclarée nulle, à moins que le patron n'ait promis une indemnité forfaitaire, dont le minimum est fixé par la loi (art. 5).

Cette disposition fut très vivement combattue à la Chambre des communes ;

3° Le patron n'est pas tenu du cas fortuit ou de la force majeure : c'est la reprise d'une disposition curieuse de la loi de 1880 ; il ne doit même aucune indemnité, s'il n'a pu, malgré tous ses efforts, prévenir ni réparer les défauts provenant de l'outillage ou du mode de travail ;

4° Mais si le patron pouvait prévenir l'accident et réparer ces défauts, il est responsable de ne pas l'avoir fait et d'avoir laissé subsister une installation défectueuse et un matériel dangereux ;

5° L'ouvrier ne doit pas toutefois se reposer uniquement sur le patron du soin de sa sécurité ; comme dans la loi de 1880, l'ouvrier doit prévenir le patron des avaries survenues au matériel dangereux, des dangers possibles ; si, connaissant le péril, il n'en a pas averti le patron ou ses préposés, il supportera la charge de l'accident qu'il aurait pu prévenir ou éviter ;

6° Le patron n'est pas responsable seulement de son fait, mais encore de la faute de son représentant, agissant

conformément à ses ordres ou aux règlements posés, et aussi de la négligence de ses employés:

7^e Enfin la loi, attachant aux mesures préventives une grande importance et ne voulant pas les imposer, donne un grand avantage au patron qui aura soumis ses règlements à l'approbation de l'autorité; elle l'exonère en ce cas de toute responsabilité.

Ce projet trouva au sein de la chambre des communes une telle opposition que le ministère fut contraint de le retirer. La réforme était arrêtée; mais tout espoir de la voir aboutir n'était pas éteint. Les congrès de Berne et de Milan nous montreront la lutte continuant avec une grande ardeur en Angleterre; et le congrès de Bruxelles nous fera constater le progrès réalisé enfin et le risque professionnel définitivement adopté.

3^e Les projets de réforme en Suisse.

Le législateur suisse a, durant ces vingt-cinq dernières années, donné un exemple qu'il est bon de méditer. Ce ne sont point de simples projets de réforme qu'il offre à notre examen; ce sont des lois votées et expliquées qui doivent fixer nos convictions sur des expériences réellement faites dans un pays industriel.

Nous n'avons plus, comme pour l'Italie, l'Angleterre ou la France, à tracer le tableau des incidents parlementaires, à apprécier les opinions des hommes d'Etat ou des politiciens, à énumérer les discours, les projets, les rapports, les amendements par lesquels se manifeste l'activité des Parlements; nous allons voir au contraire le peuple lui-même, assemblé dans ses comices, nous révéler par

ses votes les effets constatés sur lui-même, des réformes qu'il avait voulues ; nous verrons les organes législatifs reprendre sans cesse l'œuvre imparfaite, la modifier, détruire même l'œuvre de la veille et chercher avec patience, avec obstination à dégager des expériences successivement tentées la formule définitive de la réforme nécessaire et attendue ; et, des actions et réactions variées, des retours accomplis avec abnégation sur ce qui avait été fait, des perfectionnements de détail patiemment introduits par des lois fragmentaires, nous tirerons cet enseignement que le législateur doit parfois se résigner à une œuvre qu'il sait incomplète et que, dans l'impossibilité où il est de la faire entière, il veut provisoire.

Jamais peut-être, dans aucun pays, ne se manifeste avec cette intensité le désir *d'instituer* une loi à la fois humaine aux ouvriers et juste pour les patrons. Il faut y voir le fait « d'institutions démocratiques déjà anciennes qui ont permis aux travailleurs de l'industrie d'obtenir du législateur une protection plus étendue qu'en aucun autre pays » (1).

a) *Loi fédérale du 1^{er} juillet 1875.*

La Suisse était régie, elle aussi, par le droit commun déduit des théories romaines. Dès 1875, nous constatons une première réforme : on n'entend point modifier dans son ensemble le système sur la responsabilité ; on n'entend s'occuper, comme la loi allemande de 1871, que de la lé-

(1) Jay. — *Etudes sur la question ouvrière en Suisse*. Avant-propos.

gislation des chemins de fer. L'intervention législative y était plus nécessaire qu'ailleurs. D'après M. Numa Droz, en effet, on a reconnu que le voyageur qui se livre à l'administration de ce genre de transports est le plus souvent hors d'état de voir le danger qui va l'atteindre, et, s'il le voit, de le prévenir. Prouver, en cas d'accident, la faute de l'administration est, dans bien des cas, une impossibilité. D'ailleurs, c'est mettre la victime dans une situation d'infériorité notable que de l'obliger à faire la preuve lorsqu'elle est possible (1). Si, de la sorte, c'est à la situation du voyageur seul qu'il faut remédier, on *comprend immédiatement* que ce soit aussi seulement de l'exploitation des chemins de fer que le législateur doive s'occuper. D'où la distinction curieuse faite par la loi fédérale de 1875 entre l'*exploitation* et la *construction* d'un chemin de fer. Pour l'accident arrivé *durant la construction*, le droit commun s'applique. L'ouvrier doit prouver que l'entreprise est en faute et que cette faute a causé l'accident (art. 1^{er}). Toute autre est la situation s'il s'agit d'un accident arrivé dans l'*exploitation*.

Art. 2. — Toute entreprise de chemins de fer ou de bateaux à vapeur est responsable pour le dommage résultant des accidents survenus dans l'exploitation et qui ont entraîné mort d'homme ou lésions corporelles, à moins que l'entreprise ne prouve que l'accident est dû soit à une force majeure, soit à la négligence ou à la faute des voyageurs ou d'autres personnes non employées par le trans-

(1) Numa Droz. — Etat de la question des accidents du travail. Congrès international des accidents du travail, t. I, p. 14, cité par M. Jay, *op. cit.*, page 144.

port (art. 3), sans qu'il y ait eu faute imputable à l'entreprise ; ou enfin que l'accident a été causé par la faute de celui-là même qui a été tué ou blessé.

Si nous commentons cet article suivant la méthode que nous avons adoptée, nous pouvons ranger sous quatre chefs les dispositions que nous y lisons :

a) *Définition des exploitations assujetties.* Nous savons que ce sont seulement les entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur.

b) *Quelles sont les infortunes dont la loi assure la réparation ?* Il s'agit uniquement des accidents qui ont entraîné mort d'homme ou lésions corporelles.

c) *A quelles conditions l'exercice du droit à indemnité est-il soumis ?* On applique ici le système du renversement de la preuve. La responsabilité frappe de plein droit l'entreprise. Si elle veut s'exonérer, elle doit prouver que sa faute n'a point occasionné l'accident, et pour cela établir que le dommage provient d'un cas de force majeure ou de la faute de la victime.

d) *Quelle est la valeur de la réparation prévue par la loi ?* L'indemnité est entière, si l'entreprise est condamnée à la fournir et elle est laissée à l'arbitraire des tribunaux.

b) *Loi fédérale du 23 mars 1877.*

Elle décide qu'en attendant une loi définitive sur la responsabilité provenant de l'exploitation des fabriques, les principes suivants guideraient le juge appelé à se prononcer.

a) Le propriétaire de la fabrique est responsable des dommages causés si une faute spéciale de ses manda-

taires, représentants, directeurs ou surveillants a occasionné des lésions corporelles ou la mort d'un employé ou ouvrier.

b) Le propriétaire de la fabrique est encore responsable des dommages causés lorsque, même sans qu'il y ait faute spéciale de ses mandataires, *l'exploitation de la fabrique* a causé des lésions ou la mort d'un ouvrier ou d'un employé, à moins qu'il ne prouve que l'accident provient d'un cas de force majeure ou qu'il ait été amené par la faute même de la victime.

c) Si la faute de la victime a été partiellement la cause de l'accident, la responsabilité du fabricant, quant aux dommages-intérêts, est réduite dans une juste proportion.

c) *Loi fédérale du 25 juin 1881.*

L'article 5 de la loi de 1887 avait posé le principe et réglé les conditions de la responsabilité. A cette époque tout le monde était d'accord sur le principe qu'il fallait modifier le droit commun et imposer au patron une responsabilité spéciale. A cette idée se ralliait, qu'on le remarque bien, la société commerciale et industrielle suisse et son avis était adopté par un mémoire signé de 272 industriels. — L'article 5 qui posait le principe avait été proposé à *l'unanimité* par la commission du Conseil des Etats dans la forme où il avait été admis par les deux chambres.

Et pourtant, lorsqu'il s'agit de faire la loi promise, lorsque, en exécution de la loi de 1877, on voulut créer pour les patrons de fabrique une responsabilité spéciale, un revirement se produisit et de nombreux esprits récla-

mèrent le maintien du droit commun. En 1877, nous venons de le voir, la commission du Conseil des Etats avait adopté à l'unanimité le principe de la législation spéciale ; le 21 février 1881 la majorité de cette commission repoussait toute idée d'innovation.

« La majorité de votre commission ne veut pas prêter les mains à l'adoption d'une législation de ce genre dans un domaine où le projet de loi sur la responsabilité civile des fabricants crée, en réalité, un principe qui n'existe nulle part dans le droit général des obligations. Elle ne veut pas de loi d'exception. Elle veut rester dans le droit commun, même en ce qui concerne les ouvriers de fabrique ; elle veut que le fabricant *fautif* soit tenu d'indemniser *pleinement* l'ouvrier et que le fabricant *non fautif* ne soit pas tenu à l'indemniser.

Le même droit pour tous ! Dans une république surtout, on doit bien se garder d'avoir « deux poids et deux mesures et de bouleverser ainsi toutes les notions naturelles du tien et du mien. Même l'infériorité de position d'une classe de la société vis-à-vis de l'autre ne doit pas nous pousser à dévier des principes fondamentaux de la société civile ». (Rapport de la majorité du Conseil des États du 21 février 1881.)

Or la majorité se composait de cinq voix, la minorité de deux seulement. Cette minorité résista pourtant avec une extrême énergie (1) ; elle rappela l'unanimité de 1877, l'avis formel de la société commerciale et industrielle, le mémoire des 272 industriels ; elle insista avec une grande

(1) M. Blumer. — Rapport de la minorité de la Commission, 21 février 1881.

vigueur sur l'injustice qu'il y aurait à s'en tenir au droit commun. Il est inique, en effet, d'imposer à l'ouvrier l'obligation de prouver la faute du patron. « Cela ne lui est presque jamais possible. Les actes que la commission avait eus en main démontraient que la preuve de la faute ne peut être fournie dans 75 cas sur 100 pour les fabriques, dans 90 cas sur 100 pour les mines. Ces chiffres, disait justement le rapporteur de la minorité, sont plus éloquents que des paroles pour nous montrer où nous conduirait la proposition de la majorité de la commission (1). »

Le Conseil des États ne suivit pas la majorité de sa commission ; par 24 voix contre 18, il se rangea à l'opinion de la minorité.

La loi du 25 juin 1881 est intitulée : *Loi sur la responsabilité civile des fabricants*.

1^o Elle s'applique, en effet, uniquement aux *fabriques*. Ce mot avait été défini dans l'article 1^{er} de la loi du 23 mars 1877, et l'article 1^{er} de la loi de 1881 s'en réfère à cette définition. Elle est ainsi conçue :

Tout établissement industriel où un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers sont occupés simultanément et régulièrement hors de leur demeure et dans un local fermé doit être considéré comme fabrique et est soumis aux prescriptions de la présente loi.

Lorsqu'il y a doute sur la question de savoir si un établissement industriel doit être ou non rangé dans la catégorie des fabriques, le conseil fédéral prononce en dernier ressort, après avoir pris le préavis du gouvernement cantonal.

(1) Jay. *op. cit.*, p. 153.

2° La loi vise le dommage causé à un employé ou à un ouvrier tué ou blessé dans les locaux de la fabrique et par son exploitation (art. 1^{er}) ; mais, dans certaines industries désignées par le conseil fédéral comme engendrant des maladies graves, la loi vise aussi ces maladies, lorsqu'il est constaté qu'elles ont exclusivement pour cause l'exploitation de la fabrique.

3° Le système adopté est celui du *renversement de la preuve*.

Les fabricants sont déclarés responsables :

a) S'il y a faute personnelle de leur part ;

b) Même s'ils ne sont pas en faute, ils sont dans ce cas *présumés* responsables, à moins qu'ils ne prouvent que l'accident a pour cause :

a) La force majeure ;

b) Des actes criminels ou délictueux imputables à d'autres qu'à des employés.

c) A la faute de celui-là même qui a été tué ou blessé.

4° La responsabilité, en principe, est entière et la réparation intégrale, mais dans trois cas la responsabilité sera réduite :

a) Si la mort ou la blessure est le résultat d'un accident fortuit (1) ;

(1) Force majeure et cas fortuit. — Si ces deux causes d'accidents sont de celles que l'homme est impuissant à prévenir, elles présentent cette différence essentielle, que la *force majeure* est une cause extérieure à l'industrie, indépendante du travail, telle que la foudre, un tremblement de terre, une inondation ; tandis que le *cas fortuit* est inhérent à la chose qui blesse ou qui tue, au fonctionnement de l'exploitation industrielle : par exemple, l'explosion d'une chaudière, la rupture d'un volant ou d'un arbre de transmission, lorsque les pré-

b) Si une partie de la faute qui a provoqué l'accident ou la maladie est imputable à la victime ;

c) Si les blessures antérieurement reçues par la victime ont exercé de l'influence sur la dernière lésion et ses conséquences, ou si la santé du malade a été affaiblie par l'exercice de la profession.

d) *Loi du 25 avril 1887.*

Cette loi fut votée pour compléter la loi de 1881, en étendant la législation sur la responsabilité, et d'autre part pour en assurer une meilleure application. Le but principal qu'elle poursuit est indiqué par son intitulé : *Loi fédérale sur l'extension de la responsabilité civile, complétant la loi fédérale du 25 juin 1881.* — Cette extension de la responsabilité se manifeste par l'augmentation du nombre des industries soumises à la loi.

Art 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la loi fédérale sur la responsabilité civile des fabricants, du 25 juin 1881, outre les fabriques mentionnées aux articles 1 et 2 et les industries mentionnées à l'article 3 de cette loi :

1^o Toutes les industries qui produisent ou emploient des matières explosibles ;

2^o Les industries, entreprises et travaux désignés ci-après, pour autant qu'elles ne tombent pas déjà sous le chiffre 1 ci-dessus, lorsque les patrons occupent, pendant le temps du travail, plus de cinq ouvriers en moyenne.

cautions les plus minutieuses et les mesures les plus intelligentes n'auraient pu les empêcher.

a) L'industrie du bâtiment, y compris tous les travaux qui sont en corrélation avec elle, qu'ils s'exécutent dans les ateliers, dans les chantiers, sur le bâtiment même ou pendant le transport ;

b) Le voiturage par terre et par eau et le flottage ;

c) La pose et la réparation des fils téléphoniques et télégraphiques, le montage et le démontage des machines et l'exécution des installations de nature technique ;

d) La construction de chemins de fer, tunnels, ponts, routes et travaux hydrauliques, le creusage des puits et galeries, les travaux de canalisation, ainsi que l'exploitation de carrières et de mines.

Sont aussi soumis à la loi de 1881, les travaux ou services qui sont en corrélation avec l'exploitation de la fabrique, alors même qu'ils ne s'effectueraient pas dans les locaux fermés de la fabrique, les travaux accessoires ou auxiliaires qui, sans être compris dans l'*exploitation*, au sens des lois de 1875 et de 1881, sont en rapport avec l'exploitation.

On peut tracer de la sorte le tableau résumé de la législation Suisse au point de vue de la responsabilité :

1 ^o Il s'agit de l'exploitation des chemins de fer et des bateaux à vapeur (loi de 1875).	{ Preuve imposée à l'entreprise. Droit pour le voyageur à une réparation entière et, s'il y a dol ou négligence grave de l'entreprise, la réparation comprend, outre l'indemnisation, une somme équitablement fixée, une sorte de <i>Schmerzensgeld</i>.
--	--

2° Il s'agit des fabriques (loi de 1881) et des établissements assimilés (loi de 1887).

Pour la faute du patron ou de son mandataire.	}	Responsabilité entière.
Pour la faute de part et d'autre.	}	Responsabilité réduite selon les circonstances.
Le cas fortuit.	}	
La lésion antérieure.	}	
L'affaiblissement antérieur de la santé.	}	
Pour le cas de force majeure, le crime ou le délit d'un tiers, la faute uniquement imputable à la victime.	}	Libération de la responsabilité.

Les inconvénients de cette législation peuvent se résumer sous trois chefs :

1° Elle subordonne toujours le paiement de l'indemnité à une action judiciaire ;

2° L'ouvrier pourra faire un mauvais emploi d'une somme globale. Bien souvent on a pu constater que les familles d'ouvriers ne savaient pas utiliser la somme reçue ; mises en présence de quelques centaines ou milliers de francs, elles ont cru posséder une fortune inépuisable et se sont trouvées rapidement en face d'une misère profonde (1) ;

3° Les conséquences de la responsabilité ne sont-elles pas trop onéreuses pour le patron ? Une statistique portant sur des expériences ayant duré trois ans l'avait démontré et la preuve en est dans la proposition de loi sur l'assurance obligatoire qui avait été mise au jour le lendemain même de l'adoption de la loi de 1887.

(1) Numa Droz, *Bibl. universelle et Revue suisse*, 1885.

4^o La réforme en Allemagne.

Les législations que nous venons d'étudier jusqu'à présent forment un premier groupe, en ce sens que toutes laissent la question des accidents du travail sur le terrain du droit privé. En Allemagne et en Autriche on considère, au contraire, que « le problème, strictement juridique dans l'ancienne organisation, est devenu *économique et social* depuis que l'industrie a substitué à la machine humaine la machine d'acier, à la force intelligente et responsable, la force aveugle et irresponsable de la nature, au travail isolé, l'agglomération dans l'atelier et que, au domaine de la liberté, s'est substitué le domaine du risque » (1).

Comme la grande majorité du Parlement français, le législateur allemand et le législateur autrichien ont adopté la notion du risque professionnel. Mais « débarrassant le problème des vieilles entraves du droit privé, incapable de le résoudre, ils ont assigné à cette notion une base plus large et mieux appropriée dans le domaine du droit public » (2). Il importe de rechercher comment s'est fait jour chez nos voisins cette conception nouvelle.

La réforme allemande trouve son germe, semble-t-il, dans les idées qui avaient abouti à faire proposer, et,

(1) Congrès de Bruxelles (1897). Rapport de M. Chimirri, p. 253 et suivantes.

(2) Congrès de Bruxelles (1897). Rapport de M. Chimirri, p. 253 et suivantes.

faute de mieux, à faire consacrer le système du renversement de la preuve (1).

En effet, en 1884, date de cette réforme, une idée fondamentale, essentielle, née du spectacle des misères de l'ouvrier blessé, hante tous les esprits ; il faut que l'ouvrier victime d'un accident trouve une aide dans son malheur. Qui devra alors le secourir ? Ce sera le patron et là-dessus tout le monde est d'accord. Si le patron ne le secourt pas, l'ouvrier blessé tombe à la charge de l'assistance publique, or, cela n'est pas juste. La loi créera donc pour le patron seul le devoir d'assistance ; elle l'obligera à subvenir de ses deniers aux besoins de son ouvrier blessé, sauf à lui, bien entendu, à faire, pour s'exonérer, une preuve presque toujours impossible à fournir. Le patron payera donc dans presque tous les cas ; mais, ce qu'il sera obligé de payer, cet impôt qu'on prélèvera ainsi par un moyen détourné, ce ne sera pas une aide, un simple secours, une aumône presque, destinés à faire face aux premiers besoins, aux besoins essentiels de l'ouvrier, ce sera l'indemnisation complète des conséquences de l'accident. De cette sorte, la loi ne dit point au capitaliste industriel : tu te devais à toi-même d'apporter ton obole à la misère de ton *associé*, de ton « co-adventurer », le salarié, je t'impose donc, par une sanction positive, ce devoir moral de fraternité. Elle lui dit au contraire brutalement, injustement : tu payeras, tu indemniseras comme tu devrais le faire si

(1) Il importe de rappeler que c'est l'Allemagne qui, dès 1871, bien avant les autres nations, a adopté le système du renversement de la preuve pour les accidents survenus dans l'exploitation des chemins de fer (loi du 7 juin 1871).

tu étais responsable, comme il serait juste que tu le fisses si tu étais coupable.

Ce sera l'honneur du législateur français et du législateur allemand d'avoir compris qu'une telle exagération de l'idée humanitaire d'où procédait la réforme aboutissait somme toute à une iniquité manifeste. Tous deux vont donc revenir à la notion primitive d'assistance que, par trop de zèle, on avait faussée. Il va être bien entendu que l'ouvrier blessé sera toujours secouru en cas d'accident, mais qu'il ne touchera qu'une partie seulement de ses salaires ordinaires. Toutefois les partisans français de la théorie du risque professionnel n'hésitent pas à mettre cette indemnisation à la charge du patron au service duquel était l'ouvrier quand l'accident s'est produit. Le législateur allemand au contraire, repousse l'idée de frapper ce patron, précisément en tant qu'individu, parce que, pour qu'un individu soit soumis à une obligation envers un autre, il faut qu'il ait manqué à son devoir, que sa culpabilité puisse être tenue pour certaine, que sa responsabilité soit engagée et cela, encore bien même que la somme à payer soit extrêmement minime. Mais, si elle ne frappe pas le patron individuellement, à qui la loi allemande et autrichienne va-t-elle demander l'indemnité que réclame la situation douloureuse de l'ouvrier ? Sera-ce à l'État ? Elle ne croit pas devoir le faire ; mais du moins s'adressera-t-elle à une collectivité, à la société des patrons, à la *corporation* patronale obligatoire. — L'ouvrier devra donc demander l'aide pécuniaire qui lui est due, à la corporation dont fait partie son patron, et celle-ci est obligée de lui accorder une indemnité déterminée par la loi et proportionnée à son salaire sans plus distinguer s'il y a eu faute du patron, faute de l'ouvrier ou cas for-

tuit. — C'est alors qu'interviendra l'État pour contrôler l'organisation corporative et ses fonctionnaires, prendra le nom d'office impérial des assurances, tribunal d'appel chargé de trancher les conflits qui s'élèveraient entre l'ouvrier et les sociétés de patrons.

Il est légitime, en effet, que tous ceux qui profitent du travail s'unissent, se solidarisent pour en réparer les désastres. Cette solidarité, selon les allemands, l'État a le devoir de l'imposer et de l'organiser ; — et il importe peu que ce soit au détriment de la liberté de chacun, nous vous avons laissés libres, en effet, dit le législateur aux patrons ; mais encore eût-il fallu que votre liberté fût féconde en œuvres de bienfaisance et de solidarité sociale. Qu'a donc fait votre initiative libre, spontanée, volontaire pour secourir vos ouvriers malades, blessés dans les accidents, rendus infirmes par l'âge ? A peine quelques institutions de bienfaisance ont-elles été créées ; ça et là, vous avez organisé la mutualité contre les maladies et contre les maux de la vieillesse, créé quelques caisses de retraite qui ne comptent point d'affiliés dans le monde des travailleurs. Votre mauvais vouloir a multiplié les procès relatifs aux accidents, les contestations se sont envenimées et le conflit est devenu de plus en plus aigu entre le capital et le travail ; et c'est tout : voilà votre œuvre ; voilà de la liberté « *le bilan peu glorieux* ». — Puisqu'il en est ainsi, l'expérience est concluante, l'intervention de l'État s'impose ; « il doit prendre en main les intérêts des faibles dans la lutte économique » (1), et

(1) Prince de Bismarck. Discours au Reichstag. Séance du 9 janvier 1882.

« puisque l'ouvrier étant plus faible, n'est pas en situation de traiter d'égal à égal avec le patron, l'État doit le prendre sous sa protection, comme en Droit civil il fait pour le mineur » (1). Et c'est ainsi qu'il organisera et mettra en jeu ces grandes forces sociales que sont les corporations, seules assez puissantes et assez riches pour venir en aide à l'ouvrier, seules capables de lui offrir la sécurité que les individus, toujours soumis aux coups de la fortune, ne peuvent lui garantir.

De là, le développement progressif et très logique de la législation allemande (2).

Loi du 15 juin 1883, sur l'assurance obligatoire des ouvriers contre la maladie.

Loi organique du 6 juillet 1884 sur les assurances ouvrières contre les accidents. — Suivie de la série de lois particulières qui ont étendu le bénéfice de l'assurance à des classes de travailleurs de plus en plus nombreuses.

Projet de loi relatif aux pensions de retraite pour les vieillards et les invalides, dont le Reichstag venait de poser le principe au moment où s'ouvrait le Congrès de Paris (septembre 1889).

On le voit, l'ensemble des lois allemandes forme une trilogie parfaite; ces lois s'appellent l'une l'autre; elles s'enchainent et constituent certainement l'entreprise la plus hardie et la plus complète que jamais un État ait tentée pour résoudre législativement le problème de la misère.

Les Allemands insistent beaucoup, avec une fierté

(1) Comte d'Haussonville. — *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1890.

(2) Cf. le rapport de M. Dejace, au Congrès de Paris.

d'ailleurs légitime, sur le caractère idéaliste et humanitaire de leur trilogie législative ; ils ont en effet poursuivi un but très noble, voulant, dit un de leurs auteurs « sou-
 « lager la misère sociale du prolétariat, attaquer cette
 « misère et, si possible, la supprimer dans les cas où elle
 « est le résultat de l'impossibilité de travailler par suite
 « de maladie, d'accident, d'invalidité ou de vieillesse ;
 « prouver au salariat que l'État prend part à son sort et
 « qu'il veut le mettre à l'abri de la misère résultant de
 « l'incapacité corporelle de travail ; forcer les patrons à
 « contribuer à cette œuvre ; enlever au socialisme révolu-
 « tionnaire, antagoniste de l'état social qui s'est développé
 « depuis la Révolution française, les positions que la
 « misère des victimes des maladies professionnelles et
 « des accidents du travail lui permettait d'occuper et lui
 « substituer l'action du socialisme d'État » (1).

Il faut retenir la dernière partie de l'énumération de

(1) Ces paroles de M. Bodenheimer, au Congrès de Berne, sont d'ailleurs la traduction et le résumé du discours si caractéristique prononcé par M. de Bismarck, au Reichstag, le 6 mars 1884.

« L'assistance aux malheureux, déclarait le prince de Bismarck,
 « est un devoir de l'État. Si on me dit que c'est du socialisme d'État,
 « je n'en ai pas peur. On peut se demander où est la limite permise
 « du socialisme d'État. Sans cette limite nous ne pouvons adminis-
 « trer. Toute loi sur l'assistance du pauvre est du socialisme. Il y a
 « des États qui se tiennent si éloignés du socialisme qu'il n'y existe
 « même pas de loi sur les pauvres. Je vous rappelle la France.
 « D'après cette situation de la France, on comprend cette manière de
 « voir du remarquable économiste Léon Say : c'est chez lui qu'on
 « trouve *cette idée française que tout citoyen a le droit de mourir*
 « *de faim et que l'État n'a pas l'obligation de l'empêcher d'exer-*
 « *cer ce droit.* »

M. Bodenheimer. Les beaux sentiments philanthropiques ne se manifestent point, en effet, dans la réforme allemande, purs de tout alliage et dégagés de toute considération utilitaire : la politique a joué ici un grand rôle et c'est peut-être, nous allons le voir, à l'habileté d'un parti qui voulait triompher d'un autre qu'est dû le vote rapide d'une loi si bienfaisante et d'une telle élévation morale. Il faut bien le comprendre (1). C'est comme d'une arme contre le socialisme révolutionnaire grandissant et menaçant qu'il voulut se servir de la loi sur les accidents, la maladie et la vieillesse. Sans doute M. de Bismarck entendait prendre en main les intérêts des faibles dans la lutte économique. Il le disait au Reichstag, il le pensait aussi, je veux le croire ; mais il savait surtout quels dangers intérieurs faisait courir à l'Allemagne, le développement inouï, trop rapide même de son industrie. Chez les autres peuples le phénomène industriel avait été plus lent, s'était manifesté aussi avec moins d'intensité. En Allemagne, l'émigration brusque et par grandes masses des paysans vers les villes avait déterminé chez ceux-ci d'effrayants mouvements d'opinion et ces populations ouvrières, encore inorganisées et souffrant de mille maux, se laissaient peu à peu gagner aux théories des agitateurs socialistes pour lesquels elles étaient « une proie facile ».

Devant un tel péril, le chancelier songea à soulager

(1) La principale raison du procès des chefs de ce qu'on appelle la démocratie socialiste provient de ce que l'État ne fait pas assez de socialisme d'État ; il laisse vide une place dans laquelle il devrait être actif et cette place est remplacée par d'autres, par des agitateurs qui gâchent la besogne de l'État (Bismarck, *ibid.*).

certaines des souffrances de la classe ouvrière pour faire taire ses revendications, enlever aux chefs socialistes un prétexte d'agitation et ramener sous l'influence gouvernementale et conservatrice les masses populaires égarées, menaçantes et bientôt peut-être révoltées. Pour cela il avait besoin d'être aidé et soutenu par les patrons ; il les trouvait déjà groupés et étroitement unis dans ces puissantes associations que sont les Productiv-Stände. L'entente en fut par là même facilitée. Il fit donc un pacte avec les patrons. Je vous protégerai, leur disait-il à peu près en propre termes dans les rescrits de 1881, je vous protégerai contre le socialisme, mais vous trouverez bien qu'en échange je vous demande des sacrifices.

L'un de ceux-là sera précisément de supporter les contributions pécuniaires destinées à venir en aide aux ouvriers victimes d'accidents. Mais, dans votre intérêt et afin de réduire cet impôt nouveau, et un peu lourd peut-être, que je prélève sur vous, je vous obligerai à vous grouper dans des corporations professionnelles placées sous le contrôle de l'Etat et dont la caisse sociale servira à payer les indemnités dues aux victimes des accidents qui se seraient produits dans chaque usine individuelle. « C'est ce qu'on a appelé l'assurance obligatoire. C'est en réalité la solidarité obligatoire. »

Il s'agissait maintenant de faire voter la loi par les différents partis politiques. M. de Bismarck sut à merveille se servir de leurs doctrines diverses et même opposées pour les unir dans un vote unanime. Lui, qui s'était fait homme d'affaires avec les patrons, se montra traditionaliste avec les conservateurs, philanthrope et idéaliste avec les députés mystiques du centre. Aux conservateurs il sut indiquer avec une habileté merveilleuse et très oppor-

tunément, que l'interventionisme était une vieille doctrine allemande dans un pays où l'influence de la Prusse est prépondérante ; il montra les procédés de tutelle que n'a cessé d'employer jusqu'à nos jours l'Etat prussien à l'égard des mines, rappelant que, dès le ^{xiv}^e siècle dans les mines de fer et le ^{xviii}^e dans les mines de houille, l'État assurait des retraites en cas de maladie et des pensions aux veuves et aux orphelins en cas d'accident (Wachtung) (1).

Quant aux députés du centre, ils avaient au lendemain des luttes de Kulturkampf, réclamé à grands cris une lé-

(1) Les assurances contre les accidents étaient à la charge des propriétaires ; les assurances contre les maladies étaient plus particulièrement fondées sur les caisses des ouvriers mineurs (Kappschaft's Kassen). D'ailleurs l'État avait la haute main sur l'exploitation des mines et son intervention avait fait naître certaines institutions qui présentent avec des revendications toutes récentes de piquantes analogies. C'est ainsi que non seulement on avait les assurances contre les accidents et les maladies, mais encore que les propriétaires des mines étaient tenus de soumettre à l'approbation de l'autorité leurs plans de règlement de travail, plans dont les pouvoirs publics vérifiaient l'application par des inspecteurs spéciaux. De même il y avait la *journée normale de huit heures* et le repos dominical. Les salaires devaient être payés en numéraire et sans retenue aucune. Les autorités allaient jusqu'à fixer le *taux des salaires*. Les mineurs étaient organisés pour la défense de leurs droits ; nous en voyons un exemple dans la grande grève qui a éclaté en 1825, à Saint-Joachimsthal en Bohême. Un *tribunal d'arbitrage* mit fin au conflit, donnant satisfaction aux griefs légitimes des ouvriers contre les vexations des agents subalternes.

Mengel. Conférence faite à la *Juristische Gesellschaft* de Vienne, citée par l'association catholique du 15 février 1894.

gislation sociale, tellement que, dit un auteur, personne ne s'est élevé avec plus de force qu'eux contre les abus de la concurrence individualiste et les dangers inséparables de la grande industrie. A ces chrétiens sociaux, prêtres catholiques et pasteurs protestants qui allaient démontrant que le jeu des lois naturelles est troublé par le mauvais emploi que beaucoup d'hommes font de leur liberté, et se déclarant convaincus de la médiocrité, de l'égoïsme et de l'esprit profondément réactionnaire de la plupart des patrons, il était facile à M. de Bismarck de faire voter des lois si humaines pour les ouvriers et où s'affirmait si profond le souci de l'État de venir en aide au salariat, de soutenir et de protéger le faible dans la lutte économique et, lui prêtant sa force, de faire triompher l'éternel vaincu.

Enfin il n'est pas jusqu'aux socialistes eux-mêmes qui ne vinssent prêter leur appui au chancelier pour faire aboutir un ensemble de lois qui comblaient tous leurs vœux ; et, se méprenant, j'imagine, sur le véritable but poursuivi par M. de Bismarck, Liebknecht s'écriait : « Ce n'est pas nous qui sommes allés vers le chancelier, c'est le chancelier qui est venu vers nous », et, avec un accent de triomphe, il comparait la loi sur les accidents du travail à un coin qui serait entré de vive force dans l'organisation sociale ; la pointe étant entrée, fatalement, le gros bout devait pénétrer et faire éclater le bloc ; et ainsi, pour les raisons les plus diverses, les partis opposés s'unissaient dans une même pensée.

Donc ce fut à des conceptions extrêmement « réalistes » et à des combinaisons de mesquine politique que les belles idées de fraternité sociale, manifestées par la trilogie allemande sur les infortunes ouvrières, durent de passer dans la loi. Il est bon peut-être de le rappeler aux orateurs

allemands qui, séduits, comme M. Bodenheimer, par la magnificence du but auquel on est parvenu, se refusent maintenant à voir les moyens employés pour l'atteindre. La réforme eût-elle même abouti, si elle n'avait pas été activée par la lutte politique; l'Allemagne eût longtemps résisté peut-être, comme résistèrent l'Angleterre et l'Italie, et la solution de la question se fût par là même trouvée retardée dans les autres pays, car il suffit d'avoir étudié quelque peu les travaux législatifs pour se rendre compte de quel poids a pesé dans tous les esprits le grand exemple donné en 1884 par le législateur allemand.

Il reste maintenant à analyser brièvement, suivant la méthode ordinaire, les dispositions de la loi allemande concernant le principe de responsabilité et à indiquer la solution donnée par elle aux questions que fait naître la réforme de la législation sur les accidents du travail.

I. — *Définition des exploitations assujetties.* — La loi allemande ne s'applique pas à tout travail dangereux par lui-même : elle concerne certaines industries limitativement déterminées qui sont *présumées être dangereuses* pour l'ouvrier. On a déjà fait remarquer la méthode suivant laquelle on a pu, en Allemagne, préciser les termes de cette énumération. Certaines industries furent, d'abord, seules visées, et c'est ainsi que la loi organique du 6 juillet 1884 soumet seulement au nouveau régime :

1^o Certaines exploitations industrielles (mines, carrières, hauts-fourneaux, forges, etc.) ;

2^o Tous les établissements employant des forces naturelles (vapeur, vent, eau, gaz) ;

3° Les fabriques (1).

Puis, — sous l'influence, j'imagine, des leçons de l'expérience, — on a comblé successivement les lacunes de cette loi de principe et on a, en outre des industries déjà visées, appliqué la réforme :

Aux postes et télégraphes ;

Aux chemins de fer ;

Aux administrations dépendant de la guerre et de la marine ;

Au roulage ;

A la navigation intérieure ;

Aux exploitations agricoles et forestières, (loi du 5 mai 1886) ;

Aux travaux en construction, (loi du 11 juillet 1886).

Enfin, par la loi du 13 juillet 1887, les gens de mer ont été appelés à bénéficier du nouveau système de réparations des infortunes du travail.

II. — *Quelles sont les infortunes dont la loi assure la réparation?* — Ces infortunes sont toutes celles qui atteignent l'ouvrier au cours de son travail, aussi bien les accidents proprement dits, c'est-à-dire les lésions corporelles, que les maladies professionnelles. En effet, la loi de 1884 qui vise les accidents ayant causé une incapacité

(1) Il faut retenir de cette énumération que le législateur allemand est surtout préoccupé des établissements industriels où les forces terribles mises au service de l'homme provoquent ces catastrophes collectives qui jettent l'épouvante dans un pays et parfois dans le monde entier. On a déjà montré que le promoteur de la réforme française, M. Félix Faure, et la Chambre de 1884 éprouvaient la même préoccupation.

de travail, est venue compléter la loi du 15 janvier 1883, organisant l'assurance contre les maladies, et l'on a pu dire d'elles « qu'elles n'étaient au fond que les pièces d'un même organisme ».

Le législateur français n'a jamais cru pouvoir aller aussi loin et tout le monde en France s'est accordé à ne faire tomber sous le coup de la loi que les infortunes dont la définition vient d'être donnée dans un document officiel récent : la circulaire du garde des Sceaux du 10 juin 1899. D'après cette circulaire, la loi de 1898 ne vise que « *les lésions corporelles provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure* » et ne peut s'appliquer aux maladies professionnelles provenant d'une cause lente et durable, telle que l'air vicié des locaux où s'effectue le travail, la manipulation des substances vénéneuses, l'absorption de poussières nuisibles à la santé.

III. — *A quelles conditions l'exercice du droit à l'indemnité est-il soumis ?* — L'ouvrier peut exiger une indemnité de la corporation *dans tous les cas*, même s'il est en faute, même s'il a commis une faute lourde.

C'est la suppression du droit ancien, *l'exonération de la responsabilité* pour celui, ouvrier ou patron, qui a commis une faute. Et peu importe que le patron ait été négligent ou imprudent au delà des bornes permises à un homme raisonnable et intelligent, peu importe que la faute commise par l'ouvrier soit lourde ou légère, pourvu qu'il n'y ait pas préméditation, le patron payera toujours la même indemnité, l'ouvrier recevra toujours de la corporation patronale l'aide qui lui est nécessaire lorsque l'accident l'a rendu incapable de tout travail.

Voilà qui précise singulièrement l'idée essentielle du

système du risque professionnel : l'abandon de l'idée de faute comme base de la responsabilité. M. Félix Faure n'avait point encore songé en 1884 à faire la distinction entre la faute lourde et la faute légère. On peut conjecturer cependant d'une façon presque certaine qu'il admettait avec le législateur allemand, que la faute, même lourde, ne faisait pas obstacle à l'indemnisation, car l'idée capitale est la même dans l'un et l'autre système : *tous deux veulent éviter et prévenir les procès entre patrons et ouvriers*, et c'est ouvrir la porte aux litiges que de laisser à l'arbitraire du juge la distinction entre les deux fautes.

Quoi qu'il en soit le problème se pose à ce moment. On ne l'aborde pas encore au Congrès de Paris, où l'on est uniquement préoccupé de se mettre d'accord sur le principe. Les congrès suivants vont le mettre au premier plan de leurs préoccupations. Il est capital, en effet. Un chapitre distinct doit donc être consacré à son examen. (Voir page 179).

IV. — *Quelle est la valeur de la réparation prévue par la loi ?* — Nous trouvons ici une nouvelle analogie avec la théorie du risque professionnel : la réparation n'est pas intégrale, mais constitue seulement une *indemnisation*.

Les indemnités sont déterminées par la loi même, *indépendamment des responsabilités et des causes de l'accident*. — Elles sont généralement moindres que celles que les ouvriers pouvaient obtenir en invoquant les dispositions sur la responsabilité civile.

En revanche, nous retrouvons ici le caractère forfaitaire qui caractérise aussi le système français.

De plus le droit à réparation étant devenu *liquide*,

puisque l'indemnité fixée indépendamment des circonstances de fait est, comme dans le risque professionnel, devenue très facile à exercer grâce à la suppression des procès.

Les indemnités varient seulement suivant la gravité des suites de l'accident ; ce sont ces suites que les corporations d'abord, puis le tribunal arbitral, en cas d'appel, ou l'office impérial d'assurances sont appelés à déterminer.

Ainsi :

En cas de blessure entraînant incapacité absolue de travail, l'indemnité due consiste en une rente égale aux deux tiers du salaire moyen de la victime ;

En cas de blessure entraînant incapacité partielle de travail, la rente est réduite en proportion de la faculté de travail restante (1).

50 La réforme en Autriche.

La loi autrichienne s'inspire du principe des lois allemandes ; comme elles, elle admet par conséquent la suppression de la responsabilité du patron et frappe la collectivité ; comme elle encore, elle transporte le problème du terrain du droit privé sur le terrain du droit public.

(1) Cf. Rapport de M. Duché, député, annexe au procès-verbal de la séance du 25 novembre 1887. — Bellom. Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger. livre II, assurance contre les accidents : Allemagne, Autriche, Belgique, Angleterre, Suisse, 1896-97. — Lavollée : Les classes ouvrières en Europe.

Il importe seulement de signaler que les corporations autrichiennes diffèrent essentiellement par leur composition des corporations allemandes. Celles-ci comprennent en effet tous les patrons d'une même industrie. La diversité des races et des langues qui existe dans l'empire d'Autriche ne permettait pas une telle organisation. Les corporations sont donc régionales, il y en a une par province et elle comprend les patrons de toutes les industries.

Une autre différence importante est celle-ci : En Allemagne les membres de la corporation versent une somme annuelle destinée à payer les arrérages des sommes dues. En Autriche, ils versent chacun une quote-part du capital destiné à produire la rente.

I. — *Définition des exploitations assujetties.* — Le ministre de l'intérieur, après avis du comité consultatif des assurances, détermine quels établissements sont soumis à la loi. Parmi ces établissements, les corporations régionales fixent quels sont les plus dangereux et affectent à chaque établissement un coefficient de risques, pour chacun des établissements industriels qui fonctionnent sur leur territoire.

II. — *Quelles sont les infortunes dont la loi assure la réparation?* — Les règles sont les mêmes que pour l'Allemagne.

III. — *A quelles conditions l'exercice du droit à indemnité est-il soumis?* — Nous savons que ce sont des corporations professionnelles territoriales qui règlent les indemnités. Les contestations sont portées devant des juridictions

arbitrales (au moins une pour la circonscription de chaque association).

IV. — *Quelle est la valeur de la réparation prévue par la loi ? — Blessures :* La loi met à la charge des caisses de maladie les dépenses de traitement faites pendant les quatre premières semaines, et non les treize premières semaines comme en Allemagne.

Incapacité complète : 60 0/0 du salaire annuel.

Incapacité partielle : 50 0/0 de l'indemnité qui serait accordée en cas d'incapacité complète.

Mort de la victime : Le total des pensions réunies de la veuve et des enfants ne doit pas dépasser 50 0/0 du salaire annuel.

CHAPITRE VI

LA FAUTE LOURDE

I

Comment se pose le problème de la faute lourde.

Un chapitre précédent nous a montré quelles protestations avait soulevées le principe nouveau qui exonérait le patron et l'ouvrier des conséquences de leur faute. Ces protestations se fussent élevées moins nombreuses et les résistances se fussent produites moins vives si l'on avait pris soin tout d'abord de distinguer nettement entre la faute légère et la faute lourde.

Considérée comme cause d'accident, la faute légère doit incontestablement être assimilée au cas fortuit ou au cas de force majeure ; elle est fatale, elle est pardonnable dans les conditions actuelles de l'industrie. Qu'un ouvrier en effet, resté debout durant de longues heures sur sa machine, ait un moment d'inattention (1) ; qu'il lui arrive

(1) Voir au chapitre I^{er} la statistique allemande des accidents survenus dans une usine aux différentes heures de la journée, citée par M. Jay.

d'être négligent, habitué qu'il est au danger permanent qui l'entoure ; que cet homme commette même une imprudence caractérisée, croyant réussir l'acte téméraire que, nombre de fois déjà, il avait accompli impunément (1), ce sont là fautes légères que l'exercice de la profession excuse s'il ne les nécessite et, si un accident survient, sera-t-il injuste d'obliger pourtant le patron à secourir le malheureux qui, somme toute, fut si peu coupable ? Evidemment non. Sur ce point l'accord pouvait se faire rapidement entre partisans et adversaires du risque professionnel et, en fait, il s'est établi unanimement le jour où on a enfin précisé que le patron était constitué assureur de la faute légère seulement (2). Aussi bien, une telle

(1) Dans une fabrique de sucre des environs de Valenciennes, un ouvrier employé aux turbines en allant d'un bout à l'autre de l'usine voit une courroie détachée. Contrairement au règlement, il essaie de rattacher cette courroie pendant que la machine était en mouvement, il se sert de son pied et est blessé (M. Yves Guyot).

Dans les filatures, les ouvriers ne doivent nettoyer les machines, le samedi soir, que lorsque le moteur est arrêté ; mais, pour avoir fini plus tôt et pour ne pas faire d'heures de travail supplémentaires, ils font le nettoyage à la fin de la journée. *Presque toujours* ils peuvent accomplir cet acte imprudent sans être blessés. S'il y a accident, la faute lourde est bien caractérisée. Ne peut-on l'indemniser ?

(2) A la vérité, au Congrès de Berne, M. Cheysson ne constatait un accord à peu près général que sur ce point qu'il n'est pas juste de faire supporter aux ouvriers les conséquences des accidents relevant du hasard ou de la force majeure ; mais, en même temps, au même Congrès, M. Keller constate que le risque professionnel, très discuté en 1889, ne joue plus en 1891 qu'un rôle secondaire dans la question des accidents. Les renseignements statistiques échangés en effet, les principes fondamentaux exposés et passés au crible avaient amené tout le monde à admettre qu'il ne faut point

unanimité était déterminée par les plus respectables motifs d'humanité et tous les partis tinrent à honneur de participer aux sentiments de générosité qui avaient dicté la réforme.

Toutefois, cette réforme n'était-elle pas trop modeste et incomplète ? Certains partisans intransigeants du principe nouveau l'ont cru. Pour eux, en effet, tout accident, quel

refuser une indemnité à l'ouvrier seulement coupable de faute légère. Et, ce qui le prouve à merveille, c'est que, soit au Congrès de Berne, soit au Congrès de Milan (1896), soit à celui de Bruxelles (1898), on ne discute que sur la faute lourde, la création de tribunaux arbitraux et l'assurance. D'ailleurs à la suite du Congrès de Paris, un organisme nouveau avait été créé auquel la solution de la question a dû de faire un grand pas.

En 1889, en effet, sur aucun point l'assemblée ne se crut assez éclairée pour conclure par un vote formel. Le règlement proposé par le comité d'organisation s'opposait d'ailleurs à un pareil vote et le Congrès, en confirmant ce règlement, avait parfaitement compris les inconvénients nombreux de ces avis, émis souvent par des assemblées incompetentes et où tous les intérêts ne sont pas représentés dans des conditions convenables (Rapport de M. Ed. Gruner). Aussi le Congrès de Paris, sur le rapport de M. le conseiller fédéral Droz, avait-il voté la formation d'un *comité permanent international* ayant mandat de constituer un lien international et permanent qui servirait à réunir les expériences faites dans les divers pays et à poser les meilleures règles à suivre. Ce comité avait reçu en outre la mission de préparer la tenue et le programme des prochains congrès. C'est à lui que nous devons l'accord enfin réalisé sur le principe même du risque professionnel. La seule question rentrant dans notre cadre était celle de la faute lourde. Nous la traitons dans ce chapitre sans distinguer entre les opinions émises à Berne, à Milan, à Bruxelles. Aucun de ces Congrès n'avait apporté sur la matière de documents bien nets et chaque session n'a fait que rendre plus vifs les différends et plus profondes les divergences.

qu'il soit, dans quelque circonstance qu'il se produise, donne droit, sous cette seule réserve qu'il ne soit pas volontaire, à une indemnité fixée par la loi elle-même et cette indemnité ne peut varier, quelque grave, quelque grossière, quelque inexcusable qu'ait été la faute commise par l'auteur de l'accident. C'est la thèse à laquelle, pour ma part, je me rallie sans hésitation. C'est pourtant, disent nos adversaires, un système exorbitant, capable de révolter les sentiments de la justice la plus élémentaire, et c'est ce qu'en des arguments pressants, ils s'efforcent d'établir.

N'est-il pas équitable en effet, nous disent-ils, que l'auteur d'une faute en subisse les conséquences les plus rigoureuses lorsque la moindre attention, le moindre souci de son devoir, lui eussent suffi pour prévenir et éviter l'accident?

Quoi, cet ouvrier, par exemple, sait à merveille qu'il ne peut impunément pendant la marche de la machine rajuster la courroie de transmission qui se serait échappée de la poulie. Il ne peut ignorer qu'une telle imprudence lui serait fatale. Les contremaîtres en effet, ne se lassent pas de le lui répéter; sur tous les murs, des affiches le lui rappellent et des règlements tutélaires punissent de peines sévères toute infraction qui serait funeste et qu'il faut éviter. Mais, peu lui importe, il s'obstine à négliger les précautions qu'avait pourtant dictées son seul intérêt, il ne fait pas arrêter la machine; il essaie d'appliquer, comme il l'a fait cent fois avec succès la courroie sur la roue motrice. Cette fois il ne réussit pas; son bras, saisi par la courroie, est broyé par la roue. Oserez-vous trouver juste, s'écrient nos adversaires, que le patron soit tenu de donner une indemnité à cet ouvrier? Que la charité la plus délicate, ajoutent-ils, que la morale la plus pure imposent

un tel devoir, nous le concédons sans peine. Mais qu'un texte de loi vienne rendre une telle charge obligatoire, voilà, semble-t-il, ce que notre imagination ne peut concevoir et notre conscience tolérer. A peine admettrait-on qu'une telle charge soit légitime ? Comment oserait-on en faire une obligation légale ?

Quoi ! disent encore, en nous pressant de plus en plus, les partisans de la doctrine adverse, quoi ! des fautes plus graves encore pourront être commises et, pourvu qu'elles ne soient pas volontaires, elles seront toujours pardonnées et l'ouvrier coupable trouvera toujours près du patron irréprochable protection obligatoire et assistance forcée !

Et l'on nous cite le cas très curieux qu'a relevé M. Yves Guyot, dans les annales de jurisprudence.

Un lundi matin, dans une fabrique de produits chimiques, un ouvrier se présente pour travailler ; il est ivre, on le renvoie ; il insiste ; *on le renvoie à trois ou quatre cents mètres* ; deux heures après, on retrouve son cadavre dans une cuve de soude : il était parvenu à se faufiler dans l'usine et à se tuer. Soutiendrez-vous donc raisonnablement et de bonne foi, nous demande-t-on alors, que cet ouvrier a mérité une indemnité quelconque et quelle injustice ne commettrez-vous pas si de cette indemnité vous faites supporter la charge à un patron qui, en définitive, ne mérite que des éloges ?

D'ailleurs, nos adversaires ont songé à un cas plus frappant encore. S'il arrive, disent-ils, que les conséquences de la faute lourde d'un ouvrier atteignent, en même temps que lui, ses camarades d'atelier ; si les faits sont tels que le parquet puisse retenir et les tribunaux condamner cet ouvrier comme coupable d'homicide par im-

prudence, allez-vous donc admettre les conséquences absurdes d'une loi qui, par ses dispositions pénales, frapperait le délinquant et en même temps, par ses dispositions civiles, lui accorderait le bénéfice d'une indemnité ? Et pouvez-vous admettre sans indignation cette situation du coupable à la fois *condamné et pensionné* ?

Mais une autre hypothèse doit enfin être envisagée. Il est possible que le patron soit en faute. Supposons donc que ce soit sa faute lourde qui ait causé l'accident ; et c'est ici que la contradiction va s'accuser plus nette encore.

Dans le système que je soutiens, on ne veut point cette fois se montrer rigoureux à son égard, puisqu'on était si sévère pour lui tout à l'heure : on lui faisait payer une indemnité même quand l'ouvrier s'était blessé ou tué au mépris de toute prudence. Or, par une juste réciprocité, lorsqu'il est lui-même en faute, on ne veut point qu'il ait à réparer intégralement le préjudice qu'il a causé, on le force seulement à payer l'indemnité fixée par la loi une fois pour toutes ; et le caractère forfaitaire et transactionnel du système exige qu'innocent ou coupable il paye la même indemnité. Or, c'est là encore ce qui indigné nos adversaires. Il faudrait punir sévèrement ce patron, disent-ils (1) ; — ayant tous les bénéfices il avait tous les devoirs

(1) A égalité de faute, dit M. Grivart, il y a responsabilité morale plus lourde pour le patron que pour l'ouvrier. Le patron, dans les circonstances ordinaires, est plus instruit, il a l'intelligence plus ouverte, il subit à un moindre degré le surmenage du labeur quotidien et enfin il y a pour lui, personne ne le contestera, des devoirs spéciaux et particulièrement étroits ; il doit à ceux qui travaillent sous lui et pour lui des avis, une direction, la protection de son attention et de

et voici qu'il s'est endormi dans une paresse inexcusable ; par sa négligence, ses ouvriers ont été livrés à tous les dangers que leur inexpérience et leur témérité naturelle peuvent leur faire courir ; il a négligé de se servir des appareils de protection, omis de réparer ses machines, supprimé tout contrôle et toute surveillance. Un accident est survenu qui lui est imputable. Sera-t-il juste que la loi civile ne l'oblige à payer qu'une maigre indemnité, qu'une aumône dérisoire ? Et, s'il est le maître riche et le patron puissant, ne devez-vous pas le frapper de la seule responsabilité qu'il mérite, de la réparation intégrale du préjudice causé.

Mais vous ne le pouvez pas, me dit-on. Ne recherchant pas, pour la punir du refus d'indemnité, la faute lourde de l'ouvrier, vous ne pouvez rechercher pour la sanctionner d'une plus forte responsabilité la faute lourde du patron et ainsi vous aboutissez à de criantes injustices.

Et nos adversaires de conclure nettement : nous admettons que ni le patron ni l'ouvrier ne subissent les conséquences de leur faute légère ; mais là s'arrêtent nos concessions. Si l'ouvrier a commis une faute lourde, il ne faut lui accorder aucune indemnité ; si le patron en a commis une, il doit réparer intégralement le préjudice qu'il a causé.

Ces considérations se présentent à nous avec une force qui tout d'abord semble invincible. Mais a-t-on réfléchi que

sa vigilance. Eh bien ! par un étrange renversement des principes et de toutes les notions de justice, dans les textes que vous présentez, vous vous montrez indulgents pour le patron sans excuse, et très rigoureux pour l'ouvrier dans un cas où il n'a commis aucune faute.
— Grivart ; Sénat, 19 mars 1896. *J. Off.*, p. 341.

cette faute lourde, dont on entend faire supporter impitoyablement les conséquences à l'ouvrier, il est impossible d'en fixer la notion d'une manière précise ? que toutes les tentatives faites jusqu'ici pour la définir et en déterminer les éléments essentiels n'ont pu aboutir à une solution satisfaisante ? Que du vague et de l'imprécision qui entourent ces mots de *faute lourde* et de l'intérêt des parties engagées dans le contrat de travail résulte une improbabilité ou plutôt une certitude de nombreux procès ? Et qu'ainsi tout en reconnaissant la parfaite vérité de la thèse adverse en législation idéale, il est nécessaire, dans une solution pratique, d'écarter toute recherche de la faute lourde, de l'assimiler à la faute légère et de les couvrir également l'une et l'autre de la même assurance ? C'est le point qu'il importe maintenant d'examiner.

II

Il est impossible de définir la faute lourde.

La langue juridique, dont chaque terme a, d'ordinaire, comme dans toute science, une précision absolue, n'attache point cependant un sens très rigoureux à l'expression de faute lourde. Les jurisconsultes, suivant la tradition romaine, nous disent bien, il est vrai, que c'est la *culpa dolo proxima*, qu'elle consiste dans une imprudence, dans une négligence grossière, qu'elle est celle que la personne la moins soigneuse, la moins intelligente peut et doit éviter (*non intelligere quod omnes intelligunt*) ; qu'elle est telle qu'au moment du malheur elle fait dire à

ceux qui en sont témoins : Mais il l'a donc fait exprès ! Il fallait qu'il fût fou !

Sans doute on a soin de la distinguer du dol. Elle y confine à la vérité et, au point de vue des effets juridiques, elle lui a toujours été assimilée ; mais elle s'en distingue en ce que dans le dol il y a un élément mauvais qui est l'intention de nuire, que de cet élément la faute lourde est exempte. Or, le fait de dire ce qu'elle n'est pas ne peut évidemment constituer une définition et l'on n'a certainement pas précisé la notion de cette faute lorsqu'on a dit d'elle que le plus diligent des pères de famille ne l'eût pas commise.

Aussi bien la langue juridique ne se contente-t-elle d'aussi vagues approximations que dans l'impossibilité où elle est de donner une définition suffisante ; et de cette impossibilité tout le monde est d'accord. « Une définition générale serait très délicate et peu utile dans cette matière, dit M. Labbé (S. 1876-1337). Laissons à nos juges une certaine latitude pour appliquer cette notion générale et pour distinguer en fait la faute lourde ou grossière. »

Faute lourde, faute légère, ce sont là des classifications de professeurs, peut-être inventées pour permettre à l'esprit de se reconnaître parmi la complexité des phénomènes qui déterminent les dommages ; ce ne sont pas des termes répondant à une réalité définissable, sur laquelle tout le monde soit d'accord. Ainsi s'exprime le directeur général de la législation au ministère de la justice belge M. Beeckman.

C'est une notion impalpable en quelque sorte, dit M. le conseiller Serre, qui ne répond à aucune réalité, qui n'a aucune base fixe et certaine, qu'il faut apprécier dans

chaque fait, et qui, dans chaque fait, dépend de tant de circonstances et d'éléments divers, et se mêle à tant d'autres facteurs, comme les cas fortuits, la force majeure, avec un enchevêtrement tel qu'il est impossible de la déterminer. (Les accidents du travail, p. 171.) Et M. Maruéjols qui a fait tant d'esprit sur la loi, de continuer en son langage : les balances de dame Thémis ne sont pas assez sensibles pour peser le poids des fautes lourdes.

On a pourtant essayé de donner des définitions précises de la faute lourde.

Ainsi M. Harzy, directeur général des mines, écrit : « En ce qui concerne les accidents imputables à la faute lourde, j'y range exclusivement ceux qui résultent de l'état d'ivresse de la victime, d'une infraction *renouvelée* aux précautions essentielles de sécurité lorsque la surveillance est organisée de manière à assurer autant que possible l'observation de ces précautions et lorsque les agents de cette surveillance prêchent d'exemple. »

A son tour le Conseil du travail belge tente une définition : « La faute grave, c'est la violation consciente des devoirs essentiels de sécurité. »

On peut dire également avec M. le député Charpentier « qu'il y a faute lourde, faute très grave de la part de l'ouvrier lorsqu'il a enfreint certains règlements d'atelier, certaines prescriptions impliquant des précautions essentielles qui lui sont imposées dans l'exercice du travail » (*J. Off.*, 26 octobre 1897, p. 2207).

Je ne crois pas ces définitions très satisfaisantes. Quels sont ces devoirs essentiels de sécurité ? Le juge seul peut le dire. De la sorte, on tombe fatalement dans l'arbitraire et il faut bien, en l'absence de critérium certain, se contenter de décisions d'espèces qui rendent inutile toute dé-

finition. Les auteurs l'ont bien compris qui ont consenti à descendre dans la pratique et ont essayé dans les cas qui se présentaient à eux, de déterminer le domaine de la faute légère et l'étendue de la faute lourde. « Il s'agit pour un ouvrier, disait à M. Dejace, M. Boury, au Congrès de Berne, d'appliquer une courroie sur une poulie ; l'emploi d'une échelle à gorge est indiqué dans ce cas, l'ouvrier n'y a pas recours ; est-ce une faute grave ou une faute légère ? » La question est nette et cependant M. Dejace ne trouve point dans les définitions données une réponse satisfaisante. « Il faut distinguer, s'empresse-t-il de déclarer ; l'ouvrier était-il averti ? ; avait-il une échelle à gorge à sa disposition ? Si oui, il y a faute lourde. »

Il s'agit donc bien évidemment d'une question de fait à trancher par le juge de l'espèce ; les définitions ne nous sont d'aucun secours.

Les intéressés eux-mêmes l'ont parfaitement compris et telle est l'opinion de la Chambre de commerce de Paris (délibération du 17 juin 1896). Certes, il est évident que la stricte équité exigerait que l'ouvrier qui a commis une faute lourde fût moins bien traité que celui à qui on ne peut adresser aucun reproche ; mais il est évident aussi que le plus souvent il est difficile de dire où commence, où finit la faute lourde, d'indiquer jusqu'à quel point la responsabilité de l'accident est engagée.

Et nous ne pouvons qu'approuver les paroles suivantes de M. Maruéjols : « Il y aurait un volume de bibliographie à écrire pour indiquer toutes les brochures, tous les mémoires, tous les discours, tous les textes de loi élocubrés sur ce sujet sans qu'on ait jamais pu établir d'une façon satisfaisante à quel acte ou à quelle omission, à quelle négligence ou à quel manquement à des règlements,

souvent abrogés par l'usage, à quelle distraction donnée ou subie, une faute de l'ouvrier cesse d'être légère pour devenir inexcusable. » (Rapport du 7 juillet 1897. Doc. parl. n° 2624).

III

Permettre la recherche de la faute lourde serait de nouveau ouvrir la porte aux procès.

Cette considération est à mon avis décisive. L'exacte application du principe nouveau exige en effet la suppression des procès ; c'est ce qu'il ne faut pas se lasser de répéter. La théorie du risque professionnel veut que l'ouvrier n'ait qu'à tendre la main pour recevoir immédiatement le secours qui lui est nécessaire, que le patron puisse le connaître à l'avance et elle décide, dans l'intérêt des deux parties, que les tribunaux ne pourront « suivant les variations de leur sensibilité » l'aggraver hors de toute mesure ou l'alléger en dépit de toute justice. Au patron, comme à l'ouvrier, le principe nouveau entend épargner les angoisses et les lenteurs d'une procédure toujours pénible. Pour cela, le juge pourra rester sourd aux récriminations des plaideurs et si l'un d'eux rejette toute la responsabilité sur son adversaire, si l'une des parties attribue l'accident à la faute de l'autre partie, ses accusations resteront sans écho et la condamnation s'élèvera non en raison de la faute qui a produit l'accident, mais en proportion seulement de la gravité des suites de l'accident.

Dans ces conditions, la loi peut-elle donc permettre à

l'ouvrier d'invoquer la faute lourde du patron, au patron de démontrer la faute lourde de son employé ? Si elle le fait, les procès vont naître tout aussi nombreux. Quoi ! les tribunaux vont avoir à décider s'il y a eu faute lourde ou faute légère ? Mais, ne savons-nous pas du reste qu'une telle distinction est toujours délicate, souvent difficile, parfois même impossible ?

En l'absence de tout critérium certain, le juge ne pourra donc rendre que des décisions hésitantes qui varieront avec les espèces. Le même fait, la même omission sera faute légère dans un cas, faute lourde dans un autre. Le caractère de gravité de l'acte changera même avec le magistrat chargé de l'apprécier. Telle faute indignera tel juge qu'eût excusée tel autre. Il suffit d'ouvrir un recueil judiciaire pour constater à cet égard les extraordinaires divergences de vues des cours et tribunaux.

Alors, qui ne le voit ? Dans la demeure de l'ouvrier blessé vont s'introduire à nouveau les agents d'affaires que le bienfait de la loi semblait en avoir chassés à tout jamais. L'ouvrier malheureux et aigri saura-t-il résister à leurs pressantes suggestions ? Quelle misérable indemnité, lui diront ces agents d'affaires, quel secours dérisoire vous accorde la loi nouvelle ! N'hésitez pas à en refuser catégoriquement le bénéfice. L'accident, n'en doutez pas, est dû à la faute du patron, à sa faute grossière, à sa faute impardonnable, à sa faute lourde ; et l'on rappellera les souvenirs du malheureux, on arrangera habilement les faits de la cause, on les dénaturera s'il le faut, et, ne trouvant pas dans la loi de texte précis, on aura vite fait d'introduire le cas particulier dans les catégories de cette notion élastique et mal délimitée qu'est la

faute lourde ; le procès s'engagera donc fatalement. D'ailleurs, quelle raison l'ouvrier aurait-il de reculer devant une action judiciaire ? S'il perd, il ne risque rien : il a l'assistance judiciaire de plein droit et si la faute lourde est écartée, le risque professionnel du moins reprend son empire et le patron doit quand même verser l'indemnité partielle et forfaitaire prévue dans le nouvel état de choses. Voyant du reste son adversaire déterminé à soulever le litige, peut-être, espère-t-on, le patron viendrait-il à contribution et offrirait-il une indemnité plus forte. Si, d'un autre côté, l'ouvrier triomphe, s'il établit que l'accident est dû à une faute lourde du patron, ce n'est plus le maigre tarif de la loi qui va être appliqué, le patron va lui servir la réparation totale du préjudice causé. L'ouvrier n'a donc à redouter aucun risque du fait d'un procès et il ne court qu'une chance heureuse. Le patron sera donc en butte à d'incessantes poursuites et il ne faut pas perdre de vue que les procès grèvent lourdement son budget, car, même en cas de gain, il doit supporter, indépendamment de nombreux tracas, tous les frais de justice qu'il expose et qu'il ne peut naturellement récupérer contre le demandeur indigent (1).

Mais ce patron, ainsi molesté, ne va-t-il pas user de justes représailles ? Si la faute lourde de son ouvrier est reconnue, l'indemnité à verser ne va-t-elle pas, par là même, être diminuée ? Et n'a-t-il pas tout intérêt à porter le litige devant les tribunaux ? Et, s'il ne le fait pas, la compagnie d'assurances qu'il se sera substituée ne va-t-elle pas hardiment intenter le procès ? Les lenteurs d'une

(1) M. Cheysson, cité par M. Dejace.

procédure savamment menée par un contentieux habile ne vont-elles pas lasser la patience de l'ouvrier misérable et désarmé ? Et celui-ci vaincu par l'excès de sa misère ne va-t-il pas s'incliner devant les prétentions de son puissant adversaire et accepter humblement la faible indemnité qu'on daigne lui accorder ?

Mais à quoi bon en dire davantage ? de toutes ces misères et ces vexations, le tableau a déjà été fait ; il a été tracé à propos de la législation néfaste du Code civil qu'il s'agissait de corriger ou de remplacer. Or, aujourd'hui, des idées nouvelles ont conquis tous les esprits, et voici pourtant qu'une prudence maladroite vient compromettre la réforme, que les mêmes misères apparaissent malgré le système nouveau et qu'il faut, pour les signaler, fixer les mêmes traits et redire les mêmes mots.

Donc ou la loi est inutile ou elle doit catégoriquement rejeter la distinction des fautes.

Il faut le dire nettement, brutalement : désormais on ne recherchera plus si l'accident est dû à une faute lourde du patron ou à une faute inexcusable de l'ouvrier.

Dans tous les cas, celui-ci sera indemnisé et celui-là tenu de subir la charge de l'indemnisation. La paix sociale ne peut s'accommoder de tels procès, et c'est précisément cette paix qu'il faut assurer.

IV

La suppression de toute recherche concernant les accidents dus à la faute lourde de l'une des deux parties du contrat de travail n'a pas eu pour résultat l'augmentation du nombre des accidents constatée en Allemagne.

Or, un moyen aussi radical va-t-il arriver à un but si

désirable? Ne s'abuse-t-on point sur les mérites de la réforme tendant à la suppression de la recherche de la faute lourde? Il le semble, au moins si l'on demande à la loi allemande les résultats d'une expérience de dix années. Cette loi n'admet entre la faute lourde et la faute légère aucune distinction; elle indemnise également les conséquences de l'une et de l'autre, et cependant, de 1886 à 1896, le chiffre des litiges est monté de 2.446 à 38.647 et le nombre des appels de 267 à 9.273 (M. Yves Guyot).

On a tiré de ces chiffres une conclusion extraordinaire. La réforme, a-t-on dit, loin de diminuer les procès, a eu pour résultat d'en accroître le nombre; la statistique en fait foi.

C'est là une thèse qu'il faut s'empresse de réfuter.

Bien évidemment, au premier abord, les chiffres sont déconcertants; mais nos adversaires sont-ils bien certains que le nombre des litiges n'eût pas été plus considérable encore à supposer que la loi eût permis au juge la recherche de la faute lourde. C'est tout d'abord ce qu'il eût fallu démontrer et, à mon sens, cela est loin d'être prouvé. Il faudrait être insensé, en effet, pour soutenir que le fait par le législateur allemand d'avoir défendu au magistrat toute recherche des causes de l'accident touchant la faute lourde du patron ou de l'ouvrier, a pu être une source de conflit. L'ouvrier et le patron savent qu'ils ne gagneront rien à se présenter devant les tribunaux et qu'un procès n'augmentera ni ne diminuera l'indemnité. Que celui-là ait commis une faute lourde, que celui-ci ait manqué à tous ses devoirs, il n'importe, l'indemnité fixée une fois pour toutes par la loi ne variera pas, tous les reproches, toutes les revendications ne serviront de rien, il n'appartient pas au magistrat de changer, d'après les circons-

tances du fait, une indemnité que la loi a voulu invariable. Voilà de quoi décourager les plaideurs les plus téméraires ! Ceux-ci, contre toute espérance et toute raison voudront-ils néanmoins aller devant les tribunaux, cela est possible ; mais, ce qu'il y a de certain, c'est qu'aucun n'ira chercher, dans cet ordre donné par la loi au magistrat, d'ignorer les causes de l'accident, une raison de plaider, un prétexte quelconque pour saisir la justice. On lui dit : votre procès est inutile. Il l'intentera peut-être quand même ; mais l'inutilité constatée de ce procès ne saurait être un motif qui le décide à plaider maintenant alors qu'il ne l'aurait pas fait sous l'empire de la loi ancienne, qui permettait la recherche des circonstances du fait et favorisait ainsi les procès. Il n'y aura peut-être pas un procès de moins, mais il n'y aura assurément pas un procès de plus.

L'exclusion de toute considération relative à la faute lourde dans la loi allemande, a donc été sans influence sur l'augmentation des conflits judiciaires dans ce pays.

Quoi ! pourrait-on dire seulement à nos adversaires, déjà, malgré tous nos efforts, le nombre des litiges s'accroît sans cesse et vous voudriez introduire un ferment de discorde de plus, dans une société pourtant si divisée (1). Ce germe de haine sera habilement jeté dans l'esprit de l'ouvrier par d'odieux agents d'affaires, nous l'avons déjà vu. Et ainsi, par une mesure maladroite et inopportune, tout le bénéfice enfin de la réforme sera supprimé. C'est ce que comprenait parfaitement le président de l'Office

(1) La statistique allemande prouve cette division et ne prouve que cela.

impérial des assurances, M. Bödiker, lorsqu'il déclarait que « la recherche de la faute lourde était une bombe contre la paix sociale ».

V

Supprimer toute recherche de la faute lourde aurait-il pour résultat d'endormir la vigilance du patron et de l'ouvrier et d'augmenter le nombre des accidents ?

L'argument se présente tout d'abord avec une grande force. On peut, en effet, faire valoir en sa faveur des considérations séduisantes, et il emprunte une grande autorité aux statistiques allemandes. La loi, dit-on, selon qu'elle permet ou non la recherche et la punition de la faute lourde, donne ou non intérêt au patron ou à l'ouvrier à éviter les accidents et c'est, ajoute-t-on, ce qu'il est facile de justifier.

Qu'un patron, par exemple, ait été assez peu soucieux de son devoir pour ne pas surveiller avec soin le bon entretien de ses machines, que l'une de celles-ci vienne à éclater, tuant ou blessant plusieurs ouvriers ; que l'enquête trouve la cause du sinistre dans cette négligence coupable ; que les ouvriers blessés trouvant dans la loi le droit d'établir cette faute lourde, viennent en demander justice, quelle gravité, dans ce cas, ne va pas présenter la situation de ce patron ? Si la loi, en effet, permet au demandeur de prouver la faute, elle permettra forcément au juge d'élever la condamnation en raison de la gravité de cette faute. Le juge ainsi autorisé à se mouvoir entre

un maximum et un minimum d'indemnité, ne va-t-il pas, devant l'acte impardonnable qui lui est déféré, mettre en œuvre toute la sévérité de la loi et frapper le coupable d'une redoutable condamnation? *Pour éviter à l'avenir de telles responsabilités, que ne fera pas alors le patron?* quelles précautions n'a-t-il pas intérêt à prendre, avec quel soin jaloux ne s'efforcera-t-il pas d'éviter des accidents qu'il lui est facile de prévenir et qu'il lui serait ruineux de réparer. Une loi sévère qui permet la recherche de la faute lourde, se présente donc à nous comme un gage inestimable de sécurité pour l'ouvrier.

Avec une telle loi d'ailleurs, celui-ci ne serait-il pas frappé également si sa faute lourde avait causé l'accident? Fut-il gravement blessé, la loi, le considérant comme l'auteur responsable de son propre malheur, lui refuserait impitoyablement toute indemnité, ou tout au moins abaisserait le taux de celle-ci jusqu'au strict nécessaire. Les conséquences de sa faute, dans ce cas, vont être singulièrement graves pour lui. Il comprendra à son tour que son intérêt évident lui commande des soins de tous les instants, un zèle qui ne se ralentisse pas; et si, grâce à sa vigilance, sa vie, sa santé, celles de ses compagnons sont épargnées, de quel bienfait ne serons-nous pas redevables à la loi qui aura permis de rechercher la faute lourde et d'en punir l'auteur?

Mais supposons au contraire que l'indemnité accordée à l'ouvrier et due par le patron reste invariable dans tous les cas quelle que soit la faute qui a produit l'accident. L'ouvrier ivre qui, au mépris de toute raison, aura négligé un devoir essentiel de sécurité, touchera, s'il est blessé, le même secours que son camarade que la fatigue du jour aura rendu inattentif, ou qui serait victime d'un accident

dû à un cas fortuit. — Quel intérêt aura cet ouvrier à réfréner sa passion, pourquoi se corrigerait-il de son vice, pourquoi prendrait-il des précautions ? Si le malheur veut que l'accident arrive, du moins touchera-t-il une agréable indemnité ; il sera soigné, pansé et nourri aux frais du patron et la loi bienfaisante assurera à sa femme et à ses enfants l'équivalent de son salaire.

Quel intérêt aura également le patron à veiller sur la sécurité de ses hommes ? A quoi bon ce zèle toujours en éveil ? Pourquoi tous ces soucis ? Pourquoi tous ces frais aussi nécessités par une protection qui ne se relâche pas ? Quoi qu'il arrive, qu'il soit ou non en faute, qu'il ait eu un moment d'inattention ou qu'il ait commis une négligence grossière, peu lui importe, les conséquences pécuniaires de l'accident seront les mêmes, l'assurance substituée à lui payera une indemnité qui n'aura rien d'onéreux.

Ainsi personne n'ayant intérêt à éviter les accidents, leur nombre doit fatalement augmenter. Et c'est précisément ce qui frappe dans l'application de la loi allemande. — On a dit en effet, en Allemagne, de la loi qu'elle était un oreiller de paresse pour l'employeur et qu'elle endormait l'ouvrier ; qu'elle les entourait, en quelque sorte, tous les deux d'une cuirasse d'indifférence (1). (*Sie bilde, hat man*

(1) M. Denis a répondu victorieusement à cet argument au Congrès de Bruxelles. L'accident, dit-il, n'est que la sanction physique de la faute, sanction terrible, le plus souvent sans mesure. Je n'ai jamais vu que ces sanctions, constantes et inévitables, fussent des oreillers d'indolence ; pour le travailleur l'oreiller serait toujours ensanglanté. Cong. de Brux., p. 828.

gesagt, ein Ruhekissen für den Arbeitgeber und schlüfern den Arbeiter beide umgebe sie mit einem Panzer von Gleichgültigkeit).

En 1893, sur 1000 blessés 30 ont été soupçonnés et 21 convaincus d'exagération (*Journal le Kompass*, 20 janvier 1896).

Dans un rapport à la célèbre association d'Alsace-Lorraine, M. Pierron constate que si le nombre des accidents dus au manque d'appareils de protection diminue, le nombre des accidents dus à l'emploi de ces appareils augmente. L'ouvrier juge les précautions superflues depuis qu'il est assuré. Tandis que les ouvriers n'observent qu'avec difficulté les règlements préventifs, les patrons, à leur tour, se bornent à prendre les précautions matérielles exigées. Pour le reste, ils sont dégagés de toute responsabilité.

D'une statistique allemande dressée en 1887, il ressort que sur 15.970 accidents, 1.422 auraient pu être évités par plus d'attention ou de bonne volonté (Bellon).

Une autre statistique montre d'ailleurs d'une façon saisissante l'accroissement continu du nombre des accidents durant une période de huit années. On peut, pour s'en convaincre, consulter le tableau suivant :

OUVRIERS ASSURÉS DE 1887 A 1895 PAR LES CORPORATIONS
INDUSTRIELLES ALLEMANDES.

Années	Ouvriers assurés	Accidents dénon- cés.	Pour 10.000 ouvriers.
1887.....	3.861.560	105.897	274,2
1888.....	4.320.663	121.774	281,8
1889.....	4.742.548	140.638	296,5
1890.....	4.926.672	150.483	305,4
1891.	5.093.412	162.954	319,9
1892.....	5.078.132	166.542	328,0
1893.....	5.168.973	183.911	355,8
1894.....	5.243.965	192.884	367,8
1895.....	5.409.218	207.325	383,3

— Telles sont les considérations et les données d'expérience qu'avec une grande force font valoir les auteurs qui veulent qu'on recherche et punisse la faute lourde. Nous avons exposé longuement leur système; il a convaincu le législateur de 1898; voyons maintenant les arguments qu'on peut lui opposer et demandons-nous si la réfutation n'en peut être tentée avec succès.

Il faut d'abord examiner de très près une statistique qui, consultée, serait en faveur de la thèse adverse un argument irrésistible.

Depuis la mise en vigueur de la loi, dit-on, le nombre des accidents a augmenté dans une forte proportion. L'absence de toute recherche de la faute en est la seule cause et le vieil adage s'applique ici à merveille : *Post hoc ergo propter hoc*.

Or, qui ne voit immédiatement la fausseté d'un raison-

nement semblable. La cause que vous indiquez est-elle la seule? et avez-vous fait, selon le précepte de Descartes, une revue si générale et des dénombrements si exacts que vous soyez assurés de ne rien omettre? Les accidents ont augmenté, soit! mais, ne peut-on pas, sans trop de peine, découvrir d'autres causes à cette augmentation? Est-ce que chaque jour on ne constate pas un emploi plus considérable de machines qui, se substituant au travail manuel, augmentent, qu'on le veuille ou non, les causes d'accidents. Est-ce que, dans ces temps de surproduction où le patron exige et où l'ouvrier consent un travail exagéré, une sorte de fièvre ne s'empare pas du malheureux qui, surmené, oublie jusqu'aux devoirs essentiels de sécurité? Et puis l'ouvrier connaît mieux la loi tutélaire dont, j'imagine, au cours des périodes électorales, ses mandataires et ses candidats lui ont, pour en tirer bénéfice, énuméré les prescriptions et dénombré les bienfaits. Il sait quelle sollicitude, de jour en jour plus marquée, ont éveillé ses misères chez les représentants des pouvoirs publics; sa confiance s'est affermie; il dénonce plus volontiers des accidents qu'auparavant il eût tenus cachés; et de la sorte, si le nombre des sinistres réels n'a pas augmenté, celui des sinistres connus s'est accru. C'est ce que démontrent jusqu'à l'évidence les statistiques suivantes qu'on peut, ce me semble, opposer victorieusement aux premières.

En effet, préoccupons-nous de savoir, non pas seulement quels ont été les accidents dénoncés, mais aussi quelles ont été les indemnités. En voici la statistique :

Années	Accidents indemnisés	Moyenne par 10.000 ouvriers
1887.....	19.970	41,4
1888.....	18.988	43,9
1889.....	22.770	48,0
1890.....	27.021	54,8
1891.....	28.991	56,9
1892.....	27.446	58,0
1893.....	32.026	61,9
1894.....	33.739	64,3
1895.....	34.788	64,3

Comparant ces moyennes avec celles des accidents dénoncés, on trouve des différences très grandes, comme on peut le voir par les chiffres suivants, qui donnent la proportion des accidents non indemnisés pour 10.000 ouvriers assurés.

Années	Accidents non indemnisés
1887.....	232,8
1888.....	237,9
1889.....	248,5
1890.....	250,6
1891.....	253,0
1892.....	270,0
1893.....	293,9
1894.....	303,5
1895.....	319,0

Donc la proportion des accidents dénoncés a toujours augmenté d'une année à l'autre, tandis que la proportion des accidents indemnisés a augmenté sensiblement dans les premières années, ensuite, s'est accrue dans une moindre mesure et enfin, en 1895, est restée presque la même qu'en 1894 (avec une légère diminution 64,34 en 1894 et 64,31 en 1895).

Qu'est-ce que cela prouve? Que l'augmentation du nombre des accidents est due particulièrement aux accidents qui ne donnent pas droit à indemnité.

Années	Mort et invalidité permanente totale	Invalidité permanente partielle et incapacité tem- poraire	Total
1887.....	15,0	26,4	41,4
1895.....	8,4	59,9	64,3

Le chiffre des cas de mort diminue, tandis que celui des infirmités augmente du double. Donc l'augmentation dans le nombre des accidents porte sur les accidents moins graves révélés à présent par l'assurance qui a le mérite de les faire connaître, et non, la faute lourde, de les créer (1).

(1) R. Fabris, directeur de la Caisse nationale d'assurances contre les accidents du travail à Milan. Congrès de Bruxelles, page 529.

VI

Conclusion.

Je me résume et je conclus.

La nécessité de l'incorporation de la faute lourde dans le risque professionnel résulte du caractère forfaitaire de ce système. On prétend qu'il y a quelque chose d'inique à affranchir le patron des responsabilités résultant de sa faute personnelle. On dit que lorsque cette faute est inexcusable le patron doit être tenu de réparer le préjudice total parce qu'il est plus intelligent, parce qu'il a des obligations plus étroites de surveillance, parce qu'il a une culture plus élevée que celle de l'ouvrier qui travaille sous ses ordres. Toutes ces raisons sont excellentes en principe, mais elles s'écartent absolument du principe même de la réforme : ce principe, c'est le forfait, c'est le risque professionnel établissant entre patrons et ouvriers un *modus vivendi* spécial. Les fautes graves de l'ouvrier se compensent avec les fautes graves du patron et on ne voit aucune bonne raison pour ne pas appliquer à la faute lourde les raisonnements par lesquels on est arrivé à comprendre la faute légère dans le risque professionnel.

L'équité sera-t-elle violée ? Je ne le crois pas. * Je me demande, dit M. le docteur Bödiker, si nous tous qui sommes ici nous ressentons toujours les pleines conséquences de nos fautes lourdes ? N'échappons-nous pas souvent à une punition méritée par des mesures mal prises ? Le poids du châtiment nous frappe-t-il chaque fois et ne sommes-nous pas heureux pour nous et pour nos

amis si la punition ne suit pas immédiatement l'action coupable? Eh bien! accordons la même chose à l'ouvrier qui met en jeu son corps et sa vie, sa santé et son existence? Où trouve-t-on dans le monde, pour une faute même grave, une punition dont la durée peut s'étendre à toute la vie du coupable? Où trouve-t-on un châtiment qui peut réduire à la misère? Devons-nous introduire contre les ouvriers un tel principe dans notre domaine de la conciliation des oppositions? N'exigeons pas trop d'eux. J'affirme que ce n'est pas seulement sage et politique; c'est également chrétien, c'est équitable et juste de ne point laisser sans indemnité les ouvriers coupables de faute grave et de ne pas risquer d'abandonner à la misère eux et leurs familles. »

En résumé :

1° Il est impossible d'exclure la faute lourde du risque professionnel puisqu'on ne sait où elle commence ni où elle finit ;

2° Il est utile de la comprendre dans ce risque puisqu'elle tend à supprimer les procès et à établir la paix sociale ;

3° Il est juste de réparer même les conséquences de la faute lourde puisqu'il est juste de ne pas laisser dépourvu de tout secours, dans la misère et les souffrances, fussent-elles dues à sa faute, celui qui est bien plus l'associé que le subordonné du patron.

CHAPITRE VII

LOI DU 9 AVRIL 1898

Concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

I

Elle consacre le principe du risque professionnel.

On se rappelle les multiples incidents parlementaires (1) qui se produisirent depuis 1882 jusqu'au jour, 18 juillet 1888, où la Chambre des députés vota, à une grande majorité, le projet de loi consacrant le principe du risque professionnel. L'idée avait fait son chemin ; il semblait même qu'elle fût à la veille de triompher ; il n'en était rien cependant ; elle allait rencontrer au Sénat des adversaires résolus dont l'opposition irréductible eut pour effet

(1) Le tableau des travaux parlementaires a été tracé tout au long dans l'ouvrage de M. Tarbouriech déjà cité et, pour les dernières années, dans celui de M. Serre, conseiller à la Cour de cassation : *Les Accidents du travail* (Paris, Berger-Levrault, 1899).

de retarder, de dix ans encore, le vote de la loi. A dire vrai, dès 1890, le Sénat admettait le principe même, mais il se gardait bien de l'ériger en système général, comme l'avait fait la Chambre ; il en limitait au contraire l'application et la portée à certaines industries limitativement déterminées.

Le 10 juin 1893, la Chambre revenait sur les positions acquises : à la presque unanimité (493 voix contre 4) elle votait de nouveau le projet qu'elle avait adopté en 1888. Dans son texte, la Chambre accordait le bénéfice de la loi même au patron ou à l'ouvrier dont la faute inexcusable avait causé l'accident. L'audace d'une semblable théorie épouvanta le Sénat ; jusqu'au dernier moment, il s'en montra l'adversaire irréductible et c'est lui qui, en définitive, devait l'emporter.

On arriva enfin à la veille des élections législatives de 1898 ; les députés avouaient naïvement leur inquiétude (1) ; ils craignaient de retourner devant leurs élec-

(1) *M. Julien Goujon*. — Depuis vingt années nous avons promis aux travailleurs une loi sur les accidents du travail ; depuis vingt années, nous avons entassé des projets et des propositions de loi qui n'ont pas abouti. Nos lois ont fait la navette entre le Sénat et la Chambre et nous sommes encore exposés dans quelques mois à nous représenter devant le suffrage universel comme en 1889 et en 1893.

M. Jaurès. — Dès l'ouverture de la discussion, nous avons déclaré que pour que le Parlement tout entier, le Sénat comme la Chambre, pût aboutir au vote de la loi avant l'expiration de cette législature, les élus socialistes s'interdisaient toute espèce d'amendement et acceptaient le projet de la Commission comme un commencement utile qui pourrait être repris et développé plus tard. (*J. Off.* Ch. p. 2216.)

M. le comte de Mun, à la même séance. — Je voterai la loi parce que je ne veux pas prendre la responsabilité d'un avortement.

teurs sans leur apporter la loi tant de fois promise, si impatiemment attendue ; d'autre part, les syndicats de patrons acceptaient en grand nombre les charges nouvelles que la loi leur imposait (1) ; l'accord se fit et, trois semaines avant le scrutin, le 9 avril 1898, le promoteur de l'idée du risque professionnel, M. Félix Faure, président de la République, apposait sa signature au bas de *la loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*.

De l'avis unanime, la meilleure définition du risque professionnel est celle qu'en avait donnée M. Cheysson : « C'est, disait-il, le risque afférent à une profession déterminée, indépendamment de la faute des patrons et des ouvriers. »

Le législateur avait adopté cet idée en principe. Dans quels termes allait-il la faire passer dans la loi nouvelle ? La

(1) *M. Jouanny*, disait au Congrès de Bruxelles : « Un grand nombre de syndicats professionnels français, réunis en 3 unions de syndicats et représentant près de 15.000 chefs d'entreprise ont étudié les projets de loi en préparation dans leur pays en envisageant surtout la possibilité d'en supporter les charges. C'est leur opinion à cet égard que j'ai l'honneur d'apporter au Congrès. « Les industriels et les chefs d'entreprise acceptent que les accidents imputés jusqu'à ce jour à l'imprévoyance, à l'insouciance et à certaines hardiesses, comme celles dues aux cas fortuits ou à la tierce invention, soient mis à la charge de leurs frais généraux, surtout si la loi établit un tarif d'indemnités forfaitaires qui diminuera considérablement le nombre des procès. C'est l'accident en lui-même, quelle qu'en soit la cause, à moins qu'il ne résulte d'une faute inexcusable dont nous acceptons la responsabilité. »

formule à laquelle il s'est arrêté est contenue dans l'article 1^{er} de la loi, ainsi conçu :

Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail aux ouvriers ou employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit au profit de la victime et de ses représentants à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

La situation de l'ouvrier blessé en cas d'accident est très simple ; il doit établir uniquement :

1^o Qu'il est employé dans l'un des établissements énumérés par la loi, dans une usine par exemple ;

2^o Qu'il était occupé au travail commandé lorsque l'accident s'est produit ;

3^o Que l'interruption de travail a duré plus de quatre jours.

Ce sont là trois faits faciles à établir. L'ouvrier n'est donc plus obligé, comme autrefois, à fournir une preuve toujours difficile, le plus souvent impossible.

D'autre part, il n'est plus contraint à intenter un procès long et coûteux ; le magistrat qui va prononcer l'indem-

nité ne fera aucune recherche tendant à savoir comment l'accident s'est produit, quelle en est la cause, quel en est l'auteur ; il ne se demandera pas désormais s'il a été produit par un cas fortuit ou s'il est dû à un cas de force majeure ; il n'aura plus à sa barre l'ouvrier et le patron, parties adverses, s'accusant l'un l'autre de malveillance ou de négligence, chacun s'efforçant de rejeter la faute sur son adversaire afin de s'exonérer lui-même ; au premier mot, le magistrat terminera tout conflit, supprimera toute discussion ; il se tournera vers le seul chef d'industrie ; aux termes de la loi, lui dira-t il, vous devez une indemnité à votre ouvrier blessé qui a fait devant moi ses justifications ; cette indemnité je vous invite à la fournir ; au besoin je vous condamne à la payer. D'ailleurs, le plus souvent — et c'est ce que la loi a voulu — les parties n'iront même pas devant le magistrat ; le patron ou la compagnie d'assurances qui lui sera subrogée appliquera le tarif uniforme fixé par la loi et, l'ouvrier sachant qu'il doit s'en tenir satisfait, toute cause de procès sera par là même écartée.

Nous allons étudier en détail les dispositions contenues dans l'article 1^{er} en suivant la méthode employée par les législations étrangères.

II

Définition des exploitations assujetties.

L'article 1^{er} entend n'imposer la charge de l'indemnité qu'aux chefs d'entreprise, aux patrons d'établissements industriels. Quels seront ces établissements qui vont être

soumis à la loi? Le législateur en a dressé la liste suivante. Il faut que l'accident soit survenu :

Dans l'industrie du bâtiment ;

Les usines, manufactures, chantiers ;

Les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et déchargement ;

Les magasins publics, mines, minières, carrières ;

Dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle i. est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

L'idée primitive — on le voit immédiatement — s'est imposée et a triomphé de toutes les résistances. Dans la plupart des industries énumérées dans notre texte, c'est la machine qui doit indemniser des blessures reçues à son service; et la machine *seule* doit payer parce qu'elle est la force brutale, inconsciente, terrible; elle doit payer parce qu'elle est dangereuse.

Mais le législateur n'a pas entendu protéger seulement les ouvriers des industries mécaniques, il leur a assimilé, à cause également des dangers qu'elles présentent, les industries dans lesquelles sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives.

Or, qu'on le remarque bien, ces deux catégories d'établissements industriels, le législateur s'est borné à les indiquer sans les désigner spécialement. Il a agi autrement pour la troisième. En effet, voulant encore faire profiter de la loi les ouvriers et employés de certains établissements qui, bien que n'ayant ni machines, ni substances explosives, n'en présentent pas moins de graves dangers,

il a pris soin de désigner nominativement et limitativement ces établissements, et cette dernière catégorie comprend l'industrie du bâtiment, les usines, etc., les entreprises de transport, les magasins publics, etc.

A dire vrai, ce texte n'a été voté qu'après de longues et vives discussions et il y a dans le travail parlementaire une question de méthode qu'il convient de signaler.

Suivant en cela l'exemple de l'Allemagne, la Chambre, dans le projet qu'elle avait voté le 10 juillet 1888, avait déjà introduit dans son texte l'énumération des établissements visés. Le Sénat ne crut pas devoir adopter cette manière de voir, et, par son vote du 20 mai 1890, il s'en remettait du soin de déterminer, par un règlement d'administration publique, les industries dans lesquelles le travail serait soit dans son ensemble, soit dans certains points, reconnu dangereux.

Or, c'était là, selon le mot de M. Buffet, une délégation à peu près complète du pouvoir législatif, c'était une abdication. M. Trarieux répondait pourtant qu'à cet égard vingt lois dans nos codes sont des précédents décisifs, et il citait le décret du 13 octobre 1810 sur les établissements insalubres et la loi sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures. Ces considérations ne purent convaincre la Chambre ni, par la suite, le Sénat. On ne voyait pas, en effet, de bonnes raisons pour confier au Conseil d'Etat le soin de dresser des catégories que le législateur pouvait parfaitement établir lui-même. Si la pratique montrait la nécessité d'additions et de suppressions à la liste dressée par la loi, il n'y aurait nul inconvénient à mettre en mouvement l'appareil législatif, quelque lourd et quelque lent qu'il soit. L'Allemagne l'a fait à plusieurs reprises et ne pouvons-nous pas, pour calmer toutes les

craintes à cet égard, rappeler que la loi de 1898, s'est vue au lendemain de sa promulgation, modifiée et complétée par des lois nouvelles, avec une facilité et une rapidité telle qu'on peut affirmer que le législateur a pris dans son texte le meilleur parti.

§ 1^{er}. Exception à l'article 1^{er}.

Même lorsqu'il s'agit d'un des établissements ci-dessus spécifiés, la loi ne s'applique pas si le patron n'est pas un chef d'industrie effectif ayant sous sa direction un véritable établissement et, sous ses ordres, un certain nombre d'ouvriers. M. le sénateur Baudens avait donné l'explication de ce texte par une espèce qu'il citait à titre d'exemple. Si vous avez une réparation à faire à un bâtiment de ferme, à une toiture, vous allez chercher le charpentier. Il se fait aider pour porter des poutres trop lourdes à manier pour lui seul. Il dirige ces auxiliaires momentanés, puisque c'est lui qui a fait l'entreprise et en règle l'exécution; vous n'avez affaire qu'à lui. C'est un patron si vous voulez, mais c'est un patron accidentel.

Sous le bénéfice de cette observation, on ajouta donc à l'article 1^{er} le paragraphe additionnel suivant :

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire, ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

§ 2. Dans quelles conditions la loi de 1898 est-elle applicable à l'agriculture (Loi du 30 juin 1899) (1).

Le législateur de 1898, cela est bien certain et résulte tant des déclarations du ministre que de l'avis presque unanime du Parlement, avait voulu comprendre dans la loi non l'ensemble des accidents si nombreux, si variés qui peuvent survenir dans les exploitations agricoles, mais seulement et expressément les accidents « occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés ».

Mais, comme le texte de l'article 1^{er} de la loi nouvelle était resté muet à cet égard, on s'empressa, à la veille même de la mise en vigueur de la loi, de réparer un oubli qui eût pu soulever de vives controverses. C'est dans ces conditions que fut votée la loi du 30 juin 1899, ainsi conçue :

Article unique. — *Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes par le fait ou à l'occasion du travail les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.*

Est considéré comme exploitant, l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

(1) *J. Off.*, 4^{er} juillet 1899, p. 4344.

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

Les expressions de ce texte sont parfaitement claires par elles-mêmes.

Cependant M. Sauzet a paru craindre qu'il n'y eût une certaine contrariété de dispositions entre l'article unique de la loi et l'article 1^{er} de la loi de 1898. Et de fait il citait une espèce assez embarrassante (1).

« L'article 1^{er} de la loi de 1898, disait-il, est ainsi conçu : Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers... Or, des chantiers agricoles sont souvent organisés dans nos campagnes. Dans tous les pays de bois, on voit à certaines époques des chantiers s'établir, en avril ou mai par exemple, pour l'exploitation des taillis. La loi de 1898 s'applique-t-elle aux accidents survenus sur ces chantiers où n'est employé aucun moteur mu par une force inanimée ? On se sert de scies, de haches ; les accidents y sont néanmoins assez fréquents ; ils ne résultent que de l'usage d'outils conduits à la main, mais ils sont « survenus par le fait du travail — à des ouvriers occupés dans des chantiers. »

Le problème est assez facile à résoudre. M. Sauzet

(1) Ch. des dép. Séance du 8 juin 1899. *J. Off.*, p. 1598.

prend soin lui-même de dire qu'il s'agit dans l'espèce *d'un chantier agricole*. Or, le dernier paragraphe porte qu'en dehors du cas qu'il détermine, la loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture. De plus, la loi de 1899 ne s'applique pas, puisque, dans ces chantiers, il est fait usage d'outils à la main. Le cas cité est donc soumis uniquement au droit commun.

III

Quelles sont les infortunes dont la loi assure la réparation.

Tout *accident survenu*, dit l'article 1^{er}. Nous savons déjà que la circulaire du garde des Sceaux du 10 juin 1899, considère uniquement comme *accidents, les lésions corporelles provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure*.

L'interprétation ministérielle est-elle suffisamment claire pour qu'aucune méprise ne soit possible ? Nous ne le croyons pas et peut-être faut-il préciser davantage.

Une première idée se dégage du texte : c'est que si l'on entend voir dans le texte tout accident, quel qu'il soit, on entend par contre exclure toute maladie professionnelle provenant d'une cause lente et durable, telle que l'air vicié des locaux dans lesquels s'effectue le travail, la manipulation des substances vénéneuses, l'absorption de poussières nuisibles à la santé. Ainsi donc, pas de doute s'il s'agit (1) d'une mort ou d'une incapacité de travail

(1) Marestaing. Congrès de Paris, I, p. 417

provenant du feu, de jets de vapeur, de tout choc avec un corps compact, il y a bien là un traumatisme, une lésion corporelle dus à l'action soudaine d'une cause extérieure ; ce sont *des accidents* et de même faudrait-il encore ranger dans cette catégorie une asphyxie ou un empoisonnement subit provoqués par l'eau et les gaz délétères.

Mais par contre ne seraient pas considérées comme accidents, les affections à solutions non immédiates, déterminées par le contact accidentel de l'eau, par le séjour prolongé dans des lieux humides et malsains, par les empoisonnements progressifs, provoqués par le plomb, le cuivre, le mercure, le phosphore, par les lésions organiques dues à l'effet lent des poussières animales et minérales, par le maniement des substances délétères.

Pourtant, dit M. Marestaing, il peut y avoir doute pour certaines affections où ne se retrouvent pas d'une manière non équivoque les caractères distinctifs de l'accident et de la maladie. Citons les lumbagos, tours de rein, ruptures musculaires, coups de fouet, hernies, durillons forcés, ampoules, rupture de varices.

Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de doute, car nous sommes bien en présence de l'événement soudain et violent qui constitue l'accident.

Une espèce douteuse avait été prévue par M. Julien Goujon. Dans un établissement où il est fait usage de substances toxiques, un ouvrier absorbe par mégarde un poison, ou bien il est atteint par une éclaboussure d'acide ou de toute autre substance qui a déterminé la mort ou l'incapacité de travail. Il y a là une diathèse résultant de l'exercice normal de la profession, mais non un accident au vrai sens du mot. La loi de 1898 est donc applicable à cette hypothèse.

IV

A quelles conditions le droit à indemnité est-il soumis ?

Première condition : Il faut que l'accident soit survenu par le fait ou à l'occasion du travail.

Par le fait du travail, à l'occasion du travail, voilà, disait le ministre du commerce, au Sénat, des mots parfaitement clairs, parfaitement français ; on ne peut se tromper sur ces expressions. Malgré cette évidence, le législateur de 1898 crut devoir préciser : il faut que la lésion subie par la victime ait eu une cause inhérente au travail. Il importe d'examiner en détail ces expressions.

a) Par le fait du travail.

M. Julien Goujon a critiqué ces termes avec une extrême vivacité. Le fait du travail ! disait-il. Est-il possible d'assimiler le travail, cette abstraction, ce mot à expressions si variées, à un être agissant auquel on pourra imputer un acte, une responsabilité. Pour ma part, j'en doute fort.

Que le langage poétique parle des faits et des méfaits du travail, cela se conçoit, mais que la langue juridique se serve de pareilles expressions, c'est beaucoup plus grave ; et, selon cet orateur, les avocats auraient beau jeu en présence d'un pareil texte ! Ils disséqueraient et retourneraient cette formule, ils l'examineraient à la loupe, gloseraient et commenteraient.

Ces critiques ne sont pas fondées, ces mots ne présentent aucune obscurité et la preuve en est qu'ils n'ont point jusqu'à présent fait l'objet de décisions judiciaires importantes. On peut, pour les éclairer, donner des exemples. Un ouvrier travaille, il fait fonctionner sa machine, une explosion se produit, un organe de cette machine se brise, l'ouvrier est blessé *par le fait du travail*. Un maçon travaillait à une construction, l'échafaudage se brise, il est tué ou blessé : voilà encore le fait du travail.

b) A l'occasion du travail. — Ces mots ont été mis dans la loi pour répondre à une observation très juste faite au Sénat par M. Béranger (1). M. Béranger avait distingué nettement entre le travail dangereux exercé dans une profession et le travail non dangereux exercé dans la même profession. Le mécanicien dans une usine est blessé par l'explosion d'un générateur : il y avait risque professionnel, il y a donc responsabilité spéciale. Ce générateur atteint en même temps un jardinier occupé à soigner les plates bandes du directeur de l'usine : il n'y a point là de travail dangereux en lui-même, l'accident ne vient pas du travail, il vient d'une cause étrangère au service demandé au jardinier. N'y aura-t-il pas risque professionnel et par suite pas de responsabilité spéciale et l'article 1382 reprendra-t-il son empire ? Or, peut-on concevoir cette différence entre deux ouvriers liés au même patron par le contrat de travail et à l'égard desquels la responsabilité de ce patron s'appréciera de deux façons

(1) Sénat, 4 juillet 1895.

différentes ? Pour échapper à cette anomalie, le législateur de 1898 a assimilé les deux cas. L'un, le mécanicien, a été blessé par le fait du travail ; l'autre, le jardinier, à l'occasion du travail. La même règle de responsabilité s'appliquera dans l'une et l'autre hypothèse.

Ces mots à *l'occasion du travail* ont déjà donné lieu, depuis la promulgation de la loi, à des décisions judiciaires importantes qu'il faut examiner.

La première espèce que nous trouvons dans les recueils est du 25 janvier 1900. Un ouvrier d'une compagnie de chemin de fer se rendant à son travail en longeant la voie est écrasé par un train. Le tribunal repousse la demande de la veuve en se basant sur ce fait que ce n'est point à l'endroit où il a été frappé qu'il était appelé à faire son service ; il n'était pas dans l'exercice de son travail professionnel, donc pas de fait du travail. La compagnie ne lui avait pas ordonné, elle lui avait même défendu de prendre le chemin dangereux qu'il a suivi pour se rendre à son travail ; donc l'accident n'est pas survenu à *l'occasion du travail* (1).

De même un journalier est envoyé dans une usine pour charger des matériaux. Poussé par la curiosité, il s'approche d'un treuil électrique muni d'isolateurs insuffisants. A peine l'a-t-il touché qu'il tombe foudroyé. Le tribunal repousse très sagement la prétention de la veuve. L'accident n'est pas *le fait* du travail ; car l'ouvrier devait seulement charger des matériaux inoffensifs et c'est pendant une *suspension de travail* qu'il a été frappé. L'accident n'est pas survenu à *l'occasion du travail*, car le fait

(1) Trib. de Versailles, *Gaz. du Palais*, I. p. 277.

de manipuler le treuil électrique n'est nullement un acte préparatoire ou accessoire du travail nécessaire à l'exécution de la tâche entreprise, commandée par les circonstances du fait (1).

Comme le dit très bien M. Serre, survenu en dehors de l'usine, « en dehors du travail, à une heure où l'ouvrier n'était pas encore un ouvrier, mais un simple passant, l'accident ne lui est arrivé ni par le fait ni à l'occasion de son travail. Il lui est survenu à ce moment comme il aurait pu lui survenir un dimanche, un jour de chômage. Ce n'est pas *l'ouvrier*, c'est *l'homme* qui en a été victime » (2).

Une difficulté plus sérieuse s'est présentée qui a montré le dissentiment des juges de première instance et des juges d'appel.

Il faut bien préciser les circonstances du fait.

Un nommé Lecacheur était employé au service de la compagnie de l'Ouest, à la gare de Rouen. Il faisait partie d'une équipe qui travaillait toute la nuit. On accordait aux hommes de cette équipe deux heures de repos, de onze heures du soir à une heure du matin. Durant cet intervalle, Lecacheur avait pénétré dans un fourgon de marchandises destiné au transport des ouvriers et pour le moment garé et immobile dans une dépendance de la gare. Il s'y était endormi. Dans son sommeil, il avait senti la voiture se mettre en mouvement ; craignant d'être entraîné avec elle loin de son travail, il descendit précipitamment, se jeta sans y prendre garde contre le quai à charbon, fut

(1) Trib. du Havre, *Gaz. du Palais*, I, p. 414.

(2) Serre, *op. cit.*, p. 87.

broyé par une machine en manœuvre et ne tarda pas à expirer.

Y avait-il là un accident survenu *par le fait du travail*? Le tribunal de Rouen ne l'avait pas pensé. Lecacheur se livrait au repos; l'accident s'est produit dans cet intervalle; il n'est donc pas blessé par le fait d'un travail qu'il aurait exécuté pour le compte de la compagnie.

L'accident est-il survenu *à l'occasion du travail*? Pas davantage et ici le tribunal donne une règle de Droit très précise et très rigoureuse :

Un accident doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail si la cause de cet accident n'est pas étrangère au travail, si elle s'y rattache de telle manière qu'elle puisse en être considérée comme une conséquence plus ou moins prochaine.

La présence de Lecacheur dans le fourgon n'était pas commandée par les besoins du service, l'exercice de sa profession n'était pas la cause de sa présence à cet endroit comme on eût pu le démontrer s'il avait été blessé en circulant sur les voies pour se rendre à son travail ou même à la guérite du repos.

L'accident n'est donc pas survenu *à l'occasion du travail*. Le tribunal en conclut que la loi de 1898 est inapplicable.

La Cour de Reuen, tout en réformant le jugement attaqué, n'a pas, semble-t-il, méconnu la valeur d'un tel raisonnement. Mais elle se décide par un motif un peu inattendu et à l'égard duquel il serait souhaitable que s'exerçât la critique de la Cour suprême.

L'accident, dit la Cour de Rouen, ne s'est produit sans doute ni par le fait ni à l'occasion du travail propre de la victime. Mais il s'est produit à l'occasion du travail des

autres ouvriers de la compagnie. Ce sont eux qui ont mis en mouvement la machine qui entraînait le fourgon où reposait Lecacheur. Si la machine n'avait pas été mise en marche par les ordres et le fait de la compagnie, la victime de l'accident eût passé tranquillement ses deux heures de repos dans le fourgon, comme il le faisait toutes les nuits et le malheur qui le frappe eût été évité. L'ouvrier, n'a été écrasé entre le quai et la voiture attelée à la machine que parce que celle-ci a été mise en mouvement ; il y a donc une relation évidente de cause à effet entre la mort de Lecacheur et le travail des mécaniciens, chauffeurs, chefs de gare, employés de la compagnie. La cause de cet accident est inhérente au travail ; la mort de Lecacheur s'est produite *par le fait du travail*, sur le lieu et à l'heure où ce travail s'exerce.

La Cour s'exprime en ces termes :

« Attendu sans doute, qu'il n'est pas nécessaire que l'accident arrive pendant le travail de la victime ; qu'il peut utilement pour l'application de la loi se produire en dehors de la durée de ce travail et par le fait et à l'occasion du travail des autres ouvriers, ou même des machines dont le patron est appelé à répondre mais que, dans toutes les circonstances, la cause de l'accident doit être inhérente au travail effectué pour le compte et dans l'intérêt du patron ; que l'accident doit se rattacher par un lien plus ou moins étroit au travail, à l'exercice de la profession. »

Devant la rigueur et la netteté des termes de l'article premier, on peut concevoir des doutes sur la valeur d'une telle doctrine. Toutefois on peut arriver à la même solution par une série de raisonnements différents.

La Cour de Rouen paraît avoir très bien compris l'idée même du risque professionnel. Le patron — c'est toute la

pensée de l'arrêt — est débiteur de sécurité envers l'ouvrier. Il fait travailler son ouvrier au milieu d'un mécanisme effrayant, toujours prêt à le saisir et à le broyer et les conditions du travail sont telles que le moindre événement peut avoir des conséquences funestes, que la moindre imprudence peut être fatale. Tant que l'ouvrier reste dans la zone dangereuse, tout malheur qui lui survient doit donc entraîner en bonne justice la responsabilité du patron.

C'est le raisonnement qui a sans doute inspiré la Cour de Rouen.

Vous avez, dit-elle à la Compagnie, placé votre employé dans une gare de chemin de fer, où pour lui, surtout la nuit, tout est danger. Vous lui avez donné deux heures de repos, il est vrai. *Mais vous lui avez interdit de sortir de la gare.* Cette sujétion que vous lui imposez, cet ordre que vous lui donnez, indique bien qu'il n'est point un passant quelconque, un étranger; il est à l'heure même de l'accident votre ouvrier, votre subordonné, il est à cette heure lié à vous par le contrat de travail. Or, c'est au moment même où de ce contrat il respecte les clauses et subit les exigences, c'est au moment où il vous *obéit*, que l'accident le frappe. L'accident est donc survenu non par le fait du travail, mais par le fait du contrat de travail.

S'il en est ainsi n'avons-nous pas trouvé une explication des mots : *à l'occasion du travail*? L'ouvrier loue son temps et ses services; tant qu'il est lié, tant qu'il est obligé de faire quelque chose, tant qu'il exécute les clauses de son contrat, il ne peut être victime d'un accident sans que la loi s'applique implacablement.

Et ainsi, nous comprenons mieux la différence qui sépare la situation juridique d'un ouvrier qui serait blessé

tandis qu'il se rend à son travail et d'un autre ouvrier qui serait victime d'un accident à l'intérieur de l'usine. Le premier est sur la route, se rendant à son travail; l'heure n'est pas venue où son obligation commence; cette obligation ne le frappera qu'au seuil même de l'usine vers laquelle il se dirige. Là loi ne s'appliquera pas. Qu'il entre maintenant dans l'usine; cette fois son temps ne lui appartient plus; quoi qu'il fasse, qu'il travaille ou qu'il se repose, ce n'est que sur un ordre donné; le patron lui doit la sécurité pendant son séjour à l'atelier. Qu'un accident se produise, le patron est responsable aux termes de la loi de 1898.

Nous supposons bien évidemment que, durant tout le temps de son séjour à l'atelier, l'ouvrier n'a fait qu'exécuter les clauses de son contrat en obéissant aux ordres donnés. L'accident est donc dû en ce cas à l'exécution du contrat de travail. Mais il est bien entendu que si l'accident survenait au moment où l'ouvrier désobéissait au patron, ce serait au tribunal à apprécier si le fait de contrevenir aux ordres donnés constitue ou non une faute inexcusable.

Deuxième condition : Il faut que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

En Allemagne, la loi met à la charge des caisses de maladie les dépenses faites pour les blessés pendant les treize premières semaines. En Angleterre, la victime ne reçoit une indemnité qu'à partir de la deuxième semaine.

Troisième condition : Il faut que la victime n'ait pas intentionnellement provoqué l'accident. (Art. 20.)

Quatrième condition : Il faut qu'il n'y ait *faute inexcusable* ni du patron ni de l'ouvrier.

Voici à cet égard les deux derniers paragraphes de l'article 20 :

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre 1^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans sa direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

Telle est la disposition que le Sénat a repoussée jusqu'au vote de la loi. Si, finalement il s'est résigné à l'adopter, c'est à titre de transaction et dans le vif désir que tous manifestaient de voir enfin aboutir tant d'efforts et tant de travaux.

Les jurisconsultes de la haute Assemblée pensaient que dès qu'il y a faute lourde de la part du patron ou de l'ouvrier, la loi ne devait plus s'appliquer et que l'article 1382 reprend son empire. « Si le patron, disaient-ils, a commis une faute lourde, comme il a la direction, la surveillance de l'entreprise, comme, puisqu'il est le chef, il doit donner

plus de soins, comme, puisqu'il est plus éclairé, il doit être plus prévoyant, de même il doit être astreint à une responsabilité entière, et l'indemnité réduite qu'accorde la loi nouvelle ne peut être pour lui une punition suffisante de sa faute. Il est inexcusable, on ne peut donc l'exonérer en quoi que ce soit; il indemniserait complètement l'ouvrier victime de son fait, il sera responsable dans la mesure de l'article 1382. »

C'est ce qui ressort du projet voté le 20 mai 1890.

Et ce projet portait que, de même, l'ouvrier qui avait commis une faute lourde ne devait recevoir aucune indemnité. On ne pouvait pas admettre en effet au Sénat, d'une part, qu'on peut commettre une faute inexcusable et avoir droit quand même à une indemnité; d'autre part, qu'on peut commettre une faute inexcusable et ne devoir quand même qu'une réparation partielle de cette faute.

La Chambre des députés était dans de tout autres dispositions. Pour elle — et c'est cette disposition qui devait en définitive triompher — la faute inexcusable du patron devait seulement faire majorer l'indemnité, la faute inexcusable de l'ouvrier la diminuer.

Or, de part et d'autre, dans le système de la Chambre comme dans celui du Sénat, on méconnaissait l'idée essentielle qui avait dicté leur théorie aux promoteurs du risque professionnel. Ceux-ci voulaient à tout prix supprimer les procès entre patrons et ouvriers, et pour cela il fallait de toute nécessité supprimer toute recherche des causes de l'accident, écarter toute considération de faute.

Augmenter, en effet, l'indemnité, si le patron est en faute, nous l'avons déjà démontré surabondamment au chapitre de la faute lourde, c'est rendre les procès presque aussi fréquents que par le passé. A tout hasard l'ouvrier

invoquera la faute de son patron puisqu'il ne risque rien à le faire et le patron sera tenté de se défendre en usant de la même arme ; et voilà du même coup supprimé tout l'avantage espéré de la loi. Autant d'accidents, autant de procès. C'est, disait-on, ce qu'il faut redouter. Or, il ne paraît pas que ces craintes émises avant le vote de la loi aient été chimériques. Le nombre des procès en indemnité, par suite de cette mesure maladroite, s'est considérablement accru depuis la promulgation de la loi et l'on peut donner de cette augmentation une preuve saisissante. On sait qu'une Chambre du tribunal de la Seine, la quatrième, est spécialement affectée au règlement des litiges survenus à l'occasion des accidents. Or, les procès sont devenus si nombreux depuis la mise en vigueur de la loi que le gouvernement, par décret du 30 mars 1901, a dû créer une nouvelle Chambre, la quatrième Chambre supplémentaire chargée de les juger.

L'argument était donc décisif. Le Parlement français ne voulut point en reconnaître la valeur. Devant le vote unanime de la Chambre, le Sénat crut devoir accepter une transaction ; M. Thévenet en jeta les bases dans son rapport.

Dans l'impuissance où nous étions, déclare-t-il, de préciser et de définir la faute inexcusable, nous avons été amenés au texte que nous vous présentons aujourd'hui, qui est un texte transactionnel, car c'est celui de la Chambre des députés et nous nous sommes dit : Il faut respecter le principe forfaitaire du risque professionnel avec toutes ses conséquences et, si nous admettons la faute inexcusable, il ne faut pas que cette faute inexcusable puisse aller jusqu'à la suppression de l'indemnité. Nous avons considéré, admettant la faute inexcusable,

qu'il fallait la réduire dans les plus étroites limites et c'est pour cela que la loi nouvelle dit aux tribunaux : lorsque la faute vous paraîtra trop lourde, trop inexcusable, sans doute vous ne supprimerez pas toute indemnité, mais vous pourrez la ramener au chiffre le plus bas possible, fût-ce à 4 franc seulement. »

Qu'on veuille bien le remarquer, un mot *nouveau dans la langue juridique* vient d'être prononcé et a passé dans la loi ; c'est celui de *faute inexcusable*. Si M. Thévenet n'est pas l'auteur de cette expression, c'est à lui du moins qu'elle doit sa fortune. Voici comment il motive cette innovation :

« L'expression *faute lourde* n'ayant pas dans notre
« langue judiciaire une signification très précise et les
« tribunaux pouvant qualifier ainsi de simples négligences,
« ou des manquements aux règlements tolérés par les
« usages de l'atelier, nous avons pensé que la faute devait
« être d'une telle gravité qu'elle fût *sans excuses* et nous
« avons ajouté à l'article 1^{er}, ces expressions : « à moins
« qu'il n'y ait eu faute inexcusable de l'ouvrier, enten-
« dant ainsi que le risque professionnel soit appliqué de
« la façon la plus large. »

Ici, encore une question se pose, l'expression est-elle à l'abri de toute équivoque ? Les tribunaux ont-ils un critérium certain pour distinguer et désigner la faute inexcusable ? M. Bernard ne pensait pas qu'il fût possible de déterminer la limite entre la faute légère et la faute inexcusable. Un examen rapide des décisions recueillies durant les premiers mois de l'application de la loi va nous renseigner.

Un jugement du tribunal de Nantes, 27 novembre 1899, s'exprime ainsi : « La faute inexcusable dont parle la loi

de 1898, est plus qu'une faute grave, c'est la négligence qui va jusqu'à la méchanceté, jusqu'au mauvais vouloir... L'indemnité forfaitaire de la loi s'applique aux accidents du travail lors même que la faute du patron serait justifiée pourvu qu'elle ne fût pas exceptionnelle, au point d'être quasi-dolosive.

Somme toute, il y a là un nouveau degré de faute entre la faute lourde et la faute intentionnelle ; la faute inexcusable, aux yeux du tribunal de Nantes, c'est la faute quasi-intentionnelle.

Tribunal civil de Neufchâteau, 23 novembre 1899.

Un ouvrier est chargé de manœuvrer une grosse meule à broyer la tuile. Cette meule est commandée par une courroie dentée, laquelle vient à subir une avarie. L'ouvrier monte près de cette roue dentée située à peu de distance du plafond, et, tandis que de la main droite il frappe sur la dent cassée à coups de marteau, il s'appuie de la main gauche sur la couronne, qu'il n'a pas eu au préalable la précaution d'arrêter dans son mouvement circulaire. Sa main est entraînée et broyée dans un engrenage.

Le jugement reconnaît que l'ouvrier est en faute ; il signale minutieusement les éléments constitutifs de cette faute : 1^o L'ouvrier eût dû commencer par arrêter la machine avant de faire sa réparation ; 2^o il a eu le tort de monter sur un massif de maçonnerie très élevé afin d'atteindre la couronne dentée et de se trouver ainsi dans une position anormale et périlleuse ; cette couronne dentée tournant très lentement, il aurait pu éviter l'accident !

Voilà donc une faute bien caractérisée. Cet ouvrier a méconnu évidemment les règles les plus évidentes de la prudence la plus élémentaire. Quelles excuses peut-il faire valoir ? On ne le voit guère. Et pourtant le tribunal dé-

clare expressément qu'il n'y a pas là *faute inexcusable*. La faute inexcusable dont parle le § 2 de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 comporte non pas la faute lourde ou grossière, mais celle qui n'admet pas d'excuses ; sans doute elle est distincte de la faute intentionnelle qui ne donne droit à aucune indemnité ; mais le chef d'industrie est responsable, non seulement de l'accident survenu à l'ouvrier par force majeure ou cas fortuit, mais encore par la témérité ou l'imprudence de celui-ci. Il a, dit le jugement en propres termes, commis des actes téméraires, il n'a pas commis des actes déraisonnables ou incapables d'expliquer la faute qui lui est reprochée ; il n'y a pas lieu de considérer cette faute comme inexcusable.

Ici les juges ont cherché et trouvé des excuses. L'ouvrier a été téméraire, soit ! Mais l'ancienne jurisprudence considérant l'accoutumance au danger qui se produit presque fatalement chez tous les ouvriers de l'industrie n'accordait-elle pas facilement une indemnité pour ces faits de témérité ! Ici le tribunal s'est inspiré des expressions du rapporteur : « Il faut entendre le risque professionnel dans son sens le plus large. »

Mais qui ne voit qu'il y a là pour le tribunal une source d'arbitraire évidente ? La dernière espèce recueillie par les documents judiciaires que nous avons entre les mains le montre très évidemment. — Cour de Riom, 4 avril 1900. *Gazette du Palais*, I, page 896.

Un ouvrier est employé dans une usine de dynamite. Il reçoit de son chef l'ordre d'amorcer une cartouche. Tandis qu'il la tient, le contremaître enflamme la cartouche et l'ouvrier va la déposer au fond d'un trou ménagé à cet effet. Au moment où ce dernier était occupé à boucher le

trou, le coup part et la blessure reçue au visage entraîne pour le malheureux la perte de la vue.

Y avait-il faute inexcusable de la part du contremaître préposé du patron? — Il y avait à coup sûr faute lourde. La dynamite est un explosif éminemment dangereux qui demande à être manié avec les plus grandes précautions. Le chef de chantier chargé de la surveillance aurait dû donner l'exemple de la prudence à des ouvriers qui, habitués au danger, ne sont que trop enclins à le braver ; et néanmoins il les a initiés à ne pas tenir compte des règles de la plus élémentaire prudence. Mais à cela n'y a-t-il pas une excuse, des excuses, peut-être ? Tout à l'heure nous voyions l'ouvrier excuser sa faute par la témérité habituelle dans les usines où l'on s'habitue au danger. Le contremaître ne pouvait-il invoquer une pratique dangereuse, il est vrai, mais tolérée par un usage fréquent ? N'avait-il pas fait remarquer que la mèche qui avait enflammé la cartouche était longue d'environ 1^m 20, qu'elle était formée d'un cordon spécial, (cordon Bickfort,) qui brûle très lentement, et que raisonnablement on pouvait espérer que les manipulations ordonnées à l'ouvrier, pouvaient s'effectuer avant l'explosion de la cartouche ?

C'étaient là des excuses plausibles, souvent invoquées, souvent admises par les tribunaux. Le tribunal de Brioude ni la Cour de Riom n'ont voulu les admettre. Il faut en tirer cette conclusion, si contraire à la théorie du risque professionnel, que l'application de la faute inexcusable est tout entière laissée à l'appréciation arbitraire des tribunaux.

CHAPITRE VIII

CONCLUSION

I

Critique des solutions différentes données au problème de la responsabilité des accidents du travail.

Avant de nous demander quelle est la valeur du système adopté par la loi de 1898, il importe de dire comment l'on a été amené à rejeter les autres théories qu'avait fait naître la féconde discussion de ces vingt dernières années.

a) *Système ancien fondé sur la faute subjective en vertu des dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil.*

Les difficultés de la preuve, les lenteurs de la procédure, la multiplication des procès, la privation d'indemnité lorsque l'accident était dû à un cas fortuit ou de force majeure, les honteuses spéculations dont les procès d'accident étaient l'objet, la situation malheureuse des victimes

du travail, tout condamne la législation du Code civil et la responsabilité des accidents telle qu'elle est édictée par les dispositions de l'article 1382 du Code civil. Le Code de 1804 avait précédé le prodigieux développement des industries mécaniques ; aux dangers nouveaux que faisait naître l'industrie moderne, il fallait des responsabilités et des lois nouvelles ; et puisque la réforme était nécessaire, elle devait s'appliquer également aux professions qui de tout temps avaient été dangereuses et dont le législateur de 1804 avait ignoré ou méconnu les risques.

La responsabilité délictuelle est condamnée d'un consentement unanime et ne trouve plus de défenseurs.

b) Système du renversement de la preuve.

Sans doute, il faut concéder à M. Béranger qu'un tel système était parfaitement simple. Mais l'équité de son unique disposition n'est nullement en rapport avec son évidente simplicité.

Il est injuste, dit M. Martin Nadaud, que l'ouvrier blessé par la faute du patron ne touche pas l'indemnité à laquelle il a certainement droit. Or, pourquoi ne peut-il obtenir réparation du préjudice qui lui a été causé ? C'est, dit-on, que les principes juridiques l'obligent à prouver la faute du patron et qu'il lui est souvent impossible de fournir une telle preuve. Supprimons donc, déclare M. Nadaud, des règles si injustes. Faisons mieux. Présumons que le patron est toujours en faute et forçons-le ainsi à prouver lui-même la faute de l'ouvrier, s'il veut s'exonérer de toute responsabilité.

Or, on peut répondre à l'auteur du système que

contraindre le patron à fournir une telle preuve c'est dans bien des cas lui imposer une tâche au dessus de ses forces, Pour lui comme pour l'ouvrier, le secret du sinistre reste souvent enseveli sous les décombres. Et les témoins qui ont vu l'accident ne parleront pas le plus souvent afin de ne pas accuser leur compagnon de travail, victime de l'accident, ou afin d'échapper à la responsabilité d'une faute dont ils sont peut être les complices.

Sans doute, M. Nadaud, ne conteste pas que son système aura souvent pour résultat de frapper un patron irréprochable et de pensionner un ouvrier coupable. Mais il s'en console et s'en félicite en songeant qu'il supprime la situation intolérable faite par le Code civil à l'ouvrier victime de la faute du patron. A l'entendre, il importe peu que le patron verse parfois des indemnités qu'en toute équité il ne devrait pas. N'est-il pas assez puissant et assez riche pour supporter un tel fardeau et en définitive quel mal y a-t-il à ce que son obole aille secourir un malheureux qui n'avait pas mérité non plus les souffrances physiques et morales que lui a fait subir l'accident ?

Je réponds à M. Nadaud qu'il est injuste d'aller demander une preuve à qui ne peut manifestement la fournir. Qu'on impose au patron l'obligation de faire la preuve, qu'on l'impose à l'ouvrier, il faut dans les deux cas aboutir à un résultat inique. Il est seulement moins injuste qu'un tel fardeau tombe sur le patron. Eh bien ! je demande s'il est possible de baser une loi sur ce principe étrange qu'entre deux injustices il faut choisir et sanctionner la moindre. Et sans doute il n'est pas besoin d'un examen plus attentif pour rejeter le système de M. Nadaud sur le renversement de la preuve. « L'abolition des privilèges, dit fort bien M. Labbé, c'est l'œuvre ou le but de la Révo-

lution de 1789 et non le renversement des privilèges e haut en bas. »

c) *Système de la doctrine ou de la responsabilité contractuelle.*
Critique de la loi du 9 avril 1898.

Le Parlement n'a jamais songé sérieusement à consacrer par un texte plus clair l'interprétation donnée par la doctrine des dispositions du Code civil relatives aux contrats et applicables à la matière des accidents de travail. Deux ou trois orateurs seulement ont fait de rapides allusions au système de MM. Sauzet et Saintelette et il ne paraît pas qu'ils aient montré tout le respect désirable pour une œuvre que recommandaient à leur attention l'ingéniosité de la construction juridique comme l'autorité des auteurs qui avaient adopté ce système. « Pour la doctrine, l'idéal juridique, c'est le contrat ». C'est une conception véritablement séduisante que celle-là. Deux volontés sont en présence ; leur accord va se faire. Elles sont libres ; donc elles peuvent consentir comme elles peuvent exiger des sacrifices réciproques. Rien ni personne ne viendra du dehors s'imposer à leur consentement librement exprimé ; elles vont régler leur sort dans leur indépendance absolue ; le lien qu'elles ont serré elles-mêmes est le meilleur de tous ; il s'impose à elles avec une force souveraine puisque c'est elles qui l'ont voulu tandis que le lien noué par la loi ne peut être qu'un joug blessant dont elles sont impatientes.

Il est évident que la réalisation d'une telle conception

et la généralisation d'un tel mode de création d'obligations sont des résultats très désirables et nous devons tendre vers un tel idéal. Mais ce n'est malheureusement qu'un idéal. En effet dans l'état actuel de l'industrie il est bien difficile de faire reposer un système de responsabilité sur un contrat formé entre l'ouvrier et le patron. « Le contrat de travail n'est pas, comme l'ont prétendu tour à tour Adam Smith, Jean-Baptiste Say et Bastiat, un contrat de louage ordinaire ; c'est « un acte humain », un contrat *sui generis* auquel la justice doit présider. Il faut donc la régler équitablement et toute intervention est nécessaire qui a pour règle le rappel à la justice de l'une ou de l'autre des parties contractantes (1). »

Sans doute, il a suffi longtemps, pour qu'un contrat soit valable, de l'accord pur et simple de deux volontés ; mais la science du droit en progressant a exigé pour cette validité de nouvelles conditions ; elle a voulu que l'accord ne crée des obligations qu'à la condition de manifester le concours de deux volontés libres, conscientes et éclairées. Or ce parallélisme, cette égalité des deux volontés existent-ils lorsque le patron engage un ouvrier à son service et que celui-ci souscrit à ses conditions ? Qui pourrait le

(1) Martin Saint-Léon, *Histoire des corporations*. — Cf. M. Saleilles : « C'est un contrat, dit-on. Un contrat peut-être ; mais assurément ce n'est pas un contrat comme tous les autres. C'est la charte d'un petit organisme social auquel il faut adhérer sous peine d'être exclu de l'organisme, c'est un pacte d'association. Ce sont des contrats d'une nouvelle espèce qui, socialement et sociologiquement parlant, ne ressemblent en rien aux conventions ordinaires prévues par le Code civil ». M. Saleilles, *op. cit.*

soutenir ? « Dans la grande industrie, en matière d'engagements du travail, c'est la carte forcée, c'est à prendre ou à laisser ; le patron seul est maître du contrat, il n'y a que pour la forme échange de volontés ; au fond, il s'agit d'adhésion à une loi faite d'avance, à une formule d'engagement qu'il faut prendre telle qu'elle est *sauf à mourir de faim* (1). »

« Sauf à mourir de faim » ; dira-t-on qu'un tel ouvrier est libre ? Est-il même conscient ? Sa volonté est-elle assez éclairée pour adhérer aux clauses du contrat, pour souscrire en pleine connaissance de cause à des conditions qui sont bien plus imposées que proposées ? Ces clauses, c'est le patron qui les a rédigées et la formule qui les contient a été soigneusement préparée ; le maître plus intelligent et plus instruit s'est inspiré des conseils de praticiens habiles et des leçons de l'expérience et toutes les précautions sont prises pour sauvegarder son propre intérêt. L'ouvrier au contraire ne peut rien ; il est misérable, il est ignorant. Il accepte les yeux fermés car on ne peut soutenir qu'il est assez renseigné sur son intérêt pour conclure un contrat valable. Il y a trop d'inégalité entre les deux parties contractantes. Les discussions touchant le contrat font songer à ce duel dont parle plaisamment un auteur et dans lequel un homme nu et armé seulement d'un méchant bâton combattrait un adversaire revêtu d'une armure impénétrable et muni d'une lourde épée.

« L'ouvrier accepte de devenir membre d'un organisme compliqué, il entre dans une Société et adhère à ses statuts. Il ne les débat pas, il ne les discute pas ; la réglementa-

(2) M. Saleilles, *op. cit.*

tion du travail et de tout l'organisme lui échappe ; il devient membre d'une association industrielle dans laquelle vont être représentés le travail et le capital. Il accepte une loi qu'on lui propose, il ne discute pas les conditions d'un contrat ; il y a là un phénomène juridique qui tend à devenir aujourd'hui bien habituel, et en vertu duquel le parallélisme des volontés se trouve remplacé par l'adhésion de la volonté à une loi que l'on propose ; il y a bien encore concours de volontés et par suite convention au sens large.

Y a-t-il encore contrat au vieux sens romain du mot et n'est il pas opportun de rappeler que les Romains donnaient assez volontiers ce nom de *lex* à ces propositions de contrat qui n'étaient pas débattues par les parties et auxquelles on adhérerait plus qu'on ne les discutait, comme en matière de marchés publics ? De même en matière de protection industrielle, ce sont de véritables lois que l'ouvrier va accepter, c'est toute une constitution qui va régler son travail et régir son activité industrielle, son avenir, sa vie ; et il importe d'autoriser en présence de cet état de choses tout essai d'organisation collective conçue non pas dans un esprit d'antagonisme contre le patron, mais au contraire d'accord avec lui, en union avec lui, de telle sorte que la protection des intérêts divers engagés résulte d'une entente commune et véritablement efficace ; là où cette entente existe, les patrons sont les premiers à organiser l'assurance des risques, à faire eux-mêmes les premiers sacrifices ; en tout cas on comprend que si l'on se place à ces divers points de vue, la question s'élève et l'on sent que l'intérêt public n'est plus indifférent à la constitution de ces vastes corps organisés du fonctionne-

ment desquels vont dépendre à la fois la richesse du pays et l'avenir des classes laborieuses (1).

A dire vrai, nous considérons nous-mêmes le contrat comme un idéal désirable. L'association peut produire ici ses résultats merveilleux. En se groupant, en unissant leurs forces individuelles, leurs intelligences, leurs libertés, les ouvriers pourront arriver à cette multiplication de force, d'intelligence et de liberté même (2) qui leur permettra de traiter d'égal à égal avec le patron.

Le jour où le groupement professionnel exercera la souveraineté économique (3), la collectivité instruite et consciente de sa force pourra parler haut et ferme et soutenir, sans désavantage, ses revendications nécessaires dans les délibérations qui précèdent et conditionnent le contrat. Ce jour-là, mais ce jour-là seulement, le contrat de travail pourra se former parce que les deux parties seront également fortes, éclairées et libres. En attendant la réalisation de cet idéal, moins éloigné peut-être qu'on ne le croit, il faut se résigner à laisser les règles du Code civil inapplicables à des conventions qui sont en dehors de leur sphère d'application et qu'elles n'ont pas prévues. Et une loi est nécessaire qui à un contrat spécial trace des règles spéciales.

(1) M. Saleilles, *Obligation dans le projet de Code civil allemand*, page 402.

(2) Cf. Fouillée, *Définition de l'association*.

(3) Cf. le livre de M. Paul-Boncour : *Le fédéralisme économique*.

II

Critique de la loi du 9 avril 1898.

A

Elle ne mérite pas les reproches qui lui ont été adressés.

La loi de 1898 a été l'objet de vives critiques et son adoption a rencontré durant près de vingt ans une résistance acharnée. Parmi ces critiques, deux surtout méritent notre attention.

a) La loi, dit-on, est destinée à produire des résultats économiques désastreux.

Notre industrie, dit-on, est dans une situation lamentable.

Ce n'est qu'au prix des plus grands efforts qu'elle peut lutter avec ses concurrents. Elle est dans l'impossibilité absolue de supporter une charge de plus.

C'est là, pour nombre d'adversaires de la loi, un fait indiscutable. Or, accepter que la loi de 1898 fasse supporter au chef d'entreprise le fardeau des indemnités, c'est accepter en même temps de consommer définitivement la ruine de notre industrie française.

Pour échapper à un tel danger, l'industrie prendra alors

une mesure qui sera funeste à la paix sociale. Incapable de satisfaire à ce nouvel impôt, elle le fera supporter à l'ouvrier dont elle réduira le salaire. Que le patron par exemple soit assuré à une Compagnie ou à l'Etat; que, pour cette assurance, il paye 4 0/0 des salaires, soit 16 centimes par jour sur le salaire d'un ouvrier recevant 4 francs par jour, il retiendra à l'ouvrier ces 16 centimes ou la moitié ou toute autre partie (1).

Si l'ouvrier consent à subir cette retenue, il verra se retourner contre lui une loi qui avait précisément le désir et la prétention de le protéger.

S'il n'y consent pas, des grèves éclateront et c'est ainsi que, dans les trois premières semaines de la mise en

(1) Il est bien entendu que le patron n'a nullement le droit de faire subir à l'ouvrier une telle retenue. Toute convention faite à cet effet serait même nulle parce que, le risque étant à la charge du patron aux termes de l'article 1 de la loi de 1898, l'assurance n'intéresse et ne doit grever que lui.

Mais, *en fait*, le patron pourra opérer cette retenue sans qu'on puisse lui opposer les prescriptions de la loi nouvelle. Il n'est pas obligé de payer 4 francs par jour; s'il estime que ses frais généraux, sur lesquels, d'après la loi nouvelle, il doit prendre les sommes nécessaires au paiement des indemnités, ne lui permettent plus de payer 4 francs, il proposera à ses ouvriers de ne plus payer que 3 fr. 90 par jour; et, pourvu qu'il se garde de donner les motifs, pourvu qu'il ne déclare pas qu'il n'entend, en le faisant, que faire supporter à l'ouvrier la charge de l'assurance qui n'incombait qu'à lui, il réduira à sa guise le salaire de ses ouvriers sans qu'il soit possible de trouver ni dans la loi ni dans les notions les plus élémentaires de la justice et du bon sens une objection sérieuse à lui opposer. C'est ce qui s'est passé, notamment, au lendemain de la promulgation de la loi, dans les carrières de meulière de Chartres.

vigueur de la loi de 1898, des conflits éclataient successivement à Saint-Etienne, à Tours, à Besançon, à Chartres et c'était la question de la retenue des salaires qui les avait fait surgir (1).

Si la loi devait avoir de telles conséquences; si, voulant protéger le travailleur, elle n'aboutissait en réalité qu'à abaisser le taux de son salaire; si, désireuse de remédier aux maux des ouvriers, elle ne réussissait qu'à leur enlever leur gagne-pain tout en ruinant l'industrie nationale; si enfin, soucieuse d'établir la paix sociale, elle n'avait d'autre résultat que de multiplier les conflits; alors toute hésitation serait impossible, le législateur, selon le mot de M. Muzet, devrait faire son *mea culpa* d'avoir élaboré une loi semblable et, sans scrupule, il devrait en effacer les dispositions néfastes (2).

(1) *Journal des Débats*, 26 juillet 1899.

(2) Telle était la solution que, sous prétexte d'ajourner l'application de la loi, réclamaient dès le mois de mai 1899 un grand nombre de députés.

« Tout le monde est d'accord, disait à la séance du 2 mai M. Muzet, pour reconnaître que la loi est mauvaise, il n'y a qu'une voix dans le Parlement pour la combattre et au dehors les travailleurs s'associent aux industriels pour protester contre l'application de cette loi (*J. Off.*, séance du 2 mai 1899, p. 1274 *passim*). Or, il faut protester énergiquement contre cette affirmation.

Au Parlement, il eût été étrange qu'une loi adoptée à l'unanimité moins 4 voix, ait trouvé à la veille de son application un tel concert de regrets venus de ceux qui l'avaient votée. Et, de fait, personne, sauf M. Muzet n'y contestait plus le principe, et les critiques portaient seulement sur des points de détail.

Quant aux ouvriers, la loi fut favorablement accueillie par eux. « La loi, disait le *Journal du Peuple* (18 mai 1899), est une première satis-

Toutefois, je ne crois pas que la loi de 1898 puisse avoir pour notre industrie les conséquences funestes que le pessimisme de quelques-uns avait entrevues. Nous allons essayer de le démontrer.

faction donnée à la classe ouvrière ». Chaque jour les journaux avancés réclamaient avec la dernière énergie la mise en vigueur de la loi (on sait que votée le 9 avril 1898, elle n'a été appliquée que le 1^{er} juillet 1899). La *Petite République* publia chaque jour pendant deux mois ses revendications au sujet de la loi dans des articles qui portaient tous la même rubrique : *Défendez-vous* (mai et juin 1899). Sous la rubrique *Révoltons-nous*, le *Journal du Peuple* menait la même ardente campagne. De toutes parts les ouvriers se réunissaient et réclamaient la mise en vigueur retardée : 2 mai 1899, réunion à Saumur 500 ouvriers, le même jour réunions à Corbeil, Nantes, Besançon, Lons-le-Saulnier.

Les patrons, il est vrai, faisaient tous leurs efforts pour faire échouer la loi. Voir leurs protestations violentes dans le *Bulletin des Halles*, 3, 5, 6 mai 1899.

Le 5 mai 1899, 800 délégués des syndicats patronaux se réunissent au théâtre des Folies-Dramatiques et l'ordre du jour suivant est voté :

Le Congrès des chambres patronales des industriels de France déclare, après en avoir sérieusement et gravement délibéré, que les congressistes et évidemment tous les industriels de France à leur suite se verront pour la plupart, chacun en ce qui le concerne, obligés à la fin du mois de *licencier tout leur personnel soit qu'ils ferment définitivement leur établissement, soit qu'ils ne puissent recommencer l'exercice de leur industrie que sur de nouvelles bases de salaires.* *Le Siècle*, 15 mai 1899.

Ces protestations tardives des patrons sont d'autant plus extraordinaires que la loi, en les exonérant de lourdes responsabilités, leur est entièrement favorable et qu'ils n'ont cessé au cours des travaux préparatoires d'en accepter le principe.

Réfutation de cette opinion.

§ 1^{er}. La grande et la petite industrie sont capables de supporter le sacrifice nouveau exigé par la loi de 1898.

Et tout d'abord est-il certain que l'industrie française succomberait sous le poids du nouveau fardeau que la loi du 9 avril 1898 lui impose ? Et les patrons sont-ils si misérables qu'ils se voient contraints d'aller chercher dans la poche de l'ouvrier les quelques francs nécessaires à payer les indemnités mises à leur charge ? Evidemment non, et la meilleure preuve en est que, depuis longtemps, bien avant la loi de 1898, la plupart de ces patrons, qu'on nous représente comme si misérables, s'étaient déjà assurés spontanément ; que, pour certains même, les sacrifices consentis dépassaient ceux maintenant exigés par la loi ; et faut-il croire alors que la charge n'était facilement supportée que lorsqu'elle était librement consentie par le patron et qu'elle n'est devenue pour lui ruineuse et insupportable que du jour où la loi l'a imposée ?

D'ailleurs, il n'est pas vrai de dire que notre industrie est écrasée sous les charges si lourdes qui sont la suite de nos désastres. Il est certain du moins que dans la lutte qu'elle engage avec ses concurrents étrangers, elle a été puissamment aidée, que le Gouvernement l'a toujours soutenue et que le Parlement n'a jamais hésité à la protéger vigoureusement par les tarifs de douane dont, à tort ou à raison, il frappe les produits étrangers dans les moments de crise. Le pays consent volontiers à s'imposer de lourds sacrifices dans l'intérêt de son industrie ; en

compensation de ses sacrifices, il demande seulement à cette industrie d'assurer la sécurité à ses ouvriers et de réparer les conséquences des accidents qu'elle produit. La réparation des accidents doit être la rançon de la protection douanière (1).

Les faits eux-mêmes se sont chargés de rassurer à cet égard les plus pessimistes.

Au moment même de la promulgation de la loi, deux entreprises considérables étaient commencées à Paris ; l'Etat entreprenait les travaux de l'Exposition universelle

(1) Cette considération a été mise en lumière dans un discours de M. Ricard (Seine-Inférieure) à la séance de la Chambre des députés, 2 mai 1899 :

« Au moment de la discussion du tarif général des douanes, disait M. Louis Ricard, à propos des filés et tissus de coton, j'ai soutenu un amendement tendant au relèvement des droits. L'honorable M. Méline était rapporteur. Me tournant vers lui, je me suis permis de lui adresser la question suivante : « Nous allons voter un relèvement des droits sur les cotons comme nous avons voté des relèvements sur beaucoup d'autres matières ; ce relèvement dans la pensée de la commission, je le suppose, ne servira pas seulement aux chefs d'industrie, il leur servira à lutter plus facilement contre la concurrence étrangère et en même temps à faire participer leurs ouvriers aux améliorations qu'apportera à l'industrie la charge nouvelle que nous allons voter. » Et l'honorable M. Méline ne me contredira certainement pas, lorsque je dirai qu'à cette tribune il est venu déclarer qu'il comprenait très bien ma préoccupation et celle d'un grand nombre de mes collègues, que la majoration des droits qui allait être votée sur les cotons et sur d'autres articles aurait pour but non seulement de profiter à l'industrie, à l'ensemble de la production nationale mais permettrait encore de payer notamment la charge de la loi des accidents et de réparer ainsi les injustices commises vis-à-vis des ouvriers victimes de ces accidents. » (*J. Off.*, 2 mai 1899, p. 1276).

de 1900, la ville de Paris, ceux du chemin de fer métropolitain. Il allait être facile de voir si vraiment la loi de 1898 aurait les conséquences désastreuses qu'on s'était plu à annoncer.

« Ceux qui travaillent au Métropolitain, disait M. Muzet, — mes collègues qui ont appartenu au Conseil municipal savent qu'à la première adjudication il n'y a pas eu d'adjudicataire — les entrepreneurs, dis-je, qui s'occupent du Métropolitain travaillent dans des conditions d'économie très grandes. Or, si vous frappez ces entrepreneurs d'un impôt nouveau de 5 à 10 0/0 des salaires, vous allez jeter le trouble dans leur entreprise et ils n'auront d'autre ressource, je le prévois avec crainte, que de réduire les salaires, et encore une fois vous irez contre les intérêts des travailleurs que vous entendez protéger. »

Ces craintes ont été vaines. Les travaux du Métropolitain et de l'Exposition ont été achevés sans grèves sérieuses. Certaines sections du chemin de fer souterrain ont même été livrées avant la date fixée pour leur achèvement. Que s'est-il donc passé ? Il faut croire que les industriels qui ont entrepris ces travaux ont été capables de supporter l'impôt nouveau mis à leur charge, et cela soit que leurs bénéfices aient été suffisants, soit que les primes d'assurance se soient abaissées par une bonne organisation des garanties à des taux raisonnables.

Quoi de plus décisif que cette preuve par les faits !

§ 2. Le fardeau de l'indemnité supportée par l'industrie n'est pas excessif.

Il n'est pas vrai de dire que la petite industrie est particulièrement menacée.

On a pu craindre un instant que les grandes compagnies d'assurances, maîtresses de la situation, allaient imposer aux petits patrons des tarifs ruineux. Mais les pouvoirs publics leur sont venus en aide : l'État lui-même s'est fait assureur, et la loi du 24 mai 1899 a étendu les opérations de la Caisse nationale d'assurances aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898. A côté de l'État qui s'est constitué « l'assureur modèle », la loi a prévu soit des sociétés d'assurances à primes mutuelles, soit des syndicats de garantie, et comme ces sociétés ne sont pas créées en vue d'une spéculation, elles ont pu abaisser le taux de leurs primes et faire par là une sérieuse concurrence aux compagnies d'assurances.

C'est ainsi, par exemple, qu'à Paris, les petits industriels du bâtiment ont pu entrer soit dans le syndicat de garantie fondé par la Chambre syndicale de la maçonnerie, soit dans la Caisse commune du bâtiment, soit dans la Société mutuelle des matériaux de construction. « Ces organisations puissantes, disait à la Chambre un député qui est en même temps un grand entrepreneur (1), ouvrent largement leurs portes à tous les industriels, quelle que soit leur importance, et les tarifs de ces syndicats et de ces mutuelles sont sensiblement inférieurs à ceux des compagnies d'assurances.

Celles-ci d'ailleurs sont arrivées à établir des tarifs très modérés qui ne grèvent point trop lourdement les frais généraux de l'industrie. On a bien voulu me communiquer le tarif suivant d'une grande compagnie, accepté et suivi

(1) M. Stanislas Ferrand, Ch. des dép. 2 mai 1899.

par les sociétés qui s'occupent spécialement de la réparation des accidents et de la responsabilité civile.

ASSURANCE COLLECTIVE BASÉE SUR LA LOI DU 9 AVRIL 1898

Primes en 0/0 des salaires et appointements.

Classes	Mort et invalidité — Indemnités selon la loi	Incapacité temporaire — 1/2 salaire du 5 ^e jour	Soins médicaux	Médica- ments	Totaux
OO	0.35	0.15	0.05	0.05	0.60
O	0.45	0.20	0.05	0.05	0.75
I	0.65	0.25	0.10	0.05	1.05
II	0.90	0.30	0.10	0.05	1.35
III	1.10	0.35	0.10	0.05	1.60
IV	1.30	0.45	0.15	0.10	2 »
V	1.75	0.55	0.15	0.10	2.55
VI	2.20	0.65	0.15	0.10	3.10
VI a	2.45	0.80	0.20	0.15	3.60
VII	2.65	0.90	0.30	0.20	4.05
VIII	3.10	1 »	0.30	0.20	4.60
IX	3.50	1.10	0.30	0.20	5.10
X	3 95	1.30	0.30	0.20	5.75
XI	4.50	2 »	0.30	0.20	7 »
XII	5 »	3 »	0.30	0.20	8.50
XIII	6 »	4 »	0.70	0.30	11 »

Dans les classes 0 et 00 se trouvent par exemple les tissages mécaniques de soieries, dentelles et gazes, de rubans de soie, de laine, de velours de soie, de coton et chanvre, de lin.

Dans les classes I et II sont renfermées les filatures de chanvre, de coton, de filoselle, de laine sans peignage.

Et l'on voit que dans ces industries qui occupent tant d'ouvriers, le taux des primes d'assurance est peu élevé, puisque pour 0.60 et 0.75 0/0 des salaires le patron se trouve déchargé de toute responsabilité.

Les dernières classes comprennent les couvreurs (XII-XI), les fabricants de futaille avec force motrice (XIII), les industries qui emploient des scies mécaniques, les tourneurs (XI), la tonnellerie avec encavage et force motrice (XIII).

Ces classes particulièrement dangereuses exigent sans doute des primes de 11 0/0, mais ces primes n'ont rien d'exagéré si l'on songe aux responsabilités terribles encourues sous l'empire de l'article 1382.

J'ai tenu à citer ces statistiques pour montrer l'exagération de certaines plaintes et de certaines récriminations intéressées. On a parlé constamment au Parlement d'une prime de 10 et de 11 0/0 des salaires.

La vérité est que ces primes sont exceptionnelles et que la moyenne varie de 60 centimes à 30 0.

De la sorte, le prix de revient des objets n'est pas augmenté dans des proportions bien sensibles, ainsi que l'a démontré à la Chambre M. Ricard, garde des Sceaux.

Par exemple, le prix de revient d'une locomotive est de 51.150 francs dans lesquels il entre pour 10.220 francs de salaires. En se basant sur les tarifs en vigueur en Autriche où les industriels sont tenus au paiement non seulement

d'une annuité, mais encore du capital représentatif de l'indemnité, l'assurance serait de 2.21 0/0, soit 225 francs dont le prix de revient se trouverait augmenté.

En France, selon les tarifs de la Compagnie citée, l'assurance serait de 3.60 0/0 (section VI) c'est-à-dire 367 fr. 92 c. qu'il est facile de faire rentrer et de supporter dans les frais généraux.

Enfin ne faut-il pas rappeler une fois de plus l'admirable effort tenté par les industriels pour prévenir les accidents et les lois bienfaisantes de 1892 et de 1893 ? N'est-il pas évident que plus le nombre des accidents diminuera, plus le taux des primes d'assurance s'abaissera. Et ainsi la généreuse prévoyance des patrons tournera à leur avantage pécuniaire.

§ 3. La loi, qui n'a pas entravé l'essor extraordinaire de l'industrie allemande et de l'industrie anglaise, n'aura pas pour effet de ruiner, comme on le dit, l'industrie française.

L'exemple de l'Allemagne et de l'Angleterre est parfaitement concluant.

« De même que les entrepreneurs sont heureux d'être débarrassés des procès en responsabilité civile, disait au Congrès de Berne, M. le docteur Bödiker, de même les ouvriers allemands sont contents de l'assurance contre les accidents. Les ouvriers se sentent, eux et leurs familles, garantis contre la misère dans le cas où ils seraient victimes d'accidents. A cela, il faut encore ajouter l'effet salutaire produit par l'organisation en mettant les ouvriers en rapport avec les employeurs. »

« Dans notre pays on est en général très content de

l'assurance contre les accidents, déclarait en 1891 le baron de Freilitsch, ministre de l'intérieur du royaume de Bavière. S'il s'agissait de voter, aucune voix ne s'élèverait pour demander la suppression de cette institution. »

Et ces paroles suggéraient à M. Bödiker la réflexion suivante : « Il n'est pas sans intérêt de reproduire ce témoignage d'un homme d'Etat de l'Allemagne du Sud, parce qu'il pourra être opposé à ceux qui prétendent que l'idée et l'organisation de l'assurance contre les accidents ont été octroyées à l'Allemagne du Sud par l'Allemagne du Nord et que ce n'est qu'à contre-cœur que l'on se soumet à l'« obligation toute militaire » imposée par « une main de fer » (1), *mit eisener Hand durchgeführten militärischen Zwange* (2). »

« L'expérience, déclare M. Aynard lui-même, nous a appris que la nation supporte volontiers les charges matérielles assez considérables ainsi que les organes qui ont mission de les répartir et de les employer utilement. »

« La loi, dit encore M. Bödiker, nous offre un exemple grandiose (*ein grosartiges Beispiel*) de charité. »

Or, cet exemple fut si salubre qu'il entraîna l'Angleterre à la suite de l'Allemagne. N'a-t-on pas assisté « à ce spectacle vraiment extraordinaire du pays individualiste et particulariste par excellence, du pays où pendant si longtemps l'école de Manchester a brillé d'un si vif éclat con-

(1) Cf. l'expression de M. Aynard : « *caporalisme industriel* ».

(2) Rapport présenté au Congrès de Berne par le docteur Bödiker, président de l'Office impérial des assurances à Berlin (21-26 septembre 1891).

sacrant non seulement le risque professionnel mais les conséquences qui en découlent (1). »

Et il fallait en vérité que le principe du risque répondit à un pressant besoin social, il fallait que la croyance dans la nécessité de cette loi se fût imposée avec toute l'énergie d'une idée-force pour que le gouvernement conservateur qui dirigeait, en 1897, la politique de l'Angleterre, ait fait accepter, non seulement par la Chambre des communes où l'opinion conservatrice est en grande majorité, mais par la Chambre des lords héréditaires où cette majorité représente les neuf dixièmes, un bill qui consacre cette nouveauté et qui met à la charge de la production tous les risques des accidents survenus aux ouvriers.

Et si de la sorte tous les législateurs sont successivement entraînés dans l'élan qui les emporte vers le risque professionnel, s'il y a là un phénomène économique qui suit un processus nécessaire, il faut voir dans ce fait une évolution heureuse et féconde dont les faits se chargent de démontrer les bienfaits. Et c'est la meilleure réponse à faire aux adversaires, peu nombreux il est vrai, d'une loi qui a inspiré de telles craintes et dont il faut tout espérer.

b) Le bienfait accordé par la loi n'a, dit-on, aucune valeur morale.

L'objection a été présentée à la Chambre des députés

(1) Certes ! Richard Cobden a dû frémir dans sa tombe, ajoutait plaisamment M. Maruéjols (Séance du 26 octobre 1897. *Ch. J. Off.*, p. 2208).

par M. Aynard, qui reprenait sur ce point les idées de Léon Say.

Un amour ardent d'une liberté sans limites et sans entraves, une conception très pure et très élevée de la dignité et de la moralité individuelles, une confiance profonde dans l'évolution, dans le progrès indéfini de cette dignité et de cette moralité au cœur de l'individu devaient amener les représentants de l'économie politique orthodoxe à rejeter le principe du risque professionnel comme elle les conduisait à repousser toutes les lois « dites sociales ».

« Ce qui est donné par la loi, dit textuellement M. Aynard, n'a aucune valeur morale. » Le patron qui, en cas d'accident, tient à honneur de secourir son ouvrier blessé, de le faire soigner, de lui verser une indemnité remplit le plus beau des devoirs de conscience et son acte présente les caractères de la moralité la plus pure. Or, la loi de 1898 impose à tout patron ce que seule la loi morale peut lui ordonner de faire dans la plénitude de sa liberté. Elle n'aura alors pour résultat, dit M. Aynard, que « de faire croire — et cela est facile — aux hommes de bonne volonté qu'ils ont payé leur dette et que l'État a pu accomplir leur devoir à leur place ; elle aura affranchi le patron d'industrie de tout ce qu'il peut et doit faire de bon, d'honnête, de moral. On veut maintenant résoudre la question des accidents du travail (1) en affaiblissant

(1) Les idées développées par M. Aynard n'ont pas été présentées au cours de la discussion de la loi sur les accidents du travail. Il les a soutenues au contraire, à la séance du 23 juin 1896 (*J. Off.*, p. 1063), au cours de la discussion qui mit aux prises M. Jules Guesde, M. Deschanel et M. de Mun sur le travail des adultes (V. l'ouvrage de

dans le pouvoir des patrons ce qu'il a de nécessaire et de légitime, en cherchant à diminuer les rapports sociaux entre les hommes riches et les hommes moins fortunés, entre les hommes de fonctions diverses et à diminuer ainsi le devoir social, la responsabilité de chacun.

Nous ne pourrons jamais nous résigner, ajoute M. Aynard, à trouver des remèdes aux maux éternels de la société dans les règlements et dans la contrainte. Nous ne voulons pas, nous ne consentirons jamais à substituer le règlement au devoir. Nous ne croyons pas à la force curative et morale du lien légal et imposé ; nous ne croyons pas à un caporalisme industriel. Nous croyons fermement à la toute-puissance de la loi morale alliée au travail et nous découvrirons toujours le meilleur et le plus grand agent de progrès, d'amélioration sociale et de paix, dans cet homme de travail, qu'il soit patron ou ouvrier, accomplissant sa tâche sans oublier son devoir envers les autres, mais qu'on laissera agir dans la plénitude de sa liberté.

— C'est là, semble-t il, la dernière arme qu'aient ramassée des adversaires à court d'arguments. On va s'attacher à réfuter la théorie de M. Aynard.

M. Albert Philippe : *La réglementation du travail des adultes*, Mâcon, 1896). Elles constituent une déclaration de principes par laquelle il fait à l'ensemble des lois « dites sociales » le reproche de tendre à affaiblir l'idée de devoir chez le patron.

Réfutation de cette opinion.

§ 4^{er}. Il importerait peu que la loi n'ait aucune valeur morale si elle était *immédiatement* bienfaisante.

« Vous n'aurez rien changé, s'écrie M. Aynard, en donnant un peu plus de pain, de vin, de viande aux travailleurs manuels. » Le croit-on, en vérité ? Et si, comme on l'a constaté en Allemagne, les veuves, les enfants, les vieux parents des 39.660 hommes qui de 1885 à 1893 sont morts à leur travail n'ont point manqué de pain ; si 183.562 estropiés ont dû au bienfait de la loi, celle-ci fût-elle sans valeur morale, de ne point tendre la main ; si une telle loi a permis à plus d'un million d'hommes moins gravement blessés d'attendre leur guérison en paix, comblés de soins, sans plonger leurs familles dans la détresse ; croit-on qu'on n'ait rien changé au sort et aux souffrances des malheureuses victimes d'accidents ? Avant de discuter sur la valeur morale des secours apportés à des maux trop réels, ayons d'abord à cœur de distribuer ces secours ; faisons vivre ceux qui souffrent et nous philosopherons ensuite. Surtout efforçons-nous de ne pas mériter le reproche terrible de M. de Bismarck qui disait un jour au Reichstag : « C'est une idée bien française que cette idée de M. Léon Say, que, sous prétexte de liberté (1), l'ouvrier a le droit de mourir de faim. »

(1) Cf. Proudhon : « L'égoïsme déguisé sous le nom de liberté nous a infectés et désorganisés dans tout notre être. »

§ 2. La loi ne peut avoir cette vertu d'enlever son caractère de moralité à l'acte du patron qui secourt son ouvrier.

Ce qui est donné par la loi n'a aucune valeur morale, dit M. Aynard. « Ne parlez pas de droits, s'écriait-on déjà en 1848 (1), parlez de devoirs. Il y a bien plus de sainteté, de beauté philosophique et morale dans la persuasion de l'intelligence et de la vérité, il y a bien plus de dignité de persuader un devoir aux hommes qu'il n'y a de puissance dans la loi qui les contraint. Ne faites pas d'une vertu une injonction impérative. Que la persuasion du citoyen au citoyen, du moraliste au peuple lui en fasse seulement un conseil, conseil qu'il est d'autant plus beau aux hommes de suivre qu'ils n'y sont pas souverainement forcés par la législation. Il y a une morale divine, il y a un instinct fraternel, fécond en bonnes œuvres dans l'âme des citoyens, mais gardez-vous de porter ces bons instincts dans le domaine de la loi, vous les rendriez stériles dans les mains du citoyen, vous les rendriez inefficaces, dangereux dans les mains de la loi. »

Eh bien ! dit-on aujourd'hui, nous avons tous les jours la preuve que ces instincts généreux existent au cœur des patrons industriels. Presque toujours, en cas d'accident, le patron tient à honneur de secourir son ouvrier blessé, de le faire soigner, de lui verser les sommes nécessaires, accomplissant ainsi dans la plénitude de sa liberté, le plus

(1) Dufaure, cité par Lamartine, dans la discussion mémorable de la loi sur le droit au travail.

beau des devoirs de conscience. Or, si l'accomplissement d'un tel devoir emprunte à la liberté son caractère de pure moralité, gardez-vous de l'en dépouiller en l'imposant par la contrainte. En obéissant à la loi morale qui lui commande la fraternité, le patron faisait un effort vers la vertu ; il ne songera plus maintenant qu'à se conformer docilement, pour en éviter les rigueurs, aux prescriptions de la loi. « Il croira qu'il a payé sa dette et que l'État a pu accomplir son devoir à sa place. »

En vérité lorsqu'on parle de la sorte, on semble se défier singulièrement de la vertu « de cet homme de travail, qu'il soit patron ou ouvrier, accomplissant sa tâche sans oublier son devoir envers les autres » ! On nous le représentait, lorsqu'il agit dans la plénitude de sa liberté, comme le meilleur et le plus grand agent de progrès, d'amélioration sociale et de paix et il suffirait qu'un texte de loi ait érigé la règle de sa volonté en maxime universelle pour qu'il cesse aussitôt de faire effort et de persévérer dans la vertu ! Etrange anomalie !

La loi imposerait son exemple aux hommes vertueux et, l'ayant inspirée, il n'en comprendrait plus ou en répudierait le principe ! Il ne verrait pas qu'elle n'est somme toute, cette loi, qu'un hommage rendu au bon emploi qu'il avait fait de sa liberté. Lorsqu'au lendemain de la promulgation de la loi, l'homme de bien fera à nouveau sous l'empire de la contrainte ce qu'il n'avait jamais manqué de faire sous le régime de la liberté, je ne vois pas quelle différence de moralité distinguera l'acte d'aujourd'hui de celui d'hier et, me tournant vers M. Aynard, je lui demanderai à mon tour « ce qu'il y a de changé ». « La beauté d'une action humaine réside dans la volonté de l'agent ; elle n'existe que par le témoignage de la conscience indi-

viduelle et la contrainte légale ne saurait pas plus la détruire qu'elle n'aurait été capable de la créer. »

§ 3. C'est contre les mauvais patrons seuls que la loi exerce sa contrainte.

Non, il n'y aura, il ne peut y avoir aucun affaiblissement de l'idée de devoir chez les hommes de bonne volonté ; ils agiront sous l'empire de la loi positive comme ils agissaient sous l'empire de la loi morale. Mais a-t-on songé qu'il existait aussi des hommes de mauvaise volonté et que, dirigée contre eux, la loi serait salutaire ? Soutiendra-t-on que tous les patrons ont été charitables. A ceux qui le prétendraient, je rappellerais ces procès innombrables qui jusqu'à présent encombraient le rôle des tribunaux, et je demanderais alors comment, si les patrons étaient tellement pénétrés de leur devoir, ils ont pu en si grand nombre laisser leur ouvrier blessé, la veuve, les enfants, les vieux parents se débattre et succomber dans une lutte inégale contre la force ou la ruse des grandes compagnies et je voudrais savoir comment leur libre générosité, leur bienfaisance spontanée ont pu s'accommoder de ces conflits incessants, des souffrances et des injustices qu'ils entraînent.

A ceux-là, aux mauvais patrons, « les conseils, la persuasion » ne suffisent pas ; il faut une loi ; à celui qui ne comprend pas sa responsabilité, il faut l'imposer. C'est donc contre les patrons qui avaient oublié leur devoir de fraternité qu'est dirigée la loi de 1898.

§ 4. Les liens entre le patron et l'ouvrier ne seront pas rompus par la loi.

M. Séblin avait soutenu la thèse contraire, au Sénat.

« M. le garde des Sceaux, déclarait M. Séblin, a dit que nous créions un droit pour l'ouvrier ; qu'il n'y avait plus de devoirs du patron envers l'ouvrier ; que l'ouvrier n'avait plus rien à attendre de la générosité du patron... Or, dans la guerre de classes au sein de laquelle nous sommes engagés, mon programme à moi serait de resserrer les liens du patronat avec l'ouvrier et non de les détendre.

L'indemnité liquidée à l'amiable ou non, l'État devient d'une part collecteur d'impôt — c'est un véritable impôt — et il le recueille ; il est, d'un autre côté, payeur vis-à-vis de l'intéressé et il le paye.

Vous dites : Mais vous aurez toujours le droit de vous assurer à une compagnie.

Qu'arrivera-t-il si je procède ainsi ? Il arrivera que le jour de l'accident je mettrai la compagnie en présence de l'ouvrier et que ce sera la compagnie dans l'avenir qui sera appelée à faire ce que faisait le patron, ce que faisait l'État. »

Je réponds à M. Séblin qu'il importe peu de savoir qui du patron ou de la compagnie versera une indemnité à l'ouvrier. L'essentiel est que l'ouvrier reçoive cette indemnité. La question de répartition et de payement est secon-

(1) Séance du 28 novembre 1893. *J. Off.* p. 976 et suiv.

daire. Mais il ne faut pas croire que le patron a intégralement payé sa dette lorsqu'il s'est substitué un assureur qui l'acquitte à sa place. Il reste encore débiteur de sécurité envers le travailleur. Qu'il redouble donc de surveillance dans la direction de son usine ; qu'il ne laisse aucune part à l'inconnu, aucun prétexte à la témérité de son ouvrier ; qu'il prévienne les accidents par tous les moyens en son pouvoir ; sa conduite présentera alors les caractères de haute moralité que réclament nos adversaires et ainsi, par son humanité, par sa bonté, « il aura resserré les liens du patronat vis-à-vis de l'ouvrier ».

§ 5. Il est permis de faire passer dans la loi positive un principe de droit naturel.

« Il y a une zone morale et une zone légale, dit M. Larnaude (1). Elles doivent être tenues distinctes. Nous ne faisons pas de la morale, nous faisons du droit. Et nous ne devons pas quitter ce terrain solide et ferme, ce roc que viennent battre en vain les déclamations sentimentales ou intéressées que nous commençons à entendre trop souvent. »

Déjà, Dufaure, on s'en souvient, avait dit : Il ne faut pas faire de la vertu une injonction impérative. Lamartine (2) lui répondait : « Vous avez confondu ces deux régions

(1) M. Larnaude, *Bulletin de la Société générale des Prisons*, janvier 1901, p. 78.

(2) Lamartine, *loc. cit.*

de la moralité humaine : la zone morale et la zone légale. Nous voulons que l'une pénètre l'autre. Si les devoirs exercés sont beaux dans le domaine de la philosophie, dans le domaine de la politique, dans le domaine de la législation, de la constitution, de l'administration, il n'y a pas de lois au monde à qui il soit permis de conseiller seulement le devoir, mais il faut que la loi les écrive de deux manières, en droits d'un côté, en devoirs de l'autre. Cela est plus beau, dit M. Dufaure : comme vertu, oui ; comme civilisation, non ; et la législation tout entière lui répond ici pour moi. Le sentiment fait le devoir ; la loi constitue le droit. Et y a-t-il un seul de ces devoirs d'abord purement moraux d'homme à homme, de citoyen à citoyen dont la loi écrite n'ait fait un droit ? Je n'en prends que quelques exemples. Ainsi, vous conseillez dans vos chaires religieuses ou philosophiques aux enfants le respect, le culte, le soin de leur père infirme, de leurs parents dans le besoin. Ne l'écrivez-vous pas ensuite en droit, ce sentiment et ce devoir par le père d'être assisté par ses enfants ? Ainsi de l'amour de la patrie ; ainsi de tout le reste des droits humains. »

Il faut dire du principe du risque professionnel ce que Lamartine a dit du droit au travail : Nous voulons inscrire un droit moral de plus dans le Code de la République ; et connaissant la générosité de nos adversaires, rendant hommage à leur conception du devoir du patron, supérieur et antérieur à la loi, nous leur disons encore avec Lamartine : « Nous vous demandons seulement d'écrire ce que vous pensez, ce que vous sentez, ce que vous rougiriez de ne pas faire (1). »

(1) Dans un meeting de l'*Industrial law Committee* (commission

B

La théorie du risque professionnel d'après la loi de 1898 rentre dans la responsabilité du fait des choses et est destinée à s'adapter aux dispositions de l'article 1384 du Code civil.

« Le risque professionnel, selon M. Duché, était implicitement et même explicitement contenu dans la responsabilité de Droit commun du chef d'entreprise. Ce dernier n'est-il pas en effet responsable du fait des personnes à son service et des choses qu'il a sous sa garde ? Or, qu'est-ce que le risque professionnel, c'est-à-dire le cas fortuit où de force majeure se produisant dans des entreprises où des forces élémentaires formidables sont enchaînées au service de l'homme, mais toujours prêtes à manifester leur aveugle puissance, qu'est-ce que l'imprévu dans le fonctionnement des appareils destinés à utiliser ces forces redoutables, qu'est-ce que la négligence même de l'ouvrier

des lois industrielles) sous la présidence de l'évêque de Londres, le prélat dit que les lois sont l'expression de la conscience de la communauté et M. Asquith déclare : « *La loi dont nous désirons assurer l'application est celle que tout patron digne de ce nom observe de lui-même*, non pas parce qu'elle est inscrite au Code et que ce serait encourir des pénalités que de l'enfreindre, mais parce qu'elle fait appel à sa conscience, à son humanité, à son bon sens. Ce dont il s'agit, c'est donc de pourvoir au cas où l'on est en présence de patrons dont la conscience n'est pas suffisamment éveillée, à cet égard, et qui ont besoin d'un stimulant extérieur pour les amener à remplir leurs obligations morales envers ceux qui sont à leur service. »

amené par une habitude constante à ne plus tenir compte du danger spécial au travail dans un milieu particulier, qu'est-ce que tout cela si ce n'est *le fait des choses que le chef d'entreprise a sous sa garde?* (1).

Il nous semble nécessaire d'établir la chaîne des raisonnements par lesquels on peut justifier cette opinion.

On n'est pas seulement responsable de son fait, dit l'article 1384. Cela n'est pas sans étonner d'abord quelque peu, car il semble, à première vue, que responsabilité impliquant culpabilité, on ne peut être responsable que de ce qu'on a fait soi-même. Mais supposons qu'une personne exerçant son autorité sur une autre, lui donne un ordre et que ce subordonné, en obéissant à l'ordre donné cause un préjudice à un tiers. Ne voit-on pas dans ce cas que l'auteur coupable et par suite responsable est celui qui a voulu, puis ordonné; ne voit-on pas qu'il faut remonter jusqu'à la cause première, jusqu'à celui qui a mis en mouvement l'activité dont la manifestation a été funeste au tiers? On comprendra dès lors que l'article 1384, ajoute : *On peut être également responsable du fait d'autrui*.

Et c'est ainsi que : le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux, les maîtres et commettants du dommage causé par leurs domestiques et pré-

(1) Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi et les propositions concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, Ch. des dép., *Doct. Parl.* n° 2150 annexe à la séance du 28 nov. 1887.

posés, les instituteurs et les artisans du dommage causé par leurs élèves et apprentis.

La loi impose donc une responsabilité spéciale à quatre catégories de personnes qu'elle réunit dans la formule d'un même texte : les pères et mères, les maîtres, les instituteurs, enfin les artisans. Elle les réunit dans son texte, il semble donc qu'elle doive les traiter de la même façon et cependant, elle applique aux uns et aux autres des règles différentes, elle accorde à trois de ces catégories une faveur essentielle qu'elle refuse à la quatrième.

En effet les père et mère, les instituteurs, les artisans ont le droit de se disculper, de rejeter la faute sur une autre personne, de prouver qu'elles sont irréprochables, d'invoquer s'il y a lieu le cas fortuit ou la force majeure. Ils peuvent dire : J'ai fait tout ce que j'ai pu pour empêcher l'événement qui cause le dommage, le malheur est arrivé malgré moi, il est survenu en dépit de mes précautions, je ne dois rien. Et, de fait, s'ils font la preuve de leur dire, ils sont exonérés de toute responsabilité.

Or, pareille faculté est refusée au maître ou commettant dont le domestique ou préposé a causé un dommage à un tiers. En vain objecterait-il qu'il a tout fait pour empêcher l'événement, cause du dommage. Il importe peu qu'il ait pris toutes les précautions indispensables ou qu'il ait été négligent ; il importe peu qu'il ait bien surveillé son préposé dans l'exécution des ordres donnés ou au contraire qu'il l'ait laissé livré à sa paresse ou à ses mauvaises inspirations. Quoi qu'il ait fait ou voulu, il sera *toujours* déclaré responsable, *toujours* obligé de réparer le dommage.

Ce sont là solutions certaines, consacrées par l'unani-

mité de la doctrine et de la jurisprudence et sur la vérité desquelles aucun doute ne s'est élevé et ne pouvait se produire.

Pourquoi cette rigueur envers le seul commettant ? Pourquoi au contraire cette faveur accordée au père, à l'instituteur et à l'artisan ?

Que l'acte de l'enfant mineur engage la responsabilité de ces derniers, cela se justifie aisément. En effet, la loi prend en considération la faiblesse du jeune âge ; elle met l'enfant mineur sous la surveillance et la garde du père ; puis, lorsque celui-ci le confie à l'instituteur ou à l'artisan, c'est à eux qu'elle impose le même devoir de garde et de surveillance. Père, instituteur, artisan sont pour l'enfant des guides ; la loi veut qu'ils lui doivent leurs services, qu'ils lui doivent et lui donnent leurs soins, leur attention, leur zèle ; elle fait d'eux de véritables débiteurs de surveillance envers l'enfant. Surveillez-le sans cesse, leur dit-elle, dirigez-le soigneusement et, bien dirigée, son activité n'aura pour les tiers aucun résultat funeste. Si au contraire vous le négligez, si vous le perdez des yeux, si vous le laissez s'échapper et que, par malheur, il cause un dommage à un tiers, je prétends que vous n'avez point rempli l'obligation que je vous avais imposée ; je soutiens que, débiteur, vous n'avez point payé votre dette. Un père attentif, un instituteur zélé, un patron diligent eussent pu éviter le dommage en surveillant de très près. Avez-vous été ce gardien avisé ? Il ne le semble pas tout d'abord. Vous avez très vraisemblablement mal surveillé. Cela est possible, cela est probable. Or, je tiens cette probabilité de faute pour une certitude. Je la présume.

Mais, comme à tout débiteur, je vous donne la permis-

sion de vous disculper. Si vous n'êtes pas en faute, vous le direz, vous le prouverez. Vous nous montrerez que vous avez été victime d'une fatalité : vous nous convaincrez en nous montrant quels efforts vous avez faits pour éviter le malheur ; et ainsi, vos justifications fournies, la lumière faite, vous serez absous.

Or, à son tour, le commettant qui est frappé d'une responsabilité, par suite du fait de son préposé, est-il frappé pour la même raison et la loi présume-t-elle tout d'abord qu'il est en faute ? Va-t-elle tenir au maître le même langage qu'elle tenait tout à l'heure au père, à l'instituteur ou à l'artisan ? Va-t-elle dire à celui-là, comme elle le disait à ceux-ci : vous deviez surveiller votre domestique, tandis qu'il exécutait vos ordres. Un dommage a été causé à un tiers ; or, de deux choses l'une : ou vous n'avez point surveillé et vous êtes en faute ou vous avez donné des ordres mauvais et vous êtes encore en faute. Cette faute est possible, elle est probable, je la tiens pour démontrée ?

Mais, si elle parle de la sorte, la loi ne va-t-elle pas s'apercevoir, comme dans le cas précédent, que sa rigueur est extrême ; et, s'en étant avisée, ne va-t-elle pas s'empresse d'offrir au maître, comme elle l'a offert au père, à l'instituteur et à l'artisan, un moyen d'échapper à une responsabilité vraiment trop rigoureuse ? N'est-il pas possible en effet que l'ouvrier ait, de lui-même, mal agi ? N'est-il pas possible qu'il ait commis une faute sans que son maître ait pu la prévoir, qu'il ait mal compris l'ordre donné, qu'un accident inattendu même soit la cause du dommage ? Or, si vous ne le condamnez que parce qu'il est très vraisemblablement en faute, allez-vous lui fermer la bouche lorsqu'il vient démontrer l'absence de toute

faute de sa part ? Il dit son innocence, il la prouve, refuserez-vous de l'entendre ? Le condamnerez-vous sachant qu'il n'a rien fait pour être puni ! La raison se refuserait à concevoir une pareille idée.

A ce maître qui vous apporte sa justification, vous n'accordez pourtant pas le droit de se disculper. Dans tous les cas, il devra réparer le dommage. Prévoyant ou inattentif, zélé ou indifférent, actif ou négligent, il sera toujours responsable. Un dommage a été causé, il est le maître, cela suffit. Ces deux simples faits, indépendamment de toute recherche de la pensée ou de l'intention du maître, ont le pouvoir d'entraîner une responsabilité à la charge de celui-ci.

Donc il faut abandonner l'idée de culpabilité qui tout à l'heure justifiait la responsabilité du père, de l'instituteur ou de l'artisan ; il faut laisser de côté l'idée d'une faute présumée et, à cette responsabilité qui atteint l'homme qui n'a rien à se reprocher chercher une base dans la théorie sociale de la répartition des risques.

En effet, c'est pour son bénéfice et dans son intérêt (1)

(1) Cette considération du bénéfice retiré par le patron de l'activité du préposé est décisive. Elle explique merveilleusement la différence que l'article 1384 entre les père, mère, instituteurs, artisans d'une part et le maître ou commettant d'autre part. Les premiers sont de simples gardiens, de simples surveillants. Ce n'est pas pour eux et à leur profit forcément que s'exerce l'activité de ceux dont ils répondent ; au contraire le maître utilise à son service l'activité du domestique, il prend donc pour lui et à son compte les résultats de cette activité, ce qu'elle produira de bon comme ce qu'elle produira de mauvais.

Telle n'est point cependant la théorie traditionnellement admise. Pour la plupart des auteurs, en effet, la responsabilité du commettant,

que le maître a introduit dans le cercle social où il se meut un agent nouveau, le domestique ou le préposé; il veut que le travail de cet agent vienne doubler son effort

comme celle du père ou de l'instituteur, repose sur une présomption de faute. La loi est plus sévère pour lui et voilà tout.

Que le législateur ait entendu présumer la faute du commettant, on le prouve facilement, semble-t-il, au moyen des travaux préparatoires. Mais sur la nature de cette faute, les auteurs ne s'accordent pas. La faute du patron, disent les uns, réside dans le mauvais choix qu'il a fait de son préposé. Ainsi Pothier écrit : « Cela a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques » (*Traité des obligations*, n° 421). « Le commettant n'a-t-il pas, dit Bertrand de Greuille, à se reprocher d'avoir donné sa confiance à des hommes méchants, maladroits et imprudents. » (*Rapp. au tribunal*, Locré, VI, p. 280).

Cette faute, disent les autres, réside dans le défaut de surveillance du commettant.

C'est ce que déclare le tribun Tarrible : « Les père et mère, instituteurs et artisans, maîtres et commettants sont investis d'une autorité suffisante pour contenir leurs subordonnés dans les limites du devoir et du respect dû aux propriétés d'autrui. Si les subordonnés les franchissent, ces écarts sont attribués avec juste raison au relâchement de la discipline domestique qui est dans la main du père, de la mère, du commettant, de l'instituteur et de l'artisan. Ce relâchement est une faute (Fenet, p. 483).

Une jurisprudence constante s'est décidée dans le même sens. « La responsabilité du commettant, dit un arrêt de la Cour de Toulouse (10 janvier 1876), dérive de la dépendance et de la soumission du préposé à la volonté du commettant.

Toutefois cette présomption de faute n'était point admise généralement et MM. Toullier et Larombière, après Pothier, virent dans l'article 1384 une sorte de cautionnement légal et forcé.

Jusqu'à la loi de 1898, il y avait donc doute sur la volonté du législateur; comme j'essaie de l'établir au texte, celui-ci s'est expliqué, il a dit nettement sa volonté et par là il a tranché la controverse.

personnel ou qu'il le remplace, si lui-même veut rester inactif. Il cherche une chose avant tout : son bénéfice ou son agrément. Eh bien ! puisque, de l'activité d'autrui ainsi mise en mouvement, il a tourné à son profit les résultats avantageux, ne doit-il pas par un juste retour en subir les conséquences funestes. *La responsabilité du maître est la rançon du bénéfice, non la punition de la faute* (1).

Et c'est ce que disait déjà Bertrand de Greuille dans son rapport au tribunal : n'est-ce pas en effet le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer (2).

Or, ce sont là raisonnements et formules qui ne nous sont point inconnus. Nous avons enchaîné les mêmes idées, prononcé presque les mêmes mots, lorsque nous avons énoncé la théorie du risque professionnel.

A la vérité, dans la théorie nouvelle, il s'agit de la responsabilité du fait des choses (les machines) et non de la responsabilité du fait d'autrui (le préposé). Mais que ce soit l'activité intelligente du domestique ou l'activité inconsciente de la machine qui ait été mise en mouvement par le patron, il n'importe « c'est tout un, c'est toujours le fait d'utiliser des services ; cette utilisation produit au dehors des contre-coups et comme des réflexes qui peuvent atteindre les autres » (3).

(1) C'est en somme la traduction du vieil adage : *Ubi emolumentum ibi onus*.

(2) Locré, t. XIII, n° 14.

(3) M. Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 33.

Donc, que celui qui profite des bénéfices du travail paye les risques du travail, c'est toujours le même principe. Et, semble-t-il, le législateur de 1898 tient au chef d'industrie le même langage que tenait, au commettant, le rédacteur de l'article 1384 : De quelque manière que vous ayez agi, lui dit-il, vous serez *toujours* obligé d'indemniser l'ouvrier à qui votre machine aura causé un dommage ; vous serez responsable *toutes les fois* que votre machine aura tué ou blessé. Négligent ou zélé, prévoyant ou indifférent, coupable ou innocent, vous payerez *dans tous les cas*. L'idée de faute est un faux point de départ ; il faut l'abandonner. Je ne veux point savoir si vous avez ou non commis une faute ; votre responsabilité ne se rattache en aucune façon à votre culpabilité. Mais vous avez remplacé les bras de vos ouvriers par les mécanismes rapides et infatigables. C'est là un fait dont je dois considérer, pour vous en tenir compte, toutes les conséquences sociales, les avantages comme les dangers. Vous n'êtes pas en faute pour avoir introduit dans la société cet agent nouveau ; au contraire, elle est pour tous une source de bien-être — et pour le consommateur qui est mieux servi, et pour l'ouvrier dont le travail est rendu plus facile, et pour vous-même, qui, produisant plus et mieux, augmentez vos bénéfices. Mais, ne l'oubliez pas, si la machine est un merveilleux agent de civilisation, elle est aussi un terrible instrument de mort. Du bénéfice qu'elle vous procure, déduisez donc par une juste répartition le prix de la vie ou de la santé de vos ouvriers qu'elle viendrait à tuer ou à blesser. Prélevez la dîme sur votre profit, donnez-la au pauvre, votre compagnon de travail, votre collaborateur, votre *co-adventurer*.

La loi de 1898 serait donc en quelque sorte une application du grand principe qui a dicté l'article 1384.

C

Le problème des accidents du travail, qui est strictement juridique dans la loi de 1898, doit trouver une base plus large et mieux appropriée dans le domaine du droit public.

« La production et l'enchaînement des phénomènes sociaux dépassent l'action de l'homme et le domaine du droit privé (1). En effet, dans les questions de droit privé sont en jeu des intérêts individuels qu'il faut régler d'après les principes immuables du mien et du tien. Au contraire, dans les questions économiques et sociales, les droits individuels se trouvent en face des intérêts de la collectivité. »

Or, en matière d'accidents du travail, c'est une collectivité qui doit être responsable du dommage causé à l'un de ses membres. Tous les auteurs, en effet, s'accordent à reconnaître que le risque doit être supporté par la *profession*. Mais, par une inconséquence étrange, ils négligent

(1) M. Chimirri, *Congrès de Bruxelles*, p. 253.

Cf. M. Saleilles, *op.cit.*, p. 90. Par le seul mécanisme du droit privé, par cela seul qu'il ne s'agit encore que de rapports individuels on n'aboutit guère qu'à des résultats incomplets. La véritable solution juridique, la seule qui corresponde à l'équité sociale et à la réalité des choses, ce serait de faire de la répartition des risques une charge collective de l'organisme industriel.

de se demander en quoi consiste précisément cette profession qu'ils rendent responsable, et, faisant bon marché du principe qu'ils ont posé et des mots par lesquels ils l'ont formulé, ils aboutissent — et la loi de 1898 l'a fait avec eux — à faire supporter au patron la responsabilité de l'accident dû à la profession.

Cependant, pour établir leur théorie, ils ont eu soin de préciser que l'établissement des professions dangereuses se justifie par la considération du profit qu'en retirent à la fois et la société, dont elles augmentent la richesse, et le patron, à l'activité duquel elles proposent un bénéfice, et l'ouvrier, auquel elles procurent le salaire quotidien. Alors qui ne le voit? même dans la pensée de ceux qui repoussent « comme empesté, tout procédé qui ressort du droit public » il faut, pour résoudre le problème, faire entrer en ligne de compte des considérations d'intérêt général. Et, ainsi, de l'aveu même de ceux qui veulent placer le principe du risque professionnel dans le cadre du droit privé, c'est une question de droit public qui se pose, un problème d'organisation sociale qu'il s'agit de résoudre.

Conséquence de cette théorie :

C'est la corporation professionnelle qui doit subir les conséquences du risque.

« Qu'est-ce que la profession? dit M. de Mun. C'est l'association des maîtres et des ouvriers. C'est ce que j'appelle « *la famille professionnelle* » composée de tous ceux qui concourent à l'œuvre industrielle et qui en tirent

leur bénéfice, leur profit ou seulement leur existence. De là des caisses corporatives qu'alimentent les cotisations des maîtres et des ouvriers, parce que les uns et les autres doivent contribuer dans la mesure de leurs forces à parer aux dangers d'une situation qui n'est imputable à la faute, à la culpabilité de personne, mais qui résulte du fait même de l'industrie (1). »

§ 1^{er}. La corporation ne doit comprendre que les patrons.

Je repousse pour ma part l'idée de faire entrer dans la caisse corporative les cotisations des ouvriers. J'estime en effet que l'ouvrier a largement acquitté sa dette lorsqu'il a payé de sa vie et de sa santé la part de responsabilité qu'impose la profession à ceux qu'elle réunit dans l'œuvre commune.

D'ailleurs la somme des cotisations demandées à l'ouvrier ne pourrait être qu'insignifiante puisque son salaire et par suite son gain ne sont jamais bien élevés.

Mais, dit-on, il ne faut pas négliger de faire une large part à la dignité du travailleur. En l'appelant à participer, selon ses ressources, à la réparation des accidents dont lui et ses camarades peuvent être victimes, on enlève au secours qu'il reçoit le caractère humiliant d'aumône qu'il présenterait si les seuls patrons le versaient. On encourage chez lui l'esprit d'économie et on lui donne un sentiment plus vif de la solidarité qui doit unir les artisans de l'œuvre

(1) M. de Mun, Ch. des Dép., séance du 17 mai 1888.

commune. Par sa collaboration à l'œuvre de charité sociale exercée par les membres de la famille professionnelle les uns envers les autres, il cesse d'être subordonné, il devient un associé du patron.

C'est là évidemment un but très noble. Mais comme, fatalement, l'ouvrier ne peut opérer sur son salaire qu'une très faible retenue, la caisse corporative sera alimentée pour la presque totalité par les versements des patrons, et ainsi, ce sont eux qui supportent en définitive tout le fardeau des indemnités.

Il est donc beaucoup plus simple et parfaitement légitime d'exonérer l'ouvrier d'une charge insignifiante sur la valeur morale et civilisatrice de laquelle on semble d'ailleurs s'illusionner quelque peu.

« Le seul système rationnel est celui de la mutualité entre les patrons, mutualité qui prend pour base des cotisations, non pas l'éventualité d'un accident mais le fait accompli de l'accident lui-même et les indemnités allouées à la suite de cet accident. La charge de cette indemnité doit être répartie entre tous les patrons de l'industrie dans laquelle est survenu l'accident, proportionnellement au total des salaires payés par chacun d'eux (1). »

§ 2. La corporation doit être locale et non territoriale.

Nous savons que l'Allemagne a réuni les patrons sur

(1) Exposé des motifs du projet de loi présenté au nom de M. Carnot, président de la République, par M. Jules Roche, ministre du commerce et de l'industrie, 1891. *Doc. Parl.*, ann. n° 746, p. 1427.

toute l'étendue du territoire en associations mutuelles par nature d'industrie.

Je ne crois pas qu'un tel groupement soit susceptible de rendre à la société les services qu'elle peut attendre d'un groupement plus restreint, borné aux industriels d'une même région, exerçant le même métier et habitant la même ville ou le même canton.

Tous les membres de l'association se connaissant, tous ayant les uns avec les autres des rapports constants, presque journaliers, il pourrait se former entre eux cet esprit de corps qui est indispensable à la vitalité de l'institution corporative et grâce auquel elle pourra réellement se développer (1).

Cette réunion des patrons d'une même région, assurerait d'ailleurs au fonctionnement de l'institution corporative, une souplesse que ne paraît pas avoir présentée, jusqu'à présent, la grande corporation industrielle allemande.

§ 3. La corporation est obligatoire et doit exercer sur les membres qui la composent une véritable souveraineté

Rien ne s'oppose à ce que le groupement professionnel, qui réunit dans son sein les patrons d'une même industrie habitant une même région, « doive exercer sur eux une véritable souveraineté économique et soit revêtu par la loi de droits semblables à ceux de tant d'autres associations étrangères, plus étendus même, étant données la nature

(1) Cf. Martin Saint-Léon, *Histoire des corporations*.

spéciale et la souveraineté légitime de ce groupement et d'autant plus désirable qu'il s'agit d'assurer par lui l'application d'une loi dont le but atteint jusqu'à la protection de la vie et de la santé humaines et par elles intéresse l'avenir même de la race » (1).

D'un tel groupement obligatoire et souverain, le Droit public nous offre un exemple frappant dans deux institutions administratives : le département et la commune. Tout le monde peut venir librement s'y fixer ; les règlements alors atteignent ceux qui y sont venus. Mais ceux qui ne sont pas venus y résider et qui néanmoins y exercent leur activité, sont soumis aux règlements départementaux et communaux.

De même, dans le groupement patronal obligatoire, l'entrée est libre, c'est-à-dire que nul n'est tenu de venir établir son industrie dans telle ou telle région ; une fois entré, le patron est soumis à la souveraineté qu'exerce le groupement sur tous ses membres. Mais la corporation souveraine fait plus : elle force à se soumettre à ses règlements ceux même qui restent en dehors du groupement.

Par là se distingue la corporation que nous voudrions fonder de la corporation du Moyen Âge détruite par la Révolution.

« Dans le groupement obligatoire, par le fait même de l'exercice de la profession, on fait partie du groupe ; dans le groupement privilégié au contraire, c'est l'entrée dans le groupe qui seule autorise l'exercice du métier » (2).

(1) Paul Boncour, *Le fédéralisme économique*. Paris, Alcan, 1900.

(2) M. Paul Boncour, *op. cit.*

D

Réfutation d'une dernière objection :

Une telle contrainte n'est pas incompatible avec le tempérament français.

Que notre esprit latin ne puisse s'accommoder d'une contrainte quelconque, c'est pour la plupart des économistes et des juristes qui ont écrit sur la matière une vérité incontestable et comme une sorte de dogme. « Pour nous autres latins, disait au Congrès de Milan, M. Luzzati, sur lesquels a passé le souffle de la Révolution française, destructeur des anciennes corporations, la liberté individuelle a nos préférences ; elle est forte, puissante, c'est le génie national. Nonobstant ses écarts et ses faiblesses, c'est notre essence, c'est notre vie. » Il n'est pas jusqu'aux nations elles mêmes qui ont adopté le principe de l'assurance obligatoire, qui ne se refusent à concevoir l'établissement en France d'un régime de contrainte. « Les Allemands, dit M. Bödiker, ont de tout temps aimé à former des sociétés, des associations, des corporations et celui qui veut porter un jugement exact sur leurs institutions doit tenir compte de cette qualité des Allemands. D'autres nations qui ressentent à un degré moindre le besoin de se réunir et de créer des administrations autonomes pour-

ront ne pas trouver de leur goût l'organisation allemande, *qu'elles ne pourraient peut-être même pas imiter si elles le voulaient*, parce que les éléments nécessaires leur font défaut. »

Je me refuse pour ma part à croire que le « tempérament français » (1) ne puisse s'accommoder de l'obligation imposée aux patrons de se réunir dans des corporations auxquelles l'État délèguerait, pour qu'elle soit mieux exercée, une part de sa souveraineté.

Il faut répudier, dans cette matière plus encore peut-être que dans toutes les autres, une vaine phraséologie qui n'a que trop servi. M. Cheysson, l'auteur si précis sous la plume duquel on s'étonne de trouver de telles expressions, M. Luzzati, tous les auteurs qui parlent du tempérament français et de son horreur de la contrainte veulent-ils nous dire, avant de nous faire connaître ses amours et ses haines, ce qu'est ce tempérament, ce qui le constitue et ce qui le caractérise ?

Nous demandons simplement qu'une loi vienne obliger tout patron à entrer dans une corporation qu'il administrera librement avec le concours de ses concurrents devenus ses collaborateurs et au sein de laquelle il pourra défendre ses intérêts et donner libre cours à son initiative individuelle ?

Le tempérament français, dit-on, trouve exorbitant qu'on fasse entrer un homme dans une corporation qu'il n'a pas librement choisie. Toute contrainte lui est odieuse.

S'il en est ainsi, il sera impossible sans doute de trouver dans nos lois un seul exemple de contrainte. N'en con-

(1) Le mot a été employé par M. Cheysson.

naïssons-nous pas cependant et, avant toutes les autres, ne supportons-nous pas l'obligation fort lourde d'abandonner notre propriété lorsque l'utilité publique l'exige ? Quoi ! on peut dire à un citoyen libre : votre propriété est sacrée, rien ni personne n'y peut porter atteinte ; le principe en a été consacré solennellement par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; il a été reconnu formellement par toutes les constitutions qui ont régi la France depuis cette époque ; et cependant votre droit ne peut entrer en lutte avec l'intérêt de la collectivité et si celui-ci l'exige votre droit sera supprimé et remplacé par une simple indemnité ! Et bien ! est-ce que le tempérament français, à qui la liberté est si chère et la contrainte si insupportable, a jamais essayé de secouer un joug aussi blessant ? Il nous paraît au contraire qu'il a aisément supporté depuis un siècle la plus dure des obligations (1).

Hélas ! je crains qu'une formule sonore n'ait fait oublier à ceux qui l'employaient ce mouvement de socialisation du droit qui emporte tous les esprits dans la voie où les avait précédés le Code Napoléon lui-même. Avec le Code Napoléon en effet apparaît cette idée que l'individu s'efface universellement devant l'intérêt général. Et sous l'influence de cette idée entrent dans notre Droit les lois sur l'école et le service militaire obligatoire pour tous, sur la protection ouvrière (fixation d'une journée normale de travail)

(1) Sur l'origine absolument moderne du droit d'expropriation : voir Grünhut, *Das Enteignungsrecht* ; Ludwig Stein, *La question sociale au point de vue philosophique*, Paris, Alcan, 1900.

sur la protection légale des coalitions ouvrières (liberté de réunion, grèves) sur la nomination d'inspecteurs de fabriques, sur les précautions légales pour empêcher les accidents du travail et les maladies professionnelles, sur la limitation de la saisie-exécution, sur la proportionnalité dans l'échelle des impôts, sur l'exemption d'impôts pour un minimum d'existence.

Ainsi la contrainte est partout en un temps où l'on se dit, où l'on se croit si libre.

Est-ce donc sacrifier une liberté essentielle que de dire au patron : L'intérêt général exige que, afin de mieux assurer le paiement des indemnités dues aux ouvriers victimes d'accidents, vous entriez dans une corporation professionnelle. Il est inadmissible en effet que dans un pays où la moindre fonction se donne au concours, où l'on ne permet à personne d'exercer son activité dans les services publics sans avoir auparavant justifié de ses mérites, on laisse un individu quelconque, un incapable, un inconscient ou un fou peut-être, absolument libre de déchaîner dans le milieu social les forces effrayantes de l'industrie et de mettre gravement en péril la vie de centaines ou de milliers d'ouvriers. Le danger social né du fonctionnement de l'industrie nécessite l'intervention de la loi, protectrice naturelle de ceux qui sont économiquement faibles. Elle doit imposer à l'industriel comme à tous le soin de fournir ses justifications. Et de même qu'elle doit s'assurer que toutes les mesures ont été prises pour éviter les accidents, de même doit-elle exiger que des mesures soient prises également pour qu'au lendemain de l'accident, l'ouvrier soit certain de recevoir les indemnités qu'elle a mises à la charge du patron, de même doit-

elle prémunir l'ouvrier contre les risques d'insolvabilité de l'industriel.

Or, la corporation obligatoire seule permet d'assurer à cet ouvrier la plus grande sécurité possible puisqu'elle rend tous les patrons solidaires et que l'insolvabilité de l'un est supportée par tous les autres.

Mais si le patron doit être contraint d'entrer dans la corporation, ce n'est pas la considération de l'intérêt général seule qui doit amener à lui imposer cette obligation, c'est encore le souci de son propre intérêt. Grâce à la corporation et à la mutualité qui unit tous ses membres, il échappe aux lourdes responsabilités que lui faisait courir le droit commun et il peut par une bonne gestion de l'intérêt collectif abaisser, pour les mieux supporter, le taux des indemnités dues en cas de sinistre. Administrateurs-mêmes la corporation, les patrons n'ont pas à subir l'impôt brutal qui ne varie jamais; ils ne supportent que les charges dont ils ont, au cours de leurs délibérations, déterminé la valeur et proportionné le poids à toutes les épaules.

En un mot, la loi enlève au fondateur d'un établissement industriel le droit d'entrer ou de ne pas entrer dans la corporation. Mais, qu'on y songe bien, la contrainte n'est qu'extérieure. On oblige le patron à passer par la porte, mais, le seuil franchi, il est libre.

La corporation forme en effet un organisme autonome. Elle dresse elle-même ses budgets; ses ressources lui appartiennent en propre; elle fixe elle-même ses coefficients de risques et par suite les primes à payer par les divers exploitants. Mais la liberté, la libre initiative des patrons peut ne pas s'arrêter là et j'ai le ferme espoir

qu'elle ne s'y arrêtera pas. Dans la famille d'assurances où ils vont entrer, les membres des corporations apprendront à aimer les travaux d'ensemble auxquels ils se livrent; ces travaux formeront un lien qui unira tous les sociétaires et leur fera comprendre pour leur plus grand bien qu'ils ont des intérêts communs.

Or, le jour où les patrons, au sein des corporations, auront appris à se connaître, à s'estimer et à s'aimer, l'association produira par la charité et l'humanité, les résultats merveilleux qu'elle est capable d'enfanter. « L'âme collective germera qui s'ignore encore (1). » Créée pour les seuls accidents du travail, la corporation tournera son effort vers les autres misères du prolétariat. Grâce à elle et par elle, nous verrons surgir toutes ces œuvres philanthropiques (caisses de secours, caisses de retraites ouvrières, orphelinats, asiles de vieillards, etc.), que durant ces dernières années, nous avons vu s'élever à l'ombre des syndicats.

En créant de la sorte des organes nouveaux qui mèneront à bien les œuvres où les pouvoirs publics échoueraient sans doute, on aura jeté les premières bases d'une décentralisation féconde. Il faut enlever, en effet, à l'État toutes les fonctions de surcroît qu'il a abusivement centralisées depuis cent ans, « le réduire strictement aux fonctions de contrôle et de défense qui lui reviennent, l'écarter résolument de la besogne sociale qui est essentiellement l'œuvre des individus et des associations (2) ».

(1) M. Mabillean.

(2) *Ibid.*

Il faut avoir foi dans l'association ; je crois que, même imposée sous forme de groupement obligatoire, elle est susceptible de provoquer l'éveil de la libre initiative, le sentiment de la responsabilité, de la solidarité, de la mutualité, la confiance en autrui et en soi-même. Et ainsi la contrainte arrive par une voie détournée mais plus sûre à accomplir la tâche dont était considérée capable jusqu'à présent la seule liberté.

Vu :

Le Président de la thèse.

PLANIOL.

Vu :

Le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

	Pages
Les accidents du travail.....	4
I	
Fréquence des accidents	4
II	
Le principe qui régit la situation de l'ouvrier, victime d'accident, demandeur dans un procès en indemnité, dirigé contre son patron, est, selon la doctrine et la jurisprudence, contenu dans les articles 1382 et suivants du Code civil.....	7
III	
L'application du principe est très rigoureuse pour l'ouvrier.....	11
a) <i>L'administration de la preuve est souvent impossible...</i>	11
b) <i>Elle est toujours longue et difficile.....</i>	14
c) <i>L'ouvrier supporte seul la charge des cas fortuits ou de force majeure</i>	17
d) <i>La tarification de l'indemnité est abandonnée à l'arbitraire du juge.....</i>	18
IV	
Déroptions apportées au principe de l'article 1382 par des décrets rendus en matière de travaux publics.....	19

V

	Pages
La réforme. — Projet de M. Martin Nadaud.....	20

VI

Le projet de M. Nadaud a eu le mérite de poser le problème de la réparation des accidents devant tous les esprits.....	22
--	----

CHAPITRE II

La théorie doctrinale	29
-----------------------------	----

I

Recherche de la responsabilité dans les règles relatives au contrat	29
---	----

II

Théorie des engagements qui se forment sans convention contenue dans les articles 1382 et suivants du Code civil.....	34
a) <i>Créées pour sanctionner des droits différents, les deux actions en dommages-intérêts sont exclusives l'une de l'autre</i>	<i>35</i>
b) <i>Les deux actions en indemnité sont encore différentes par leurs conditions d'exercice, c'est-à-dire par la nature des preuves qu'elles imposent aux parties.....</i>	<i>39</i>

III

Application de la théorie aux litiges qui peuvent naître entre les patrons et les ouvriers victimes d'accidents dans leur travail.....	41
--	----

IV

	Pages
Quelle est la mesure de la responsabilité du patron ?.....	43
a) <i>Premier système</i>	44
b) <i>Deuxième système</i>	47

V

La substitution d'une responsabilité contractuelle du patron à la responsabilité délictuelle qui lui impose la jurisprudence peut faire considérer comme valables des conventions modificatives ou suppressives de la responsabilité.....	50
---	----

VI

La jurisprudence belge.....	53
1 ^o <i>Jugement du tribunal de Bruxelles</i>	53
2 ^o <i>Arrêt de la Cour suprême de Luxembourg</i>	55

CHAPITRE III

Etat de la jurisprudence antérieure à la loi de 1898..	59
---	-----------

I

La jurisprudence tend à apprécier de plus en plus sévèrement le devoir de protection du patron.....	59
---	----

II

Elle reste fidèle à la théorie traditionnelle de l'article 1382.....	62
--	----

III

Grâce à cette théorie, elle peut considérer que la faute la plus légère du patron entraîne pour lui une responsabilité.....	64
---	----

IV

	Pages
Quel est le devoir du patron ?.....	65
a) <i>Il doit guider l'ouvrier</i>	65
b) <i>Il doit prémunir celui-ci contre ses propres imprudences</i>	66

V

Comment la jurisprudence sanctionne rigoureusement les manquements à ce devoir de surveillance du patron	68
--	----

VI

Dans sa rigueur envers le patron, la jurisprudence arrive à voir la faute de celui-ci dans des cas où elle n'existe pas et ses arrêts la conduisent ainsi jusqu'à l'extrême limite du risque professionnel.	71
a) <i>Arrêts de la Cour de cassation</i>	75
b) <i>Arrêt du Conseil d'État</i>	80

CHAPITRE IV

Le risque professionnel	85
--------------------------------------	----

I

Origine de l'idée nouvelle.....	85
---------------------------------	----

II

Théorie du risque professionnel.....	87
§ 1 ^{er} . — <i>En quoi consiste le risque professionnel</i>	87
A) Le seul exercice régulier et normal de la profession, indépendamment de toute faute, soit du patron, soit de l'ouvrier, peut être une cause d'accidents	87

	Pages
B) La substitution des machines au travail manuel a étendu le domaine du risque professionnel.....	89
C) L'exercice des professions dangereuses peut rendre fatale la faute légère du patron ou de l'ouvrier et ainsi les conséquences funestes de cette <i>faute légère</i> constituent encore un risque professionnel.....	91

III

Comment on peut déduire du principe nouveau un système de responsabilité.....	96
a) <i>Qui sera responsable des accidents dans les professions qui font courir des risques</i>	97
b) <i>Le principe nouveau implique indemnisation et non réparation intégrale du préjudice causé par l'accident</i>	102
c) <i>La réparation des accidents doit rentrer dans les frais généraux de l'industrie</i>	107
d) <i>L'indemnité est fixée à l'avance et à forfait</i>	110
e) <i>Le système nouveau est susceptible d'être appliqué à toutes les industries dangereuses</i>	118

CHAPITRE V

Réforme simultanée de la législation dans les différents pays d'Europe.....	127
---	-----

I

Le Congrès de Paris en 1889.....	127
----------------------------------	-----

II

Examen des projets de réforme apportés par les principales puissances au premier Congrès de Paris en 1889.....	129
--	-----

A

	Pages
La réforme en France.....	429
Tableau sommaire des divers projets ou propositions de loi présentés au Parlement français, de 1880 à 1889.....	430
a) <i>Proposition de M. Léon Peulevey</i>	431
b) <i>Proposition de M. le comte de Mun</i>	433
c) <i>Proposition de loi de MM. Rouvier et Francis Laur</i>	437
d) <i>Projets instituant l'assurance obligatoire et l'organisa- tion corporative</i>	439
1 ^o Projet de M. Jules Roche, ministre du commerce (28 juin 1890.).....	439
2 ^o Proposition de loi de MM. Ricard et Guieysse.....	439

B

La réforme à l'étranger.....	440
1 ^o Les projets de réforme en Italie.....	440
2 ^o Les projets de réforme en Angleterre.....	444
3 ^o Les projets de réforme en Suisse.....	451
a) <i>Loi fédérale du 1^{er} juillet 1875</i>	452
b) <i>Loi fédérale du 23 mars 1877</i>	454
c) <i>Loi fédérale du 25 juin 1881</i>	455
d) <i>Loi du 25 avril 1887</i>	459
4 ^o La réforme en Allemagne.....	462
5 ^o La réforme en Autriche.....	476

CHAPITRE VI

La faute lourde	479
------------------------------	------------

I

Comment se pose le problème de la faute lourde.....	479
---	-----

TABLE DES MATIÈRES

293

II

Pages

Il est impossible de définir la faute lourde..... 186

III

Permettre la recherche de la faute lourde serait de nouveau
ouvrir la porte aux procès..... 190

IV

La suppression de toute recherche concernant les accidents dus
à la faute lourde de l'une des deux parties du contrat de
travail n'a pas eu pour résultat l'augmentation du nombre
des accidents constatée en Allemagne..... 193

V

Supprimer toute recherche de la faute lourde aurait-il pour
résultat d'endormir la vigilance du patron et de l'ouvrier et
d'augmenter le nombre des accidents?..... 196

VI

Conclusion..... 204

CHAPITRE VII

**Loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité des
accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur
travail..... 208**

I

Elle consacre le principe du risque professionnel... .. 208

II

	Pages
<i>Définition des exploitations assujetties</i>	214
§ 1 ^{er} . — Exception à l'article 1 ^{er}	214
§ 2. — Dans quelles conditions la loi de 1898 est-elle applicable à l'agriculture ? (Loi du 30 juin 1899).....	215

III

<i>Quelles sont les infortunes dont la loi assure la réparation ?</i>	217
---	-----

IV

<i>A quelles conditions le droit à indemnité est-il soumis ?</i>	219
1 ^{re} condition : Il faut que l'accident soit survenu par le fait ou à l'occasion du travail.....	219
2 ^e condition : Il faut que l'interruption du travail ait duré plus de quatre jours.....	226
3 ^e condition : Il faut que la victime n'ait pas intentionnellement provoqué l'accident.....	227
4 ^e condition : Il faut qu'il n'y ait <i>faute inexcusable</i> ni du patron ni de l'ouvrier.....	227

CHAPITRE VIII

Conclusion	235
-------------------------	-----

I

Critique des solutions différentes données au problème de la responsabilité des accidents du travail.....	235
a) <i>Système ancien fondé sur la faute subjective en vertu des dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil</i>	235

	Page:
b) <i>Système du renversement de la preuve</i>	236
c) <i>Système de la doctrine ou de la responsabilité contrac-</i> <i>tuelle</i>	238

II

Critique de la loi du 9 avril 1898.....	243
A. — <i>Elle ne mérite pas les reproches qui lui ont été adressés</i>	243
a) La loi, dit-on, est destinée à produire des résultats écono- miques désastreux.....	243
<i>Réfutation de cette opinion :</i>	
§ 1 ^{er} . — La grande et la petite industrie sont capables de sup- porter le sacrifice nouveau exigé par la loi de 1898.....	247
§ 2. — Le fardeau de l'indemnité supportée par l'industrie n'est pas excessif.....	249
§ 3. — La loi qui n'a pas entravé l'essor extraordinaire de l'in- dustrie allemande et de l'industrie anglaise n'aura pas pour effet de ruiner, comme on le dit, l'industrie française.....	253
b) Le bienfait accordé par la loi n'a, dit-on, aucune valeur morale.....	255
<i>Réfutation de cette opinion :</i>	
§ 1 ^{er} . — Il importerait peu que la loi n'ait aucune valeur morale si elle était <i>immédiatement</i> bienfaisante.....	258
§ 2. — La loi ne peut avoir cette vertu d'enlever son caractère de moralité à l'acte du patron qui secourt son ouvrier.....	259
§ 3. — C'est contre les mauvais patrons seuls que la loi exerce sa contrainte.....	261
§ 4. — Les liens entre le patron et l'ouvrier ne seront pas rompus par la loi.....	262
§ 5. — Il est permis de faire passer dans la loi positive un prin- cipe de droit naturel.....	263
B. — <i>La théorie du risque professionnel d'après la loi de</i> <i>1898 rentre dans la responsabilité du fait des choses et est</i> <i>destinée à s'adapter aux dispositions de l'article 1384 du</i> <i>Code civil</i>	265

	Pages
C. — <i>Le problème des accidents du travail, qui est strictement juridique dans la loi de 1898 doit trouver une base plus large et mieux appropriée dans le domaine du droit public</i>	274
<i>Conséquence de cette théorie :</i>	
C'est la corporation professionnelle qui doit subir les conséquences du risque.....	275
§ 1 ^{er} . — La corporation ne doit comprendre que les patrons...	276
§ 2. — La corporation doit être locale et non territoriale.....	277
§ 3. — La corporation est obligatoire et doit exercer sur les membres qui la composent une véritable souveraineté.....	278
D. — <i>Réfutation d'une dernière objection</i>	280
Une telle contrainte n'est pas incompatible avec le tempérament français.....	280

Le Mens. — Association Ouvrière (Mauboussin, Jobidon et C^{ie}) 5, rue du Parc-Fpit.
